Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16572 – 7,50 F - 1,13 EURO — SAMEDI 9 MAI 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



CLAUDE DITYVON

Mai 68 : le Général n'a rien compris

Cinquième épisode du roman-feuilleton de Patrick Rambaud consacré à Mai 68. Mercredi 8 mai : devant le conseil des ministres, le ministre de l'éducation nationale, Alain Peyrefitte, rejette la responsabilité des événements sur des « *spécialistes de l'agitation* ». Le général de Gaulle grommelle contre les « *foutriquets qui cherchent à casser l'université* » et se prépare à partir en visite officielle en Roumanie. p. 10 et 11

Polémique en Italie

Les causes du déclenchement des coulées de boue qui ont provoqué une catastrophe près de Naples soulèvent de graves questions sur la responsabilité des pouvoirs publics. p. 24

Camouflet rwandais pour Kofi Annan

En visite à Kigali, le secrétaire général de l'ONU s'est vu durement reprocher l'attitude des Nations unies pendant le génocide de 1994. p. 4

Paul Smith, le kitsch supersonique



Avec sa maison-boutique de Londres, le styliste anglais, inventeur d'un shopping inspiré des années Blair, boucle son tour du monde en deux cent vingt magasins. p. 18

Des instituteurs en congrès

Les débats au sein du Snuipp, réuni en congrès à Lille du 4 au 7 mai, ont principalement porté sur les emplois-jeunes et la Seine-Saint-Denis. p. 8

L'exclusion devant les députés

L'Assemblée nationale, qui examine le projet de loi sur les exclusions, a écarté un amendement proposant que les chômeurs soient représentés à la direction de l'Unedic. p. 7

Football : Lens ou Metz ?

Nordistes et Lorrains jouent le titre lors de la dernière journée du championnat de France, samedi 9 mai. p. 17

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 509 - 7,50 F



Hans Tietmeyer s'explique sur l'euro

● Un entretien avec le président de la Bundesbank ● « L'union monétaire doit conduire à une intégration politique supplémentaire » ● « Monnaie supranationale et Banque centrale dépolitisée » éviteront les « conflits entre nations » ● BCE : M. Duisenberg sème le doute sur son mandat

DANS UN ENTRETIEN exclusif accordé au *Monde*, à peine une semaine après le lancement officiel de l'euro, Hans Tietmeyer, le président de la Bundesbank, estime que « *l'union monétaire doit à terme conduire à une intégration politique supplémentaire* ». Parlant avec optimisme de l'euro et se présentant en « *défenseur de l'Europe* », le patron de la Bundesbank prône une Banque centrale européenne « *dépolitisée* », sinon, dit-il, « *on risquerait de voir naître des conflits politiques entre nations* ». Il estime que « *l'euro, s'il devient une monnaie crédible, pourra devenir un concurrent pour le dollar* ». S'il ne se prononce pas sur l'affaire de la présidence de la Banque centrale européenne (BCE), M. Tietmeyer observe cependant : « *Le compromis de Bruxelles doit être regardé dans son ensemble. Le directoire proposé pour la Banque renforce la confiance dans sa future politique monétaire.* »



Wim Duisenberg, désigné par les dirigeants européens comme premier président de la BCE, a semé le doute, jeudi 7 mai, à propos de la période pendant laquelle il souhaite assumer ce mandat. Au terme de laborieuses discussions, le week-end dernier, un compromis avait été trouvé entre les Quinze en vertu duquel le Néerlandais cèderait la place au gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, avant le terme normal du mandat. Prenant le contrepied de ce qu'avait affirmé Jacques Chirac, M. Duisenberg a démenti s'être fixé une limite : « *Je n'ai jamais dit que je ne resterais que quatre ou cinq ans*, a-t-il déclaré devant la commission économique et monétaire du Parlement européen. *J'ai dit qu'il n'était pas probable que je reste pendant huit ans.* »

En collaboration avec la revue *Nature* et le quotidien *El País*, *Le Monde* fait également le point sur l'avenir de l'Europe de la recherche.

Lire pages 2, 3 et 16, les points de vue page 12 et notre éditorial page 13

Volkswagen surenchérit sur BMW pour racheter Rolls-Royce

LES CONSTRUCTEURS allemands font une démonstration de force. Le jour où Daimler-Benz fusionne avec Chrysler, Volkswagen surenchérit sur BMW pour racheter les prestigieuses Rolls-Royce. Ferdinand Piëch, son ambitieux président, propose de payer 430 millions de livres (4,3 milliards de francs), soit 90 millions de plus que son concurrent, pour s'offrir les voitures au célèbre bouchon de radiateur. Les actionnaires de Vickers, propriétaire actuel de Rolls-Royce, feront connaître leur choix le 4 juin. Mais BMW brandit une menace : ne plus livrer les moteurs qui équipent les nouveaux modèles Silver Seraph. La bataille n'est donc pas terminée, d'autant plus que le constructeur de moteurs d'avions Rolls-Royce, qui garde les droits de la marque, préfère BMW.

Lire page 14

La Turquie veut des moustaches politiquement correctes

SOIXANTE-QUATORZE ANS après la « réforme de l'habit » (*kilik kiyafet devrimi*) initiée par Atatürk à la création de la République, la moustache et la barbe, attributs dont seraient pourvus 66 % de la population mâle d'Anatolie, sont dans la ligne de mire des autorités turques. Depuis l'interdiction, en janvier, du Parti de la prospérité (Refah, islamiste), celles-ci livrent une lutte sans répit contre les ennemis de la laïcité. Et c'est en son nom que les fonctionnaires turcs ont été récemment invités par leur hiérarchie à se raser quotidiennement ou, du moins, à arborer des moustaches politiquement correctes.

Car, en Turquie, il y a façon et façon de porter la moustache. Au-delà de la simple affirmation de virilité – « *être homme, c'est être moustachu* », dit le proverbe –, l'ordonnancement du système pileux facial – ou son absence – éclairent sur l'appartenance sociale (militaires, fonctionnaires et représentants du monde des affaires sont souvent glabres), sur l'origine culturelle (orientale ou occidentale, rurale ou citadine) et, enfin, sur les sympathies politiques. Fournie et retombant des deux côtés de la bouche, la moustache trahit une communauté de vues avec la droite nationaliste ; épaisse et mordant légèrement sur la lèvre supérieure, elle suppose une certaine sympathie pour la gauche et l'extrême gauche ; courte et bien taillée, elle est l'apanage des islamistes.

La barbe, elle, se porte longue chez les *Hezbollahci* (sympathisants du Hezbollah), en bataille chez les intellectuels de gauche, soigneusement taillée chez les militants du Refah ou chez les *Haci* (pèlerins) de retour de La Mecque. Suspecte aux yeux des défenseurs de la laïcité, la barbe n'a pas droit de cité dans les administrations publiques. Dans les universités, elle est même la cible d'interdictions à répétition. Dernièrement, les pressions exercées sur de jeunes barbus de l'université d'Istanbul ont provoqué de telles réactions que l'administration a fait marche arrière. Quant à la reprise en main de la moustache, elle ne vise pas les seuls islamistes mais tout autant les ultranationalistes du Mouvement de l'action nationaliste (MHP, extrême droite). Certains s'étaient en effet émus de constater que les membres des « équipes spéciales », ces commandos paramilitaires autonomes chargés de la lutte contre les séparatistes kurdes, affichaient de solides moustaches à la Gengis Khan, en vogue chez les ultranationalistes.

« *On n'impose pas la démocratie en rasant les moustaches*, commentait récemment le quotidien *Cumhuriyet*. *En luttant de façon aussi superficielle contre le fascisme et l'intégrisme, sommes-nous vraiment en train de défendre la laïcité, la République et la démocratie ou faisons-nous tout simplement semblant ?* » Les vrais amateurs pourront se consoler en participant aux « concours de moustaches » organisés dans plusieurs régions de Turquie, qui récompensent la plus grande, la plus belle, la mieux lissée, la plus brillante, la plus noire des bacchantes. Restent aussi les moustaches de type neutre *kaytan* (fine et recourbée au dessus de la lèvre), *cetvel* (un trait fin et court), *pala* (épaisse, qui dépasse la largeur de la bouche). A moins que l'« ottomane » (longue et pointue en ses extrémités), affectionnée par les nostalgiques, ne fasse un retour en force ?

Marie Jégo

Les trois ans de Jacques Chirac

LES PARTISANS du président de la République ont fêté, jeudi 7 mai, le troisième anniversaire de son élection. A l'invitation de l'Association des amis de Jacques Chirac, présidée par Bernard Pons, quelque trois cents dîners républicains ont réuni 46 000 sympathisants, selon les organisateurs. Cette mobilisation s'inscrit dans la perspective de la prochaine échéance présidentielle. D'ici là, cependant, le chef de l'Etat devra restaurer son crédit dans l'opinion. S'il a retrouvé un niveau de popularité qu'il n'avait plus connu depuis son élection en 1995, M. Chirac est très loin d'avoir effacé les déceptions suscitées par son début de septennat et par la dissolution manquée de 1997.

Lire page 6

Le Japon tangue mais ne coule pas

UN *TITANIC* proche de son iceberg : telle serait la situation du Japon. La « dérive », le « naufrage » de l'archipel dans une « Asie défaite »... Les mots ne manquent pas pour stigmatiser les dangers qui viendraient de cette Asie, et en particulier de la seconde puissance économique du monde, grosse d'une crise aux effets planétaires. Régulièrement, dans un climat alarmiste, certains se plaisent à réanimer le spectre d'une crise de l'ampleur de celle de 1929 qui aurait pour épicentre l'archipel. Ces craintes sont-elles fondées ?

Le passé, pas si lointain, devrait inciter à quelque modération. Il y a dix ans, le Japon « *achetait le monde* ». Cette « *puissance d'un nouveau type* » allait, disait-on, prendre la relève des Etats-Unis. L'« *âge du Pacifique* » s'ouvrait. Que reste-t-il de ces belles analyses ? Sans coup férir, on est passé de la thèse de la croissance exponentielle à celle au déclin, puis du naufrage.

Le « *Japon qui coule* » n'est pas une idée neuve. Après que, dans les années 80, les « révisionnistes » nous eurent « appris » que le Japon était un « *pays atypique* » en retournant du positif au négatif les clichés sur lequel était fondé le mythe du miracle économique – ce qui était positif si l'argumentation avait été moins propagandiste et un peu plus élaborée –, Bill Emmott, de l'hebdomadaire britannique *The Economist*, annonçait que « *le soleil se couche aussi* ».

Depuis cette époque, la presse anglo-saxonne prédit régulièrement que l'archipel va faire naufrage. Aujourd'hui, avec la récession et les crises asiatiques en toile de fond (réduites bien souvent, et à tort, à « une » crise indifférenciée), le Japon serait en bout de course : un bateau « *à la dérive* » et « *sans capitaine à bord* ».

Plusieurs facteurs concourent à la dramatisation régulière dont est l'objet dans son ensemble une Asie hâtivement portée aux nues par un Occident qui, dans un inopiné sursaut de vertu, s'émeut aujourd'hui du manque de transparence de régimes dont ses chancelleries et ses banquiers s'accommodaient si bien jusqu'alors.

Philippe Pons

Lire la suite page 13

Les tambours de Bahia



GILBERTO GIL

LE BRÉSILIEN Gilberto Gil est la figure emblématique de la musique de Salvador de Bahia, où il codirige le Percpan, festival international de percussions. En avril, ce rendez-vous a souligné la vitalité des ensembles rythmiques brésiliens qui, comme Olodum ou Timbalada, portent la conscience des racines africaines de la musique populaire bahianaise.

Lire page 20

EUROPE Le futur président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a donné jeudi 7 mai une version assez différente de celle de Paris du compromis élaboré dimanche à Bruxelles sur la durée de son mandat. *« Je n'ai jamais dit que je ne resterai que quatre ou cinq ans,* a-t-il déclaré devant la commission économique du Parlement européen. ● APRÈS L'AUDITION des six membres du directoire de la BCE, les députés doivent entériner leur désignation par un vote le 13 mai. ● HANS TIETMEYER, le président de la Bundesbank, dans l'entretien qu'il nous a accordé, se refuse à commenter le compromis de Bruxelles. Il se félicite que *« la construction de la BCE s'inspire largement du modèle de la Bundesbank ».* ● AU SOMMET franco-allemand d'Avignon, les dirigeants des deux pays se sont efforcés de dissiper l'impression de discorde qu'avait laissée la réunion de Bruxelles.

Wim Duisenberg sème le doute sur la durée de sa présidence à la BCE

Le banquier néerlandais, se démarquant des propos tenus dimanche 3 mai par Jacques Chirac, a démenti avoir promis d'interrompre son mandat à la Banque centrale européenne au bout de quatre ou cinq ans, tout en confirmant qu'il ne resterait pas huit ans

BRUXELLES
de notre correspondant

Wim Duisenberg, désigné dimanche par les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze pour devenir le premier président de la Banque centrale européenne (BCE) à partir du 1er juillet, a présenté le compromis intervenu sur la durée de son mandat en des termes assez différents de ceux de Jacques Chirac, jeudi 7 mai à Bruxelles. *« Je n'ai jamais dit que je ne resterai que quatre ou cinq ans,* a déclaré M. Duisenberg devant la commission économique du Parlement européen. *J'ai dit que vu mon âge* [soixante-trois ans] *ce ne serait pas raisonnable de rester huit ans. Une attitude qui n'a rien d'exceptionnel : aux Etats-Unis, le mandat est de quatorze ans, mais je ne me rappelle pas quelqu'un qui ait mené un tel mandat jusqu'à son terme. »*

Ces paroles ont enchanté la commission économique du Parlement européen, largement acquise au nouvel homme fort de l'Europe monétaire et ravie de jouer un mauvais tour aux Français et à leur président, dont la cote d'amour est ici au plus bas. La Commission, présidée par l'Allemand Karl von Wogau (PPE), organisait jeudi et vendredi les auditions des six membres du directoire de la BCE qui ont été choisis par les Quinze. Le Français Christian Noyer, ancien directeur du cabinet d'Edouard Balladur puis directeur du Trésor, désigné comme vice-président de la BCE pour quatre ans, devait se soumettre à cet examen vendredi. La semaine prochaine à Strasbourg la commission économique puis le Parlement en session plénière adopteront un avis sur les nominations qui leur ont été soumises. Cet avis est purement consultatif mais n'est pas dénué, on s'en doute, d'une certaine importance politique.

La lecture faite par M. Duisenberg du *gentleman agreement*, obtenu non sans mal durant la nuit de samedi à dimanche, diffère sensiblement de celle de Jacques Chirac. Les députés qui avaient exprimé leur opposition à toute formule de partage du mandat, l'ont interrogé à plusieurs reprises sur le même thème. *« J'ai voulu avoir une garantie jusqu'au moment du retrait des signes monétaires nationaux* [printemps 2002] ; *pendant cette période significative, je serai là. Mais je ne sais pas combien de temps je resterai au-delà. Je ne pense pas me retirer à un moment spécifique. Il y a eu des tentatives pour que j'indique une date précise. J'ai refusé de le faire. La décision de me retirer sera ma décision et ma décision seule. »*

« Je déplore que la question de la nationalité ait été mise tellement au premier plan »

Il reste à savoir ce qu'il a exactement dit aux chefs d'Etat et de gouvernement lorsqu'il s'est entretenu avec eux durant la nuit. On retrouve ici le caractère très ambigu de cette réunion extraordinaire, M. Chirac et M. Duisenberg en donnant des versions bien différentes.

Bousculé sans beaucoup d'égards durant le week-end, M. Duisenberg s'est défoulé après coup en critiquant le comportement français. Interrogé sur l'opportunité qu'il y avait à désigner la nationalité de son successeur (il sera français, nommé pour huit ans, et M. Chirac a confirmé qu'il s'agirait de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France), il a répondu : *« Indépendamment de la personne, c'est une décision que je trouve légèrement absurde. »* Il est revenu à la charge plus tard. *« Le traité prévoit des critères assez précis quant à la candidature du président et des membres du directoire. Mais on ne trouve aucune référence à la nationalité. Je déplore que la question de la nationalité ait été mise tellement au premier plan. »*

Les Français membres de la Commission parlementaire se font peu entendre. Jean-Antoine Giansily (RPR) livrait une impression sans nuances : *« Il veut nous rouler. »* Pervenche Pérès, présidente des socialistes français au Parlement européen, était du même avis : *« il sort du contrat, il n'est pas dans l'épure de l'accord. »*

Pour le reste, c'est-à-dire la gestion de l'euro par la BCE, M. Duisenberg fait preuve d'un grand classicisme. Il répète qu'un environnement stable et prévisible constitue la meilleure chance pour la croissance et l'emploi ; il indique que, lorsque la stabilité des prix sera tout à fait acquise, les taux d'intérêt pourront diminuer et il voit là la meilleure contribution possible de la BCE à la croissance. Il parle en termes prudents, presque réservés, du Conseil de l'euro.

Il insiste pour que les pays dont la dette est encore élevée (Italie, Belgique) continuent leur effort. Il explique à plusieurs reprises que la politique monétaire ne peut pas tout, soulignant, par rapport à l'objectif de stabilité des prix, l'importance de la politique budgétaire, de la modération salariale, de l'harmonisation fiscale. *« La BCE n'hésitera pas à faire connaître son point de vue par des déclarations, des articles, par exemple sur la politique budgétaire, si elle estime que c'est nécessaire pour parvenir à un meilleur équilibre entre les différentes composantes de la politique économique. »*

Conscients du souci de transparence de l'opinion, les dirigeants de la BCE rencontreront régulièrement le Parlement européen. Mais ils ne publieront pas le procès-verbal de leurs réunions. Selon M. Duisenberg, l'expérience faite en Grande-Bretagne n'a pas été concluante : une telle publication met inutilement en relief des divergences, par exemple sur l'opportunité de relever ou non les taux d'intérêt, qui risquent d'avoir des effets néfastes.

Ph. L.

« L'argent, c'est mon métier »

« JE n'ai jamais dit que je ne resterai que quatre ou cinq ans. J'ai dit qu'il n'était pas probable que je reste pendant huit ans », a déclaré Wim Duisenberg, jeudi 7 mai à Bruxelles devant le Parlement européen. *Je resterai à mon poste, au moins pendant la première période, jusqu'au lancement des pièces et des billets libellés en euros et au retrait des anciens signes monétaires. Après, nous verrons, personne ne le sait, moi non plus d'ailleurs. »*

VERBATIM

Le compromis de Bruxelles lui a laissé un *« arrière-goût amer, dont il convient de se débarrasser en se lavant les dents. C'est une décision que je trouve légèrement absurde pour s'exprimer prudemment – et je déplore le rôle joué par les questions nationales dans cette affaire –, mais elle n'aura cependant aucun impact sur le comportement de la Banque centrale européenne à l'avenir ».*

Il a rappelé que sa première mission serait *« d'assurer la stabilité monétaire. La politique monétaire n'est ni la cause, ni la solution à un niveau de chômage élevé en Europe. A partir du moment où la stabilité des prix est assurée (...), les taux d'intérêt pourront diminuer. La Banque centrale soutiendra les autres politiques menées par les Etats-membres, notamment en matière de lutte contre le chômage. (...) L'argent, c'est mon métier. »*

TROIS QUESTIONS À...
PERVENCHE PÉRÈS

1 En tant que présidente des *socialistes français au Parlement européen et membre de la commission des affaires économiques et monétaires, que pensez-vous de l'interprétation que donne Wim Duisenberg de l'arrangement sur la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) ?*

M. Duisenberg vient d'indiquer qu'il n'était pas impossible qu'il fasse un mandat de huit ans, mais que ce n'était pas son intention. Dans l'enceinte du Parlement européen, le public lui est très largement acquis. L'honnêteté aurait voulu qu'il rappelle que la lettre et l'esprit du traité ont été respectés quant à la durée de son mandat et qu'il ne modifie pas le sens de la déclaration qu'il a faite devant les chefs d'Etat et de gouvernement.

2 Peut-il résulter de ses propos de *nouvelles tensions* de nature à gêner la mise en place puis le fonctionnement de la BCE ?

Je ferai tout pour que le Parlement européen ne fasse pas preuve d'irresponsabilité en essayant de remettre en cause ce qui a été décidé le week-end dernier ; nous demandons en effet à être l'enceinte devant laquelle la BCE explique sa politique à l'opinion. Il est difficile d'imaginer que la prise de position de M. Duisenberg ne suscite pas de la part de la France un rappel de l'accord intervenu dimanche.

3 L'ambiance lors de l'audition par la Commission monétaire du Parlement européen a été hostile à la France. Croyez-vous que Jacques Chirac et Lionel Jospin ont trop insisté pour imposer Jean-Claude Trichet et Christian Noyer ?

Il y a peut-être eu des erreurs tactiques commises par les Français lorsque en 1996 M. Duisenberg a été coopté par les gouverneurs de banques centrales. Cependant, sur le fond, la nomination des membres du directoire de la BCE est bien une décision qui relève du pouvoir politique. Et il est essentiel que cela soit respecté.

Propos recueillis par Philippe Lemaître, à Bruxelles

Hans Tietmeyer, président de la banque

« L'union monétaire doit à terme conduire à une intégration

« Le compromis de Bruxelles sur la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) a provoqué un tollé en Allemagne, mais les marchés financiers ont bien réagi. Comment l'interprétez-vous ?

– Le résultat de Bruxelles doit être regardé dans son ensemble. Le directoire proposé pour la BCE renforce la confiance dans la politique monétaire future de la banque centrale.

– Le compromis sur la présidence est-il une défaite pour la Bundesbank et les gouverneurs de banques centrales ?

– Cela n'a rien à voir avec une défaite ou une victoire des banquiers centraux. C'est une décision politique que je n'ai pas à juger.

– Cette décision est-elle conforme au traité de Maastricht *ou à son esprit* ?

– Je ne suis pas juriste, je pars du principe que la décision est conforme au traité. Je ne veux pas parler de l'esprit.

– M. Duisenberg devrait partir au bout de quatre ans, mais le ministre des finances allemand, Theo Waigel, a dit que M. Duisenberg pourrait rester huit ans s'il le souhaitait.

– Je ne connais aucun texte fixant une limite de quatre années. M. Duisenberg a été nommé pour huit ans et a indiqué qu'il n'entendait pas accomplir son mandat complet. C'est sa décision.

– Est-ce la nomination de Jean-Claude Trichet qui vous gêne, ou le fait qu'il ait été proposé par Jacques Chirac ?

– Ce n'est pas une question de personnes. Jean-Claude Trichet est un banquier central très qualifié. Nous collaborons depuis longtemps ensemble et sommes bons amis. La question n'est pas de savoir si l'on voulait de M. Trichet ou non. Mais M. Duisenberg possède en plus de sa qualification de banquier central l'expérience particulière de la présidence de l'Institut monétaire européen (IME).

– La BCE a été construite sur le modèle de la Bundesbank parce que celle-ci a joué un grand rôle dans le succès économique allemand depuis la guerre. Mais ce modèle ne repose-t-il pas sur des *particularismes allemands* ?

– Les cinquante années de succès du deutschemark ne sont certainement pas seulement dues à la politique monétaire de la banque centrale. Mais celle-ci a joué un rôle important. J'y vois trois raisons. Premièrement, la banque centrale a eu dès le premier jour, un mandat clair pour défendre la stabilité de la monnaie et elle ne devait soutenir les autres objectifs politiques que dans la mesure où cela ne mettait pas en danger cette stabilité.

» Deuxièmement, la loi lui conférait une indépendance de décisions à l'égard du pouvoir politique. Il y a toujours eu des tentatives de porter atteinte à cette indépendance, sous le chancelier Adenauer et plus tard. Mais *in fine*, la Bundesbank est toujours parvenue à imposer son indépendance. Pour cela, il était décisif qu'elle ait le soutien des différentes composantes de la société allemande : la population, la presse, les associations, les scientifiques mais aussi le Parlement. Sa stabilité était ancrée dans un consensus fondateur en Allemagne, en particulier aussi à cause des expériences collectives des Allemands, qui ont vécu deux fois dans le siècle l'hyperinflation, avec toutes ses conséquences économiques, sociales et politiques.

» Troisième condition du succès, le système de décision de la Bundesbank est collégial. Ses membres provenaient d'horizons politiques et professionnels différents. Mais une fois nommés pour huit ans, ils *étaient indépendants*. C'était comme un petit Parlement, qui après délibération prenait les décisions relevant de sa compétence. Cette construction a donné à la Bundesbank son autorité aux yeux du public et des pouvoirs politiques et la rend du coup moins influençable.

On peut se demander si, à terme, dans le cadre d'une union politique, le budget européen pourra rester aussi faible

» La Bundesbank n'est pas dans une tour d'ivoire. Outre les rapports et les discours que nous faisons, nous organisons des rencontres informelles avec les différents groupes de la société : association, banques, syndicats, députés, partis politiques. Le dialogue est permanent, mais reste informel. Le Parlement a jusqu'à ce jour renoncé à faire des auditions formelles sinon elles pourraient être interprétées dans l'opinion publique allemande comme une interférence dans la politique monétaire.

– Comment transposer le modèle de la Bundesbank au niveau de la BCE ?

– On ne peut pas transférer complètement un modèle national au niveau européen. Mais la construction de la BCE s'inspire largement de la Bundesbank. Le mandat est sans équivoque, la stabilité des prix. Les membres du conseil sont indépendants. Le système est aussi collégial. Chaque membre a la même voix. Une des questions est de savoir si les membres du conseil se considèreront comme représentants de leur pays d'origine ou se sentiront responsables de l'Euroland dans son ensemble. En Allemagne, le représentant de la Bavière, de Hambourg ou de Berlin ne s'est pas considéré comme l'avocat de sa région d'origine, mais comme le gardien de la stabilité de tout le territoire. C'est pareil au niveau européen. Désormais, je ne dois pas regarder l'Allemagne, mais tout l'Euroland. Nous devons tous réaliser ce saut intellectuel.

– Par exemple, comment faire accepter à des pays des décisions sur les taux d'intérêt qui ne correspondent pas à leur propre conjoncture ?

– C'est le problème qui existe aux Etats-Unis. Dans le futur, il n'y a aura qu'un seul taux d'intérêts pour l'Euroland. C'est pourquoi il faut avoir une monnaie supranationale et une banque centrale dépolitisée. Sinon, on risquerait de voir naître des conflits politiques entre nations.

– On ne semble pas retrouver au niveau européen ce consensus fondateur dont vous parlez pour l'Allemagne...

– Je pense qu'au cours des dix dernières années, particulièrement au cours des deux ou trois dernières années, le consensus est devenu plus fort. Il est important que ce consensus ne soit pas brisé par ceux qui disent : nous avons l'euro, nous pouvons prendre un autre chemin. Il faut veiller à avoir, par exemple, une discipline budgétaire suffisante, telle que le traité le prévoit. C'est là une grande responsabilité pour les pays les plus importants.

» Si, par exemple, nous avions une politique budgétaire expansive en Allemagne, la BCE pourrait être contrainte de durcir sa politique monétaire. Tous autres pays devraient en supporter les conséquences. Pour éviter les malentendus : la discipline budgétaire n'est pas incompatible avec une politique de croissance et d'emploi raisonnable. Bien au contraire, elle l'encourage, du moins à long terme.

– Le conseil de la BCE ne manque-t il pas de diversité, *comme c'est le cas de la Bundesbank* ?

– Dans le directoire de la Bundesbank, nous avons toujours des membres ayant une longue expérience de banquier central ou une autre expérience. A titre personnel, je n'ai pas tout de suite été nommé président et auparavant j'ai travaillé vingt-cinq ans sur la politique monétaire au sein du gouvernement. La question n'est pas de savoir si tel ou tel a été banquier central, mais s'il a les qualifications monétaires ou bancaires et est fondamentalement attaché à la stabilité de la monnaie. Les membres du directoire de la BCE ont des expériences différentes. M. Duisenberg a été ministre des finances, il a travaillé au Fonds monétaire international et a été banquier central.

– Les dirigeants de la BCE pourront-ils être auditionnés par les Parlements nationaux ?

– C'est comme si j'étais audité par le Parlement régional de Bavière. J'enverrais plutôt le président de la Landeszentralbank de Munich. Si les Parlements nationaux veulent discuter ou avoir des informations, les présidents de leurs banques centrales nationales sont à leur disposition pour des entretiens informels. Il faut veiller en tout cas à ce que la politique monétaire ne soit pas déterminée par des positions nationales. Cela nuirait à la monnaie commune.

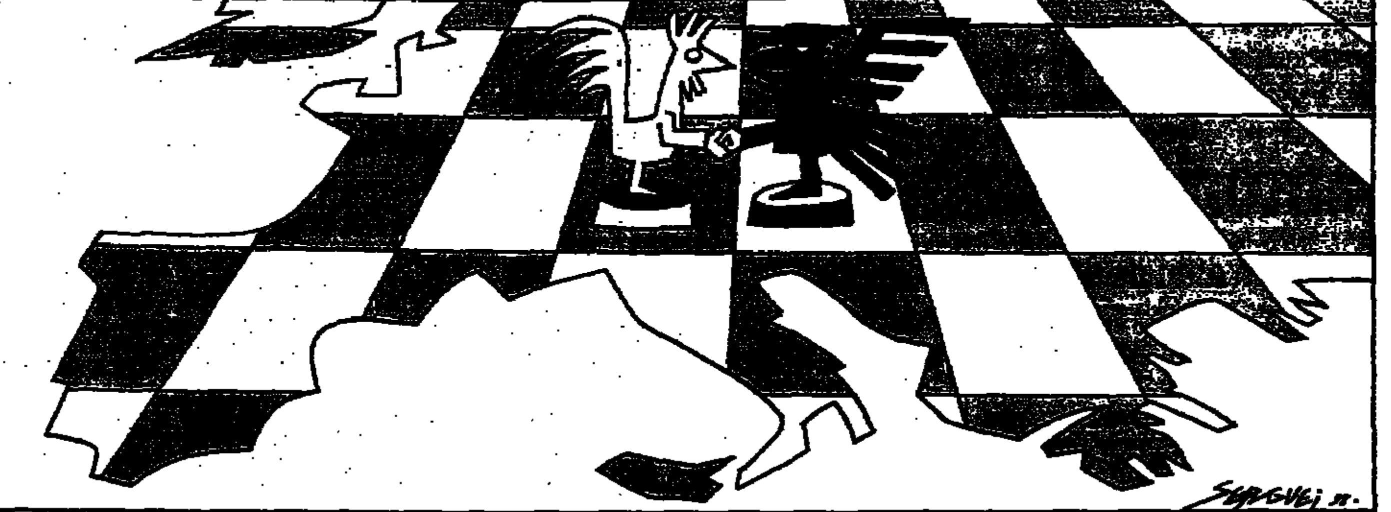
– Faut-il publier les minutes des débats de la BCE ?

– La publication des minutes ne permet pas d'avoir une discussion ouverte. A la Bundesbank, il nous est arrivé de commencer des débats où une position majoritaire est devenue au cours de la discussion minoritaire, car la minorité avait les meilleurs arguments. Si on publie les minutes, il est plus difficile de changer d'avis, pour des questions de prestige personnel.

Chaises musicales à la Bundesbank

C'est le secrétaire d'Etat aux finances, Jürgen Stark, bras droit du ministre Theo Waigel, qui a été choisi par le chancelier Helmut Kohl pour remplacer Johann Wilhelm Gaddum, en juillet, à la vice-présidence de la Bundesbank. M. Stark avait pourtant été en 1997 à l'origine du projet avorté de réévaluation du stock d'or de la banque centrale allemande destiné à aider l'Allemagne à respecter les critères de Maastricht. La question se pose toutefois de savoir si M. Stark pourra succéder à M. Tietmeyer, qui quittera la présidence de la Bundesbank en août 1999, en cas de victoire des sociaux-démocrates lors des élections générales de septembre 1998. En Allemagne, les membres du conseil de la banque centrale sont *« nommés par le président fédéral sur proposition du gouvernement fédéral »*. Le nom du successeur d'Otmar Issing, chef économiste de la Bundesbank, qui vient d'être nommé à la Banque centrale européenne (BCE) pour un mandat de huit ans, n'est par ailleurs pas encore connu.





Paris et Bonn tentent de limiter les effets du « raté » de Bruxelles

AVIGNON
de notre envoyé spécial

Le « raté » franco-allemand de Bruxelles sur la nomination du président de la Banque centrale européenne finira sans doute par être passé au compte « profits et pertes » de la construction européenne. Dans l'immédiat cependant, et jusqu'aux élections allemandes de fin septembre, il n'est plus question de voir le moteur franco-allemand produire la moindre étincelle.

En Avignon, les consultations franco-allemandes, qui se sont achevées, jeudi 7 mai, par une conférence de presse conjointe du chancelier Kohl, du président Chirac et de Lionel Jospin, ont plus été marquées par le souhait de chacun des protagonistes de se prémunir des conséquences politiques de cet affrontement que d'ouvrir de nouvelles pistes pour l'avenir de l'Europe.

La proposition du président Chirac de confier à Jacques Delors une mission d'information sur la réforme des institutions européennes a été renvoyée, semble-t-il, à des temps meilleurs. Le chancelier Kohl a eu un mot chaleureux pour l'ancien président de la Commission européenne, qu'il a aidé à mettre sur pied sa fondation « Notre Europe ». Mais les Allemands ont manifestement d'autres préoccupations aujourd'hui, en pleine campagne électorale, que de remettre sur la table une réforme politique de l'Union européenne dont les priorités sont loin de faire l'unanimité de part et d'autre du Rhin.

Le lancement de l'euro, que le chancelier a littéralement imposé à ses concitoyens, va prendre du temps à être accepté outre-Rhin. Les Allemands vont avoir besoin de se rassurer sur la fiabilité du nouveau système monétaire européen avant de se laisser convaincre de l'opportunité de progresser dans les autres domaines de la construction européenne.

Le soudain réveil d'une partie de la classe politique française pour réclamer un gouvernement économique de l'Union et exiger une réforme en profondeur des institutions européennes a suscité ces derniers mois les plus grandes méfiances des dirigeants allemands. Fin connaisseur des réalités françaises, le chancelier n'ignore pas que les traditions étatiques, différentes d'un pays à l'autre, pèseront dans le débat.

En Avignon, la chancelier a surtout cherché à donner des gages à ceux qui dans son propre camp – notamment en Bavière – lui reprochent de ne pas suffisamment tenir compte des spécificités allemandes dans la construction européenne. Comme il l'avait déjà annoncé dans la nuit du 2 au 3 mai à Bruxelles, lorsqu'il tentait de justifier le compromis sur la Banque centrale européenne devant la presse de son pays, Helmut Kohl a réaffirmé qu'il voulait lors du prochain sommet européen de Cardiff un grand débat sur la *« subsidiarité »*. C'est-à-dire sur une définition de ce qui, dans l'Europe de demain, doit relever du domaine de compétence des régions, des nations et de l'Union européenne.

Le chancelier a obtenu l'accord du président Chirac pour que Français et Allemands préparent de concert un document sur ce thème qu'ils transmettront aux Britanniques, qui assument actuellement la présidence de l'Union, pour préparer la discussion. L'un et l'autre ont réaffirmé que les nations devait garder une place fondamentale dans l'organisation de l'Europe de demain.

Le chancelier a souvent été accusé d'avoir bloqué une avancée décisive sur la réforme des institutions européennes lors du sommet d'Amsterdam, où a été définitivement approuvé en juin 1997 le pacte de stabilité monétaire définissant les règles de discipline au sein de la zone euro. Il a justifié en Avignon la prudence avec laquelle il envisage d'étendre le principe de la majorité qualifiée dans le processus décisionnel européen, défendant le droit pour l'Allemagne, dans des domaines comme le droit d'asile, de décider de sa législation comme elle l'entend.

Aucune avancée significative n'a été annoncée dans les négociations en cours sur la constitution d'un grand pôle européen dans l'industrie aéronautique et spatiale. Le premier ministre français, Lionel Jospin, a tenu à souligner que toute solution devrait tenir compte des réalités *« capitalistiques »*, mais aussi veiller à ce que *« nos volontés nationales, se conjuguant dans un objectif européen, restent à chaque moment bien respectées »*.

Si Paris et Bonn assurent de leur volonté d'aller de l'avant, on s'est contenté en Avignon d'indiquer qu'un rapport avait été demandé pour faire le point de la question lors du prochain sommet franco-allemand qui se tiendra à la fin de l'année. D'ici là, l'Allemagne aura eu des élections, un nouveau gouvernement, et peut-être un nouveau chancelier. Confronté aux sondages qui ne lui sont guère favorables pour le moment, Helmut Kohl, auquel le président Chirac a rendu un vibrant hommage pour le rôle qu'il a joué dans la construction européenne, ne s'est pas laissé abattre. *« Il faut garder cette habitude de me voir,* a-t-il dit. *Je serai là pendant encore un moment. »*

Henri de Bresson

Le problème des divorces

Les séparations de couples binationaux franco-allemands ont conduit ces dernières années à des imbroglios juridiques pour la garde des enfants. Des décisions de tribunal contestées ont conduit à plusieurs cas impunis d'enlèvements d'enfants par l'un ou l'autre parent. Les ministres de la justice des deux pays, Elisabeth Guigou et M. Schmidt-Jortzig, ont profité du sommet d'Avignon pour annoncer jeudi 7 mai plusieurs décisions afin d'améliorer la coopération judiciaire dans ce domaine. Il a été convenu que les deux gouvernements détacheront un magistrat auprès du ministère de la justice du partenaire afin de faciliter le suivi des dossiers, et de développer l'information sur l'application des conventions applicables.

Entrer dans l'Union n'est pas « une obsession » pour la Turquie

« EN EUROPE depuis plus de sept siècles, la Turquie n'a pas besoin d'une attestation de son européanité de la part de l'Union européenne ou d'autres » : de passage à Paris, mardi 5 mai, le ministre turc des affaires étrangères, le social-démocrate Ismaïl Cem, s'est fait l'écho du dépit ressenti par la Turquie depuis son exclusion des plans d'élargissement de l'Union européenne (UE) au sommet de Luxembourg de décembre 1997.

Mettant en avant l'appartenance géographique, historique et culturelle de son pays à l'Europe, M. Cem a dénoncé l'*« injustice »*, la *« discrimination »*, l'*« erreur de Luxembourg »*. Il a déploré l'inégalité de traitement entre la Turquie et les onze pays dont la candidature a été retenue par l'UE. Pour ces derniers, *« l'absence des critères requis est supposée être comblée par le processus d'adhésion »*, alors que, dans le cas de la candidature turque, l'alignement sur ces critères a été présenté comme une *« précondition à l'adhésion »*, a-t-il expliqué.

Hôte d'une conférence organisée par le comité et le groupe d'amitié France-Turquie de l'Assemblée nationale, le chef de la diplomatie turque a indiqué que l'entrée de son pays dans l'UE, tout en restant un *« objectif important »*, n'était pas une *« obsession »*. Dans un français irréprochable, l'ancien théoricien de la social-démocratie turque, qui étudia rue Saint-Guillaume dans les années 80, a conclu que son pays *« ne se contente plus d'être vu comme un pays à la périphérie de l'Europe »*.

Ni géographique, ni historique, ni culturel, le premier critère d'appartenance à l'Europe est *« celui de la démocratie »*, a rétorqué son interlocuteur français, Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes. Rappelant la position des Quinze à Luxembourg – *« Les conditions politiques et économiques en vue de l'adhésion ne sont pas réunies »* –, il a critiqué les maigres progrès en matière de droits et de libertés – *« Les derniers développements concernant la liberté de la presse nous interrogent »* – et la persistance de la question kurde *« ou, comme on dit en Turquie, la question du Sud-Est »*. *« Quels piètres Européens serions-nous si nous ne considérions pas ces problèmes ? »*, s'est-il exclamé.

M. MOSCOVICI « PERPLEXE »

Au moment où les relations entre la Turquie et la Grèce se sont de nouveau tendues, M. Moscovici a invité Ankara à recourir *« aux compétences de la Cour européenne de justice »*, préalable fixé par Athènes pour le règlement du différend territorial turco-grec en mer Egée.

Evoquant enfin le dossier chypriote, toujours dans l'impasse malgré la récente visite dans l'île de l'émissaire américain, Richard Holbrooke (qui a d'ailleurs mis fin à sa mission de bons offices), le ministre français a affirmé que l'attitude de la Turquie le laissait *« perplexe »*. *« Les deux communautés,* a-t-il déploré, *se satisfont d'une situation qui mène à la partition définitive, ce dont la France ne veut à aucun prix »*. *« L'Union,* a-t-il expliqué, *est une machine à produire du compromis, et la Turquie ne fait pas exception à cela. »* Pour amorcer le débat, il lança, déconcertant l'auditoire : *« Au fond, la Turquie veut-elle de l'Europe ? »*

Marie Jégo

centrale allemande
politique supplémentaire »


HANS TIETMEYER

» La publication des débats pourrait entraîner des conflits entre nations. Mais je pense qu'après avoir pris nos décisions, nous devons les justifier et les expliquer le plus rapidement et le plus complètement possible.

– Les situations européennes et allemandes ne sont pas comparables au niveau politique. Il est souvent reproché à l'Europe de souffrir d'un déficit de démocratie. La banque centrale, loin de faire l'objet d'un consensus, apparaît comme l'incarnation de l'argent.

– Pas en Allemagne. La Bundesbank n'est pas le symbole du méchant, au contraire. Mais je ne nie pas qu'il y a un problème. Mais pour quelqu'un qui s'est occupé d'union monétaire pour la première fois en 1970 en collaborant activement au plan Werner, je pense que l'union monétaire doit à terme conduire à une intégration politique supplémentaire.

– A quelle vitesse ?

– Tant qu'il n'y a pas de problème et que l'on a les mêmes orientations fondamentales, ce n'est pas indispensable. Mais il se peut qu'un jour, les pays aient des positions divergentes. La question se posera de savoir si une politique monétaire commune suffit. Un des premiers problèmes sera l'harmonisation de certains régimes fiscaux, par exemple. Nous ne pourrons pas rester durablement avec une taxation aussi différente des capitaux. Nous devons ausssi avoir des marchés du travail plus flexibles pour faire reculer le chômage, euro ou non. C'est ce que disent les neo-travaillistes, lorsque j'entends Tony Blair. Je sais que Pierre Bourdieu va me traiter de néolibéral. Mais j'ai commencé – du reste très tôt – à écrire, de façon critique, sur le néolibéralisme. Mon mémoire de fin d'études portait sur les conflits entre la doctrine sociale de l'Eglise et le néolibéralisme, mais M. Bourdieu n'en sait probablement rien. Le monde n'est pas aussi simple qu'on ne le croit. Je pense que nous avons aussi besoin de plus de décisions communes, dans d'autres domaines que la politique monétaire, ce qui ne veut pas dire que l'on doit avoir un Etat central européen. On a dit de moi que j'étais contre l'Europe. C'est le contraire. Lors de mon baccalauréat en 1952, l'un de mes professeurs m'a écrit : "A l'européen convaincu, je souhaite bonne chance." J'ai écrit mon premier devoir sur la communauté du charbon et de l'acier. Je suis un défenseur de l'Europe. Je ne veux pas qu'elle devienne une Europe des conflits, mais qu'elle puisse vivre sur la durée.

– Vous souhaitez une Europe fédérale, mais le budget européen est limité à 1,27 % du PIB.

– Je ne crois pas pour l'instant que les pays membres soient prêts à augmenter leur budget, il ne faut pas compter dessus à horizon prévisible. Quand je vois aujourd'hui le conflit sur la contribution nette des Etats au budget européen, je me dis que c'est déjà une situation dangereuse dont j'espère qu'elle ne conduira pas à une escalade. Les Allemands paient beaucoup au budget de l'Europe. Il est légitime de s'interroger de savoir si les pays de l'Euroland peuvent rester bénéficiaires nets du budget européen et s'il faut par exemple maintenir les fonds de cohésion, qui devaient permettre à certains pays de participer à l'union monétaire. Maintenant qu'ils sont dans l'euro, doit-on conserver ces fonds de cohésion ? Par ailleurs, on peut se demander si à terme, dans le cadre d'un union politique, le budget européen pourra rester aussi faible.

> Je sais que Pierre Bourdieu va me traiter de néolibéral. Mais j'ai commencé très tôt à critiquer le néolibéralisme

– Quel rôle jouera l'euro face au dollar ?

– Si l'euro devient une monnaie crédible, je pense que l'Europe disposera d'une monnaie de réserve plus importante que ne l'est le mark aujourd'hui. L'euro jouera un rôle plus important dans le commerce comme monnaie d'échange et pourra devenir un concurrent pour le dollar. Devenir une monnaie de réserve peut toutefois ne pas comporter que des avantages. La monnaie peut être poussée à la hausse par les marchés. Nous n'avons pas voulu faire du mark une monnaie de réserve, ce sont les marchés qui l'ont voulu.

Propos recueillis par
Eric Le Boucher
et Arnaud Leparmentier

En visite officielle à Kigali, Kofi Annan est pris à partie par les autorités rwandaises

Le secrétaire général de l'ONU s'est vu reprocher son attitude pendant le génocide

L'étape rwandaise de la tournée que le secrétaire général des Nations unies effectue dans huit pays d'Afrique était considérée comme la plus délicate. Kofi Annan a subi plusieurs camouflets. Il a été pris à partie au Parlement, jeudi 7 mai, et les plus hautes autorités de l'Etat ont boycotté le dîner offert en son honneur. M. Annan devait cependant avoir des entretiens avec les dirigeants rwandais vendredi.

KOFI ANNAN, le secrétaire général des Nations unies, a dû faire face, jeudi 7 mai, à une violente diatribe des autorités rwandaises qui l'ont accusé de ne pas avoir su empêcher puis arrêter le génocide de 1994. Dans un discours prononcé devant le Parlement rwandais où était officiellement reçu Kofi Annan, le ministre des affaires étrangères, Anastase Gasana, s'est lancé dans un long réquisitoire fustigeant l'ONU et la « ligue des nations », qui ont, selon lui, négligé le Rwanda depuis 1922.

« Le peuple rwandais se d emande où étaient passées les Nations unies à l'époque du génocide. Les Nations unies n'ont pas pu prévenir le génocide alors qu'elles détenaient des informations précises sur ce qui se déroulait au Rwanda », a déclaré Anastase Gasana, sous les applaudissements des députés présents. *« Nous sommes en droit de savoir qui était responsable. Imputer la responsabilité du génocide à l'inaction de la communauté internationale revient à dire que personne n'est réellement responsable »*, a-t-il ajouté. Trois députés ont ensuite enfoncé le clou. L'un, Polycarpe Gatete, a même interpellé M. Annan sur sa responsabilité personnelle au moment des massacres.

M. Gasana a exigé des indemnisations de la communauté internationale pour le génocide. Il a souligné que les forces de maintien de la paix de l'ONU, alors sous la direction de Kofi Annan, avaient été inefficaces. Il a exhorté les Nations unies à se *« ressaisir »*.

Le secrétaire général, venu au Rwanda avec l'objectif principal de renouer des relations fructueuses avec Kigali, avait soigneusement écarté de son discours tout ce qui pouvait froisser ses hôtes. *« Nous devons reconnaître et nous reconnaissons que le monde a manqué à ses devoirs envers le Rwanda en cette période de malheur »*, a-t-il dit, ajoutant que *« le monde devrait profondément se repentir pour cet échec »*. Il n'a recueilli que des applaudissements de courtoisie. Des députés interrogés après la séance ont qualifié ce discours d'insuffisant et ont continué à réclamer toute la vérité sur le rôle de l'ONU en 1994.

Sortant du Parlement, M. Annan n'en avait pas fini, pour autant, avec les camouflets. Quelques heures plus tard, le président rwandais, Pasteur Bizimungu, le vice-président et ministre de la défense, Paul Kagame, l'homme fort du Rwanda, et le premier ministre, Pierre-Célestin Rwigema, ne se sont pas présentés au dîner officiel offert en l'honneur de M. Annan. Après trente minutes d'attente, le secrétaire général des Nations unies a décidé de regagner à son hôtel.

« Le président, le vice-président et le premier ministre ont boycotté le dîner donné en l'honneur d'Annan pour protester contre son arrogance », a expliqué le porte-parole de la présidence, Joseph Bideri. *« Dans son discours devant le Parlement, M. Annan était particulièrement insolent, dur et insultant envers le peuple rwandais »*, a-t-il ajouté. – *(AFP, AP, Reuters.)*

La médiation de Felipe Gonzalez sur le Kosovo prend forme

BRUXELLES. L'ancien président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, s'est rendu jeudi 7 mai à Bruxelles pour des entretiens avec le secrétaire général de l'Otan et des hauts responsables de l'Union européenne au sujet de la crise au Kosovo. Depuis mercredi, la rumeur court que la République fédérale de Yougoslavie serait prête à accepter le principe d'une médiation internationale sur le statut de la province du sud de la Serbie, peuplée à 90 % d'Albanais.
Belgrade *« envisage sérieusement »* d'accepter le principe de la présence d'un médiateur international, a expliqué mercredi le vice-ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov. Si des négociations s'engageaient, Belgrade pourrait échapper aux nouvelles sanctions que le Groupe de contact – Etats-Unis, Russie, France, Allemagne, Italie et Royaume-Uni – menace de décréter si aucun progrès sensible n'est noté au Kosovo. – *(Reuters.)*

Le président Suharto s'en prend à la presse étrangère

DJAKARTA. Le président Suharto a accusé, jeudi 7 mai, la presse étrangère de mener *« une guerre psychologique »* en diffusant des informations *« négatives »* sur l'Indonésie. Pour la première fois depuis la crise, le chef de l'Etat devait quitter son pays, samedi, pour participer, au Caire, au sommet du G 15. De son côté, le général Wiranto, ministre de la défense et commandant en chef des forces armées, a affirmé que l'armée était en faveur de réformes mais *« graduellement et constitutionnellement »*. La situation s'est calmée, jeudi à Medan, après trois jours d'émeutes qui, selon la presse locale, auraient fait six morts et quatre-vingts blessés. Des manifestations d'étudiants se poursuivent dans l'ensemble de l'archipel, et des ouvriers se sont mis en grève dans la grande banlieue industrielle de Djakarta. Après avoir chuté de 17 % par rapport au dollar mercredi et jeudi, la roupie indonésienne s'était stabilisée (9 650 roupies pour un dollar) vendredi en fin de matinée. Aux Etats-Unis, la Maison Blanche a appelé le gouvernement indonésien à exercer une *« extrême prudence »* dans le maintien de l'ordre tout en respectant *« le droit des individus à exprimer leur dissension légitime »*. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **BELGIQUE : le sergent parachutiste Dirk Nassel, 26 ans, a été** condamné par la Cour militaire de Belgique, jeudi 7 mai, à un an de prison, dont six mois fermes, pour des faits commis en 1993, lors de l'opération « Restaurer l'espoir » en Somalie. En appel, la Cour a reconnu le caractère *« raciste »* des actes reprochés, notamment le fait d'avoir forcé un jeune Somalien à manger du porc. En première instance, le Conseil de guerre n'avait infligé que trois mois de prison avec sursis, une décision qui avait entraîné les protestations des organisations antiracistes belges. – *(Corresp.)*

■ **DANEMARK : le Parlement de Copenhague a ratifié, jeudi 7 mai,** le projet gouvernemental d'adhésion du Danemark au traité d'Amsterdam. Ce projet a été adopté en troisième lecture par 92 voix contre 22. Les partis d'extrême gauche (Socialistes du peuple et Liste de l'unité, ex-communiste) et d'extrême droite (Parti du peuple danois et Parti du progrès) ont voté « non ». La ratification de l'adhésion est toutefois dépendante du résultat du référendum sur le traité d'Amsterdam, qui aura lieu le 28 mai. Les sondages sont actuellement favorables au « oui ». – *(AFP.)*

■ **ALGÉRIE : le ministère de la défense** a *« catégoriquement démenti »*, jeudi 7 mai, dans un communiqué lu à la radio, qu'un général algérien ait accordé un entretien à la revue française *Politique internationale*, publié mercredi. La revue en question a publié, mercredi, un entretien, sous couvert de l'anonymat, avec un *« général X »*, dans lequel celui-ci a évoqué notamment la troisième et dernière phase de l'*« éradication »* du Groupe islamique armé (GIA). *Le Monde*, qui avait indiqué que le *« général X »* n'était autre que le général-major Mohammed Lamari, maintient son affirmation.

■ **TURQUIE : Özer Ciller,** l'époux de l'ex-premier ministre Tansu Ciller, a été condamné par la cour d'assises d'Ankara, mercredi 6 mai, à cinq mois de prison avec sursis pour *« falsification de documents officiels »* et devra s'acquitter d'une amende de deux millions de livres turques (moins de 50 francs). Selon l'acte d'accusation, M. Ciller a falsifié des documents pour les remettre à la commission parlementaire formée pour enquêter sur la fortune de son épouse, Tansu, chef du gouvernement turc de 1993 à 1996. – *(AFP, AP.)*

■ **IRAN : des millions d'Iraniens ont commémoré** le deuil chiite de l'Achoura, jeudi 7 mai, en souvenir de la mort au VIIe siècle de l'imam Hussein, au cours de la bataille de Karbala, une ville sainte du chiisme en Irak. L'Achoura est une célébration majeure dans la communauté musulmane chiite, qui considère l'imam Hussein comme un symbole de droiture et de lutte contre l'oppression et l'injustice. – *(AFP.)*

■ **CORÉE du NORD : Pyongyang pourrait revenir sur sa décision de** geler son programme nucléaire, à moins que les Etats-Unis ne respectent leur engagement pris en 1994, a annoncé, vendredi 8 mai, l'agence de presse nord-coréenne KCNA. Les Etats-Unis *« n'ont pas pris de décisions concrètes pour honorer l'accord conclu avec la République démocratique populaire de Corée »*, a déclaré un porte-parole du ministère nord-coréen des affaires étrangères, cité par KCNA. – *(AFP.)*

Vif émoi après le suicide d'un évêque pakistanais

L'ÉVÊQUE de Faisalabad a choisi, mercredi 6 mai, une solution extrême pour rappeler à l'opinion publique la triste condition de la minorité chrétienne du Pakistan : devant le tribunal d'une petite ville de la province du Pendjab, là où un chrétien venait, le 27 avril, d'être condamné à mort pour *« blasphème contre le prophète Mahommet »*, Mgr John Joseph, 62 ans, s'est donné la mort en se tirant une balle dans la tête.

Le geste de cet infatiguable militant des droits de l'homme, qui par le passé avait organisé deux grèves de la faim pour soutenir les revendications des chrétiens, a bouleversé en particulier les évêques d'Asie réunis actuellement en synode au Vatican. Il aura moins surpris son entourage. Mgr Joseph avait annoncé, voici peu, vouloir *« aller jusqu'au bout de cette lutte, même au prix d'actes extrêmes »*. Il se battait contre une loi à l'intitulé plutôt vague adoptée sous l'ancien dictateur Zia Ul Haq en 1985. L'article 295-C du code pénal pakistanais a ainsi permis aux juges de condamner le mois dernier à la pendaison un certain Ayoub Massih, accusé par un jeune musulman de son village d'avoir insulté le prophète. Selon le dire de celui-ci, Mohammed Akram, M. Massih lui aurait lancé un jour : *« Si tu veux savoir la vérité sur l'islam, lis donc Salman Rushdie ! »* Pour de nombreux musulmans, le simple fait de mentionner le nom de l'écrivain britannique d'origine indienne équivaut à partager les idées de ce « blasphémateur » et de son fameux livre *Les Versets sataniques*.

CELLULE D'ISOLEMENT

L'évêque catholique John Joseph avait toujours rejeté les accusations contre Ayoub Massih, estimant qu'elles n'étaient qu'un tissu de mensonges *« fabriqués »* pour forcer les quinze familles chrétiennes du petit village de l'accusé à renoncer à un litige au sujet d'un terrain.

Il y a environ deux millions de chrétiens (catholiques mais surtout protestants) au Pakistan, où les 140 millions d'habitants sont, dans leur écrasante majorité, des disciples du prophète. Ces dernières années, quatre chrétiens avaient été condamnés à mort pour les mêmes raisons qu'Ayoub Massih mais les jugements avaient tous été cassés par les hautes cours de justice.

L'accusé, qui attend désormais un pourvoi en cassation devant la Haute Cour de Lahore, s'est plaint récemment d'être confiné dans une cellule d'isolement de 2 mètres de long sur 1,30 mètre de large et de ne jamais avoir été autorisé à recevoir son courrier.

Bruno Philip

Joseph Estrada, ex-acteur de série B, est favori de l'élection à la présidence des Philippines

MANILLE
de notre envoyé spécial

Depuis quelques mois, les Philippins ont renoué avec leur sport favori : les élections. Une soixantaine de « nuisances », candidats peu sérieux à la présidentielle du lundi 11 mai, ont été éliminées par la Commission électorale. Et Imelda Marcos, veuve de l'ancien dictateur, a eu la grâce de se retirer. Il reste donc dix candidats. Comme un seul tour est prévu, le prochain président sera, quoi qu'il advienne, l'élu d'une minorité. Ce qui est déjà le cas du sortant, Fidel Ramos, qui n'avait obtenu que 23 % des suffrages exprimés en 1992.

En tête dans les sondages, l'actuel vice-président Joseph Estrada, dit *« Erap »*, 61 ans. Cet ancien acteur de série B à la silhouette épaissie, populaire sinon populiste, sait tourner à son avantage tous les péchés dont on l'accable : incompétent en économie, père de trois enfants naturels, fumeur, joueur et buveur. Il s'affirme le *« candidat des masses »* face aux « deux cents familles » qui dominent la société philippine. Roublard et habile, il est en fait « Monsieur tout le monde », ayant joué à l'écran tous les rôles en attendant l'ultime : *« la Présidence »*, le *« rôle le plus important dans la vie »*, a-t-il déclaré. Les sondages lui donnent plus de 30 % des voix.

Derrière, une petite poignée de candidats crédibles (de 10 % à 15 % des suffrages chacun) dont pourrait se dégager José de Venecia, dit *« Joe »*, 61 ans. Président de la Chambre des représentants, c'est un politicien traditionnel sans charisme, plus à l'aise dans les arcanes du pouvoir qu'à la tribune. Mais il a l'aval de Fidel Ramos et dispose de la meilleure machine électorale. Il a également reçu l'appui de syndicats ouvriers et paysans.

On retrouve à ses côtés le maire de Manille, Alfredo Lim, 68 ans, dit *« Dirty Harry »* par allusion au rôle de Clint Eastwood, ancien général de police, qu'on dit plus « flic aux méthodes expéditives » qu'économiste averti et auquel certains ont tenté, sans succès, de faire le procès de ses ascendances chinoises. Il a toutefois l'appui indéfectible de Cory Aquino, la « dame en jaune » et d'une bonne partie d'une hiérarchie catholique influente et soucieuse, avant tout, de barrer la route à Estrada. Dans une lettre pastorale lue dans toutes les églises, le cardinal Jaime Sin a estimé que *« le vainqueur le plus probable serait très probablement un désastre pour le pays »*.

AFFAIRE DE PERSONNALITÉS

Figurent également dans ce peloton Emilio Osmena, 59 ans, issu d'une grande famille et architecte d'un « miracle » économique à Cebu, dans le centre de l'archipel, ainsi que Raul Roco, 56 ans, dynamique sénateur et intellectuel qui a les faveurs des jeunes et de l'électorat féminin. Les cinq derniers candidats semblent distancés, à commencer par Miriam Defensor Santiago, qui n'avait pourtant été battue que d'une courte tête, en 1992, par Ramos.

Ainsi vont les Philippines douze ans après la chute des Marcos. La politique y demeure une affaire de personnalités, de clientèles, de régionalismes et même parfois d'ethnies, non de programmes ou d'étiquettes. Les candidats qui franchissent ces frontières sont rares. C'est sans doute le cas d'Estrada mais on reproche aussi au vice-président, qui n'avait pas été élu sur le même « ticket » que Ramos en 1992 (les deux postes sont pourvus par des scrutins distincts), de ne pas prendre assez de distances à l'égard de certains amis, soupçonnés d'être des mafieux mais jamais inculpés. C'est peut-être également celui de Raul Roco, sénateur, mais il ne s'agit de sa part que d'un premier essai avec, pour objectif, l'an 2004. Le peloton de queue privera les principaux candidats de 10 % à 15 % des suffrages.

La fête électorale – le *« cirque »* résument certains – a pourtant lieu, à coup de dizaines de millions d'affiches, de caravanes colorées et de meetings dominés par les vedettes du *showbiz*, très politisé aux Philippines. Six vedettes, dont un basketteur et trois acteurs, sont candidats à l'un des douze sièges soumis à renouvellement sur les vingt-quatre du Sénat. Au total, les 33 millions d'électeurs sont invités à choisir entre 100 000 candidats à 17 000 mille fonctions électives diverses. Une vingtaine de morts ont été enregistrées, bilan qui n'est pas désastreux pour le pays.

Il reste l'éternelle question d'éventuelles fraudes. Dans un faubourg de Manille, on a récemment découvert plus de 43 000 faux électeurs sur une liste de 216 000 inscrits. *« Je me battrai si je suis victime de la fraude »*, a déjà affirmé Estrada. Et s'il est élu, les milieux d'affaires feront au moins quelque temps la moue, faute d'avoir été convaincus par les trente et un conseillers de l'ancien acteur.

Une chose semble sûre : quel que soit l'élu, il devra sans doute s'accommoder de la présence à la vice-présidence d'une femme, Gloria Macapagal-Arroyo, *sénateur et fille* d'un ancien président. Les sondages lui accordent 44 % des suffrages, ce qui, aux Philippines, paraît imbattable.

Jean-Claude Pomonti

Bill Clinton presse Benyamin Nétanyahou de participer au sommet de Washington

WASHINGTON
de notre correspondant

Bill Clinton a invité, jeudi 7 mai, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à participer au sommet sur le Proche-Orient prévu lundi, à Washington, avec Yasser Arafat. Les *« occasions ne durent pas éternellement. Elles doivent être saisies, et j'espère que celle-ci sera saisie »*, a souligné le président américain devant une conférence d'Américains d'origine arabe, réunie dans un grand hôtel de la capitale fédérale. Pour témoigner de sa bonne volonté, l'administration américaine a accédé à une demande de M. Nétanyahou en dépêchant, jeudi, l'émissaire Dennis Ross en Israël, pour qu'il expose les propositions américaines prévues pour relancer le processus de paix.

Après l'échec des discussions de Londres, en début de semaine, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, avait assorti sa proposition pour une nouvelle rencontre d'une condition implicite : le premier ministre de l'Etat hébreu doit s'engager à s'aligner sur la position américaine, laquelle prévoit une évacuation d'environ 13 % de la Cisjordanie par l'armée israélienne. Cette suggestion est accompagnée d'une « carotte », Washington proposant – comme M. Nétanyahou l'a toujours réclamé – d'engager les discussions sur le statut final des territoires palestiniens. Mais M. Nétanyahou, au contraire de M. Arafat, reste opposé au plan américain.

A Washington, où de nombreux hommes politiques et commentateurs réclament pourtant depuis des mois un langage plus ferme à l'égard de Jérusalem, la proposition de Mme Albright a provoqué un véritable tollé, lequel a encore gagné en intensité quand Hillary Clinton prit position en faveur de la création d'un Etat palestinien. Au Congrès, un consensus politique inhabituel s'est formé : plus de la moitié des membres de la Chambre des représentants ont signé une lettre soulignant qu'Israël ne doit pas accepter les propositions *« contre-productives »* américaines, et quatre-vingt-un sénateurs (sur cent) ont effectué une démarche semblable, réaffirmant leur soutien indéfectible à l'Etat hébreu. En dépit de nombreuses mises au point et de réaffirmations de l'amitié américano-israélienne, les responsables américains n'ont apparemment rien changé aux termes de leur invitation à M. Nétanyahou.

La Maison Blanche a d'autant plus de mal à écarter cet orage politique que les déclarations de Mme Clinton l'ont placée dans une position inconfortable. La présidence a rapidement pris ses distances avec des propos qualifiés de *« personnels »* et *« émotionnels »*, mais trop tard : M. Arafat et M. Nétanyahou, qui participaient jeudi à une émission de CNN, ont été interrogés à ce sujet et ont exprimé des points de vue radicalement opposés.

Cette escalade rhétorique ne facilite pas la tâche de M. Clinton. Au-delà de l'enjeu diplomatique, les républicains voient aussi dans cette phase critique du processus de paix une occasion de mettre en difficulté l'administration, et d'améliorer leurs relations avec la communauté juive américaine, traditionnellement favorable aux démocrates. Sur le fond, c'est bien une « nouvelle donne » qui est en train de se mettre en place dans les relations américano-israéliennes, mais dont il ne faut pas encore exagérer la portée.

M. Nétanyahou sait pouvoir compter sur l'influence que le Congrès exerce sur la Maison Blanche à propos d'Israël. Il n'ignore pas non plus que ce n'est ni la première fois ni, sans doute, la dernière que des discussions israélo-palestiniennes sont qualifiées de la *« dernière chance »*. Si le premier ministre israélien refuse de se rendre à Washington dans un tel contexte, M. Clinton, pour sa part, sera confronté à une alternative difficile : Washington peut difficilement durcir davantage le ton envers un pays dont l'Amérique est le protecteur historique, et encore moins se désintéresser du processus de paix.

Laurent Zecchini

Mme Clinton est favorable à un Etat palestinien

Hillary Clinton a provoqué des remous en se prononçant, mercredi 6 mai, en faveur d'un Etat palestinien, à l'occasion d'un débat par satellite avec de jeunes Israéliens et Arabes réunis pour un colloque en Suisse. L'épouse du président des Etats-Unis, qui avait utilisé le mot *« Palestine »* dans une réponse à une jeune Palestinienne, avait été alors interpellée par un étudiant israélien lui disant *« qu'actuellement ce pays n'existe pas »*. *« Je pense,* a répliqué Mme Clinton, *qu'il sera dans l'intérêt à long terme du Proche-Orient que la Palestine soit un Etat, (...) un Etat qui soit responsable du bien-être de ses citoyens, un Etat qui ait la responsabilité de fournir éducation, soins de santé et opportunité économique à ses citoyens. »*

La Maison Blanche s'est démarquée aussitôt de cette déclaration, jugée *« particulièrement inquiétante »* par la Conférence des présidents des principales organisations juives américaines.

هكذا من الإمل

La médiation de Felipe Gonzalez sur le Kosovo prend forme

Le président Suharto s'en prend ... étrangère

DROITE L'Association des amis de Jacques Chirac, que préside Bernard Pons, député (RPR) de Paris, a organisé, jeudi 7 mai, des dîners départementaux pour célébrer le troisième anniversaire de l'élection présidentielle de 1995. Ces réunions ont été marquées par un message de M. Pons appelant les fidèles du président de la République à se tenir « prêts ». ● À LYON, le dîner des Amis de Jacques Chirac a été l'occasion pour Charles Millon, président du conseil régional Rhône-Alpes élu grâce aux voix du Front national, de prendre la mesure des soutiens, mais aussi des oppositions que son attitude rencontre au sein de la droite. ● LES SONDAGES effectués à l'occasion de cet anniversaire montrent que M. Chirac a retrouvé, auprès des Français, les traits qui caractérisent depuis toujours son « image », mais qu'il est loin d'avoir restauré le crédit que lui avait valu sa victoire de 1995.

Les Amis de Jacques Chirac dans l'attente d'une initiative

L'association présidée par Bernard Pons a réuni, dans toute la France, les fidèles du président de la République, invités à se tenir « prêts ». Le député de Paris n'a pas précisé dans quelle perspective il tente d'entretenir la mobilisation des troupes chiraquiennes

SOIRÉE DU SOUVENIR… Pour qui l'ignorerait encore, Jacques Chirac a été élu président de la République le 7 mai 1995. A l'initiative de l'Association des amis de Jacques Chirac, 350 000 invitations ont été lancées, en France et à l'étranger, pour fêter cet anniversaire par un dîner républicain, au moins un par département. Les organisateurs de la manifestation, groupés autour de Bernard Pons, attendent 40 000 personnes. *« Quarante-six mille »*, rectifie le député de Paris, pour donner la mesure de ce que l'un de ses collaborateurs appelle le « Chiracthon ».

L'exercice est payant, de 50 à 150 francs, selon les lieux et la qualité du menu. Peut-être est-ce ce qui explique que les jeunes militants chiraquiens de la place de la Concorde du « vrai » 7 mai soient absents, jeudi, à Paris, dans un grand hôtel du même nom ? *« Il y a de la nostalgie »*, observe, dans une moue, une jeune attachée parlementaire. A chacun son mai. A la table d'honneur, un ancien député connu pour son « parler vrai », Etienne Garnier, s'interroge à voix haute : *« Faut-il que nous soyons encore plus nombreux ou qu'il n'y ait plus personne pour que Chirac commence à réfléchir ? »* Dans quelques départements, les responsables du mouvement gaulliste ont préféré reporter à plus tard cette forme d'autocélébration. Mais, le décalage horaire aidant, on annonce la présence d'une cinquantaine de personnes à Hanoï et plus de mille à la Réunion. A Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), il a fallu amarrer une seconde péniche pour accueillir les convives, le long du quai du Point-du-Jour. A Bordeaux, quelque 700 personnes entendent l'ancien premier ministre, Alain Juppé, annoncer qu'il est temps de *« bâtir un vrai programme gouvernemental pour répondre aux aspirations des Français »*. A Paris, ils sont incontestablement deux mille à avoir répondu à l'appel de Bernard Pons.

« L'homme que je connais n'est jamais meilleur que dans l'adversité, affirme l'ancien ministre. *Il a su, toujours, trouver en lui une extraordinaire force, un exceptionnel instinct pour redresser, de toute son énergie, des situations que tous pensaient compromises. »* Un an après l'élection présidentielle de 1995, les tables, pour un pareil dîner, portaient les noms fameux de l'épopée chiraquienne : Egletons, Meymac, Varenne, Brégançon. C'est à peine si l'on remarque, ce 7 mai, qu'elles arborent, sur de petits panonceaux, les patronymes de quelques-uns des actuels *« putschistes »* de l'Hôtel de Ville de Paris : Goasguen, Perroin, Toubon. En faisant le tour des tables, ce dernier confie qu'il ne s'est *« jamais senti aussi proche de Séguin »*, lequel se trouve, au même moment, en… Irlande, pour une réunion des partis de droite européens. Invité à donner un autographe, M. Toubon signe « P.A.R.I.S. », du nom du groupe dissident qu'il a constitué, voici un mois, au sein de la majorité municipale.

Pour M. Pons, l'important n'est pas là, ce soir, même si le député du 17ᵉ arrondissement de Paris, réélu dès le premier tour en mai 1997, ne déteste pas, en cette occasion, rappeler sa puissance de frappe. Debout à la tribune, à côté d'un portrait du président de la République, dû au peintre *« résolument figuratif »* Jacques Pecnard, alors que la musique du *Boléro* de Ravel s'efface peu à peu, M. Pons égrène les noms des villes où, au même moment, la *« garde du cœur »* se rappelle au bon souvenir du vainqueur de 1995 : *« Parthenay, Soubise, Abidjan, Epinal, Bordeaux, Chicago, Boston et Rio de Janeiro »*. *« Les amis sont tous prêts »* assure-t-il. Ils n'attendent qu'un signe, *« le signal du salut »*.

A chacun son mai. M. Pons se réfère explicitement à celui de 1968, au 30 mai 1968 plus précisément, quand *« l'immense marée humaine de la Concorde et des Champs-Elysées et de tous les cortèges fervents marchant dans les villes de France »* avait mis fin au *« doute »* du président de l'époque, le général de Gaulle. Pour M. Pons, il n'y a aucun doute : comme il le répète depuis plusieurs mois, l'entrée dans le 21ᵉ siècle *« doit se faire sans une majorité socialiste à l'Assemblée nationale »*. *« Par votre voix,* ajoute-t-il à la façon d'Antré Malraux, *je dis à Jacques Chirac : écoute la voix qui monte, c'est celle de tes amis, regarde la voie qu'ils ouvrent devant toi (…). Une armée de fidèles est prête à de nouvelles victoires, un peuple se lève et lui demande une espérance. »* Une partie de l'auditoire se lève pour entonner timidement une *Marseillaise*. Le député de Paris fait signe de se rasseoir.

La ferveur malrucienne du message de M. Pons aux « amis » ne s'exporte pas facilement. Dans un département rural du centre de la France, le président délégué de l'association a préféré garder soigneusement plié dans sa poche le texte du discours. *« Etre l'ami de Jacques Chirac, aujourd'hui, ce n'est pas facile. Il ne nous facilite pas la vie, ni par rapport au Front national, ni par rapport à la gauche, ni par rapport à l'Europe »*, observe-t-il. Dans les Hauts-de-Seine, un autre responsable redoutait que l'opposition *« n'ait pas encore touché le fond »*, celui de la *« piscine »* au fond de laquelle, disait M. Chirac le 5 mai, on doit donner *« un coup de jarret »*. A moins que, selon la formule d'André Santini, député (UDF) des Hauts-de-Seine, on n'y *« creuse »*…

Jean-Louis Saux

Les vœux acides de Lionel Jospin

L'histoire politique de la cohabitation retiendra sans doute le trait. Au cours de la conférence de presse qui réunissait, jeudi 7 mai en clôture du sommet franco-allemand d'Avignon, Helmut Kohl, Jacques Chirac et Lionel Jospin, le chef de l'Etat français évoque *« les efforts intenses »* exigés par le processus européen, surtout *« les trois dernières années »*. Cette allusion discrète au troisième anniversaire de son élection, n'échappe pas au premier ministre. *« Je ne voudrais pas rester à l'écart de cette célébration,* glisse-t-il dans un large sourire. *Il y a trois ans, j'ai félicité Jacques Chirac pour son élection et je me félicite d'être aujourd'hui ici pour célébrer cet anniversaire. »* Pendant une fraction de seconde, le visage du chef de l'Etat accuse le coup. Le chancelier allemand s'empresse aussitôt d'arbitrer : *« Eh bien !, j'adresse mes félicitations à tous les deux en tant que spécialiste de la cohabitation… »*

La fédération RPR de Paris au centre du conflit Toubon-Tiberi

La direction du RPR multiplie les rencontres afin de trouver le plus rapidement possible une porte de sortie au conflit qui oppose, à Paris, Jacques Toubon et Bernard Pons au maire Jean Tiberi. Jeudi 7 mai, M. Tiberi a rencontré Charles Pasqua, Nicolas Sarkozy étant l'interlocuteur désigné de M. Toubon. Chacun des protagonistes doit remettre au RPR ses propositions, en vue d'aboutir à « l'accord » souhaité par la rue de Lille. Le groupe municipal présidé par M. Toubon, dont la dissolution est posée en préalable à tout accord par M. Tiberi, doit se réunir lundi 11 mai dans la matinée.

Le contrôle de la fédération RPR de la capitale, dont la réorganisation doit intervenir en juin, est désormais au cœur du conflit. M. Toubon aimerait bien en devenir l'animateur, mais l'actuel « patron », qui n'est autre que le maire de Paris, n'entend pas lui céder la place. Jeudi soir, à l'Hôtel de Ville, M. Tiberi a réuni des responsables fédéraux afin d'organiser sa riposte sur ce front : son but est d'apparaître comme l'artisan de la rénovation telle qu'elle est souhaitée par Philippe Séguin, hostile à la naissance d'un grand parti de droite où se retrouveraient le RPR et l'UDF.

« C'est un banquet en l'honneur du président ou de Millon ? »

DARDILLY (Rhône)
de notre envoyée spéciale

C'est dit avec un rien de forfanterie et beaucoup de tranquille certitude : *« Ici, je suis le patron. Ils me suivent à 90 %. »* Ici, c'est une froide usine Pernod à vendre, aimablement prêtée, au bord de l'autoroute, près de Lyon. Les 90 %, ce sont les Amis de Jacques Chirac, essentiellement RPR, venus célébrer le troisième anniversaire de son élection par un banquet organisé à cet effet dans le Rhône.

La venue de Charles Millon, président du conseil régional de Rhône-Alpes, élu avec les voix du Front national, n'a été confirmée que quelques heures avant le début de la réunion. Auparavant, l'organisateur de la soirée, Emmanuel Hamelin, avait tenté de dissuader M. Millon. *« Je l'ai mis en garde contre de possibles incidents, des sifflets s'il venait »*, témoigne le délégué régional de l'Association des amis de Jacques Chirac, fils de Xavier Hamelin, ancien député (RPR) du Rhône. L'épisode des régionales a provoqué de profondes déchirures au sein du RPR local. Et M. Hamelin se trouve être le porte-parole, au conseil régional, du petit groupe appelé ici des « RPR dissidents », c'est-à-dire de ceux qui s'opposent à la stratégie de M. Millon et suivent, en cela, les consignes de la direction nationale du mouvement de Philippe Séguin. Ils sont sept sur la petite trentaine d'élus RPR que comptait initialement la liste de M. Millon.

L'ancien ministre de la défense est le vice-président de l'Association des amis de Jacques Chirac et il n'a que faire de toutes ces représentations. Il avait donc décidé de passer brièvement au moment de l'apéritif. Son entrée n'a arraché ni applaudissements, ni sifflets aux convives, moins nombreux que les quatre cents prévus, et visiblement déprimés. Sourire aux lèvres, une main dans la poche, M. Millon fait le tour de la salle, circulant entre les tables et laissant venir à lui qui souhaite l'interpeller. *« Alors ? »*, glisse-t-il seulement. Parfois, il récolte une remontrance : *« On ne traite pas avec ces gens-là ! »*, lui lance un convive. M. Millon glisse trois pas plus loin.

En de rares occasions, le dialogue se tend. Un homme refuse de lui serrer la main : *« J'ai ma fierté. Vous n'avez plus la vôtre »*, lâche-t-il au président du conseil régional. Toutefois, ceux qui sont hostiles à M. Millon l'évitent et, le plus souvent, on lui prodigue des encouragements à tenir bon, on le félicite, on vante son courage : *« Pour une fois qu'il y en a un qui ne cède pas »*, entend-on. Un militant RPR de Villeurbanne ne décolère pas : *« C'est un banquet en l'honneur de Chirac ou en l'honneur de Millon ? »*

« IL N'Y A QUE MOI QUI BOUGE »

M. Millon est là depuis trois quarts d'heure, et le dîner n'a toujours pas commencé. Les invités languissent, les organisateurs attendent son départ pour ouvrir les festivités. M. Millon s'attarde encore. Il faut donc commencer malgré lui. Pendant que M. Hamelin parle, M. Millon répète son credo. *« J'ai fait la démonstration que je gère ma région, sans concession au Front national. Huchon n'y arrive pas, Sapin n'y arrive pas, Vouzelle n'y arrive pas. Moi, si ! »* Il assure que *« les gens veulent une droite et une gauche »* et que tout, en ce moment, lui profite. Des *« anciens combattants communistes »* doivent-ils se faire entendre le lendemain dans sa ville de Belley ? *« Tant mieux ! Plus il y a de manifestants, plus j'ai d'adhérents. »* M. Chirac confie-t-il une mission à Jacques Delors ? *« Il n'y a que moi qui bouge, que moi qui suis en mouvement »*, conclut-il.

M. Hamelin n'est pas loin de partager ce constat. *« Beaucoup de gens,* dit-il, *à la base, sont happés par sa démarche. Si on ne passe pas de la défensive à l'offensive, on sera laminés. Encore faut-il que cela vienne aussi d'en haut. »* Les propos de M. Chirac à la télévision, le 23 mars, seraient-ils sans effet ?

Cécile Chambraud

« La même salle qu'en 1995… les pommes en moins »

NICOLAS SARKOZY n'est pas membre de l'Association des amis de Jacques Chirac. Il n'a donc pas participé à l'un des nombreux banquets qu'elle a organisés, jeudi 7 mai, pour fêter le troisième anniversaire de l'élection du fondateur du RPR à l'Elysée. Clin d'œil ou hasard, cette date avait été choisie par les jeunes gaullistes de l'Institut d'études politiques de Paris pour convier, à un débat avec les élèves de Sciences-Po, l'ancien porte-parole d'Edouard Balladur pendant la campagne présidentielle. Thème de la conférence en cette journée commémorative chère à Bernard Pons : « Où va la droite ? » Dans l'amphithéâtre, où avaient pris place plus de quatre cents étudiants, quelques petits malins, à l'énoncé de la question posée par les organisateurs, à la tribune, n'ont pas manqué de murmurer, sur les bancs : *« Dans le mur ! »*

D'entrée, le secrétaire général du RPR a souligné qu'il avait gardé *« un souvenir précis »* d'une rencontre identique, quelques semaines avant l'élection présidentielle de 1995. Il pouvait être d'autant plus précis qu'il était désagréable. « Sarko » s'était fait copieusement chahuter pour son engagement balladurien. Rien de tel, cette fois. Une situation burlesque même. *« Autour de quelles personnes va se recomposer la droite ? »*, demande un jeune homme, qui souhaite des têtes nouvelles. Il ne veut plus ni de M. Balladur ni de M. Chirac, *« qui s'est lamentablement planté en 1981, en 1988, et qui continue »*. Applaudissements. Voilà M. Sarkozy transformé en avocat du président.

« PLASTICITÉ INTELLECTUELLE »

« C'est la même salle qu'en 1995… les pommes en moins. Il y a trois ans, je me fais huer car je ne soutiens pas assez Chirac et, là, je vais devoir le défendre », plaisante-t-il, en limitant sa plaidoirie à une seule remarque : *« Ça demande une plasticité intellectuelle formidable. »* Ce sera l'unique allusion au chef de l'Etat chez des étudiants préoccupés de la vacuité du discours de la droite, de ces querelles ou des alliances avec l'extrême droite. *« Non seulement vous avez à récuperer vos électeurs passés au Front national, mais vous avez aussi à le faire pour des élus »*, s'inquiète un étudiant, en citant Jean-Pierre Soisson et Charles Millon, présidents des régions Bourgogne et Rhône-Alpes. *« Les électeurs m'intéressent plus que ces élus-là. Je ne me suis pas engagé dans la vie politique pour avoir comme modèles Soisson et Millon »*, répond M. Sarkozy.

Quant à la bataille de Paris entre Jean Tiberi et Jacques Toubon, l'ancien ministre déplore *« un spectacle grotesque »*. Face au spectacle de désolation offert par l'opposition, trois ans après l'élection de M. Chirac, M. Sarkozy propose *« un discours de droite totalement assumé »*. Il le suggère *« libéral »* sur le plan économique, mâtiné de *« progrès social »*, et *« conservateur »* sur les questions de société. Travaux pratiques : *« Ce n'est pas parce que Pétain a popularisé le slogan "Travail, famille, patrie"*, explique le maire de Neuilly, *que je dois m'interdire de parler de la patrie, ignorer la famille et trouver un synonyme de "travail" ! »* Dubitatif sur certaines de ses réponses, l'auditoire a pourtant longuement applaudi, au terme d'une heure et demie d'échanges, la « plasticité intellectuelle » dont M. Sarkozy avait fait montre.

Olivier Biffaud

Le chef de l'Etat a restauré son image mais pas son crédit dans l'opinion

IL Y A tout juste un an, en pleine campagne pour les élections législatives anticipées, l'enquête annuelle de la Sofres sur le bilan de Jacques Chirac depuis son arrivée à l'Elysée avait porté un coup sévère au moral de ses troupes : deux Français sur trois se disaient alors déçus par son action. L'enquête similaire que vient de réaliser la Sofres pour un groupe de journaux de province est encourageante pour le chef de l'Etat et ses partisans.

Selon ce sondage, en effet, 38 % des personnes interrogées (en hausse de 11 points en douze mois) jugent aujourd'hui de façon positive le bilan de Jacques Chirac depuis son élection à la présidence de la République en mai 1995, contre 47 % (en recul de 17 points) qui portent une appréciation négative. Quant aux déçus du chiraquisme, ils ne sont plus que 53 % (contre 65 % en mai 1997), tandis que les satisfaits remontent de 11 points à 33 %. Catastrophique au moment de la dissolution de 1997, l'image du chef de l'Etat reste médiocre mais s'est améliorée pendant cette première année de cohabitation.

Ce constat est confirmé par l'analyse des enquêtes mensuelles des six instituts de sondage nationaux (BVA, CSA, IFOP, Ipsos, Louis-Harris et Sofres). L'examen de l'indice de satisfaction moyen pour les six instituts (c'est-à-dire le solde entre opinions positives et négatives) est significatif. Il était lourdement négatif (d'au moins une quinzaine de points et jusqu'à une trentaine, selon les mois) dans l'année qui précède les législatives. Il redevient légèrement positif durant l'automne (entre 1 et 5 points) et beaucoup plus favorable au cours des trois derniers mois (14 en février, 19 en mars et 12 en avril).

STATUT CONFORTABLE

Bref, M. Chirac a commencé à sortir de la dépression où il était plongé. Deux ressorts expliquent ce redressement. D'une part, il bénéficie du statut relativement confortable de président cohabitant : ne pouvant être tenu pour responsable de la gestion du quotidien, il conserve en revanche ses attributs constitutionnels, défenseur des valeurs de la République – comme on l'a vu au lendemain des élections régionales à propos du Front national – et garant du rang de la France dans le monde, à l'image de son rôle lors du récent sommet de Bruxelles sur la mise en place de l'euro. Par ailleurs, le chef de l'Etat étant moins exposé, les Français lui reconnaissent, à nouveau, ses qualités personnelles. Selon une enquête réalisée en avril par l'IFOP pour VSD, 82 % des personnes interrogées le trouvent *« sympathique »* et 75 % *« actif »*.

Mais s'il a retrouvé un socle de popularité, le président de la République n'a pas solidement reconstruit un capital politique. Il souffre de plusieurs handicaps. Le plus spectaculaire est que, contrairement à son prédécesseur dans la même situation, il reste toujours nettement devancé par le premier ministre dans l'opinion publique (de 6 points en moyenne en avril). Depuis un an et même quand il a connu quelques difficultés en janvier avec les mouvements de chômeurs, Lionel Jospin est parvenu à le tenir en lisière, comme en arrière-plan. Et Jacques Chirac n'est pas parvenu à incarner une véritable alternative à la politique menée par le gouvernement.

ATTITUDE VELLÉITAIRE

En second lieu, M. Chirac s'est réinstallé en position de chef de file incontesté de la droite, mais un chef par défaut et, pour l'heure, peu convaincant. L'incapacité des principaux responsables de l'opposition à s'imposer aurait dû faciliter la tâche du chef de l'Etat et lui permettre d'effacer, au moins dans son camp, les doutes et les déceptions. Or il est loin du compte. L'enquête récente de la Sofres sur son bilan trois ans après son élection est, à cet égard, saisissante. A peine plus de la moitié des sympathisants de droite (52 % à l'UDF et un modeste 54 % au RPR même) se disent satisfaits de son action ; en revanche, deux sur cinq (40 % à l'UDF et 38 % au RPR) se déclarent toujours déçus. Plus net encore, 39 % des électeurs de M. Chirac au premier tour de la présidentielle sont déçus et 53 % de ceux d'Edouard Balladur (contre 38 % de satisfaits). L'impuissance actuelle du président de la République à pacifier et à mobiliser son camp divisé et désabusé témoigne également qu'il n'a pas reconstitué une base électorale solide.

En outre, l'échec de la dissolution il y a un an et les revers de la droite aux récentes élections régionales et cantonales n'ont fait que renforcer, aux yeux de l'opinion, les faiblesses dont souffre le chef de l'Etat. Toutes les enquêtes le montrent et depuis longtemps : plus que volontaire, M. Chirac paraît velléitaire, *« changeant souvent d'avis »*, ne sachant pas trop *« où il va »*, médiocre *« stratège politique »*. Et l'interrogation subsiste sur sa capacité à construire une stratégie et un projet politique à long terme. C'est son handicap majeur avant la prochaine échéance présidentielle.

Gérard Courtois

هكذا من الأصل

Les organisations de chômeurs ne seront pas représentées à la direction de l'Unedic

Les députés ont admis, en revanche, leur présence auprès de l'ANPE et de l'AFPA

La discussion du projet de loi sur les exclusions a abordé, jeudi 7 mai, à l'Assemblée nationale, un amendement visant à la représentation des mouvements de chômeurs à la direction de l'Unedic. La CFDT et FO étaient hostiles à cette représentation, qui a été écartée par les députés. Ces mouvements seront associés en revanche, à titre consultatif, au fonctionnement de l'ANPE et de l'AFPA.

AU BOULOT ! Après les figures imposées des motions de procédure, qui ont permis à une droite embarrassée d'afficher tant bien que mal son statut d'opposant, les députés ont débattu dans la plus grande sérénité, jeudi 7 mai, des premiers articles du projet de loi sur la lutte contre les exclusions. Entre familiers d'un sujet qui ne prête guère à l'affrontement, le dialogue s'est vite instauré dans l'hémicycle. La discussion de l'article premier, déclaration d'intention rappelant que la lutte contre les exclusions est *« un impératif national (...) et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation »*, a contribué à effacer davantage encore les lignes de clivage. Après un long débat, au terme duquel *« l'ensemble des acteurs de l'économie solidaire »* ainsi que les *« organismes de prévoyance »* ont été ajoutés à la liste des acteurs sociaux mobilisés contre les exclusions, les députés sont entrés dans le vif du sujet.

Cette mise en jambes ayant permis de souder les rangs, le baptême du feu a été rude pour le nouveau ministre délégué à la ville, Claude Bartolone, qui remplaçait Martine Aubry au banc du gouvernement. Les députés, de droite comme de gauche, ont contesté certaines modalités du nouveau régime des contrats emploi-solidarité (CES), en cherchant notamment à étendre les possibilités de cumul d'un CES avec un emploi salarié. Profitant de la non-parution d'un décret d'application de la loi sur les emplois-jeunes, ils ont adopté à l'unanimité, contre l'avis du gouvernement, un amendement de Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne) permettant au bénéficiaire d'un CES de conclure un contrat de travail à temps partiel *« dans la limite d'un mi-temps »*.

« NI NAÏF NI IRRESPONSABLE »

Toujours contre l'avis du gouvernement, les députés ont inscrit dans la loi les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans parmi les bénéficiaires du CES, et obtenu que le renouvellement d'un CES sur un même poste ne puisse se faire qu'à *« la condition qu'il s'accompagne d'un dispositif de formation visant à faciliter l'insertion professionnelle »*.

Jean Le Garrec (PS), rapporteur, n'a pas réussi à imposer l'amendement qui propose la représentation des organisations de chômeurs au conseil d'administration de l'Unedic et leur participation à la gestion des fonds sociaux des Assedic. Le député du Nord ne se faisait guère d'illusion sur cette proposition : *« Ni naïf ni irresponsable »*. M. Le Garrec a lancé le débat avec gravité, citant une initiative dans sa circonscription, où une trentaine d'associations d'aide aux chômeurs ont établi des liens avec l'ANPE. Les députés ont accepté le compromis du gouvernement, qui prévoit la mise en place de comités de liaison auprès des organismes de formation et de placement (AFPA, ANPE). La ministre souhaite que ce dialogue soit étendu, par la suite, aux Assedic.

Le dispositif TRACE (trajet d'accès à l'emploi), qui prévoit un parcours personnalisé pour soixante mille jeunes de seize à vingt-cinq ans en difficulté, pour une durée de dix-huit mois, a été adopté au terme d'un débat constructif. Seul Germain Gengenwin (UDF, Bas-Rhin) a proposé de supprimer cet article. La ministre a refusé d'allonger la durée du dispositif, car il faut que les jeunes *« se mobilisent »* pour se sortir d'affaire, a-t-elle justifié. Les députés ont décidé d'assurer une continuité de revenus aux jeunes durant les périodes où ils ne sont ni en stage ni employés, grâce au fonds d'aide aux jeunes. Les permanences d'accueil, d'information et d'orientation, ont été ajoutées à la liste des partenaires du programme TRACE. Ce dernier sera mis en œuvre *« en concertation avec les régions »*.

Deux amendements permettent aux chômeurs d'exercer une activité bénévole et autorisent le cumul d'une allocation avec les revenus tirés d'une activité professionnelle. L'article relatif aux contrats emploi consolidés, qui étend les CEC à de nouveaux publics, a été complété par un amendement communiste qui prévoit des actions d'orientation et de validation des acquis professionnels. Un amendement émanant du groupe socialiste vise à favoriser le temps plein dans le cadre d'un CEC, en prévoyant que la durée hebdomadaire ne peut être inférieure à trente heures. Les députés communistes, soutenus par les Verts, n'ont pas réussi à imposer plusieurs amendements visant à *« moraliser »* le comportement d'entreprises bénéficiaires qui procèdent à des licenciements économiques. Là encore, cette question relève de textes ultérieurs, a expliqué la ministre, sans préciser de date.

Clarisse Fabre et Jean-Baptiste de Montvalon

Vers un « chèque syndical » ?

Le débat sur la représentation des chômeurs est loin d'être clos. Soulignant que celui-ci intervient *« dans un contexte de crise générale de la représentation »*, et souhaitant éviter de *« cristalliser la coupure de la société entre inclus et exclus »*, Georges Sarre (MDC, Paris) a plaidé en faveur d'un *« chèque-représentation »* qui serait accordé aux chômeurs de longue durée, afin de leur permettre d'adhérer *« au syndicat ou à l'association de leur choix »*.

Cette suggestion n'a pas été écartée par Martine Aubry. Tout en soulignant que *« beaucoup d'organisations syndicales font déjà des efforts importants en demandant des cotisations minimes aux demandeurs d'emploi »*, la ministre de l'emploi et de la solidarité a rappelé qu'elle avait déjà évoqué, en 1984, l'idée d'un *« chèque syndical, pouvant s'adresser aussi bien aux salariés qu'aux non-salariés »*. *« Je pense qu'il faut continuer à y réfléchir car ce serait une bonne solution »*, a-t-elle conclu, tout en relevant que *« pour le moment, la majorité des syndicats n'y est pas favorable. »*

La Sécurité sociale devrait accuser un déficit de 12,9 milliards de francs

L'amélioration des comptes se confirme

LE REDRESSEMENT financier de la Sécurité sociale suit son cours. Selon les chiffres de la commission des comptes, remis *jeudi 7 mai* aux partenaires sociaux et qui doivent être officiellement publiés lundi 11, le régime général devrait accuser un déficit de 12,9 milliards de francs en 1998, soit 900 millions de plus que les prévisions établies en septembre 1997 par le gouvernement. Ce léger dérapage, sur une masse financière globale de 1 250 milliards de francs, ne contrarie pas la tendance à l'amélioration des comptes.

Dans sa loi de financement 1998 de la Sécurité sociale, le gouvernement de Lionel Jospin, tout en s'inscrivant dans la logique de la réforme d'Alain Juppé, avait décidé une série de mesures d'économies et de lever de nouvelles recettes : transfert de la cotisation-maladie des salariés sur la contribution sociale généralisée ; mise sous condition de ressources des allocations familiales ; réduction de l'allocation de garde d'enfants à domicile ; augmentation de certaines taxes sur le tabac ou la publicité pharmaceutique...

Son objectif était de réduire le déficit prévu de 21 milliards de francs. En 1997, il s'est établi à 35 milliards de francs, selon les chiffres provisoires de la commission des comptes de la Sécurité sociale, alors que les dernières prévisions tablaient sur 37,6 milliards. *« Même avec une marge d'imprécision qui reste importante,* note Philippe Nasse, secrétaire général de la commission des comptes, *une conclusion d'ensemble se dégage : l'objectif national d'assurance-maladie de la loi de financement de 1997 a été globalement atteint, malgré le dépassement de certains sous-objectifs. »* Pour 1998, le plan de redressement, conjugué à une relance des recettes, devrait permettre aux différentes branches d'améliorer leurs comptes par rapport à 1997. La branche maladie devrait contenir son déficit à 4,9 milliards de francs en 1998, contre 13,9 milliards en 1997. La branche famille – au centre d'une conférence réunissant gouvernement et partenaires sociaux en juin –, verra son déficit fondre à 1,8 milliard de francs, contre 12,3 milliards en 1997.

En revanche, la branche vieillesse devrait afficher un déficit relativement élevé, de 7,4 milliards de francs, soit 3 milliards de plus que prévu par les comptes de la loi de financement. En 1997, le déficit de cette branche avait atteint 8,4 milliards de francs. La branche des accidents du travail, objet d'une vive polémique entre le patronat et le gouvernement, devrait de son côté à nouveau afficher un excédent (1,2 milliard), après un résultat positif de 126 millions de francs en 1997.

Le retour de la croissance et l'amélioration de la situation de l'emploi devraient tirer vers le haut les rentrées de cotisations du secteur privé, qui constituent le gros des recettes du régime général de la « Sécu ». La commission des comptes table ainsi en 1998 sur une progression des recettes du régime général (salariés du privé) de 4 %, alors que les dépenses devraient limiter leur hausse à 2,1 %. Le rapport intermédiaire de la Commission des comptes confirme que la Sécurité sociale semble en voie de sortir de son déficit chronique. Mais il faudra encore des efforts pour qu'elle atteigne l'équilibre en 1999, objectif que s'est fixé le gouvernement.

Bruno Caussé

Michel Charasse, providence des élus face aux magistrats

C'EST un amendement en apparence anodin : quelques lignes proposant la modification du code électoral, déposées dans le fourre-tout annuel des « diverses dispositions d'ordre économique et financier » (Ddoef). Mais ce petit amendement a été déposé au Sénat, jeudi 7 mai, par Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme) et le gouvernement l'a tout de suite remarqué.

Le code électoral prévoit qu'un conseiller général déclaré comptable de fait par une chambre régionale des comptes, statuant définitivement, est démissionnaire, soit d'office, soit sur la réclamation de tout électeur. M. Charasse proposait de préciser que la démission d'office ne peut intervenir *« qu'à l'issue d'un délai de deux mois après l'intervention d'un jugement de mise en débat devenu définitif, après épuisement éventuel des voies des recours contre ledit jugement »*. Le gouvernement a immédiatement vu dans cet amendement une tentative politiquement dangereuse : celle de paraître protéger un élu socialiste mis en cause dans des « affaires ».

L'initiative de l'ancien ministre du budget intervient alors que François Bernardini, président du conseil général des Bouches-du-Rhône et patron de la fédération socialiste du département, vient, pour la troisième fois, d'être épinglé par la chambre régionale des comptes de Provence pour sa gestion *« irrégulière »* d'une association chargée de la communication du département (*Le Monde* du 8 mai). Or M. Bernardini, malgré ces jugements, refuse de donner sa démission et en appelle au Conseil d'Etat. La loi voulant que ce soit le président du conseil général qui mette à l'ordre du jour du conseil la démission de l'élu condamné, M. Bernardini en profite.

Lors de l'examen des Ddoef à l'Assemblée nationale, le même amendement avait circulé au sein du groupe socialiste, accompagné d'un deuxième, proposant que ne soit pas condamnés les élus qui n'auraient pas bénéficié d'enrichissement personnel. Le gouvernement était parvenu à empêcher qu'ils ne soient déposés. Avec M. Charasse, les choses promettaient d'être plus difficiles. Jeudi, il a déposé son amendement, parmi une demi-douzaine d'autres allant de l'autorisation pour les couteliers de Thiers (dans son département) d'utiliser de l'ivoire, dont le commerce est pourtant sévèrement réglementé, à l'assouplissement des règles de la chasse aux oiseaux marins, dont il est personnellement un grand amateur.

Secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, au banc du gouvernement, savait déjà que le groupe socialiste voterait contre ce qui était appelé, dans les couloirs, l'« amendement Bernardini ». La droite, elle, ne savait trop que penser car, autant que la gauche, elle redoute d'être accusée par l'opinion publique de chercher à amnistier ceux des siens qui seraient condamnés par la justice.

Tard dans la nuit, lorsque l'amendement de M. Charasse a été examiné, le rapporteur général de la commission des finances, Alain Lambert (Un. centr.), a prudemment avancé que le Sénat avait constitué un groupe de travail sur les chambres des comptes, qui examinerait en son temps la proposition. M. Charasse, se voyant si peu soutenu, a retiré son texte.

Raphaëlle Bacqué

DÉPÊCHES

■ **EMPLOIS-JEUNES : le ministère de l'équipement** devrait créer 15 000 emplois-jeunes au cours des trois prochaines années, selon un bilan présenté jeudi 7 mai au ministre Jean-Claude Gayssot. 1 400 emplois seraient créés par la SNCF d'ici à fin 1998, 5 000 dans le secteur du logement social, 1 000 à la RATP et 5 000 dans le tourisme.

■ **EUROPE : Marie-Noëlle Lienemann, députée européenne,** cherche 5 000 signatures pour imposer un référendum interne au PS sur le traité d'Amsterdam. Dans un entretien publié vendredi 8 mai par *Libération*, l'animatrice de la Gauche socialiste souhaite que le gouvernement engage *« la mise en œuvre d'un nouveau traité »*.

■ **DÉFENSE : un conseil supérieur d'étude des réserves** (CSER), qui réunit les représentants de douze associations de réservistes et dix-sept responsables militaires, est créé au ministère de la défense pour contribuer à préparer un projet de loi sur les réserves, soumis au Parlement à l'automne (*Journal officiel* du 7 mai).

Vitrolles, champ clos culturel du Front national

JOURNÉE gauloise, fête du solstice, ballet indo-européen, célébration du centenaire de Julius Evola, philosophe italien fasciste... L'équipe de Bruno Mégret, en place à la mairie de Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône, depuis quinze mois n'aura pas mis bien longtemps pour montrer quel genre de politique culturelle elle souhaite mener. Celle-ci s'inscrit sans équivoque dans le droit-fil de la « nouvelle droite » et du Groupement de recherche et d'études sur la civilisation européenne (Grece), une *« société de pensée »* pour qui la conquête des esprits passe par le *« combat culturel »* et qui alimente depuis trente ans une partie de l'extrême droite. Cette *« école »* à laquelle adhèrent un bon nombre d'adjoints ou collaborateurs de Catherine Mégret, maire en titre de Vitrolles, exalte notamment la suprématie de la civilisation européenne – la référence aux « Aryens », chers aux nazis, étant remplacée par les « Indo-Européens » – et puise aux sources du « paganisme » qui inspira les SS en Allemagne.

Tout s'est fait par étapes. Il y a eu la période de destruction avec, notamment, le licenciement, en juillet 1997, de la directrice du cinéma Les Lumières, qui avait osé s'opposer à l'adjointe chargée de la culture et programmer des courts-métrages sur le sida mettant en scène des homosexuels. Puis vint la fermeture en octobre 1997 du café-musique Le Sous-Marin, qui, aux yeux des représentants du FN, faisait la part un peu trop belle à la musique raï ou au rap. On est à présent dans la phase de substitution, avec l'implantation d'associations culturelles telles que Culture en Provence et Sacre du printemps, chargées d'organiser et propager une culture plus conforme aux idées de l'équipe frontiste. la mise en place est discrète. Pour une fois la municipalité n'a pas convié la presse pour la mettre au courant du contenu exact d'une programmation qui, aux yeux des profanes, peut sembler anodine. De même qu'elle fait peu de publicité sur le nom des conférenciers qui se succèdent dans la petite ville de la banlieue de Marseille. Seul un œil averti peut déceler, au détour, d'une phrase l'orientation de la politique culturelle. Allusions et sous entendus foisonnent. La présentation du film *X-Files* donne lieu à un clin d'œil sur le registre de l'*« infiltration étrangère »*, et le texte qui accompagne le programme des concerts explique que *« la musique classique est une valeur sûre de notre culture occidentale et européenne »*...

Après une enquête, le quotidien communiste *La Marseillaise* a relevé, dans son édition du jeudi 7 mai, la mainmise de la « nouvelle droite » sur le cycle de conférences organisé par Culture en Provence. Outre Pierre Vial, membre du bureau politique du Front national et ancien responsable du Grece, les Vitrollais ont pu entendre Eric Robert, rédacteur de la revue *Cartouches*, publiée par le Grece ; Philippe Gibelin ancien responsable du Grece à Paris ; Jean Haudry, responsable de l'Institut indo-européen à Lyon, membre du conseil scientifique du conseil national du FN. Ces orateurs figurent, parmi d'autres de la même tendance, au programme culturel de la mairie. Pour M. Mégret et ses partisans, Vitrolles doit devenir un champ clos idéologique.

Christiane Chombeau

ÉDUCATION Créé en 1992 sur les décombres de la FEN, le SNU-IPP, qui est devenu en cinq ans la principale organisation d'instituteurs, tenait son congrès triennal à Lille, du 4 au 7 mai. Les débats ont principalement porté sur les emplois-jeunes et sur le conflit de la Seine-Saint-Denis. ● UNE ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS d'environ 3 000 enseignants souligne l'ambiguïté de leur attitude à l'égard des emplois-jeunes. 58 % jugent l'initiative positive mais 40 % souhaitent que la porte des classes leur reste fermée. ● AU COURS DE CE CONGRÈS, le SNU-IPP a renouvelé ses instances dirigeantes. Le triumvirat qui avait largement contribué au succès du SNU-IPP – Daniel Le Bret, Nicole Geneix et Danièle Czalczynski, un secrétaire général et deux adjointes – a cédé la place. Danièle Czalczynski a été remplacée par Laurent Zappi.

Le SNU-IPP, premier syndicat d'instituteurs, peine à gérer son succès

En cinq ans, ce jeune syndicat est devenu la principale organisation des enseignants du premier degré. Les débats organisés, lors de son congrès, sur les emplois-jeunes ou le conflit de la Seine-Saint-Denis ont pourtant éclairé les contradictions qui l'habitent

LILLE
de notre envoyée spéciale

« Oh les beaux jours »... appartiendraient-ils déjà au passé, pour le SNU-IPP (Syndicat national unitaire des instituteurs et professeurs des écoles), qui tenait son congrès triennal à Lille, du 4 au 7 mai ? Créé en décembre 1992 sur les décombres de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), ce jeune syndicat est devenu en cinq ans la principale organisation des enseignants du premier degré et la force montante de la Fédération syndicale unitaire (FSU). Le congrès de Lille a pourtant laissé éclater des contradictions qui jettent une ombre sur ce succès.

De façon parfois imprévue mais assez logique, l'actualité a été l'invitée d'honneur du congrès. Le dossier des emplois-jeunes a bouleversé un thème de débat traditionnel pour un congrès – l'évolution du métier d'enseignant –, et le conflit de la Seine-Saint-Denis a fait exploser les discussions sur la pratique syndicale. Ces deux sujets de polémique ont rendu assez compliquée la vie des quelque trois cent soixante congressistes, qui devaient, de surcroît, renouveler une partie de leurs instances dirigeantes.

Aussi subtil que la composition d'un gouvernement, ce dernier exercice a donné lieu à mille tractations secrètes, semi-publiques ou officielles. Et consommé beaucoup d'énergie pour un congrès dont l'intitulé était : *« Pour l'école, quelle alternative, quel saut qualitatif ? »* Il a également mis l'accent sur les différences de conception syndicale entre la tendance majoritaire, Unité et Action, dont une partie reste proche du PCF, et la tendance Ecole émancipée, de tradition anarcho-syndicaliste.

Ce clivage, même s'il a largement dépassé les tendances, est apparu particulièrement marqué sur la question de la Seine-Saint-Denis. *« Tout le congrès a compris qu'il y avait eu une erreur d'appréciation sur ce conflit »*, confie Sophie Zafari, de l'Ecole émancipée. Le secrétaire général du SNU-IPP, Daniel Le Bret, l'a reconnu dans son discours d'ouverture, en soulignant que le syndicat n'avait *« pas suffisamment pris la mesure de ce qui était en train de se passer »*. Avoir perdu l'initiative dans cette crise est *« une responsabilité collective pour la direction nationale, qui aurait pu traiter plus tôt, plus vite, la question de la Seine-Saint-Denis comme une question nationale »*, a-t-il ajouté.

PREMIÈRE LIGNE

Cette autocritique n'a sans doute pas mis un point final aux divergences internes sur la gestion du conflit du « 93 ». Dans ce département largement tenu par le PCF, les syndicalistes locaux du SNU-IPP restent proches des « durs » du parti communiste : les militants de l'Ecole émancipée ne leur ont toujours pas pardonné de rester en retrait dans le combat des enseignants, alors qu'eux mêmes se sont portés en première ligne. Les militants de l'ÉÉ ont joué un rôle actif dans l'extension du mouvement ou dans l'invention de nouvelles formes de contestation. Une tradition...

Aile gauche du syndicat, intellectuelle et combattive, l'Ecole émancipée a voulu prendre toute sa place dans ce congrès et n'y a pas mal réussi. *« Les U et A ont conscience que la boussole du syndicat c'est nous »*, remarquait en aparté, sans modestie, un militant. *« Mais cela ne suffit pas,* ajoutait-il. *Pourquoi réalisons-nous notre cohérence sur un sujet purement revendicatif comme l'intégration des instituteurs dans le corps de professeurs des écoles ? Parce que nous sommes incapables de le faire sur autre chose. »*

Comme en écho, le malaise était perceptible chez les représentants d'Unité et Action, qui, dans une réunion interne, ont laissé percer leur amertume. *« L'École émancipée a vrai projet politique, un projet de transformation de la société. Voilà pourquoi cette tendance vit bien ! »*, s'est exclamé l'un des participants. Certains en étaient même à regretter le bon vieux temps de la FEN où *« les choses étaient simples : on s'emmanchait avec ceux d'en face* [les proches du PS] *et voilà »*. Dans le même temps, chacun sent bien que l'organisation en tendances est un peu à bout de souffle, dans un syndicat ou les deux tiers des militants n'appartiennent ni à l'une ni à l'autre. Quant au fond, peu de surprises : le texte voté sur la transformation de l'école est resté assez défensif sur les emplois-jeunes ou les rythmes scolaires. Il pointe la montée des inégalités sociales dont les enseignants sont les premiers témoins dans les écoles et s'inquiète du fait que 10 % à 15 % des enfants ne maîtrisent pas la lecture en sortant du CM2. Les solutions proposées ont un air de déjà vu... Le SNU-IPP demande qu'il y ait *« plus de maîtres que de classes »* afin de dégager davantage de temps pour la concertation ou de permettre aux enfants d'être pris en charge par plusieurs maîtres. Idée plus originale, le SNU-IPP souhaite que les enseignants bénéficient davantage des résultats de la recherche en éducation ou y soient eux-mêmes associés.

Restait le problème des relations avec M. Allègre. L'intervention de Monique Vuaillat, conviée à s'exprimer lors de la journée de clôture, a représenté un bon baromètre du climat. La secrétaire générale du SNES, le principal syndicat du second degré, a été très applaudie, après avoir expliqué pourquoi leur fédération commune, la FSU, ne parvenait pas à être porteuse d'un vrai projet de transformation du système éducatif, se trouvant quasiment toujours à la remorque des dizaines de chantiers ouverts par le ministre.

Dans la logique de redéploiement dans laquelle se situe M. Allègre, excepté pour la Seine-Saint-Denis, et de l'abaissement des horaires des élèves, a expliqué Mme Vuaillat, *« le danger serait le chacun pour soi »*. *« Si nous n'arrivons pas à nous mettre d'accord très vite sur une action fédérale, il n'y aura qu'un seul gagnant, M. Allègre, et des perdants, les personnels, les élèves et le service public »*, a-t-elle ajouté. En attendant, le congrès a voté le principe d'une grève unitaire *« si le ministère continuait de ne pas prendre en compte les revendications »* sur l'intégration des instituteurs dans le corps de professeurs des écoles.

Béatrice Gurrey

Mutations en série dans l'administration

« Personnellement, j'ai pris dès le départ la mesure du problème **[de la Seine-Saint-Denis].** ***Pas mon administration qui a continué de raisonner comme sous Bayrou »*, expliquait Claude Allègre dans un entretien à *Libération* le 4 mai. Le ministre de l'éducation n'a pas tardé à en tirer les conséquences. Une semaine après le départ de l'inspecteur d'académie de la Seine-Saint-Denis, Yves Bottin, le recteur de l'académie de Créteil, Maurice Quenet, a lui aussi été muté. Au conseil des ministres du 6 mai, il a été nommé recteur de l'académie de Nice et remplacé par Jean-Pierre Dedonder, ancien président de l'université Paris-VII.**

L'administration centrale est, elle aussi, concernée par ces mouvements. Alain Boissinot, directeur des enseignements scolaires, a présenté, mercredi 6 mai, sa démission à Claude Allègre. Agrégé de lettres, cet inspecteur général avait été conseiller au cabinet de François Bayrou, qui l'avait nommé, en 1995, directeur des lycées et collèges. Il avait été maintenu à son poste lors de la réorganisation de l'administration en décembre 1997.

Le triumvirat qui dirigeait l'organisation cède la place

LE TRIUMVIRAT qui avait largement contribué au succès du SNU-IPP – Daniel Le Bret, Nicole Geneix et Danièle Czalczynski, un secrétaire général et deux adjointes – a éclaté lors de ce congrès. Danièle Czalczynski, représentante de l'Ecole émancipée, a exprimé le souhait de retourner à des préoccupations pédagogiques et dirigera un institut de recherche dont le SNU-IPP a voté la création à l'unanimité. *« Nous sommes des enseignants syndicalistes, pas des syndicalistes professionnels*, a-t-elle expliqué devant un congrès qui lui a fait une ovation. *Il est juste de réinvestir nos compétences ailleurs et de faire tourner les responsabilités. »* Elle est remplacée par Laurent Zappi, également de l'Ecole émancipée et militant à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

De l'aveu même de son successeur, l'héritage est lourd, non seulement en raison de la forte légitimité pédagogique du personnage « Czal », mais parce que le syndicat se trouve à un tournant. Le trio, malgré *« des moments de délire et de fureur »* (ou grâce à eux?), parti de positions divergentes, a toujours abouti à une synthèse, tout en s'attachant à instaurer de nouvelles relations avec la base des enseignants. Mais la nouvelle donne créée par un ministre de l'éducation nationale de gauche, foisonnant de projets, change quelque peu la situation. Sept nouveaux membres, sur un total de vingt et un, remplacent les sortants du secrétariat national, dont trois sont des professeurs des écoles, récemment formés àl'Institut national de formation des maîtres.

Créé en congrès constitutif à Saint-Denis le 16 décembre 1992, après l'éclatement de la FEN, le SNU-IPP est fort de 58 000 adhérents. Il a recueilli 39,4 % des suffrages aux élections professionnelles de décembre 1996, remportant une victoire historique sur la FEN, dont il est issu. Il appartient à la Fédération syndicale unitaire (FSU), première fédération d'enseignants.

B. G.

Le regard ambivalent des enseignants sur les emplois-jeunes

Le SNU-IPP a demandé à la Sofres de dépouiller une enquête menée auprès d'instituteurs, syndiqués ou non, sur les emplois-jeunes. Bien que les questions formulées par le syndicat aient pu induire certaines réponses, les 2 914 questionnaires retournés entre novembre 1997 et avril 1998 apportent des enseignements intéressants sur la façon dont les aides éducateurs sont perçus dans les écoles. Si près de la moitié des instituteurs interrogés estiment que cette mesure du gouvernement sert surtout à *« lutter contre le chômage des jeunes »*, 58 % d'entre eux jugent également qu'elle est *« positive pour le fonctionnement des écoles »*. Plus les enseignants avancent en âge, plus ils voient favorablement l'arrivée des aides éducateurs.

Cette bienveillance se gâte avec une question plus précise : un tiers seulement des personnes interrogées jugent la présence des emplois-jeunes *« très utile »*, tandis que la moitié la trouve *« utile mais sans plus »*. Quant aux missions dévolues à ces jeunes, les enseignants pensent à la quasi-unanimité que l'on peut leur confier l'aide au fonctionnement des bibliothèques, l'encadrement des sorties ou à la rigueur les activités liées à l'informatique. Seuls 20 % des instits souhaitent avoir affaire à des « spécialistes », 47 % préférant leur voir prendre en charge plusieurs activités au sein d'une même école. La porte de la classe doit leur rester fermée ou presque, pour près de 40 % des enseignants. Sur cette question essentielle, l'on n'observe aucun clivage par sexe ni par âge, tout juste 5 points d'écart entre syndiqués et non syndiqués.

« IL FAIT DES MATHS, C'EST MON BOULOT ! »

Un petit film d'une trentaine de minutes, réalisé par l'agence Campana-Eleb et projeté lors du congrès, a apporté un regard instructif sur la présence des emplois-jeunes dans la classe. Une jeune institutrice y explique à un aide éducateur qui la seconde qu'il doit aider les élèves de CP à *« bien tracer les traits »* pendant la leçon de mathématiques. *« C'est bien clair ? Pour tracer les traits, c'est avec Ahmed, pour compter et réfléchir, c'est avec moi »*, explique-t-elle à ses élèves. Mais l'aide éducateur, titulaire d'un DEUG de maths, s'est mis lui aussi à *« compter et réfléchir »* avec les élèves qui le lui demandaient. Commentaire de l'institutrice : *« Mais il ne respecte pas la consigne ! Il fait des maths, c'est mon boulot ! »*

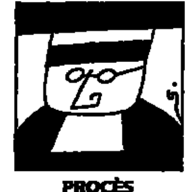
Faute de consensus, les congressistes se sont mis d'accord sur un plus petit commun dénominateur, en matière d'emplois-jeunes. En votant par exemple « les trente-cinq heures pour les aides éducateurs ». Mais la plupart d'entre eux savent qu'ils ne pourront s'en tenir là très longtemps. *« Que vaut là-dessus le temps de présence, le temps de formation, celui de la concertation ? »*, s'interrogeait en apparté un militant. *« Quelque chose d'essentiel nous manque,* a averti Daniel Le Bret, *c'est l'avis des emplois-jeunes eux-mêmes. »* Certains d'entre eux n'ont pas attendu pour le donner. Alors que le congrès a décidé d'accueillir les aides éducateurs au sein d'un secteur identifié du SNU-IPP, un Collectif des aides éducateurs de Paris s'est constitué le 24 mars pour demander un contrat de droit public, la pérennisation de l'emploi, une prime ZEP et les 35 heures.

B. G.

Pour Yann Piat, « le Var, c'était le Far West »

DRAGUIGNAN
de notre envoyé spécial

Faisait-il bon vouloir, vers 1993 à « Hyères-les-bombes », en pleine période d'incendies, règlements de comptes et plasticages, lutter contre la drogue, combattre la Mafia, ou encore transformer le casino... en centre culturel ? Délaissant momentanément les sept accusés soupçonnés d'être impliqués dans la mort de Yann Piat, la cour d'assises du Var s'est concentrée, jeudi 7 mai, sur ce que fut la personnalité de la victime. Elle était *« courageuse »*, *« battante »*, *« exigeante »*, voire *« autoritaire »* et *« méprisante »* au travail, selon ses proches, tellement *« vouée à sa carrière politique »* qu'elle en avait épuisé les attachés parlementaires – quatre en cinq ans – qui témoignent à la barre.



PROCÈS

Installée dans le Var en 1985, élue députée et conseillère régionale Front national en 1986, réélue en 1988, Yann Piat avait pris ses distances avec le mouvement de Jean-Marie Le Pen, puis en avait été exclue la même année, avant de rejoindre, en 1989, les rangs du Parti républicain (UDF-PR). La greffe, cependant, avait difficilement pris dans la classe politique locale. *« Mme Piat emmerdait tout le monde »*, lâche Carole Humler, l'une de ses attachés parlementaires, qui décrit *« la misère noire »* dans laquelle fonctionnait, faute d'argent, le cabinet de la députée, d'autant plus marginalisée par les caciques locaux qu'elle ne cessait de monter dans les sondages. *« Elle était profondément seule. Aidée en apparence, matraquée par-dessous »*. Traitée de *« midinette »*.

Dans la bouche des témoins – non sans réticences, parfois –, des noms, dans les rivalités, apparaissent. Celui de Maurice Arreckx, ancien président (UDF-PR) du conseil général du Var, qui a été condamné depuis à deux ans d'emprisonnement dans une affaire de pots-de-vin. Celui de Léopold Ritondale, le maire (Dvd) d'Hyères. Celui, aussi, de Joseph Sercia, ancien vice-président (UDF-PR), condamné le 10 avril à trois ans de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et cinq ans d'inéligibilité pour trafic d'influence aggravé et abus de confiance. Ami et ancien député (FN) de Saint-Denis, exclu, lui aussi, du Front national en 1988, François Bachelot déclare ainsi que Yann Piat affirmait que *« Sercia était le chef de la Mafia locale»*.

Le premier accroc avait eu lieu en 1992. Bien qu'elle soit conseillère régionale sortante, la transfuge du Front national ne s'était pas vu proposer de place éligible sur la liste RPR-UDF. Yann Piat avait fondé un mouvement, Var progrès plus, et envisagé de monter seule sa liste. Ses amis l'en avaient finalement dissuadée. Un pacte s'était alors noué : Léopold Ritondale avait été inscrit sur la liste pour les régionales et, en compensation, Yann Piat avait obtenu un poste de chargé de mission sur la drogue au conseil général. Ce salaire compensait la perte de ses indemnités de conseillère régionale et elle avait obtenu la promesse du champ libre aux élections législatives de 1993.

Elle était « courageuse », « battante », « exigeante », voire « autoritaire » et « méprisante » au travail, selon ses proches

Mais en 1993, Joseph Sercia s'était présenté aux législatives malgré l'investiture accordée à Yann Piat par les états-majors parisiens. La primaire, affirme Patrick Sansone, ancien attaché parlementaire de Yann Piat jusqu'en 1990 passé au clan Sercia, avait été *« rugueuse »*, le contexte pas moins. Menaces, grenade jetée sur sa permanence, descente de gros bras appartenant au clan du caïd toulonnais Jean-Louis Fargette lors d'un meeting électoral : elle avait vécu *« la peur de sa vie »*, déclare un témoin. Yann Piat avait porté plainte. En 1992, elle avait déjà reçu des cercueils de papier avec le nom de ses enfants. En 1992 toujours, elle avait remis à Geneviève Cassesse, son attachée parlementaire parisienne, une lettre, ouverte à son décès, accusant *« en cas d'"accident" mortel ou autre* "suicide" » Maurice Arreckx, Jean-Louis Fargette, Jean-François Barrau, vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie du Var, Bernard Tapie et Daniel Savastano, un intime de Jean-Louis Fargette *« avec qui je suis en relation politique forcée »*, écrivait-elle. *« Elle disait :* "Le Var, c'est le Far West" », rapporte Geneviève Cassesse. Réélue députée au second tour en mars 1993 contre Joseph Sercia, avec le soutien de François Léotard qui s'était déplacé à Hyères, Yann Piat avait alors travaillé ses dossiers : visites au ministère de l'intérieur au sujet des problèmes de sécurité ; contacts avec la direction générale de l'aviation civile pour le projet d'extension de l'aéroport d'Hyères, dont elle estimait les chiffrages financiers démesurés ; engagement contre l'urbanisation anarchique du littoral. Puis elle avait commandé un sondage qui, en décembre 1993, la donnait favorite pour la mairie d'Hyères, devant Léopold Ritondale et Joseph Sercia. En février 1994, elle semblait avoir pris sa décision. Le 19, elle demandait à l'un de ses collaborateurs, Pierre Magot, qui en témoigne, de l'aider à préparer sa candidature aux élections municipales de 1995. Le 20, elle confirmait son choix à une amie, Francine Brochot, journaliste à *Var Matin*. *« Je pars sur Hyères. Là, il y a un nettoyage total à faire. »* Le 25, elle était assassinée.

« J'ai le sentiment qu'elle avait un dossier de trop », affirme Francine Brochot, qui arbore un pin's à l'effigie de la victime et qui raconte comment Yann Piat *« découvrit que les voyous prenaient le pas sur cette classe politico-affairiste »*. *« Elle craignait d'être écoutée* [téléphoniquement] *par le milieu »*, indique encore Patrick Heintz, directeur général des services du conseil général et proche de la victime. *« Elle en avait marre que ses plaintes au procureur n'aboutissent pas »*, affirme Lionel Royer-Perreaut, attaché parlementaire de juin 1992 à septembre 1993.

Ancien maire de Cannes, Michel Mouillot fait état de visites de Yann Piat et d'une correspondance de *« trois à cinq lettres »*, *« qui a disparu »* de chez lui. François Gibault, conseil de l'une des deux filles de la victime, en lit pourtant une, dans laquelle la députée du Var se plaignait de *« pouvoirs occultes »*. *« Il y avait un réel problème avec les structures politiques locales »*, répond M. Mouillot. Michel Cardix, avocat de Gérard Finale, soupçonné d'être le commanditaire de l'assassinat, s'interroge alors sur le sens d'une phrase extraite du livre de l'ancien maire de Cannes, selon laquelle *« l'affaire Yann Piat* [aurait été] *orchestrée par quelques officines en marge des services spéciaux de la DGSE »*. *« Quand j'écris "l'affaire", je ne parle pas de l'assassinat »*, répond l'ancien maire de Cannes. *«* [Yann Piat] *ne m'a jamais parlé de menaces physiques, mais de menaces politiques. »* Il explique donc qu'elle pensait qu'on voulait la *« tuer politiquement»*.

Jean-Michel Dumay

Mickaël Fréminet, ancien skinhead, explique à la cour d'assises de Paris qu'il ne « pense rien »

En marge d'un défilé du Front national, le 1er mai 1995, il avait poussé un Marocain dans la Seine

Le procès de Mickaël Fréminet, accusé du meurtre de Brahim Bouraam, un Marocain jeté dans la Seine, en marge d'un défilé du Front national, le 1er mai 1995, s'est ouvert, jeudi 7 mai, à Paris. Le skinhead portant blouson et Doc Martens de l'époque s'est laissé pousser les cheveux et affirme aujourd'hui qu'il n'a jamais fait de politique : *« Faire de la politique, c'est penser quelque chose, et moi, je ne pense rien. »*

CHEZ les Fréminet, on ne parle pas de politique. Personne ne vote, ni les parents ni les cinq enfants. Emile, le père, est né à Craon-de-Ludes (Marne) et y a toujours vécu, comme son père et son grand-père. L'horizon de cet ancien ouvrier vigneron se limite aux pieds de vignes de la région champenoise qu'il a rarement quittée. *« Nous, on reste à la campagne,* dit-il. *On n'a jamais fait de politique chez nous, on n'y connaît rien. »* Le hameau d'une soixantaine d'habitants vit loin des rumeurs du monde. C'est là que les cinq enfants d'Emile ont été élevés. Mickaël, son plus jeune fils, aujourd'hui âgé de vingt-deux ans, *« un gamin si timide »*, n'a pas fait parler de lui jusqu'au 1er mai 1995. Ce jour-là, en marge d'un défilé du Front national auquel il participait dans la capitale, il a poussé dans la Seine Brahim Bouraam, un Marocain de vingt-neuf ans qui est mort noyé.

PROCÈS

Devant la cour d'assises où il comparaît pour *« meurtre »*, Mickaël Fréminet, jeudi 7 mai, ne ressemble pas à l'adolescent au crâne rasé, portant un bomber's et chaussant des Doc Martens qu'il était lors de son interpellation. Abandonnant la panoplie du parfait skinhead que l'on croise à la queue des manifestations d'extrême droite, Mickaël Fréminet s'est laissé pousser les cheveux, porte un pantalon à pinces beige, une chemise rose et un gilet bleu marine. Le jeune homme s'exprime avec difficulté. *« Je ne suis pas un garçon qui parle trop, je suis plutôt timide et réservé,* avoue-t-il. *A l'école je n'osais pas demander quand je ne comprenais pas. J'y peux rien, c'est comme ça. »*

Cette timidité maladive, Mickaël Fréminet l'a traîné durant toute son adolescence. Son parcours scolaire est médiocre. Il a quitté le collège en quatrième pour devenir apprenti en menuiserie. *« Ça s'est bien passé, mais j'avais toujours ce problème. »* Il rate le CAP, devance l'appel sous les drapeaux et opte pour le régiment de livraison par air de Metz. *« Je voulais savoir ce que c'était le sport de parachutiste,* raconte-t-il. *C'était aussi pour essayer d'enlever ma timidité, mais je crois pas que ça marche. »*

Mickaël Fréminet, qui quitte le cocon familial pour la première fois, découvre Strasbourg, où il accomplit sa préparation militaire, Pau, où il obtient son brevet de parachutiste et Metz, où il fait son service national. Un temps, il est même tenté par un service long et des expéditions humanitaires. Il affirme aujourd'hui avoir pensé au Rwanda, à Sarajevo et au Tchad. *« J'ai renoncé, parce que la guerre me faisait peur. J'avais entendu dire aux actualités que quarante-huit paras étaient morts en Yougoslavie et pour moi, les paras, c'est du sport, pas la guerre. »*

« JE SAIS CE QUI EST BIEN ET MAL »

Mickaël Fréminet revient donc à Craon-de-Ludes et reprend ses habitudes. Il retrouve sa petite amie Sandy, avec laquelle il aime *« aller aux champignons et à la pêche »*, ses copains, dont certains gravitent autour du milieu skinhead de Reims. Le week-end, il fréquente les bals, boit de la bière et du champagne, *« comme tous les jeunes pour s'amuser »*. Quand un copain lui propose de monter au défilé à Paris avec le car affrété gratuitement par le FN, il accepte, comme il l'avait fait l'année précédente. *« Pour faire la fête entre copains,* explique-t-il. *C'était gai, chaleureux, on écoutait de la musique, il y avait des gens habillés comme dans l'ancien temps. On ne parlait jamais de politique entre nous. J'aurais pu aller à la foire du Trône, mais la destination, c'était la manif du FN. »*

Les témoignages recueillis pendant l'instruction évoquent un Mickaël Fréminet immature, manquant de caractère, *« bonne poire »* et influençable. *« C'est ce que pensent les gens en me voyant, rapport à ma timidité, mais ce n'est pas vrai,* se défend l'accusé. *Les seuls qui pouvaient me donner des ordres, c'étaient mes employeurs, ma famille ou mes supérieurs à l'armée. Je sais me contrôler, je sais ce qui est bien et ce qui est mal. »* Mickaël Fréminet ne se reconnaît aucune conscience politique. *« Faire de la politique, c'est penser quelque chose, moi je ne pense rien,* lâche-t-il. *La tenue vestimentaire n'a rien à voir avec la personnalité, ce n'est pas parce qu'on porte un bomber's qu'on est un mauvais garçon. »* Un ami de l'accusé affirme pourtant que Mickaël Fréminet avait des *« idées d'extrême droite »*. Selon un autre, il aurait même participé au service d'ordre du FN. *« C'était seulement pour marquer ma présence »*, corrige Mickaël Fréminet.

Trois autres participants au défilé du 1er mai, eux aussi originaires de la région de Reims, comparaissent libres dans cette affaire pour le délit connexe de *« non-assistance à personne en péril »*. Ils étaient sur les berges de la Seine le jour du drame avec le principal accusé et ne sont pas intervenus pour secourir la victime.

Acacio Pereira

Un marchand de sommeil condamné à la suite du saccage d'un immeuble

Trois ans après, les locataires ne sont pas relogés

L'AFFAIRE du 64, rue d'Hautpoul, un immeuble du 19e arrondissement de Paris saccagé par un commando armé en présence des locataires, en août 1995, vient de connaître son épilogue judiciaire. Le gérant de la société propriétaire, Serge Rubin, a été condamné, jeudi 7 mai, à deux ans de prison dont 22 mois avec sursis par le tribunal correctionnel de Paris pour avoir commandité et s'être rendu complice de cette action violente, au cours de laquelle un locataire, Sualvo Tuote, avait été défenestré (*Le Monde* du 16 août 1995). Serge Rubin, qui a toujours nié être à l'origine de l'agression, était resté deux mois en détention provisoire, en 1995, avant d'être libéré sous contrôle judiciaire. Aucun des exécuteurs du saccage – des vigiles organisés de manière quasi militaire, armés de masses, de pioches et de bombes lacrymogènes – n'a pu être confondu.

Serge Rubin, gérant de plusieurs sociétés d'administration de biens, avait acheté l'immeuble en 1989 pour 2 millions de francs. Le scénario envisagé était simple : il voulait rembourser l'investissement en louant les 45 chambres exiguës à des prix exorbitants, puis vider l'immeuble et le revendre en encaissant une plus-value. Le quartier était prometteur, en pleine reconstruction et situé à proximité du parc de La Villette, alors en cours d'aménagement. Les locataires, tous d'origine africaine, étaient, pour la plupart, recrutés par petites annonces. Serge Rubin leur établissait des baux en bonne et due forme mais précaires. La réhabilitation promise n'avait jamais été engagée mais les loyers s'élevaient de 1 700 francs à 2 700 francs mensuels pour des « logements » de 6 à 23 mètres carrés.

Mais la machine s'est enrayée. Moins dociles que prévu, les locataires se sont organisés, ont contacté des associations et ont engagé une grève des loyers à partir de 1993. Pendant deux ans, pour les intimider, Serge Rubin, à visage découvert, a multiplié les intrusions musclées dans l'immeuble. A plusieurs reprises, les locataires ont porté plainte, sans résultat. Jusqu'à l'action commando du 14 août 1995, destinée à vider l'immeuble, invendable parce qu'occupé, non rentable puisque les loyers n'étaient plus encaissés. L'immeuble avait été saccagé, les habitants arrosés de gaz lacrymogène, les meubles et les objets cassés à coups de pied et de masse.

Malgré la condamnation de Serge Rubin, les 38 familles africaines qui habitent toujours l'immeuble ne sont pas tirées d'affaire. Car il demeure le propriétaire de l'immeuble. Et rien ou presque n'a changé, depuis trois ans, rue d'Hautpoul. Seul l'un des locataires a été relogé. Les autres attendent toujours, dans leurs chambres minuscules, un hypothétique relogement. Après l'agression, le maire de Paris, Jean Tiberi avait multiplié déclarations et promesses. Rien n'est venu. Sur injonction du préfet, la Ville s'est contenté de faire exécuter, en urgence, quelques travaux de mise en sécurité dans les parties communes de l'immeuble.

« INTERDICTION D'HABITER »

Depuis octobre 1995, trois arrêtés préfectoraux ont été pris et une quinzaine de chambres ont été frappées d'une « interdiction d'habiter ». Elles sont toutes occupées. Le dernier arrêté, en date du 18 janvier 1998, reconnaît que les logements comme les parties communes de l'immeuble présentent un risque de saturnisme. Une « injonction de travaux » a été adressée... au propriétaire. Le délai de deux mois qui lui était accordé a pris fin à la mi-mars.

Dans deux logements particulièrement exposés, la Ville s'est contentée de recouvrir sommairement quelques pans de murs d'un revêtement plastique, mais l'humidité qui décolle les peintures est toujours là et les fuites n'ont pas été réparées. Pour sortir de l'impasse, les locataires n'ont qu'un espoir : que Serge Rubin soit financièrement acculé et contraint de vendre. Et que la Ville, enfin, se porte acquéreur.

Christine Garin

CARNET

DISPARITION

■ **TEDDY BILLIS**, acteur français de théâtre, de cinéma et de télévision, est mort jeudi 30 avril. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Né en 1913, Teddy Billis avait consacré sa vie à l'art du spectacle. Tout d'abord élève de Louis Jouvet et de Charles Dullin, il fut par la suite le professeur de Jean Rochefort, Annie Girardot, Jean-Pierre Marielle, Guy Bedos, Marlène Jobert... au conservatoire de la rue Blanche, à Paris. Il joua au théâtre avec Michel Galabru, dans la création de *La Femme du boulanger*, avec Edwige Feuillère, dans *La Folle de Chaillot*, avec Louis Jouvet, dans *L'Ecole des femmes*, avec Robert Dhéry et Philippe Noiret, dans *Drôle de couples*, avec Michel Bouquet, dans *Le Neveu de Rameau*, etc. Il fut aussi extraordinaire dans *Le Malade imaginaire* à la Comédie-Française. Au cinéma, son premier rôle remontait à 1949. Il fut le partenaire à l'écran de Fernand Ledoux dans *Celui qui doit mourir*, de Jules Dassin (1956), de Pierre Brasseur dans *La Loi*, de Jules Dassin (1958), de Michèle Morgan et Bourvil dans *Fortunat*, d'Alex Joffé (1960), de Robert Hirsch dans *Pas question le samedi* (1965), du même réalisateur. A la télévision, à laquelle il consacra la fin de sa carrière, Teddy Billis joua notamment sous la direction de Claude Barma, Stellio Lorenzi et Claude Santelli, et apparut dans la série « Navarro ».

NOMINATION

AGRICULTURE

Alain Moulinier, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, vient d'être nommé directeur général de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA). Il prendra ses fonctions le 1er septembre, en remplacement de Louis Goupilleau.

[Né le 23 mai 1957 à Tours, Alain Moulinier est ancien élève de l'Institut national agronomique Paris-Grignon. En 1980, il est nommé adjoint à l'attaché agricole de l'ambassade de France à Madrid. Entre 1982 et 1984, il a en charge le bureau des fruits et légumes au ministère de l'agriculture, puis, jusqu'en 1986, il est affecté au bureau des affaires agricoles et européennes à la direction du budget du ministère des finances. Entre 1986 et 1988, il est chargé de mission au cabinet de Jacques Chirac à Matignon. De 1988 à 1993, il est directeur adjoint de la direction agricole et du développement industriel du groupe Béghin-Say, puis, en 1993, il entre au cabinet d'Edouard Balladur, premier ministre, pour suivre les affaires relatives à l'agriculture et à la pêche. Il était directeur général de l'Office national interprofessionnel des céréales (Onic) depuis 1995.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Je suis née le 5 février 1998, à Bac Ninh, Vietnam.

Je me prénomme

Anaïs.

Je viens d'arriver à Luxeuil et fais la joie de mes parents et de mes frères et sœurs.

Toute la famille est très heureuse.

Danielle et Martial Olivier-Koehret,
« Les Pervenches »,
70300 Luxeuil-les-Bains.

Hélène

bat des cils depuis le 5 mai 1998.

Pour le plus grand bonheur de ses parents,

Serge et Annie,

et des familles

**DURAND-VIDAL,
SARFATI,
MANDAGOUT,
MERCADIER,
et VIDAL.**

**Claire, Thierry JABES
et leur fils Gabriel**

ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Ruben,

le 7 mai 1998.

Anniversaires de naissance

– Vitry-sur-Seine.

10 mai 1997 - 10 mai 1998.

M. et Mme Pierre EBONGUÉ-JONG

souhaitent un heureux anniversaire à leur petit-fils,

Pierre-Julien.

Fiançailles

**M. et Mme Patrick WERNER,
M. et Mme Laurent BOCCON-GIBOD**

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

Anne-Laure et Jean-Christophe.

**M. et Mme Jean-David LEVITTE,
M. et Mme Patrick VERNEREY**

annoncent avec joie les fiançailles de leurs enfants,

Camille et Laurent,

le 9 mai 1998.

CARNET DU MONDE
Fax : 01-42-17-21-36
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

Mariages

**Pierre et Danièle PRADIER,
Patrick et Catherine
de MONTALIVET**

sont heureux de faire part du mariage de

Miren et Théophile,

à Saint-Martin de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), le 9 mai 1998.

Une autre grande joie familiale,

Gabrielle,

petite sœur de Lucile, est née le 6 avril, à Bordeaux (Gironde),

chez

**Mathilde
et Denis Pozzo di Borgo-Pradier.**

Décès

– Lauris.

Mme Marguerite Villevieille,
son épouse,
Ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Julien VILLEVIEILLE,
officier de la Légion d'honneur,
médaillé de la Résistance,
ancien déporté de Dachau,

survenu à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques civiles auront lieu le samedi 9 mai 1998, à 8 h 30, au cimetière de Lauris, dans la plus stricte intimité.

– Bastia. Paris. Lisbonne.

Dorothée Zuccarelli Chekroun,
Paul-Antoine Zuccarelli,
Léa Zuccarelli,
Jacques et Danièle Chekroun,
leurs enfants et petits-enfants,
Les enfants et petits-enfants du docteur Joseph Zuccarelli,
Les enfants et petits-enfants du docteur Charles Zuccarelli,
Les enfants et petits-enfants de Jean Zuccarelli,
André Turchini,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Mattei, Vallesi, Vico, Phelip, Polidori de Rocca Sera, Donati, De Mari, Ortoli,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Joseph ZUCCARELLI.

Les obsèques religieuses auront lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste de Bastia, samedi 9 mai, à 14 h 30.

La levée du corps aura lieu en l'église de la Conception.

Remerciements

– La famille Bendjaballah,
Et ses proches
expriment leurs chaleureux remerciements à tous les amis qui ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de

Mme F. BENDJABALLAH,

leur mère, grand-mère et parente.

Célébrations

– Un office religieux à la mémoire de

**l'archiprêtre
Jean FORSTMANN,**

décédé le 1er avril 1998, sera célébré le samedi 9 mai, à 19 heures, en l'église orthodoxe Notre-Dame-Joie-des-Affligés, 4, rue Saint-Victor, Paris-5e.

Anniversaires de décès

– Il y a quatorze ans disparaissait le philosophe

Noël MOULOUD.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé n'oublient pas son enseignement, son œuvre, sa bonté, son humanité.

Mme F.-N. Mouloud,
38 *bis*, avenue René-Coty,
75014 Paris.

Assemblées générales

**UNION DES FABRICANTS
POUR LA PROTECTION
INTERNATIONALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE ET ARTISTIQUE**
Fondée le 23 août 1872
et déclarée le 28 mai 1877
établissement d'utilité publique
Siège social :
16, rue de la Faisanderie
75116 Paris

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ORDINAIRE DE L'UNION
DES FABRICANTS

MM. les membres de l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique, établissement d'utilité publique, sont convoqués en assemblée générale annuelle au siège de l'association : 16, rue de la Faisanderie, Paris-16e, le mardi 26 mai 1998, à 16 heures.

ORDRE DU JOUR

1 - Allocution de M. le président.
2 - Compte-rendu des travaux de l'année 1997, rapport moral.
3 - Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1997.
4 - Approbation des comptes, quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5 - Affectation des résultats.
6 - Budget 1998.
7 - Détermination de la cotisation 1999.
8 - Questions diverses.

Le conseil d'administration.

L'ASSOCIATION
DU M.F.P.F. DE PARIS
10, rue Vivienne,
75002 Paris
tiendra son assemblée générale le mardi 9 juin 1998, à 19 heures.

Conférences

– **Conférence-débat** : « Les manuscrits hébreux au Moyen Age : les surprises de l'image », par Michel Garel, jeudi 14 mai 1998, 20 heures. ENIO, 6 *bis*, rue Michel-Ange, Paris-16e. Tél. : 01-44-14-71-23, collation à 19 h 30. PAF.

Le Groupe psychanalyse et médecine annonce la conférence de

Jean-Marc Lévy-Leblond,
professeur de physique
à l'université de Nice,
« La science, entre foi et loi ».

Mardi 12 mai 1998, à 21 h 15, 31, rue de Navarin, Paris-9e.

***Y a-t-il
une « morale judéo-chrétienne » ?***

Cycle de conférences organisé par le Collège des études juives de l'*Alliance israélite universelle*, en collaboration avec l'*Institut catholique de Paris*, les lundis, mardis, mercredis et jeudis soir jusqu'au 27 mai (PAF).

Programme et renseignements : 01-53-32-88-55.

Le forum prévu par le Collège le 10 mai est reporté.

Colloques

**BICENTENAIRE
D'AUGUSTE COMTE (1798-1857)**

L'Association pour le Bicentenaire d'Auguste Comte organise un colloque en deux parties, du 11 au 15 mai 1998.

Le Temps d'Auguste Comte (Montpellier, Palais des congrès « Corum » : 11 mai, 14 heures-17 heures, 12 mai, 9 heures-12 heures et 14 h 30-18 heures, 13 mai, 9 heures-12 heures).

Auguste Comte, science et politique (Paris, auditorium de la Bibliothèque nationale de France, galerie Colbert, 2, rue Vivienne : 14 et 15 mai, 9 heures-12 heures et 14 h 30-17 heures). Entrée libre.

Contacts : Montpellier, 04-67-14-23-81 ou 04-67-14-24-78 (A. Petit) ; Paris, 01-44-41-46-68 (G. Lemoine).

هكذا من الأصل

5 LES AVENTURES DE MAI

Le Général n'a vraiment rien compris

par Patrick Rambaud

MERCREDI 8 MAI 1968

LE général de Gaulle était droit derrière son bureau Louis XV en bois de violette, sans papiers, sans dossiers, sans téléphone, immobile, les mains posées à plat. Dans sa méditation il ressemblait à un éléphant taciturne que rien ne savait distraire ; il ne regardait même pas sur sa gauche par les trois hautes fenêtres qui s'ouvraient au premier étage du palais sur un balcon, juste au-dessus du salon Murat. Le parc ? Un jardinet sans perspectives. Les rideaux vieil or, le lustre de cristal à pendeloques, les barbouillages mythologiques du plafond, il n'aimait pas cet Elysée de passage où il se sentait en garnison. Un huissier en habit et chaîne d'argent entra pour annoncer le premier ministre par intérim ; le Général sortit soudain de son rêve et de ses calculs :

– Monsieur Blandin, elle retarde de deux minutes, mettez-y bon ordre.

Il montrait d'un mouvement de tête la pendule entre les candélabres, sur la cheminée de marbre. Louis Joxe entra à son tour, un porte-document sous le bras ; à l'invitation du Général il s'installa dans l'un des fauteuils de cuir rouge. Il avait un nez important, le teint brique, la chevelure très blanche ; il n'aimait pas les honneurs mais la paix, préférait les bons vins aux discours, c'était un vieux routier de la République.

– Joxe, lui dit le Général, que signifie cette pagaille ? Si ces jeunes gens sont excités, qu'on leur distribue du bromure.

Louis Joxe leva les sourcils ; il imaginait cette solution militaire à la limite de la boutade mais bien loin des réalités. Il répondit d'un ton égal :

– Nous avons bon espoir de négocier.

– Négocier ! Avec qui ? Enfin, que le gouvernement gouverne. Je veux Paris calme, propre et net.

– Vous comptez toujours partir en Roumanie, mon général ?

– Evidemment. Le premier ministre rentre samedi. En mon absence, il aura tout loisir de régler ces péripéties étudiantes. Rapprocher l'Europe de son Orient n'est-ce pas essentiel ?

L'huissier rouvrit la porte à dix heures pile. Le Général se leva, et, suivi par un Joxe sans expression, traversa la salle des aides-de-camp pour gagner le salon d'angle où se tenait chaque mercredi le conseil des ministres. Ceux-ci étaient à leur place selon le rite. Sur le tapis vert de la table ovale, chacun disposait d'un sous-main et de crayons. Le Général serra les mains en disant : « Bonjour, cher ami », puis il s'assit dans son fauteuil en bois doré :

– L'ordre du jour, Messieurs, appelle notre attention sur l'ouverture des pourparlers, à Paris, entre Hanoi et Washington. Monsieur le ministre des affaires étrangères, c'est à vous.

Maurice Couve de Murville, un long cou, frisé comme une brebis, expliqua que ces pourparlers auraient lieu dans l'ancien hôtel Majestic ; il ajouta : « Voilà un argument supplémentaire pour souhaiter que le visage pacifique de Paris ne soit pas altéré. » Le Général ne releva pas l'allusion aux désordres de la rue. Le ministre enchaîna sur la visite de Georges Pompidou en Iran, d'où lui-même arrivait ; il parla de pétrole, de technique, d'accord culturel, puis il évoqua l'intérêt du voyage en Roumanie avant que le ministre de l'intérieur n'en vienne aux sans-logis et à la répression des fraudes électorales ; d'autres ministres se succédèrent à propos d'un comité franco-allemand qui rapprocherait les entreprises des deux pays, ou d'une réunion des ministres de l'agriculture à Luxembourg. Vint le tour d'Alain Peyrefitte, que les autres n'enviaient pas : l'éducation nationale, quelle poisse.

– Les manifestations, dit le ministre, ont dégénéré en des scènes de violences souvent provoquées par des spécialistes de l'agitation et des éléments extérieurs à l'université. Leur idéologie est confuse, tout s'y mêle, anarchisme, castrisme, maoïsme, mais ce qui surnage c'est leur nihilisme...

– Eh bien, coupa le Général en agitant ses lunettes au bout de la main, si des foutriquets cherchent à casser l'université il faut les mater. Qu'on en arrête cinq cents chaque soir s'il le faut ! Quant à l'université, bien sûr, elle doit s'adapter, la sélection doit y être plus sérieuse ; elle n'est pas faite pour elle-même mais pour le pays. Que le gouvernement prenne là-dessus ses responsabilités. De Gaulle ne va pas endosser la blouse d'un surveillant de potaches !

Quand il quitta l'Elysée pour monter dans sa Citroën de fonction, un journaliste nota qu'Alain Peyrefitte avait le teint gris et les lèvres pincées.

Eh bien, coupa de Gaulle en agitant ses lunettes au bout de la main, si des foutriquets cherchent à casser l'Université il faut les mater. Qu'on en arrête cinq cents chaque soir, s'il le faut !

CE fut un mercredi sans relief. A l'Assemblée, les députés se posaient des questions et le ministre de l'éducation changea de langage, laissant entendre que si l'ordre était rétabli on pouvait envisager de rouvrir Nanterre et la Sorbonne. On pressentait une accalmie, on plaidait pour la désescalade, mais la province bougeait. Il y avait eu des manifestations à Lille, des bagarres à Bordeaux, la grève se durcissait à Clermont-Ferrand et le préfet de police avait dégarni Paris pour envoyer d'urgence des CRS et des gendarmes en Bretagne : les bus ne roulaient plus à Nantes, où les ouvriers de la métallurgie et du bâtiment avaient arrêté le travail ; les paysans menaçaient, ils défilaient au Mans, à Brest, à Lorient, à Quimper.

L'UNEF et le SNE-Sup avaient appelé les étudiants parisiens à la Halle-aux-vins, mais des rumeurs circulaient au sujet de ces syndicats, ils négocieraient en douce avec le pouvoir, ils chercheraient un compromis. Le meeting de ce jour demeura bien décevant. Le dialogue semblait rompu avec la base, et seuls les leaders syndicaux s'exprimèrent à la tribune ; la sono trop forte empêchait d'entendre gronder le public. A dix-neuf heures, une petite pluie froide et pénétrante commença à tomber. Le préfet Grimaud avait autorisé qu'on se rende au quartier Latin en cortège, sans doute pour tester la bonne volonté et les capacités du service d'ordre de l'UNEF ; il avait raison, tout se déroula dans le calme et dans l'ennui. On vit même des étudiants communistes se joindre à ceux qu'ils traitaient ces temps derniers avec mépris.

Près de la Sorbonne, les responsables des syndicats crièrent la dissolution dans leurs mégaphones. Ils se firent houspiller par des étudiants furieux ; les uns pleuraient de rage, les autres se sentaient floués. Un cordon du service d'ordre de l'UNEF interdisait à la foule le contact avec les policiers massés autour de la Sorbonne. Portallier, Rodrigue et Marianne n'insistèrent pas, écœurés, et s'attablèrent dans une brasserie à deux pas du Luxembourg. Par les vitres ils voyaient des petits groupes qui discutaient avec véhémence.

– On a été vendus, s'indignait Marianne.

– Pourquoi a-t-on écouté ces crétins de l'UNEF ? insistait Rodrigue.

– Ils sont de mèche avec les flics, dit Portallier, ça saute aux yeux.

– Ils espèrent se refaire une beauté sur notre dos, faire figure de chefs, retrouver une réputation, et on a l'air de nouilles !

– J'imagine déjà les journaux de demain matin : les étudiants ont compris, ils sont devenus sages, ils vont



IMPRESSION DE MAI
Claude Dityvon

reprendre les cours, on va les boucler dans leurs amphis, les examens auront lieu à la date prévue...

Ils se séparèrent avec amertume. Marianne refusa d'accompagner Portallier boulevard Haussmann, où ses parents étaient revenus. Il eut beau lui seriner que ça n'avait pas la moindre importance, elle préféra sa chambre de la résidence. Marianne se serra dans la 4 CV d'un copain de Lettres modernes, à côté de Rodrigue et de deux autres qu'ils connaissaient de vue pour les avoir croisés à Nanterre, et Portallier, trempé par une pluie froide, bougonna en les voyant démarrer.

LE professeur René Portallier et le docteur Jurieu avaient la quarantaine affirmée, des costumes bleus identiques. Le professeur était massif, le front dégagé, des cheveux grisonnants presque taillés à ras comme un gazon anglais, des mains larges. Son invité, le docteur Jurieu, était plus mince, moins jovial, avec des lunettes à monture d'écaille ; il siégeait depuis trois ans au Palais-Bourbon, député du Calvados où il avait retapé un manoir du XVII[e]. Tandis que leurs épouses, en tailleurs printaniers, consultaient des dépliants sur la table de bridge, car les deux couples voulaient louer ensemble, pour le mois d'août, une villa palladienne dans la région de Vérone, les maris enfoncés dans les gros fauteuils en velours du salon, un verre à la main, discutaient. La semaine passée, l'homme au cœur greffé était mort d'une insuffisance d'irrigation cérébrale.

– Cabrol avait des doutes, disait Jurieu, souviens-toi, une heure après la greffe. Collapsus cardio-vasculaire, le type avait été sauvé de justesse.

– Il était sous respiration assistée.

– Mais il avait soixante-six ans, malade depuis belle lurette, sans résistance, alors, même avec un cœur de jeune homme, après neuf heures sur la table d'op'...

– Ceci dit, la technique est au point.

– Vous ne regardez pas *Les Shadoks ?* demanda Solange Portallier en allumant la télé encastrée dans un meuble d'acajou.

Le professeur adorait ce dessin animé quotidien et absurde ; un peuple d'oiseaux stylisés y débitait des sornettes avec la voix de Claude Piéplu. Ce soir, l'épisode s'intitulait *Sur la planète Shadok, tout va mal.*

– On se croirait au quartier Latin ! s'esclaffa le professeur.

– Mais non, reprenait Jurieu, les choses vont reprendre leur train-train. Ce n'était qu'une flambée, nous en avons parlé une bonne partie de la journée au Palais-Bourbon.

Ils entendirent claquer la porte palière. Le professeur marcha vers la porte vitrée du salon, qu'il ouvrit d'un coup pour tomber nez à nez avec son fils Roland, la veste et les cheveux mouillés de pluie.

– Tu arrives d'où ?

– Qu'est-ce que ça peut te faire ?

– Va mettre des habits secs, nous passons à table.

Le jeune Portallier se haussa pour apercevoir les invités au-dessus des voilages de la porte vitrée.

– Pas faim, dit-il.

– Viens au moins saluer Jurieu.

– Le facho ?

– Petit con !

Le professeur retourna au salon :

– C'est Roland. Il poursuit des études mais j'ai l'impression qu'il n'a pas envie de les rattraper !

On rit du bon mot mais le père s'agaçait des propos excessifs et de l'insolence de son fils. Traiter son ami Jurieu de facho ! C'était le contraire. Ils s'étaient connus au lycée en 1943. Le dimanche matin, ils participaient en secret à des exercices de tir avec les résistants, près d'Aubervilliers. A cause de ça, à la Libération ils avaient eu des points supplémentaires au bac. Plus tard, le professeur avait appris que Jurieu, ce cachottier, était allé plus loin ; il grimpait sur des passerelles au-dessus des voies ferrées, laissait glisser par une ficelle des paquets d'explosifs et bousillait les rails pour retarder les convois allemands.

Daniel Cohn-Bendit
Salle de la Mutualité
9 mai

– Ton fils, demandait Jurieu, il va danser la Carmagnole avec ses copains ?

– A cet âge, on suit la mode, or, la mode c'est de tout casser, donc, monsieur casse. Il me casse les pieds, pour commencer.

– Ces jeunes gens ont besoin d'héroïsme, alors ils s'en fabriquent à bon marché. Ceci dit...

– Toi, tu vas jouer les avocats du diable !

– Tout à l'heure, à la Chambre, Pisani a dit un truc qui m'a remué : « Devant mon fils et ses camarades, il me faut me taire parfois, ou mentir parce que je ne trouve pas toujours de réponses aux questions qu'ils posent ».

– La paire de claques, voilà une réponse simple ! répliqua le professeur. Oh, mais il nous brise les tympans avec ses disques ! Solange, va dire à ton fils de mettre sa musique en veilleuse, qu'au moins on puisse dîner tranquilles.

– Qu'est-ce qu'il écoute ? dit madame Jurieu.

– Des chants de la révolution cubaine, ma pauvre !

– Je peux servir les œufs cocotte ? demandait Amalia, les mains dans la poche de son tablier blanc.

(à suivre)

DES JOURS AUX NUITS

MERCREDI 8 MAI

■ Le conseil des ministres se réunit, le matin, à l'Elysée.
Selon le communiqué lu, comme c'est l'usage, par M. Georges Gorse, ministre de l'information, le conseil souhaite, avant la réunion à Paris des pourparlers américano-vietnamiens, que *« le visage pacifique »* de la capitale *« ne se trouve pas altéré ».* L'ordre public sera, de toute façon, maintenu. Alain Peyrefitte rejette sur *« des spécialistes de l'agitation et des éléments extérieurs à l'Université »* la responsabilité des événements récents. Il déclare ne pouvoir admettre *« le fanatisme et la violence »,* mais indique qu'il s'emploiera à créer les conditions favorables à la reprise des cours et à la liberté des examens. Le général de Gaulle intervient pour rappeler que, malgré tous les efforts faits depuis dix ans pour l'éducation, sa démocratisation est une nécessité, ce qui implique une planification.

■ Dans un télégramme adressé au chef de l'Etat, cinq Prix Nobel français, Alfred Kastler, Jacques Monod, André Lwoff, François Jacob, ainsi que François Mauriac, lui demandent de faire un geste d'apaisement envers les étudiants.

■ La CGT et la CFDT organisent en Bretagne et dans les Pays de Loire une journée revendicative pour la défense de l'emploi. Les ordres de grève sont largement suivis : près de 10 000 manifestants défilent à Quimper sur le thème « L'Ouest veut vivre », 12 000 à Brest et à Lorient. A Rennes, les ouvriers grévistes encadrent 3 000 étudiants. Les seuls incidents signalés ont lieu à Fougères, où défilent plusieurs milliers de personnes.

■ Dans l'après-midi, au cours d'un débat à l'Assemblée nationale consacré aux manifestations, Alain Peyrefitte laisse entendre que, si le calme revient, les cours pourront reprendre.

■ Dix-sept jeunes appréhendés au cours des incidents du 6 mai sont inculpés pour violences, outrage à agent, port d'arme prohibée. Cinq d'entre eux sont des étudiants.

■ Le soir même, une manifestation organisée par l'UNEF et le SNE-Sup se déroule sans incidents entre la faculté des sciences de Paris et le haut du boulevard Saint-Michel, mais le mot d'ordre de dispersion est mal accueilli par une partie des 20 000 manifestants. Alain Geismar se rend alors à une réunion du Mouvement du 22 mars où, faisant son autocritique, il rejoint, ce soir-là, des positions plus radicales. Il est décidé d'organiser, le vendredi suivant, une manifestation *« très, très dure, exigeant la libération de tout le monde, l'amnistie de tout le monde, en particulier des étrangers arrêtés ».*

CE JOUR-LÀ ÉGALEMENT...

■ Une deuxième transplantation cardiaque est tentée en France, dans le service du professeur Eric Nègre à Montpellier. La première, qui avait eu lieu à l'hôpital de la Pitié, à Paris, dans la nuit du 27 au 28 avril, s'était soldée, le 30, par la mort du greffé.

Réalisation : documentation du *Monde*

PASSÉ-PRÉSENT

Guy Frèche
Le moment de l'émancipation

Michel Braudeau

EN 1968, Guy Frèche avait vingt-quatre ans, était « traminot » salarié dans la société de transports en commun de la ville de Toulouse. Il travaillait de nuit dans les bureaux à trier la recette des receveurs. L'année précédente, il était encore l'un des dirigeants des Jeunesses communistes, où il était inscrit, comme au Parti, depuis l'âge de quinze ans, mais il avait reconnu au cours d'une conversation avec un camarade qu'il était homosexuel. Il avait été expulsé, des JC et du Parti. Et contraint de dire à ses parents, ouvriers, qu'il ne vivait pas avec une fille, mais avec un ami. *« Je pensais qu'ils allaient mal le prendre. Ils ont réfléchi. Puis au bout d'un mois, ils m'ont dit : "Reviens, on t'aime." Ils m'ont accepté avec mon copain, ça a duré vingt ans. »*

Cette année 1967 marque un tournant aussi dans la vie du PC, qui se débarrasse de pas mal de gens un peu en ébullition, et tente des toilettes nouvelles, rebaptisant le journal *Avant-garde jeunesse* en *Nous les garçons et les filles*, par exemple.

« Le premier numéro, il y avait Françoise Hardy en couverture et huit lignes de politique à l'intérieur. Ils voulaient copier Salut les copains. *On trouvait ça d'un réformisme affreux, et comme c'était une période de purges importantes, ils avaient déjà viré la bande à Krivine en 1965. J'ai sauté. On n'avait rien à voir avec les gauchistes, mais on a fini par grossir les rangs des révoltés de Mai 68. »*

A Toulouse, on suit de très près les événements parisiens. Le lendemain des premiers incidents, une très grosse manifestation regroupe des milliers de personnes place du Capitole. *« Là, j'ai reconnu un des leaders, avec qui j'avais été à l'école, Daniel Bensaïd, qui est toujours un des dirigeants de la Ligue communiste révolutionnaire. Le soir, il y a eu un grand meeting à la fac des lettres. J'étais un peu traumatisé, d'abord, parce qu'on parlait du Parti dans des termes assez durs, et en même temps, je me reconnaissais dans ce qui se disait. Dans ma boîte, on s'est mis en grève, et je suis allé à la fac tous les jours. Je ne comprenais rien à ce qui se racontait, c'était un langage trop compliqué, j'avais arrêté en terminale. Et puis, il y avait des gens de toute sorte, des anars, des maos, quatre sortes de trotskistes. Et, au bout d'une semaine, des gens de Lutte ouvrière m'ont contacté, ça n'a pas accroché. Puis des gars de la Ligue, ça a marché. »*

Les manifestants toulousains n'en reviennent pas : ils ont beau multiplier les manifestations, en faire une le matin, une à midi, une vers 17 heures et une dernière en soirée, personne ne leur dit rien, les flics leur fichent une paix royale. Après la fin des émeutes parisiennes, les Toulousains continuent, incendient la permanence de l'UNR, provoquent la police, qui, finalement, réagit. *« On a cavalé toute la nuit, on a fait des barricades, et vers 4 heures du matin, on a pris la volée. Je me suis retrouvé avec douze dents cassées d'un coup de mousqueton ; je porte un dentier depuis. »*

Pour Guy Frèche, qui vient d'une famille modeste et dont le père parle l'occitan plus souvent que le français, Mai 68 est un moment d'émancipation merveilleux. Il lit énormément pour comprendre ce que disent Bensaïd et les siens. Il découvre un monde permissif et passionnant. Licencié de son emploi en juin, il s'octroie des vacances. Les accords de Grenelle ont apporté quelque chose : l'augmentation des salaires et la section syndicale. *« Très bien, mais pour moi, ça, c'était l'annexe. L'essentiel, c'était l'émancipation. Je sortais de mon milieu, où l'on ne parlait que de rugby, pour côtoyer d'autres milieux, des étudiants. Je me suis inscrit à la Ligue en juin. Des gens merveilleux. Ils m'emmenaient au cinéma, au théâtre, à l'opéra. On leur avait dit de recruter des ouvriers. J'étais leur ouvrier, ils me choyaient. »*

Quand le travail reprend, il lui semble impossible de rester à Toulouse. Il monte à Paris et passe un concours pour entrer à la Poste. Il voulait partir, vivre dans la grande ville. Sa formation, il la doit, à parts égales, au Parti, qui l'a structuré dans ses jeunes années, et à Mai 68, qui lui a appris la discussion et l'esprit critique.

« Ça me sert tous les jours. Depuis deux ans, je m'occupe des chômeurs, des sans-papiers. Il faut être patient, discuter avec eux, parce que ce sont des gens déchiquetés par la vie. »

Il est syndiqué à SUD, le syndicat créé par les postiers en rupture



JEAN DIEUZAIDE

Mai 68 à Toulouse : Guy Frèche se souvient notamment de la contre-manifestation des étudiants, faisant un sit-in rue de Metz face aux manifestants gaullistes.

avec la CFDT en 1989. SUD comme « solidaire, unitaire et démocratique ». *« Les gens nous trouvent sympathiques. Nous sommes passés par tout, des anciens de 68, venant de partout. Nous sommes le seul syndicat à avoir gardé nos bordiguistes ! Tout le monde s'entend bien, et ça a été le secret de la réussite. On a cassé la langue de bois. On répond aux questions par oui ou non, sans noyer le poisson. On a réappris à faire des tracts lisibles. »* Ils ont créé une association de chômeurs et de salariés, Agir contre le chômage.

Mais la grande originalité de SUD est d'avoir intégré une dimension importante de Mai 68, celle de la liberté sexuelle. Si Mai fut important pour le mouvement des femmes, il le fut aussi pour les homosexuels, hommes et femmes. Chassé du Parti pour ses mœurs (*« Et pourtant, ils avaient eu Aragon, qui, à la mort d'Elsa, ne s'est plus beaucoup embarrassé pour afficher ses préférences, mais c'était un grand écrivain, et un vieux monsieur... »*), Guy Frèche sera un des fondateurs du FHAR, le Front homosexuel d'action révolutionnaire. *« Le FHAR, c'était une usine à gaz. Il y avait des milliers de gens qui venaient là, autant pour la drague que pour la politique. »*

Le FHAR s'est disloqué, mais la leçon n'a pas été perdue. *« C'est une des raisons de la création de SUD. Nous comptons pas mal de militants hommes et femmes qui sont homosexuels. Un de nos slogans est "Homos-hétéros, même compétence au boulot". »*

Ne craint-il pas que cet aspect ne rebute certains adhérents potentiels ? Non, pas plus qu'il ne craindrait de s'afficher antiraciste. Si ça ne plaît pas, n'y venez pas.

« Et puis, quoi ? L'homosexualité, ça ne s'attrape pas comme le rhume des foins. Ce n'est qu'un aspect des choses. Et il y a tant à faire... Nous sommes en liaison avec toutes les associations de lutte contre le sida. Et nous sommes le premier syndicat à mettre dans son dossier de présentation un préservatif. »

PAROLES

Extraits du débat consacré, à l'Assemblée nationale, aux événements du Quartier latin.

« Dans le feu de la bagarre, comment chacun pourrait-il mesurer toujours exactement ses gestes ? On ne le fait pas sur un terrain de rugby ; comment pourrait-on le faire dans une émeute ? »
Christian Fouchet, ministre de l'intérieur.

« Ce désordre *[est]* le résultat cherché par ceux qui s'appellent eux-mêmes les enragés. Leur idéologie est confuse : anarchisme, castrisme, maoïsme, tout s'y mêle, mais ce qui surnage, c'est le nihilisme. Ni doctrine, ni foi, ni loi. Beaucoup d'entre vous *[les députés]* ont parlé de dialogue. Ces enragés s'y refusent. »
Alain Peyrefitte, ministre de l'éducation nationale.

« Il est bien mal pris le chemin qui nous ramènerait vers l'unité nationale ! Si la jeunesse n'a pas toujours raison, la société qui la moque, la méconnaît, la frappe, elle, a toujours tort. »
François Mitterrand.

L'Europe : du pain et des jeux ? *par Joseph H. H. Weiler*

En collaboration avec le Centre Robert-Schuman de l'Institut universitaire européen de Florence, Le Monde *poursuit et achève aujourd'hui la publication d'une série de points de vue sur les conséquences de l'adoption de l'euro sur les institutions politiques nationales et européennes. Nous avons déjà publié les textes d'Yves Mény* (Le Monde *du 5 mai), José Maria Maravall* (Le Monde *du 6 mai), Fritz Scharpf* (Le Monde *du 7 mai) et Stefano Bartolini* (Le Monde *du 8 mai).*

UN dilemme, voire une contradiction sont au cœur de la gouvernance européenne. D'un côté, on peut constater que des pouvoirs sans équivalents à l'échelle internationale ont été dévolus à l'Union. Et, désormais, au travers de l'Union économique et monétaire, les principaux axes de la politique macroéconomique et monétaire ont été transférés à l'Union.


L'APRÈS-EURO

Pourtant, symétriquement, nous ne souhaitons toujours pas, de manière d'ailleurs justifiée, voir l'Union devenir (ou se comporter comme) un Etat. Or le problème réside dans le fait que nos traditions, nos habitudes et nos pratiques de la gouvernance démocratique sont toutes attachées aux formes étatiques. D'où ce fameux déficit démocratique de l'Union – toujours bien vivant – qui devient de plus en plus embarrassant à mesure que les pouvoirs fonctionnels de l'Union augmentent, comme ils le font à présent avec l'UEM.

Or, s'il est évident, qu'on le veuille ou non, que l'Europe possède bien un gouvernement (des normes sont édictées, des politiques définies et mises en œuvre), *les citoyens de l'Europe n'ont pas* la possibilité, dans le cadre d'élections, de rejeter ce *« gouvernement européen ».*

Trois aspects de ce problème peuvent être soulignés.

Le premier réside dans ce que l'on a coutume d'appeler le déficit démocratique, à savoir l'incapacité de la Commission et de l'Union à développer des structures et des processus qui pourraient reproduire de manière adéquate au niveau européen les traditions de contrôle gouvernemental, de responsabilité parlementaire et administrative qui sont en vigueur dans les Etats-membres. De la sorte, le poids de l'individu au sein des processus politiques s'est inévitablement réduit, y compris pour ce qui concerne la capacité de chacun à *jouer un rôle civique significatif* dans la gouvernance européenne. Les Parlements nationaux eux-mêmes se sentent de plus en plus démunis en la matière, destinés qu'ils sont à lire les rapports sur ce qui se passe à Bruxelles, avant de les ratifier en traînant des pieds. Les *citoyens sont bien invités de temps* à autre à ratifier un traité selon la politique du tout ou rien, mais selon des méthodes rappelant les vieilles pratiques politiques, celles *« du pain et des jeux ».*

Tout cela renvoie au degré croissant d'éloignement, d'opacité et d'inaccessibilité qui caractérise le mode de gouvernement européen. *Le drame réside en effet dans le fait* qu'aucune autorité publique responsable n'a la maîtrise de ce processus de régulation.

On s'inquiétait il y peu du caractère *supranational de l'intégration* européenne. Aujourd'hui, c'est moins le supranationalisme que *« l'infranationalisme »* – j'entends par là au Parlement européen. Elle représenterait enfin une première étape importante, tant sur le plan symbolique que pratique, en direction de la citoyenneté européenne et de la responsabilité civique.

Proposition nº 2 : Questions d'argent.

Si la guerre d'Indépendance en Amérique trouva son identité autour du slogan *« Pas de taxation sans représentation »*, l'Europe souffre aujourd'hui à l'évidence du *problème opposé* : il existe une représentation sans taxation. Pourtant, la gouvernance européenne prend des décisions qui ont un impact profond sur les dépenses publiques. Mais, dans la mesure où ces mêmes décisions ne sont pas exprimées par une fiscalité directe, *les citoyens n'en ressentent pas* directement l'impact.

Que se passerait-il si le mode de financement de la Communauté ou

Et si une portion du financement de la Communauté dérivait directement de l'impôt sur le revenu et que cette portion était clairement désignée comme telle sur les feuilles de paie ou la feuille d'impôt de chaque contribuable

tout du moins une portion de ce financement dérivait directement de l'impôt sur le revenu et que cette portion était clairement désignée comme telle sur les feuilles de paie ou la feuille d'impôt de chaque contribuable – comme c'est le cas pour les contributions sociales ou leurs équivalents ? Ce mécanisme aurait l'avantage de la transparence : chacun pourrait constater ce que l'Europe lui coûte. Il aurait aussi celui de la progressivité puisque la TVA – qui sert de base aujourd'hui aux transferts – fait peser une partie du fardeau du financement sur les segments les plus faibles de la société. Une telle proposition sera sans nul doute combattue par tous les acteurs concernés. Pourtant, puisque c'est *là votre argent, ne pensez-vous pas* qu'il est préférable pour vous de voir chaque mois sur votre feuille de paie ce qui correspond exactement au financement de l'Europe ? *La taxation, même si elle s'applique* également aux simples résidents, n'en est pas moins en effet un artefact traditionnel et lourd de sens pour la citoyenneté : elle instille de *la responsabilité*, provoque l'intérêt du citoyen, et devient en définitive un enjeu électoral par excellence.

Une seconde proposition sur ce point pourrait peut-être rencontrer moins de résistance, avec ce que l'on pourrait *qualifier d'obligation* d'établir des études d'impact budgétaire. Dans l'immédiat en effet, le budget de la Communauté est relativement limité, mais l'impact *financier des normes communautaires* sur les finances nationales est énorme. Dès lors, ne pourrait-on pas envisager de voir les Parlements nationaux demander, lors du processus de décision communautaire – régulièrement et pas seulement de manière *ad hoc* comme c'est le cas actuellement –, que les législations européennes proposées déclinent également les implications financières prévisionnelles qu'elles pourraient entraîner pour les Etats membres ? Autrement dit, ne plus demander ce que doit être la législation, mais s'interroger également sur son coût ?

Proposition nº 3 : limiter la croissance des compétences

Le problème des compétences est à notre avis pour l'essentiel une question de perception. Le problème principal réside dès lors moins dans la volonté de déplacer les frontières admises que de restaurer la foi dans l'inviolabilité de ces mêmes frontières existant entre les compétences de la Communauté et celles des Etats membres.

Même si toute proposition qui envisage de créer une nouvelle institution est vue d'un mauvais œil par certains, nous n'en proposons pas moins ici d'instituer un Conseil constitutionnel communautaire, qui soit modelé d'une certaine façon sur son homonyme français. La juridiction d'un tel Conseil constitutionnel s'étendrait seulement aux problèmes de *compétences* (y compris pour ce qui relève de la subsidiarité), le Conseil s'exprimant, comme son cousin français, sur des affaires qui lui seraient soumises après l'adoption d'un texte mais avant son entrée en vigueur. Il pourrait être saisi par la Commission, le conseil, un Etat membre ou par le Parlement européen en accord avec la majorité de ses membres, ainsi que, dans les cas critiques, par tout Etat membre qui estimerait que ses compétences ont été violées, cette dernière catégorie d'acteurs étant après tout celle qui a souffert le plus d'un empiétement *législatif* de la part de l'Union.

Reste le problème de la composition de ce Conseil, sans doute la clef de sa légitimité. Son président pourrait être le président de la Cour *européenne de justice* et ses membres provenir des cours constitutionnelles nationales ou de ce qui forme leur équivalent dans les différents Etats membres. Au *sein de ce Conseil constitutionnel* européen, aucun Etat membre n'aurait de pouvoir de veto, toutes les décisions devant être prises à la majorité.

Une telle composition du Conseil constitutionnel européen me *semble pouvoir contribuer* à restaurer la confiance dans l'existence de mécanismes de contrôle effectifs des frontières de compétences, et pourrait de la sorte souligner à *quel point cette question* est également un problème de normes constitutionnelles nationales, tout en devant toujours faire l'objet d'une solution uniforme et contraignante par une *institution* de l'Union.

Nous savons que cette proposition pourra être considérée comme un défi aux prérogatives de la Cour européenne de justice, mais une telle appréhension nous semble erronée. La question des compétences est devenue si fortement politisée que la Cour de justice européenne pourrait au contraire se féliciter de voir cette épine *retirée de son pied par l'effet* d'une décision *ex ante* à la charge d'un acteur dont la juridiction serait limitée à ces questions préliminaires.

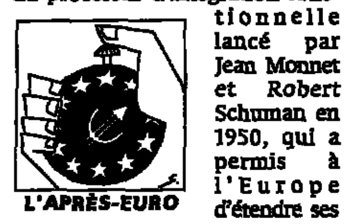
Trois propositions donc – peu de chose sans doute, mais un point de départ et une action modeste préférable aux discours ampoulés prononcés au nom des peuples européens.

Joseph H. H. Weiler *est professeur de droit (Manley Hudson Professor of Law), titulaire de la chaire Jean-Monnet à l'Université de Harvard (Etats-Unis).*

(Traduit de l'anglais par Yves Surel.)

Les gnomes et les tribuns, ou l'économie rattrapée par la politique *par Renaud Dehousse*

POUR beaucoup, l'avènement de l'union monétaire marque aussi la fin d'une méthode. La monnaie *unique marque la limite extrême* du processus d'intégration fonctionnelle lancé par Jean Monnet et Robert Schuman en 1950, qui a permis à l'Europe d'étendre ses ramifications dans un nombre impressionnant de domaines. Désormais, laisse-t-on entendre, il n'est plus question de progresser à petits pas vers une union plus étroite entre les nations d'Europe. *Parce qu'elle s'apparente plutôt au* grand bond en avant, l'union politique – toujours indéfinie – n'est au mieux qu'une hypothèse lointaine. Un ample consensus semble s'être *dégagé sur ce point. Le président* Chirac n'a-t-il pas récemment indiqué qu'il ne voyait pas pour le moment la nécessité d'une union politique plus affirmée ? Le chancelier Kohl, naguère grand apôtre d'une Europe fédérale, n'a-t-il pas été contraint de réviser à la baisse ses ambitions ?


L'APRÈS-EURO

Cette lecture de l'union monétaire se veut rassurante pour tous ceux – et ils sont nombreux – qu'anime la crainte d'un effacement progressif de l'Etat nation. Elle n'en repose pas moins sur une ambiguïté fondamentale. Pour stabiliser l'intégration européenne dans sa structure actuelle, celle-ci devrait avoir atteint un point d'équilibre. Or rien n'est moins sûr : la distribution des tâches effectuée par le traité de Maastricht s'apparente à plus d'un titre aux déséquilibres dynamiques qui ont jalonné les phases antérieures du processus d'intégration. Il en va ainsi au niveau des instruments de politique économique : en privant les gouvernements nationaux du levier monétaire, la monnaie unique nécessitera sans doute à terme la mise sur pied de mécanismes de transferts financiers destinés à venir en aide aux économies qui seront frappées par des récessions ; *ces transferts eux-mêmes* ne seront pas possibles sans une expansion significative du budget communautaire.

C'est toutefois au niveau politique que le déséquilibre risque d'être le plus criant. L'*« européanisation »* de la politique monétaire ne privera pas les Etats membres de toute possibilité d'influence sur leur destin économique : ils pourront poursuivre des politiques *autonomes en matière d'emploi*, de modernisation industrielle ou de justice sociale. Mais qui ne voit que les moyens dont ils disposeront seront fortement conditionnés par les décisions arrêtées au niveau européen ?

Par ailleurs, le *« pacte de stabilité »* conclu en juin 1997 limitera considérablement leur marge de manœuvre budgétaire. On a vu au *cours des dernières années* à quel point les objectifs de convergence du traité de Maastricht pesaient sur les choix des gouvernements de gauche comme de droite. Cette tendance ne peut qu'être accentuée par le passage à la monnaie unique.

Or la prise de décision ne s'effectue pas au niveau européen de la même manière qu'au niveau national. S'il est d'usage de parler à ce propos de *« déficit démocratique »*, *l'expression « déficit politique »* paraît plus indiquée : non seulement les électeurs sont privés des droits élémentaires de tout citoyen dans une société démocratique – peser sur le choix des gouvernants et exprimer au moment du vote un jugement sur leur politique –, mais le débat politique brille par son absence.

Cela n'est pas seulement une question de procédures décisionnelles, mais aussi de structures socio-politiques : les acteurs classiques du jeu politique national – partis et syndicats – ne sont que faiblement structurés au niveau européen ; quant aux médias, ils n'accordent souvent qu'une attention superficielle à ce qui se décide à Bruxelles ou à Strasbourg. Faute d'enjeu perceptible, les élections européennes prennent immanquablement l'allure d'un sondage grandeur nature sur la popularité des gouvernements en place.

L'union monétaire risque ainsi d'aggraver le décalage entre la sphère économique et la sphère politique. Les principaux choix économiques, qui s'effectueront au niveau européen, interviendront dans un vide politique relatif. En revanche, c'est au niveau national que s'effectueront les débats de *société*, et que les tribuns politiques continueront à chercher la légitimation des urnes, comme si les décisions de ceux que l'on appelle quelque peu dédaigneusement outre-Rhin les *« gnomes de Francfort »* n'entamaient en rien leur autonomie.

A terme, ce décalage risque d'aboutir à une double crise de légitimité. Face aux contraintes européennes, la rhétorique tribunicienne des leaders politiques nationaux apparaîtra vide de sens réel. Lyriques dans l'opposition, les hommes politiques reviendront au réalisme en revenant au pouvoir. Le *décalage entre le discours* et l'action aidant, il sera aisé de dépeindre la politique comme une lutte dont les enjeux véritables sont l'occupation du pouvoir et le contrôle des avantages bien *concrets qu'il procure. Les populistes* de tout crin qui fleurissent aux quatre coins de l'Europe ne manqueront pas d'exploiter ce thème, qui leur promet de beaux *jours. Quant au niveau européen*, on feindra de découvrir au premier coup de tabac que les choix de la Banque centrale ne s'appuient sur aucun débat politique digne de ce nom, et que le suffrage universel n'a qu'un impact réduit dans le système institutionnel actuel.

Conscients de ce danger, nombre de responsables européens ont appelé à la mise en place de *« contrepoids politiques »* à la Banque centrale. La proposition appelle quelques précisions. D'abord, c'est bien de contrepoids qu'il doit s'agir : il existe aujourd'hui un large consensus sur *le fait que les organismes monétaires* sont mieux à même d'assurer la stabilité des prix lorsqu'ils jouissent d'une certaine autonomie que lorsqu'ils sont assujettis au pouvoir politique.

Une personnalisation du scrutin qui aurait le mérite de le doter d'un enjeu précis et – on peut l'espérer – de favoriser l'émergence d'un véritable débat

Cela n'exclut toutefois ni la possibilité de *leur assigner des objectifs précis* ni celle de leur demander des comptes. Ensuite, le pluriel est de rigueur. La banque doit entendre la voix des représentants *de la mosaïque d'intérêts* qui composent l'Europe : gouvernements, réunis au sein du conseil de l'euro ; Parlements nationaux, représentés au sein du comité parlementaire imaginé par Valéry Giscard d'Estaing ; parlementaires européens, qui ont déjà indiqué leur volonté d'entendre à intervalles réguliers le président de la banque.

Pour louables qu'elles soient, ces *initiatives risquent cependant de ne* pas suffire à légitimer le système aux yeux des électeurs, dont la voix sera trop fortement filtrée par tous ces aréopages. La mini-crise qui a marqué la naissance de la Banque centrale ne doit pas faire illusion. Bien que le président Chirac ait brandi l'étendard de la politique pour expliquer son choix, il est difficile de voir en MM. Duisenberg et Trichet la personnification de deux politiques différentes.

La vérité est plus simple : la nomination du président de la Banque centrale européenne a été traitée comme un enjeu de politique internationale, une occasion pour la France de faire valoir son importance. Il en faudra plus pour donner la parole aux citoyens européens. Les élections européennes pourraient en fournir l'occasion, à *condition que les règles du jeu* soient revues. Bien que le traité de Maastricht ait prévu la nécessité d'une investiture parlementaire pour la Commission, la faiblesse *des groupes politiques européens* n'a pas permis aux électeurs de peser sur la formation de l'exécutif à l'issue des dernières élections.

Il pourrait en aller autrement si *les principales formations politiques* choisissaient de présenter leur propre candidat à la présidence de la Commission avant les élections. Par leur vote, les électeurs pourraient ainsi se prononcer indirectement sur les candidats aux plus hautes fonctions gouvernementales, comme cela advient souvent au niveau national. Cette personnalisation du scrutin aurait le mérite de le doter d'un enjeu précis et – on peut l'espérer – de favoriser l'émergence d'un véritable débat sur les problèmes européens. Certes, les gouvernements nationaux, à qui il revient de proposer un nom au Parlement, ne seraient pas liés par le résultat des urnes. Il leur serait toutefois difficile de l'ignorer complètement.

Proposition illusoire, dira-t-on ? Pas pour des raisons juridiques en tout cas : le changement qui est proposé ici a le grand avantage de ne pas nécessiter la moindre révision institutionnelle. Il suffirait d'une simple initiative des responsables politiques nationaux. L'alternative à laquelle ceux-ci sont confrontés est simple : jeter les bases d'un système politique européen qui soit plus qu'une juxtaposition des systèmes nationaux, ou au contraire attendre que la politique rattrape l'économie à la première crise sérieuse...

Messieurs les tribuns, vous avez la parole !

Renaud Dehousse *est professeur de droit communautaire à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie).*

AU COURRIER DU « MONDE »

LA DÉSINVOLTURE DE JACQUES CHIRAC

C'est faire preuve de désinvolture, sur la forme et sur le fond, notamment à l'égard des Européens, que de parler de la désignation du président de la banque européenne comme l'a fait le président de la République à Bruxelles puis à Paris. Sur la forme, non seulement le principe d'une interruption à mi-mandat était annoncé par le représentant de l'un des Etats (et non par un porte-parole de la réunion au sommet), mais, en plus, la période lui était notifiée (entre janvier et février 2002), probablement parce que l'élection présidentielle aura lieu en France en avril-mai 2002 ; la manière d'annoncer le compromis aux journalistes, qui se voulait humoristique, était peu digne d'un sommet européen de même qu'était peu élégant le fait de mettre en avant l'âge du nouveau président pour justifier une future démission.

Sur le fond, on ne peut pas à la fois, comme l'a fait M. Chirac, affirmer que le président de la banque européenne est indépendant des Etats ayant adopté l'euro et lier la volonté d'avoir un président français au fait que la France *serait mieux représentée.*

André Sillam
Noisiel (Seine-et-Marne)

SARTRE, UN ÉVEILLEUR DE CONSCIENCES

La comparaison qu'établit Pierre Buraglio, dans *Le Monde* daté 26-27 avril, entre Pierre Bourdieu et Jean-Paul Sartre me semble, en un sens, flatteuse pour le sociologue, ne serait-ce que par la filiation intellectuelle qu'elle induit. Mais surtout, je suggérerais à M. Buraglio de relire plus attentivement les textes politiques de Sartre, tant ce courrier me paraît ignorer la réalité de la pensée du philosophe, dont il est de bon ton aujourd'hui de fustiger les « errements » et les « impasses ».

Pour moi, comme pour tous ceux de ma génération d'après-guerre, qui ont lu, écouté, suivi et reconnu Jean-Paul Sartre comme l'une des grandes consciences de ce siècle, ces « erreurs » nous le rendent bien proche. Qui, d'ailleurs, n'a partagé au moins l'une d'entre elles ? Je préfère pour ma part, au jugement dérisoire d'un bilan empêtré de « sérieux », avouer ma tendre admiration pour cet inconfort intellectuel, ce courage de la contradiction, ces retours en *arrière pour mieux aller de l'avant* d'un éveilleur de consciences que nul ne songe plus raisonnablement à réduire à l'« intellectuel pétitionnaire type » ! Et j'attends encore beaucoup de penseurs comme Pierre Bourdieu qui, sans prétendre à la hauteur ou à la fulgurance philosophique de Sartre, ne sauront jamais assez nous prémunir et nous prévenir contre les « sirènes » du fatalisme néolibéral, surtout quand elles empruntent comme aujourd'hui les « habits neufs » de la gauche plurielle.

Robert Descombes
Cousance (Jura)

Le « 49-3 régional », test du scrutin proportionnel

EN ILE-DE-FRANCE et dans le Centre, deux exécutifs, confrontés aux limites de leur majorité relative, essuient les plâtres du tout nouveau « 49-3 régional ». Conformément aux dispositions de la loi du 7 mars, Jean-Paul Huchon a présenté son nouveau budget aux élus régionaux franciliens mercredi 6 mai (*Le Monde* du 8 mai). Tout comme Michel Sapin, son homologue du Centre, le président socialiste de la plus grande région française avait préféré, le 30 avril, suspendre les débats budgétaires avant le vote final pour avoir recours à cette procédure inédite.

Selon M. Huchon, ce vote allait valider un texte si largement amendé par la droite, qu'il conduisait à *« dénaturer »* complètement le projet de l'exécutif. Le nouveau texte, qui reprend le projet initial de la gauche, seulement modifié par les quelques amendements votés à l'unanimité, sera considéré comme adopté, sauf si une *« motion de renvoi »* accompagnée d'un contre-budget est déposée dans les cinq jours par une majorité absolue. M. Huchon a déclenché ainsi une polémique juridique qui préfigure des controverses à venir, lorsque l'ensemble des exécutifs régionaux ne disposant que d'une majorité relative examineront leurs projets de budgets pour 1999 : les conditions dans lesquelles a été utilisé le « 49-3 régional » répondent-t-elles à l'esprit de la nouvelle loi ?

Les élus RPR et UDF d'Ile-de-France, ainsi que ceux du Front national, ont crié au *« détournement de procédure »* et ont annoncé leur intention de déposer un recours devant le tribunal administratif. Pour la droite en effet, le bon déroulement d'une longue semaine de débats interdisait au président de la région Ile-de-France d'utiliser une procédure uniquement instituée, selon eux, pour faire face à un « blocage ». *« Sinon, à quoi bon délibérer ?,* s'interroge Roger Karoutchi, président du groupe RPR. *Autant laisser les présidents de région présenter leurs budgets, et en rester là. Plus besoin d'assemblée. »*

DES « GESTES D'OUVERTURE »

De fait, faute de précédents, sans jurisprudence, face à une loi à l'évidence mal écrite, les questions sont aujourd'hui plus nombreuses que les réponses. Si la justice administrative confirme que MM. Huchon et Sapin étaient en droit de suspendre les débats pour éviter le vote, la première leçon de ces discussions budgétaires avortées sera que la portée du « 49-3 » régional va au-delà d'une solution au « blocage » d'une assemblée dépourvue de majorité. Il s'agirait bien, alors, d'un instrument permettant à l'exécutif d'imposer ses orientations, même face à une majorité de circonstance.

Après avoir manifesté des *« gestes d'ouverture »*, la gauche francilienne n'avait jamais réussi à obtenir de la droite le « compromis » *qui lui aurait permis* de sauver son budget. Bien au contraire, l'exécutif avait dû demander aux élus de la gauche plurielle de voter contre les chapitres qu'il estimait trop largement modifiés par des amendements votés par une coalition de la droite RPR-UDF et du Front national. Après de multiples discussions, la rupture a été confirmée entre l'opposition et la majorité du conseil régional sur le programme en faveur des lycées, grande affaire de sa mandature pour Jean-Paul Huchon. Ce dernier s'est ainsi trouvé dans l'impossibilité de rassembler la *« majorité d'idées »* à laquelle il aspire. Le recours au 49-3 montre qu'avec quatre-vingt-six élus sur deux cent neuf, la gauche plurielle ne dispose d'aucune marge de manœuvre.

UNE HYPOTHÉTIQUE RÉFORME

La droite n'est pas prête pour autant à « prendre » l'Ile-de-France. Si une majorité alternative RPR-UDF et FN a semblé se dessiner, en modifiant au fil des débats le projet présenté par la gauche, les élus de la droite républicaine ont déjà annoncé, malgré d'évidentes tentations, qu'ils n'engageraient pas de négociations sur un contre-budget avec l'extrême droite. Mais le « 49-3 régional » ne suffit pas à écarter les menaces de blocage. C'est la deuxième leçon de l'affaire : la droite a prévenu qu'elle refuserait de voter en commission permanente (chargée d'appliquer les décisions du conseil régional) tous les textes qui s'écarteraient du projet auquel elle avait abouti. Dans l'attente d'une hypothétique réforme du « 49-3 régional », on pourrait donc assister à la mise en minorité de la gauche, qui ne dispose que de dix-sept sièges sur quarante, dans cette instance indispensable au bon fonctionnement de la région.

L'impasse dans laquelle se trouverait alors l'Ile-de-France, condamnerait sans doute un peu plus le scrutin proportionnel. Au grand dam du Front national. Par une attitude qui se voulait *« responsable »* tout au long du débat budgétaire, en retirant par exemple certains amendements trop provocateurs dans la discussion sur les crédits au logement, l'extrême *droite avait voulu montrer qu'une assemblée* élue avec ce mode de scrutin pouvait être gérable. L'impossibilité de faire de l'Ile-de-France un *« laboratoire »*, en bâtissant un programme commun avec le RPR et l'UDF, l'empêche d'aller pour l'instant plus loin dans sa démonstration.

Christophe de Chenay

Le veilleur *par Sajtinac*



Le Japon tangue mais ne coule pas

Suite de la première page

Une revanche inconsciente n'en est pas absente : la percée asiatique des années 1980-1990 a été ressentie par bien des Occidentaux comme un défi de puissance. Un second facteur, plus immédiat, est l'offensive antijaponaise des Etats-Unis.

Sous la pression du Congrès, Washington veut stopper un gonflement alarmant de l'excédent commercial nippon. Mais à force d'annoncer le « naufrage » du Japon, si Tokyo ne prend pas les mesures de relance de la consommation qu'ils prônent, les Américains risquent de provoquer la tempête en accentuant à l'intérieur comme à l'extérieur la perte de confiance en la « maison Japon ». En se répercutant sur les marchés, cette perte de confiance aggraverait la crise à un moment où Tokyo, avec son dernier plan de relance, n'a plus guère de moyens d'action.

Ne peut-on d'ailleurs voir une manœuvre derrière cette nouvelle forme de « dénigrement » du Japon ? Les Américains et les Européens sont en tout cas à l'affût d'un affaiblissement de l'archipel – d'un nouveau krach boursier – qui ferait sauter les dernières résistances des Japonais et permettraient aux Occidentaux d'entrer en force dans le capital des entreprises japonaises. Preuve s'il en est – puisqu'elle est convoitée – que la machine nippone n'est pas en si piteux état.

De Tokyo, on n'éprouve en tout cas guère le sentiment d'un pays en plein « naufrage ». L'archipel est certes en grande difficulté avec une récession dont il ne parvient pas à se dégager : à peine émerge-t-il d'un cycle négatif qu'il entre dans un autre. Mais il est surtout confronté à sa crise sociale la plus grave depuis 1945. Les Japonais ont un « coup de blues » : un malaise dans lequel se mêlent l'absence de confiance en leurs dirigeants et l'inquiétude pour l'avenir. Mais le pays ne connaît pas, pour l'instant, de phénomènes dysfonctionnels (revendications de masse, violences). Attribuer cette paix sociale à la « soumission » des Japonais serait une erreur : les mouvements sociaux parfois violents qu'a connus le pays jusqu'au début des années 70 démontrent que le Nippon sait aussi se révolter.

« Naufrage économique » alors ? Qu'est-ce que cette image recouvre ? Une récession mettant des millions de personnes au chômage, des industries qui produisent au ralenti, un Etat quémandant l'aide financière internationale ? Nous n'en sommes pas encore là. La crise japonaise a plusieurs facettes. Indépendamment du mouvement de panique sur les marchés, le seul vrai risque est un dérapage du système bancaire. Avec le monceau de mauvaises créances des banques, de nouvelles faillites d'organismes financiers ne sont pas à exclure.

ENCORE DES MARGES

Mais avec 200 milliards de dollars en réserves (environ 1 200 milliards de francs), 800 à 1 000 milliards de dollars (environ 6 000 milliards de francs) en actifs à travers la planète, et le tiers de l'épargne mondiale, le Japon n'est pas au bord du gouffre. Le plan de relance équivaut à 750 milliards de francs, soit la moitié du budget de la France, et le montant du programme d'aide au secteur financier à près du double... En termes financiers, le Japon a encore des marges, pour le moins.

La récession ? Elle est là : tous les indicateurs sont en berne. Peut-elle dégénérer ? Avec un yen faible, les « multinationales » nippones ne sont guère affectées : Toyota devrait dégager un bénéfice après impôt de plus 18 milliards de francs (près de cinq fois celui de Renault). Il n'en va pas de même pour les PME ou les secteurs qui ne travaillent pas à l'exportation. Là, les faillites et les pertes d'emploi vont augmenter. Même si l'inflation est nulle, la déflation n'est pas encore au rendez-vous.

PROJET COLLECTIF

S'agit-il alors d'un simple creux dans un cycle économique ? Plus que cela sans doute. L'enjeu de la crise que traverse le Japon est la définition d'un projet collectif. Les Européens sont attelés à la construction de l'Europe. Les Américains caracolent sous l'étendard de leur puissance retrouvée. Les Japonais n'ont pas de claire vision de l'avenir alors qu'ils sont appelés par la crise à repenser leurs équilibres socio-économiques globaux. Dans quelle direction ? La thèse anglo-saxonne de l'inéluctable convergence des pays de l'Asie orientale vers les modèles occidentaux est la plus communément admise : le Japon doit se « normaliser », en d'autres termes ressembler à l'Occident. Derrière cette thèse, il y a l'idée que la modernité est occidentale et qu'en y accédant les nouveaux arrivants ne peuvent qu'évoluer vers le type de société qui est le nôtre. La manière dont le Japon sortira de la crise confirmera, ou infirmera, l'idée que les mêmes causes provoquent les mêmes effets dans des contextes sociaux et culturels hérités d'une histoire différente.

Les régimes socialistes d'Asie ont « rêvé » de voies nationales : leurs projets ont failli ou ont tourné au cauchemar. A la faveur du « hiatus » actuel dans leur expansion, les pays de l'Asie capitaliste seront-ils capables de trouver des réponses spécifiques à leurs problèmes ? Si le Japon résiste aux remèdes qu'on lui prescrit pour se dégager de l'ornière (sacrifier une certaine cohésion sociale à la logique du marché), c'est qu'il veut en éviter les coûts sociaux. Le chômage est faible parce que les entreprises assument le suremploi. Jusqu'à quand cet amortisseur, qui se paye en terme de productivité, sera-t-il possible ? En même temps, le pays est à l'étroit dans un système politique insuffisamment pluraliste et prisonnier des lobbies. Saura-t-il se découvrir une volonté politique de réforme comparable à la volonté de redressement dont il fit preuve après la défaite ?

Pour l'instant, le Japon se réinvente à sa manière. Pragmatique, il renonce à la définition de grands projets de société. Si l'appareil d'Etat paraît sclérosé, la société a commencé à bouger. *Hinomaru*, le « bateau-Japon » craque, sa coque travaille, sa mâture geint mais il n'a pas encore de voie d'eau. Il navigue au plus près, avec une visibilité réduite.

Philippe Pons

RECTIFICATIFS

MOTS CROISÉS

Dans le problème nº 98109 (*Le Monde* du 8 mai), la case noire du 11 vertical a été malencontreusement placée dans la colonne 10. Que nos lecteurs veuillent bien accepter nos excuses pour cette bévue dont l'auteur n'est aucunement responsable.

INDONÉSIE

Une erreur de manipulation informatique a rendu incompréhensible le titre de l'article de Jean-Claude Pomonti sur l'Indonésie dans nos éditions datées du 8 mai. Il fallait lire : « L'Indonésie compte ses premiers morts depuis le début des émeutes ».

JEAN-FRANÇOIS LYOTARD

Dans la bibliographie qui accompagnait l'article consacré à Jean-François Lyotard (*Le Monde* du 22 avril), le coauteur de *La Partie de peinture*, ouvrage publié en 1980 aux Editions Maryse Candela, n'était pas Henri Marcheron, mais bien Henri Maccheroni.

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

« On ne rit pas » ?

L'EUROPE est une affaire compliquée. On lui pardonnerait volontiers de ne progresser souvent qu'à coups de compromis relevant de l'ambiguïté constructive. Mais l'image qu'elle donne d'elle même est aussi importante : elle commande l'adhésion d'opinions sans lesquelles la construction européenne ne serait qu'une affaire de technocrates. De ce point de vue, l'image compte. Celle qui est en train de se dégager du compromis de Bruxelles sur la Banque centrale européenne (BCE) est affligeante.

Le week-end dernier, Jacques Chirac rendait compte à la presse mondiale des travaux du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens. Il expliquait le compromis auquel les Quinze étaient arrivés sur la direction de la BCE : le premier président en serait bien le Néerlandais Wim Duisenberg, candidat des « quatorze », et notamment de l'Allemagne ; mais ce dernier, de son plein gré – bien sûr ! –, avait décidé, selon le président français, de ne pas aller au terme d'un mandat de huit ans ; au bout de quatre ou cinq ans, il céderait la place au candidat de Paris, Jean-Claude Trichet. La formule était passablement humiliante pour le patron de l'Institut monétaire européen : chacun savait bien qu'il ne concédait cette « auto-mutilation » de son mandat que contraint et forcé par la menace d'un veto français à sa nomination.

Jeudi 7 mai, M. Duisenberg planchait devant les députés européens sans l'« avis » desquels, positif ou négatif, sa nomination formelle par les chefs d'Etat et de gouvernement ne peut être entérinée. Et, réponse du berger néerlandais à la bergère française, il adressait une manière de bras d'honneur à l'Elysée en laissant planer le doute sur ses véritables intentions : *« Je n'ai jamais dit que je ne resterais que quatre ou cinq ans. Ce que j'ai dit, c'est qu'il n'est pas souhaitable que je reste toute la durée du mandat. (...) Nous verrons »*, etc. Visiblement, M. Duisenberg s'en est donné à cœur joie, comme pour venger l'humiliation essuyée à Bruxelles, tout en ne disant pas tout à fait le contraire de ce à quoi il s'est « engagé » le week-end dernier...

Les députés européens ont un bon dossier : ils tiennent avec raison au respect du traité de Maastricht qui stipule que le mandat du président de la BCE est de huit ans. Il n'y a pas à y déroger. Les Français n'ont pas non plus une mauvaise position de départ. En maintenant la candidature de M. Trichet contre celle d'un Wim Duisenberg désigné par ses pairs, ils insistaient sur le respect du traité sur un autre point : c'est aux chefs d'Etat et de gouvernement de nommer le patron de la BCE, pas aux banquiers centraux.

Mais dans l'exécution, dans cette façon de passer en force, la manière Chirac avait un prix, celui de cette querelle sémantique byzantine d'aujourd'hui sur « l'engagement » exact pris à Bruxelles. Le fond est sans doute acquis : l'euro est lancé. C'est certes l'essentiel. Mais la forme rend la construction européenne encore moins lisible et plus opaque qu'à l'habitude. *« On ne rit pas »*, avait curieusement dit M. Chirac en commentant le compromis bruxellois. Depuis, les rieurs s'en donnent à cœur joie. L'Europe méritait mieux.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, *Le Monde Investisseurs*,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Voyage présidentiel en Picardie

M. VINCENT AURIOL est, en cette date anniversaire de la victoire en Europe, l'hôte d'honneur de deux grandes cités martyres picardes, Amiens et Abbeville. A Amiens, le premier geste du président de la République est un hommage aux cheminots tombés au champ d'honneur, dont il fleurit la plaque funèbre à quelques mètres des voies où se déroulèrent, entre 1942 et 1944 notamment, de tragiques épisodes de la bataille du rail.

Le cortège officiel sort de ce qui reste de la gare dévastée en 1940, et non encore réédifiée. Premier contact du chef de l'Etat avec le décor sommaire, qu'il retrouvera un peu partout, de baraquements, de modèles préfabriqués, de constructions provisoires qui ont poussé dru sur les ruines. Mais le soleil sur tout cela, et les pavois d'honneur fièrement haussés par tous sur chaque seuil, et les acclamations incessantes. Le président entreprend ensuite la visite des chantiers de reconstruction.

Les dévastations de 1940 et de 1944 sont devenues difficiles à localiser. La pierre et la brique montent déjà haut sur le tracé des voies nouvelles. Les « îlots », dont le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme poursuit depuis dix-huit mois la méthodique édification, progressent inégalement, mais, partout, les filins des appareils de levage se tendent, les bétonnières débitent le ciment, les poutrelles métalliques s'amoncellent, les pignons se haussent, avec des groupes d'ouvriers entre les faisceaux de drapeaux bruissants.

A l'hôtel de ville, M. Auriol annonce, sous les applaudissements de l'assistance, que la Légion d'honneur sera prochainement décernée à la ville d'Amiens.

(9-10 mai 1948.)

AUTOMOBILE Volkswagen est en passe de l'emporter sur BMW pour le rachat de Rolls-Royce : il en propose 430 millions de livres, soit 90 millions de plus que son concurrent. ● LES ACTIONNAIRES de Vickers, propriétaire de Rolls-Royce, feront connaître leur choix le 4 juin, mais la direction du groupe britannique a fait savoir, jeudi 7 mai, qu'elle pousserait la candidature de Volkswagen. ● BMW menace de ne plus livrer de moteurs à Rolls-Royce et garde le soutien de Rolls-Royce Plc, le constructeur de moteurs d'avions, qui possède les droits sur la célèbre marque. ● JÜRGEN SCHREMPP, président de Daimler-Benz, et Robert Eaton, son homologue chez Chrysler, ont présenté jeudi les modalités de leur fusion. ● *DAIMLER a affirmé qu'il ne se retirerait pas des activités aérospatiales, regroupées dans Dasa.*

Volkswagen est en passe de remporter Rolls-Royce face à BMW

Les constructeurs allemands font montre d'une démontration de force. Daimler-Benz fusionne avec Chrysler. Volkswagen surenchérit sur BMW pour racheter les prestigieuses« Spirit of Ecstasy »

FERDINAND PIËCH, le président du directoire de Volkswagen, sait se donner les moyens : en mettant sur la table 90 millions de livres (900 millions de francs) de plus que son concurrent munichois BMW, il est en passe d'emporter Rolls-Royce. Pour 430 millions de livres, la voiture du peuple va sans doute racheter la voiture de la reine. Consécration suprême et... coûteuse. Les actionnaires de Vickers, le groupe britannique qui possède le célèbre constructeur des voitures de luxe, devront se prononcer le 4 juin. Le conseil d'administration de Vickers a décidé, jeudi 7 mai, de les appeler à voter en faveur du groupe de Wolfsburg.

BMW, qui pensait l'avoir emporté, n'a pas encore dit s'il maintenait ou améliorait son offre de 340 millions de livres. Mais il a déclaré ces dernières semaines à plusieurs reprises qu'il ne surenchérirait pas. Fin mars, Vickers lui avait donné son accord de principe, ouvrant ainsi une période d'un mois de négociations exclusives au terme de laquelle les choses semblaient entendues entre les deux partenaires. Plusieurs des actionnaires de Vickers avaient alors manifesté leur mécontentement et leur volonté de vendre au plus offrant. Les déclarations tonitruantes de M. Piëch et, surtout, les espèces sonnantes et trébuchantes qu'il offre ont eu raison des états d'âme de Vickers. Peut-être même l'intervention de Gherard Schröder – le candidat SPD à la succession d'Helmut Kohl est président de la région de Basse-Saxe et donc à ce titre membre du conseil de surveillance de Volkswagen – auprès de Tony Blair a-t-elle eu un rôle.

DROIT DE VETO

En plus d'une offre financière alléchante, VW s'engage, s'il obtient Rolls-Royce, à y consacrer beaucoup d'argent : 2 milliards de livres pour quintupler la production des deux marques du célèbre groupe, Rolls-Royce et Bentley, et la porter à 10 000 unités par an. BMW avait pour sa part promis de dépenser 1 milliard de livres pour porter la production de Crewe à 6 000 unités.

BMW n'a peut-être pas dit son dernier mot. Jeudi, il a répété qu'en cas de victoire de Volkswagen, il cesserait de livrer les moteurs V8 et V12 ainsi que certains composants qui équipent actuellement le dernier modèle à l'emblème ailé, la Silver Seraph, ainsi que la dernière Bentley Arnage. Selon ses dires, BMW livre 30 % des pièces de ces nouvelles voitures. Volkswagen, qui vient de développer son propre V12, a répondu que Cosworth, la filiale de Vickers spécialisée dans les moteurs, pourrait prendre la relève de BMW pour équiper les *« Flying Lady »*. Quoi qu'il en soit, si BMW décidait de cesser ses livraisons à la firme de Crewe, celle-ci se verrait dans l'incapacité pendant une certaine période de continuer à fabriquer des Silver Seraph.

BMW a une autre arme contre Volkswagen dans cette guerre folle : le soutien de Rolls-Royce Plc, le constructeur de moteurs d'avions, qui n'a plus de rapport capitalistique avec son homonyme automobile mais garde un droit de veto sur son avenir parce qu'il possède les droits du nom « Rolls-Royce » et qu'il peut décider que le futur propriétaire du constructeur mythique n'en est pas digne. Or un porte parole de Rolls-Royce Plc a déclaré jeudi : *« Nous soutenons BMW. »*

L'affaire n'est donc pas bouclée pour VW. En outre, de nombreux observateurs se demandent si sa victoire sur BMW serait une bonne chose. La Bourse est loin d'en être convaincue.

Fin avril, alors que BMW semblait l'avoir emporté, les actions Volkswagen avaient monté. Ferdinand Piëch est sûr de ses ambitions mais sa volonté expansionniste – il songe aussi racheter l'italien Lamborghini et engager son groupe dans la production de camions – soulève un scepticisme croissant. L'annonce de la fusion entre Daimler-Benz et Chrysler risque en tout cas d'accroître encore sa soif de grossir.

V. Ma.

COMMENTAIRE

RETOUR EN FORCE

Deux opérations d'envergure *viennent coup sur coup de consacrer* la toute-puissance de l'industrie automobile allemande : la fu*sion entre Daimler-Benz et Chrysler*, un mariage de plus de 550 milliards de francs qui est le plus important *dans l'histoire de l'industrie mon*diale, et le rachat pour 4,3 milliards de francs des prestigieuses Rolls-*Royce par Volkswagen. Le nouvel* ensemble DaimlerChrysler sera sous domination allemande. De droit al*lemand, avec comme premier ac*tionnaire la Deutsche Bank, il sera dirigé par M. Schrempp dans trois ans. *Ces deux opérations symbo*lisent le retour de l'industrie automobile allemande, en panne depuis il y a moins de cinq ans. En 1993, tous les constructeurs allemands, à l'exception de BMW, *étaient dans le rouge. Personne n'aurait parié ni sur un tel come*back, encore moins sur sa vitesse-.Voitures trop chères, modèles inadaptés, coûts de production trop élevés : le verdict était sans appel. Et avec lui venait la fin du *« modèle allemand »*

Aidés par la relative faiblesse du mark par rapport au dollar, ils ont tous, de Volkswagen à Porsche, opéré un virage à 180 degrés. Multiplication des modèles, internationalisation, augmentation des volumes de vente, flexibilité accrue de la production et accords des syndicats pour une modération salariale ont permis aux ventes de monter à des niveaux records. Cette « sortie par la croissance » a été réussie : les bénéfices gonflent, et l'emploi a repris. L'an dernier, pour la première fois depuis 1991, l'industrie automobile allemande a embauché 25 000 personnes.

Virginie Malingre

Daimler et Chrysler présentent à Londres « leur fusion historique »

LONDRES
de notre correspondant à la City

Il y a plusieurs manière d'interpréter une partition. Au moins deux : la douce et la brutale. Et il est clair, au vu de la vidéo de présentation faite à Londres jeudi 7 mai, lors de la conférence de presse du groupe DaimlerChrysler qui va naître à la fin de l'année de la fusion de l'allemand Daimler-Benz et de l'américain Chrysler, que c'est la manière forte du premier qui l'a emporté : *adagio* pour les *mini-vans*, 4 X 4 et pick-up de Chrysler et carrément *presto* quand défilent par la suite les calandres scintillantes surmontées de l'étoile à trois branches de Mercedes.

Dans le dossier de presse, la petite photo de Bob Eaton, le patron du constructeur américain, fait piètre mine à côté de celle deux fois plus grande du président Jürgen Schrempp. On a souri finement quand « Bob », devant des centaines de journalistes réunis au London Arena, a bafouillé et trébuché sur les noms allemands des membres du nouvel état-major.

Tel un gros saint-bernard fas*ciné par la vitalité d'un lévrier*, il a laissé la baguette du show londonien au virtuose de Stuttgart. Le *successeur de Lee Laccocca*, qui a passé trente-cinq ans chez General Motors avant de re*joindre Chrysler en 1992, n'a lais*sé rien filtrer de ses états d'âme quand son nouveau partenaire a lancé : *« c'est une fusion historique qui va changer la face de l'industrie. »*

L'homme courtois d'Auburn Hills va-t-il rester effacé devant le maître du premier Konzern d'Allemagne à la silhouette puissante ? Au censeur qui s'inquiète de la future entente de la direction bicéphale prévue, l'ancien mécanicien de Mercedes a répliqué de sa voix lente que les industriels ne sont pas des pythies, lui pas plus qu'un autre : « Bob fume la même marque de cigare. C'est bon signe. »

« WELCOME »

Un ange est passé dans les *Docklands... Garel Rheis, le spé*cialiste du secteur à la Business School de l'université de Cardiff, évoque avec humour *« un mode de gouvernement à deux têtes rappelant celui de l'empire austro-hongrois. Il ne peut être que temporaire »*. M. Schrempp, aujourd'hui âgé de 53 ans, sera seul aux commandes dans trois ans, quand Eaton prendra sa retraite.

« Welcome » (bienvenue) : la fusion-acquisition créant un géant mondial de l'automobile a ébranlé la planète, à voir la mappemonde projetée à droite de la tribune. *En lettres d'un rouge* sanguinolent, le slogan de la DaimlerChrysler Aktiengellschaft *est sans cesse bombardé* sur l'écran : *« La valeur à l'actionnaire. »* C'est que les gros in*vestisseurs font, paraît-il*, la moue. Côté allemand, la Deutsche Bank (24 % des parts de Daimler-Benz) n'apprécierait guère, dit-on, les exigences de la haute direction américaine de continuer à bénéficier des stock-options, la possibilité d'acheter des actions de leur entreprise.

Quant au *raider* Kirk Kerkorian, premier actionnaire de Chrysler, il doit se demander ce qu'il fait dans cette galère « sociale » avec des représentants des syndicats siégeant au conseil d'administration ! Après un *temps de réflexion* et entre deux exercices de calculette, Jürgen Schrempp laisse tomber : *« Nos actionnaires nous soutiennent à 100 %. »* Une rapide poignée de main mais pas d'accolade, Jürgen *et Bob ont disparu. Partis* convaincre les analystes de la City.

Marc Roche

Le président de Daimler-Benz affirme vouloir rester dans l'aéronautique

DEPUIS son arrivée à la tête de Daimler-Benz en mai 1995, Jürgen Schrempp tisse sa toile : celui qu'on appelle outre-Rhin le *« Rambo de la nation »* n'a cessé de recentrer le premier groupe industriel allemand sur l'automobile et le camion. L'annonce, jeudi 7 mai, de la fusion de Daimler-Benz avec Chrysler vient couronner cette stratégie.

Le nouvel ensemble, baptisé DaimlerChrysler, sera le cinquième constructeur mondial en termes de ventes et le troisième en termes de chiffre d'affaires. Les activités non automobiles et camions de Daimler-Benz, qui ne représentaient déjà l'an dernier que 25 % de son chiffre d'affaires (124 milliards de marks) et 16,7 % de son résultat d'exploitation (4,33 milliards de marks), vont voir leur poids relatif encore diminuer dans DaimlerChrysler.

Edzard Reuter, le prédécesseur de M. Schrempp, avait dépensé 10 milliards de marks pour faire de Daimler-Benz un *« Konzern tehnologique »* présent aussi bien dans l'électroménager que dans les avions, la microélectronique, la voiture ou encore le chemin de fer. Bilan : en 1995, Daimler-Benz enregistre des pertes colossales, de 5,7 milliards de marks. M. Schrempp a, il est vrai, chargé la barque en passant d'importantes provisions.

CHOC PSYCHOLOGIQUE

Mais surtout, il profite du choc psychologique pour défaire le plus vite possible ce que son prédécesseur, que la presse allemande avait longtemps surnommé le *« visionnaire »*, avait fait. Objectif annoncé : se recentrer sur *« les produits, les systèmes et services de transport »*.

Le pôle électronique AEG est démantelé, le constructeur d'avions néerlandais Fokker liquidé, Dornier vendu ainsi que la participation dans Cap Gemini Sogeti et Temic Telefunken. Restent Dasa, qui doit avant tout se consacrer à sa participation dans Airbus (37,9 %) ; Debis, qui opère dans les services informatiques et financiers ; la société ferroviaire Adtranz détenue à parité avec ABB ; le fabricant de moteurs diesel MTU et la partie électronique automobile de Temic. Et surtout, Mercedes-Benz, à qui Helmut Werner, alors patron de la filiale automobile et camion, a fait prendre un virage tout à fait rentable.

Etape suivante : en janvier 1997, M. Schrempp fusionne Mercedes-Benz dans Daimler-Benz, ce qui lui permet au passage d'évincer M. Werner, son concurrent dans la course à la succession de M. Reuter. Le message est clair : Daimler et l'étoile ne font qu'un, les autres activités du groupe sont secondaires. D'ailleurs, en août 1997 Daimler augmente de 51 % à 81 % sa participation dans MCC, la filiale qu'il détient en commun avec l'inventeur de la Swatch, Nicolas Hayek, puis en février 1997 achète l'activité camion de Ford.

La fusion avec Chrysler va-t-elle consacrer la fin des diversifications de Daimler-Benz ? M. Schrempp pourrait à terme *« se débarrasser en premier de Dasa, puis de Debis, et après on retrouverait le Mercedes-Benz d'antan agrémenté de Chrysler »*, estime un analyste d'une grande banque londonnienne, dont l'avis est partagé par de nombreux observateurs.

Un acheteur est tout trouvé pour Dasa – le très riche groupe British Aerospace qui rafle tout ce qui se présente dans ce secteur – même si un abandon allemand au profit des Britanniques bouleverserait la construction européenne en cours.

« Toutes les spéculations selon lesquelles nous nous séparerons de notre industrie aérospatiale sont fausses », a déclaré M. Schrempp, qui a créé et présidé Dasa entre 1989 et 1995. A ces fonctions, il avait négocié la reprise de Fokker, qu'il n'a pas hésité à abandonner trois ans plus tard.

V. Ma.

La cour d'appel désigne deux médiateurs pour régler le différend entre l'Etat et Pinault

PIERRE DRAI, premier président honoraire de la Cour de cassation, et Jean Prada, président de chambre honoraire à la Cour des comptes, frère du président de la Commission des opé*rations de Bourse*,. *vont* avoir à régler un des litiges les plus sensibles des affaires en France. Il *oppose François Pinault à l'Etat*, via l'Etablissement public de financement et de réalisation (EPFR), *la structure d'Etat qui fi*nance le Consortium de réalisation (CDR), la *« mauvaise banque » créée pour recueillir* les actifs du Crédit lyonnais. Un conflit qui a conduit la justice à *placer un quart du capital d'Arté*mis, la holding personnelle de M. Pinault, sous séquestre en juin 1997.

Les deux hommes, un éminent juriste et un bon connaisseur des questions économiques et financières, viennent d'être chargés par le premier président de la cour d'appel, Guy Canivet, d'une mission de médiation qui doit se terminer le 26 juin. Ils vont tenter de bâtir une solution qui respecte à la fois l'intérêt de l'Etat et celui du contribuable – les sommes en jeu se chiffrent en centaines de millions, voire en milliards de francs – et les règles de droit.

Le litige porte sur un contrat signé entre M. Pinault et le CDR, le *28 novembre 1996, permettant à* l'homme d'affaires de racheter l'ex-participation (25 %) du Cré*dit lyonnais dans le capital d'Ar*témis à un prix de 1,5 milliard de francs assorti d'un complément *lié à la valorisation de certains* actifs situés aux Etats-Unis. A une seule condition : qu'aucun ache*teur mieux-disant ne se présente* avant la fin du mois de mai 1997.

A cette date, faute d'acquéreur, *M. Pinault s'apprêtait* à faire valoir son droit, lorsque l'EPFR, qui finance et contrôle le CDR, a annoncé qu'il achèterait cette participation au prix de 3,7 milliards. De novembre à mai, le dollar avait beaucoup monté, tout comme la valeur en Bourse de Pinault-Printemps-Redoute, la principale participation d'Artémis. L'estimation faite en novembre par l'expert René Ricol, évaluant les 25 % d'Artémis entre 2,65 et 2,95 milliards de francs, paraissait dépassée.

Même en lui appliquant la très forte décote de minoritaire, qui *avait conduit M. Pinault à offrir* la somme de 1,5 milliard et son complément de prix au CDR. *L'EPFR espérait sans doute ainsi* voir M. Pinault relever son prix. Surtout à un moment où le président de la République, dont l'homme d'affaires est proche, venait d'annoncer la dissolution *de l'Assemblée nationale* et d'entrer en campagne.

Mais pour M. Pinault, l'EPFR et *le CDR se confondent* dans une seule réalité économique. Il a donc dénoncé la manœuvre et le non-respect d'un contrat devant le tribunal de commerce. L'EPFR a contre-attaqué devant le tribunal de grande instance. Les parties sont aujourd'hui embourbées dans une bataille de procédure pour identifier le tribunal compétent, dont M. Canivet espère les sortir par la médiation.

Une voie nouvelle ne sera toutefois trouvée que si les deux parties font un effort. Or, *« à ce jour, la valorisation d'Artémis est largement supérieure à ce qu'elle était en 1996 et même en mai 1997 »*, explique un proche du dossier pour qui *« une des missions des médiateurs sera, selon toute vraisemblance, de contribuer à une valorisation précise de la participation d'Artémis aux différentes dates en cause et selon les différentes hypothèses »*. Une valorisation qui pourrait amener *M. Pi*nault à revoir sa proposition à la hausse, malgré le contrat initial, et lui permettre de se débarrasser enfin d'un actionnaire bien encombrant. Rien ne permet d'affirmer toutefois que l'homme d'affaires, convaincu qu'il est dans son bon droit, s'y résoudra.

Sophie Fay

Nouvelles actions dans les arsenaux

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, ALAIN RICHARD, a reçu, jeudi 7 mai, durant quatre heures et demie, à Paris, les principaux syndicats des personnels des arsenaux pour leur confirmer sa décision de confier à un chantier privé – probablement un chantier marseillais – la remise en état du pétrolier-ravitailleur *Var*, plutôt qu'à la DCN de Toulon. Les syndicats prévoient que la mesure sera généralisée et que, derrière le prétexte du coût et des délais, il s'agit d'une remise en cause du statut des établissements d'Etat et des personnels de la défense nationale. Soutenue par le vice-président de la commission de la défense à l'Assemblée, Jean-Claude Sandrier (PC, Cher), la CGT a appelé les salariés des arsenaux en France à se mobiliser, à partir de lundi 11 mai.

Nina Ricci va arrêter la couture

NINA RICCI, LA MAISON DE COUTURE parisienne fondée en 1932, s'apprête à arrêter ses activités de mode (couture et prêt-à-porter haut de gamme), selon l'AFP. Le projet, envisagé par le groupe espagnol Puig, qui a racheté la griffe au groupe pharmaceutique Sanofi au début de l'année, devrait être soumis au comité d'entreprise fin mai. Il pourrait entraîner le licenciement de 96 personnes sur un total de 128, dans les ateliers de création et les services administratifs. Nina Ricci devrait conserver une petite ligne de prêt-à-porter, le parfum, son secteur lingerie et les accessoires féminins. La haute couture, dessinée depuis 1964 par Gérard Pipart, a vu ses commandes chuter : 200 modèles vendus dans le monde en 1992, cinq seulement au cours des trois premiers mois de 1998. Côté parfums, Puig devra redresser la barre, après des pertes de 89 millions de francs en 1996.



AFFAIRES

INDUSTRIE

● **BMW : le constructeur automobile allemand a indiqué jeudi 7 mai, qu'il cesserait de livrer à Rolls-Royce les moteurs et les composants pour son dernier modèle si son concurrent Volkswagen le coiffe au poteau pour racheter le constructeur britannique de voitures de luxe** *(lire page 14).*

● **DAIMLER CHRYSLER : le groupe qui naîtra à la fin de l'année de la fusion de l'Allemand** Daimler-Benz et de l'Américain Chrysler, ambitionne de devenir la firme automobile la plus rentable du monde, a déclaré jeudi à Londres le président du groupe allemand, Juergen Schrempp *(lire page 14).*

● **VOLVO CONSTRUCTION EQUIPMENT : la filiale du groupe suédois Volvo,** a racheté jeudi la division équipements lourds du sud-coréen Samsung Heavy Industries, pour 3,1 milliards de francs, cette transaction constituant la plus grosse vente d'une société sud-coréenne à un groupe étranger.

● **BOEING : l'administration américaine de l'aviation civile (FAA) a ordonné** jeudi des inspections immédiates de certains modèles anciens de Boeing 737 après la découverte dans un réservoir d'une aile de l'un de ces appareils des trous dans un tuyau contenant des fils électriques. Les autorités fédérales américaines pensent qu'un tel défaut pourrait avoir été à l'origine de l'explosion du vol 800 de la TWA en juillet 1996.

● **AGROALIMENTAIRE : PepsiCo** a engagé une action antitrust contre Coca-Cola qu'il accuse de pratiques monopolistiques. *« Pour se garder de toute concurrence sur ce marché, Coca-Cola insiste pour ne fournir ces grossistes qu'à la condition qu'ils ne distribuent pas Pepsi »,* indique Pepsi.

SERVICES

● **DU PAREIL AU MÊME : les fonds d'investissement Euroknights et Baneboston** Invest, principaux actionnaires de la société Kokanee, ont déposé un projet d'offre publique d'achat simplifiée sur la chaîne de magasins de vêtements pour enfants Du Pareil Au Même.

FINANCES

● **CIC : le Crédit mutuel va proposer aux porteurs de certificats d'investissement (CI) CIC de leur racheter leurs titres** au prix de 697,30 francs par CI, le prix payé au GAN pour 67 % de la banque, ou de les échanger contre une action et un bon de cession. Ce dernier offre la possibilité de céder les actions au prix de 770 francs en juin 2001. L'offre a été jugée recevable par le Conseil des marchés financiers le 6 mai. La cotation des titres CIC reprendra le 11 mai.

● **CRÉDIT LYONNAIS : le secrétaire général de la CGT Louis Viannet a estimé,** vendredi, que le *« diktat »* du Commissaire européen à la concurrence l'avait *« emporté »,* dans l'accord de principe survenu entre Paris et Bruxelles sur le Crédit lyonnais. Dans une lettre au premier ministre Lionel Jospin, M. Viannet met en garde contre de possibles conséquences *« catastrophiques »* pour l'emploi.

● **CAISSE DES DÉPÔTS : CDC Marchés (groupe Caisse des dépôts et consignations) a reçu** sa licence de maison de titres pour s'implanter dans l'archipel, après New York, Francfort et tout récemment Londres. CDC Marchés devient le septième établissement financier français à recevoir une telle homologation du ministère des finances nippon.

● **CHASE MANHATTAN : la banque américaine a annoncé, vendredi 8 mai,** la signature d'un accord pour reprendre l'activité de conservation de titres de sa consœur Morgan Stanley Dean Witter. Selon le *Financial Times,* le prix payé serait de l'ordre de 600 millions de dollars (3,5 milliards de francs). La Chase conserve 4 700 milliards de dollars de titres.

★ **Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr**

PARIS CAC 40

3986 · 3705 · 3423 · 3142 · 2860 · 2579 — 7 MAI · 3 NOV. · 7 MAI — 3906,36

3880,92 · 3944,91 · 3947,45 · 3906,36 — J · L · M · M · J

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses	Cours 07/05	Var.% 06/05	Var.% 31/12
LEGRIS INDUST.	[illegible]	+9,28	+46,83
SOCIETE GENER.	1381	+6,47	+66,41
JEAN LEFEBVRE	458	+4,89	+31,96
SKIS ROSSIGNO.	120	+4,28	+11,73
KLEPIERRE	1184	+3,96	+52,64
SGE	201,50	+3,36	+67,82
ALTRAN TECHNO.	1169	+3,27	+180,65
CASTORAMA DUB.	1026	+3,07	+42,19
INTERBAIL	145	+2,70	−6,60
EUROPE 1	1560	+2,59	−10,78

Baisses	Cours 07/05	Var.% 06/05	Var.% 31/12
VALEO	550	−5,69	+37,92
CRED.FON.FRAN.	[illegible]	−4,97	+9,78
AXA	725	−4,21	+51,38
LVMH MOET HEN	1100	−4,16	+10,11
BOUYGUES	941	−3,78	+37,97
PRIMAGAZ	525	−3,67	+4,17
EURO DISNEY	9,10	−3,62	+32,85
PATHE	1175	−3,62	+2,31
COFLEXIP	675	−3,61	+32,18
BONGRAIN	2019	−3,45	+17,71

Indices boursiers

Europe 17h35	Cours 07/05	Var.% 06/05	Var.% 31/12
PARIS CAC 40	3906,36	−1,04	30,98
- SBF 120	2644,98	−1,01	29,89
- SBF 250	2534,08	−0,85	30,29
- SECOND MAR.	2252,17	−0,03	30,55
- MIDCAC	2075,42	−0,22	30,78
LONDRES FT100	5938	−0,81	15,63
AMSTERDAM AEX	1133,04	−1,76	25,14
BRUXELLES BEL.	3029,47	−1,50	25,27
FRANCFORT D30	5186,23	−0,83	22,04
MADRID IBEX35	9741,10	−2,23	34,28
MILAN MIB30	33840	−1,05	38,09
SUISSE SMI	7535	−0,86	20,28
STOXX 666	[illegible]	−1,34	...
EURO STOXX 326	[illegible]	−1,39	....
STOXX 50	[illegible]	−1,56	...
EURO STOXX 50	[illegible]	−1,43	....

Monde	Cours 06/05	Var.% veille	Var.% 31/12
NEW YORK DJ	9054,65	−1,02	14,50
- SP 500	1104,92	−0,86	13,86
- NASDAQ	1856,05	−0,44	18,23
BUENOS-AIRES M.	701,54	−0,69	2,05
JOHANNESBURG	9723,49	−0,27	31,01
MEXICO BOLSA	320,15	−2,16	+4,31
SANTIAGO IPSA	92,92	0,03	−13,35
SAO PAULO BOU.	11165	−3,37	9,49
TORONTO FSE I.	7476,60	−0,64	14,82
ASIE 10h15	**07/05**	**06/05**	**31/12**
BANGKOK SET	27,47	−1,82	5,74
HONGKONG H.	9971,93	−1,36	−7
SÉOUL	44,47	0,86	4,94
SINGAPOUR ST.	1402,12	−1,75	−0,98
SYDNEY ALL O.	2780,20	−0,28	6,28
TOKYO NIKKEI	15143,03	−0,86	−0,78

PARIS SBF 250 — 2534,08 — 2564 · 2464 · 2364 · 2264 · 2164 · 2064 — 9 FÉV. · 23 MARS · 7 MAI

NEW YORK Dow Jones — 9054,65 — 9702 · 9154 · 8696 · 8178 · 7669 · 7155 · 6653 · 6145 — 9 FÉV. · 20 MARS · 6 MAI

LONDRES — 5938 — 6199 · 5901 · 5603 · 5305 · 5008 · 4711 · 4413 · 4115 — 9 FÉV. · 23 MARS · 7 MAI

FRANCFORT DAX — 5186,23 — 5279 · 4955 · 4631 · 4307 · 3983 · 3659 · 3335 — 9 FÉV. · 23 MARS · 7 MAI

TOKYO Nikkei — 15143,03 — 18468 · 16946 · 15425 · 13142 · 11620 — 9 FÉV. · 23 MARS · 7 MAI

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

LES PRISES de bénéfice ont pesé jeudi 7 mai sur la Bourse de Paris à la veille d'un nouveau long week-end ménagé pour la fête de la victoire du 8 mai 1945. En repli de 0,15 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a terminé la séance sur une perte de 1,04 %, à 3 906,36 points. Le volume des échanges sur le marché à règlement mensuel s'est élevé à 12,9 milliards de francs.

Les bons résultats annoncés dans la matinée par un certain nombre de groupes et les spéculations sur des regroupements dans l'industrie automobile en Europe, après la fusion Daimler-Benz/Chrysler, ont toutefois contribué à limiter les pertes, notaient les professionnels. Legris a fini la séance en hausse de 9,3 % et la Société générale, dont les perspectives bénéficiaires sont très encourageantes, de 6,5 %. Jean Lefebvre a pris 4,9 % et Skis Rossignol 4,3 %. A l'inverse Valeo a cédé 5,7 %, Crédit foncier 5 % et Axa 4,2 %.

NEW YORK

WALL STREET a continué à glisser, perdant 0,86 % jeudi, l'annonce de la fusion entre les constructeurs automobiles Daimler-Benz et Chrysler n'ayant pas réussi à faire progresser un marché jugé *« fatigué »* par les courtiers. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 77,97 points à 8 976,68 points. Les analystes attribuent la faiblesse de la Bourse à la baisse des places asiatiques en raison des émeutes sanglantes en Indonésie et aux spéculations sur un tour de vis monétaire aux Etats-Unis après la publication de statistiques faisant montre une fois de plus de l'étroitesse du marché de l'emploi et d'une croissance plus forte qu'attendu.

FRANCFORT

LA BOURSE allemande a entamé la journée du vendredi 8 mai sur le marché électronique Xetra sur une hausse de 1,08 % de l'indice DAX 30 à 5220,82 points.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a fini en très légère hausse vendredi 8 mai au terme d'une séance sans relief. Faute d'impulsion, le marché s'est contenté d'évoluer dans une marge étroite. Le volume a été faible, bon nombre d'investisseurs ayant préféré rester en retrait avant le week-end. *« En l'absence de nouveaux facteurs positifs ou négatifs, les non-résidents vendent alors que les fonds de pension achètent »,* rapporte Kenji Karikomi, de Daiwa Securities. L'indice Nikkei a fini en hausse de 5,97 points, soit 0,04 %, à 15 149,00 points.

La réunion des ministres des finances du groupe des Sept, vendredi à Londres, et l'attente des statistiques américaine sur l'emploi en avril ont incité les intervenants à rester sur la touche. D'autant plus que le marché japonais a encore perdu 2,9 % cette semaine et ne semble pas croire à l'efficacité des mesures de relance du gouvernement japonais.

Valeur du jour : Sony s'attend à une année moins favorable

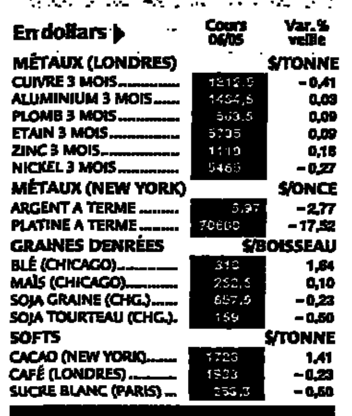
DANS UN MARCHÉ japonais boursier déprimé depuis de longs mois, l'action Sony a un parcours plutôt favorable comme bon nombre de valeurs dites *« exportatrices »* qui ont beaucoup bénéficié de la baisse continue du yen face au dollar. Au cours des derniers dix-huit mois, la valeur a gagné un peu plus de 45 % à Tokyo. Pour autant, elle a perdu plus de 10 % depuis le début de l'année et l'annonce jeudi de résultats records au cours de l'exercice 1997-1998 (terminé à la fin mars) n'a pas enrayé le recul. Les analystes craignent que le groupe d'électronique de loisirs ne puisse rééditer sa performance. Il a dégagé un bénéfice consolidé avant impôts et éléments extraordinaires de 453,7 milliards de yens (20,2 milliards de francs), en hausse de 45 % sur celui de l'année précédente. Ce résultat, le meilleur de l'histoire de Sony, est également supérieur aux dernières prévisions officielles du groupe nippon (440 milliards de yens), pourtant revues à la hausse à trois reprises. Le chiffre d'affaires consolidé, gonflé par la baisse du yen, a augmenté sur ces douze mois de 19 % pour atteindre 6 755 milliards de yens (50,8 milliards de dollars). L'électronique de loisirs représente 4 690 milliards (+13 %), les jeux vidéo 723 mds de yens (+72 %), l'édition musicale (+17 %) 695 mds de yens, le cinéma (+47 %) 643 mds de yens et l'assurance-vie (+28 %) 291 mds de yens.

Action Sony — en yens à Tokyo — 10 650 — 12 000 · 11 000 · 10 000 · 9 000 · 8 000 · 7 000 — 6/1 · 4/4 · 27/6 · 19/9 · 12/12 · 6/3 — 1997

Dans le cinéma, qui fut longtemps son boulet, Sony a profité d'une série de succès au box-office, comme *« Men in Black »* ou *« My Best Friend's Wedding ».* Mais l'explosion de la rentabilité de Sony s'explique surtout par ses performances sur le marché des consoles de jeux vidéo où, parti de rien, il s'est hissé au premier rang mondial en moins de trois ans. Sa PlayStation a été vendue l'an dernier à 19,37 millions d'unités, contre 9,2 millions un an plus tôt. Les logiciels afférents se sont vendus à plus d'un million d'unités.

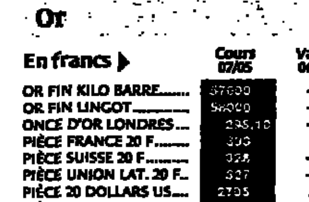
L'activité jeux vidéo a généré à elle seule 22 % du résultat opérationnel du groupe. La croissance a été tellement forte que le groupe nippon la juge condamnée à ralentir, ce que le marché boursier n'a pas apprécié. *« Je ne m'attends pas à une croissance importante des ventes de consoles de jeux cette année »,* a indiqué l'un des directeurs exécutifs du groupe, M. Masahide Morimoto, lors d'une conférence de presse tenue à Tokyo. Sony prévoit en conséquence une contraction de sa rentabilité cette année et table sur un bénéfice courant imposable en baisse de 7 % à 420 milliards de yens. Cette prévision repose sur l'hypothèse d'une valeur moyenne du dollar de 125 yens sur l'exercice.

E. L.



Matières premières

En dollars	Cours 06/05	Var.% veille
MÉTAUX (LONDRES)		**$/TONNE**
CUIVRE 3 MOIS	1212,5	−0,41
ALUMINIUM 3 MOIS	1434,5	0,03
PLOMB 3 MOIS	563,5	0,09
ETAIN 3 MOIS	5705	0,09
ZINC 3 MOIS	1110	0,18
NICKEL 3 MOIS	5465	−0,27
MÉTAUX (NEW YORK)		**$/ONCE**
ARGENT A TERME	5,97	−2,77
PLATINE A TERME	70600	−17,52
GRAINES DENRÉES		**$/BOISSEAU**
BLÉ (CHICAGO)	318	1,64
MAÏS (CHICAGO)	252,5	0,10
SOJA GRAINE (CHG.)	657,0	−0,23
SOJA TOURTEAU (CHG.)	159	−0,50
SOFTS		**$/TONNE**
CACAO (NEW YORK)	1726	1,41
CAFÉ (LONDRES)	1933	−0,23
SUCRE BLANC (PARIS)	255,3	−0,60



Pétrole

En dollars	Cours 06/05	Var.% veille
BRENT (LONDRES)	....	—
WTI (NEW YORK)	15,29	−0,52
LIGHT SWEET CRUDE	15,43	−0,10

Or

En francs	Cours 07/05	Var % 06/05
OR FIN KILO BARRE	57600	−1,38
OR FIN LINGOT	58000	−0,94
ONCE D'OR LONDRES	295,10	−0,96
PIÈCE FRANCE 20 F	330	....
PIÈCE SUISSE 20 F	328	−1,50
PIÈCE UNION LAT. 20 F	327	−1,80
PIÈCE 20 DOLLARS US	2205	—
PIÈCE 10 DOLLARS US	1402,50	—
PIÈCE 50 PESOS MEX.	2130	−2,62

MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert se redressait légèrement, vendredi 8 mai, lors des premières transactions sur les places financières européennes. Il cotait 1,7711 mark et 5,9375 francs.
Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, avait indiqué, jeudi 7 mai, qu'il ne s'attendait pas à ce que les taux de change soient mentionnés dans le communiqué qui sera publié samedi à l'issue de la réunion des ministres des finances du G 7 à Londres.

● **Livre sterling** : la monnaie britannique poursuivait sa chute, vendredi matin, s'inscrivant à 9,74 francs. La livre est pénalisée par la décision du Royaume-Uni de ne pas participer à l'Eurobloc dès sa création et par les signes de ralentissement de l'économie britannique et notamment de la consommation des ménages.
Jeudi, la Banque d'Angleterre avait annoncé qu'elle maintenait inchangé son taux directeur, conformément aux prévisions des analystes.

Cours de change

07/05 17h35	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR.S.	Cours FLORIN	Cours YEN	Cours LIRE	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	5,91	6,61	9,79	4,03	2,98	4,45	0,34	3,36	....
DM	1,76	1,97	2,91	1,20	0,89	0,13	0,89	....	0,30
LIRE	1739,85	1942,87	2868,86	1184,07	875,59	1307,18	....	986,51	294,25
YEN	133,10	148,84	219,47	90,59	66,99	....	7,65	75,48	22,52
FLORIN	1,99	2,22	3,28	1,35	....	1,49	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,47	1,64	2,42	....	0,74	1,10	0,08	0,83	0,25
LIVRE	0,61	0,68	....	0,41	0,31	0,46	0,03	0,34	0,10
ECU	0,90	....	1,48	0,61	0,45	0,67	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	....	1,12	1,65	0,68	0,50	0,75	0,06	0,57	0,17

Taux d'intérêt (%)

Taux 07/05	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,38	3,48	5,07	5,59
ALLEMAGNE	3,35	3,55	5,01	5,57
GDE-BRETAG.	6,94	7,34	5,68	5,71
ITALIE	5,69	4,95	5,21	5,73
JAPON	0,42	0,45	1,65	—
ÉTATS-UNIS	5,06	5,10	5,68	5,96
SUISSE	1	7,60	3,14	4,14
PAYS-BAS	3,24	3,62	5,08	5,57

Matif

Cours 17h35	Volume 07/05	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 JUIN 98	7481	103,07	103,10
Pibor 3 mois JUIN 98	445	96,28	96,28

Marché des changes

Devises 17h35	Cours BDF 07/05	Achat 07/05	Vente 07/05
ALLEMAGNE (100)	335,53	322	346
AUTRICHE (100)	47,65	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	16,25	15,68	16,78
CANADA	4,10	3,80	4,40
DANEMARK (100)	87,82	82	92
ESPAGNE (100)	3,94	3,64	4,24
ÉTATS-UNIS	5,90	5,60	6,20
FINLANDE (100)	110,34	104	115
GDE-BRETAGNE	9,74	9,38	10,23
GRÈCE (100)	1,91	1,78	2,25
IRLANDE	8,43	8,03	8,87
ITALIE (1000)	3,39	3,12	3,62
JAPON (100)	4,44	4,25	4,60
NORVÈGE (100)	80,32	75,50	84,50
PAYS-BAS (100)	297,53	—	....
PORTUGAL (100)	3,27	2,90	3,60
SUÈDE (100)	76	72	82
SUISSE (100)	402,65	388	412

TAUX

● **Allemagne** : le marché obligataire allemand a ouvert sur une note stable, vendredi 8 mai. Après quelques minutes de transactions, le contrat sur le Bund gagnait deux centièmes pour s'inscrire à 106,71 points.
Jeudi 7 mai, devant le Parlement européen, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, avait rappelé que la première mission de l'institut d'émission sera d'assurer la stabilité des prix – qu'il a définie par une inflation située entre 0 et 2 % par an et par une *« relation stable avec les autres monnaies internationales ».*
« Au début, il est possible que nous ayons un mélange des deux stratégies : inflation et masse monétaire », avait précisé M. Duisenberg.

● **Etats-Unis** : les obligations américaines ont terminé la séance du jeudi 7 mai en légère baisse, le rendement de l'emprunt à 30 ans s'inscrivant à 5,95 % en clôture.

ÉCONOMIE

Wim Duisenberg prône la flexibité du marché du travail

« L'ARGENT, C'EST MON MÉTIER », a déclaré jeudi 7 mai, devant la commission économique et monétaire du Parlement européen, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg. La vraie réponse au chômage, ce sont les réformes structurelles des marchés du travail, qui doivent être rendus plus *« flexibles »* pour s'adapter à la globalisation et à l'euro, a-t-il ajouté.
Il s'est également opposé au principe d'une divulgation des délibérations du conseil de la BCE et a rejeté l'idée d'auditions des membres du directoire devant les Parlements nationaux, comme l'a souhaité l'Assemblée nationale française *(lire page 2).*

■ **UNION EUROPÉENNE : l'indicateur de confiance économique** dans l'Union européenne a progressé en avril par rapport à mars, a indiqué, jeudi 7 mai, l'enquête mensuelle de la Commission européenne sur les prévisions économiques de l'industrie et des consommateurs européens.

■ **FRANCE : les comptes du régime général de la Sécurité sociale,** mis à mal par des années de chômage record, devraient rester dans les limites fixées par le gouvernement pour 1998, avec un déficit de 12,9 milliards de francs, selon les pronostics de la commission des comptes de la Sécurité sociale *(lire page 7).*

■ **PORTUGAL : la balance commerciale portugaise** a enregistré en janvier 1998 un déficit de 120,9 milliards d'escudos (4 milliards de francs), a annoncé jeudi 7 mai l'Institut portugais de statistiques (INE).

■ **ESPAGNE : l'Espagne devrait réussir à réduire son taux de chômage** à un niveau voisin de la moyenne européenne en 2002, a affirmé jeudi 7 mai le ministre de l'économie, Rodrigo Rato.

■ **GRÈCE : la Grèce, qui veut intégrer l'euro** au 1er janvier 2001, *« remplira trois des critères de Maastricht dans l'année, et il ne lui restera plus qu'à remplir celui de l'inflation pour 1999 »,* a déclaré, jeudi 7 mai, le premier ministre grec, Costas Simitis.

■ **HONGRIE : le déficit de la balance commerciale hongroise a** atteint 558 millions de dollars (3,3 milliards de francs) au cours du premier trimestre, soit 76 millions de dollars de moins que durant cette période l'an passé, a annoncé, jeudi 7 mai, le ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme.

■ **RUSSIE : le nouveau gouvernement a présenté, jeudi 7 mai,** un plan budgétaire sur trois ans axé sur la rigueur afin d'éviter que l'endettement croissant du pays ne débouche sur une grave crise des finances publiques, répondant à une demande du président Boris Eltsine.

■ **ÉTATS-UNIS : la productivité du travail aux Etats-Unis a progressé** de 0,2 % en rythme annuel au premier trimestre 1998, a indiqué, jeudi 7 mai, le département du travail.

■ **JAPON : les constructeurs automobiles étrangers ont immatriculé** en avril 19 104 véhicules au Japon, soit 8,1 % de plus que lors du même mois de 1997, a indiqué, vendredi 8 mai, l'Association des importateurs automobiles japonais (JAIA), dans un communiqué diffusé à Tokyo.

■ **INDONÉSIE : le gouvernement doit faire preuve de retenue** face aux remous sociaux, tout en mettant en œuvre les programmes de réformes économiques du Fonds monétaire international (FMI), a estimé jeudi 7 mai le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin.

NOMINATIONS

■ **EULER : Jean Lanier devient** président du groupe, où il succède à Paul-Henri Denieuil.

■ **IMÉTAL : Patrick Kron a été** nommé président du directoire de la société.

SCIENCES L'Europe de la science a commencé après la seconde guerre *mondiale, par nécessité plus que par* conviction politique. ● LANCÉ hors de l'Union européenne – et souvent avant elle –, le mouvement a été accompagné et amplifié par les *programmes-cadres* et autres programme Eureka de la Communauté de Bruxelles. ● APRÈS de beaux succès, notamment dans les domaines de la physique et de l'espace, l'Europe *scientifique semble marquer le* pas. ● LA GESTION communautaire est vivement critiquée, en particulier par le ministre français de l'éducation nationale, de la recherche et de *la technologie, Claude Allègre.* ● LE BUDGET du 5e programme-cadre de recherche et de développement technologique (PCRD), qui couvrira la période 1998-2002, pourrait *connaître une baisse sensible* si les ministres européens de la recherche campent sur leurs positions

L'Europe de la recherche s'interroge sur son avenir

Après avoir enregistré de beaux succès, l'Europe scientifique, confrontée aux rigueurs budgétaires, aux critiques ministérielles et à l'internationalisation grandissante des programmes, cherche sa voie. Seule certitude, elle ne réussira que si elle avance groupée

« À L'HEURE où tout le monde *se focalise sur l'euro et les questions* monétaires, il serait bon de rappeler que les chercheurs et les techniciens sont, *eux, européens depuis plus de quarante ans* », se réjouit Hubert Curien. L'histoire mouvementée de l'Europe scientifique, ce physicien de la matière l'a vécue depuis le début. De l'intérieur. A la tête du CNRS, puis du CNES, il a, *dans les années 70,* participé à la création de la Fondation européenne des sciences (ESF) – sorte de « club » rassemblant tous les organismes de recherche



européens – puis à celle de l'Agence spatiale européenne (ESA). Ministre chargé de la recherche pendant neuf ans entre 1986 et 1992, il a pris une part active à la naissance et au développement de la politique scientifique européenne. Avant de *présider* le CERN pendant trois ans... Tout a commencé très vite après la seconde guerre mondiale, *« par nécessité plus que par conviction politique,* se souvient-il. Pour contrebalancer l'influence américaine, il fallait se doter d'installations de recherche *susceptibles* de concurrencer celles d'outre-Atlantique. Impensable dans un cadre *purement national...*

« TRAVAILLER ENSEMBLE »

« La cohésion européenne a donc été fortement aidée par cette nécessité de construire des grands instruments, reconnaît Hubert Curien, *et quand le CERN a été créé, en 1954, les physiciens européens ont pris tout naturellement l'habitude d'y travailler ensemble.* » L'exemple fut largement suivi : autres accélérateurs, télescopes et radiotélescopes géants, réacteurs nucléaires de recherche, tokamak pour l'étude de la fusion thermonucléaire. Les grands organismes comme le CNRS ou le Max Plank Institute ont éprouvé le besoin de se concerter, de fédérer leurs laboratoires en réseau au sein de l'ESF ; les sociétés savantes leur ont emboîté le pas avec l'Academia Europea. Pour le spatial, la démarche fut un peu différente, remarque l'ancien ministre : *« Nous aurions pu nous débrouiller seuls avec le CNES, mais nous n'aurions eu aucun débouché commercial en restant franco-français. »*

Lancé hors de l'Union européenne – et souvent avant elle – le mouvement *a été accompagné* et amplifié par les programmes cadres et autres programmes Eureka de la Communauté de Bruxelles. Mais

Plus de 700 milliards de francs pour la recherche en Europe

4e programme-cadre (1994-1998)

Contribution financière de chaque pays aux programmes européens
Retour financier pour chaque pays
Dépense nationale en R & D (1995)

en % 0 5 10 15 20 25 30

ALL, AUT, BEL, DAN, ESP, FIN, FRA, GRE, IRL, ITA, P.-B., POR, R.-U., SUE

Dépense publique totale en R & D

Recherche coopérative (programme-cadre et grands équipements)

16,2 %

Dépense publique civile, en R & D

Contribution de la Commission européenne

9,7 %

(dont 5,4 % pour le 4e programme-cadre)

	Population 1998 (millions)	PIB 1993 (millions $)	Brevets 1993	Dépense R & D 1995 (millions $)
Allemagne	82,0	1 908 570	99 186	[illegible]
Autriche	8,0	183 580	44 476	[illegible]
Belgique	10,1	213 435	46 051	non disponible
Danemark	5,2	137 610	39 999	[illegible]
Espagne	39,2	533 986	50 004	[illegible]
Finlande	5,1	96 220	15 350	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Grèce	10,4	76 679	36 881	[illegible]
Irlande	3,6	44 906	36 701	[illegible]
Italie	57,4	1 134 800	63 853	[illegible]
Pays-Bas	15,5	316 390	50 439	[illegible]
Portugal	9,9	77 700	37 008	non disponible
Roy.-Uni	58,8	1 042 700	89 615	[illegible]
Suède	8,8	216 294	47 680	[illegible]

aujourd'hui, après de beaux succès qui lui ont permis de faire pièce à l'hégémonie américaine – notamment dans les domaines de la physique et de l'espace –, l'Europe scientifique semble marquer le pas. L'ESA est sommée de réduire ses coûts de fonctionnement ; son rôle vis-à-vis de la Commission européenne et des agences nationales va être redéfini. Confrontés aux *difficultés budgétaires,* les grands pays comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France restreignent leur cotisation aux grands instruments, remettent en cause le *financement et la gestion du programme* cadre de recherche, dénoncent les excès de la bureaucratie européenne...

Tous reconnaissent pourtant à la Commission le mérite d'avoir *« structuré la recherche européenne ».* Les bourses du programme TMR (Trainig and Mobility fo Researchers), qui facilitent des *échanges de chercheurs et d'étudiants,* sont prises d'assaut. La politique de rapprochement fait aussi merveille auprès des industriels. Pour eux, explique Pierre Papon, *« les programmes cadres sont un moyen extraordinaire de savoir qui fait quoi dans la science européenne ».* Des grandes entreprises aux PMI, leur succès est foudroyant. Revers de la médaille : les chercheurs en science fondamentale *craignent le dirigisme* de Bruxelles, trop enclin, selon eux, à privilégier les domaines susceptibles de donner lieu à un développement industriel à court terme. Avec le ministre français Claude Allègre, ils souhaitent que la Commission décentralise l'évaluation des travaux et la gestion des crédits. Comment, à qui ? Le débat est ouvert.

« FRILOSITÉ »

Certains verraient bien les organismes de recherche nationaux prendre en charge, par roulement et pour un temps limité, la gestion de certains programmes. D'autres préféreraient voir ce rôle confié à des organisations européennes existantes ou à créer. D'autres encore, comme Philippe Lazar, ancien *directeur général de l'Inserm* et actuel président de l'Orstom, sont plus radicaux. L'évaluation croisée – nationale et entre équipes internationales – fonctionne très bien actuellement, estime-t-il. *« Bruxelles devrait appliquer strictement le principe de la subsidiarité et concentrer ses subsides sur l'aide aux échanges et à la circulation des chercheurs et ingénieurs entre laboratoires. »*

Mais une trop grande « réserve », une « frilosité » excessive de *l'Union européenne rendraient* difficile la réalisation d'un autre souhait général : la définition d'une stratégie, d'une politique scientifique claire. Elle est d'autant plus nécessaire que les grands programmes de recherche se mondialisent de plus en plus. La même tendance touche les grands instruments. *« Si l'Europe veut pouvoir équilibrer l'influence américaine et même japonaise,* insiste Hubert Curien, *elle doit à tout prix faire bloc. »*

Jean-Paul Dufour,
avec Alicia Rivera à Madrid

Coup de pouce pour le Sud

Pour les chercheurs, le bilan de la politique communautaire est « globalement positif ». *« Les programmes-cadres nous permettent d'élargir notre horizon et de participer à des actions inenvisageables pour nous au niveau national »*, assure Miquel Canals, chercheur en géologie marine à l'université de Barcelone. Outre le financement qu'ils procurent, *« ils sont plus flexibles que les programmes espagnols et nous permettent, par exemple, d'embaucher plus facilement du personnel »*, renchérit Miguel Vicente, du Centre de recherches biologiques espagnol. L'Europe du Sud, il est vrai, bénéficie au premier chef des subsides de Bruxelles. Grâce à eux, *« le Portugal, parti pourtant de très bas, a pu se mettre très rapidement au niveau international en matière de recherche »*, explique Pierre Papon, physicien et président de l'Observatoire des sciences et des techniques. Certains chercheurs d'Europe du Nord en tirent ombrage. *« Si votre équipe ne comprend pas le Grec ou le Portugais ou de service,* se plaint l'un d'eux, *vous avez peu de chances de voir votre projet accepté à Bruxelles. »*

Les grands instruments de la coopération

L'EUROPE de la science s'appuie sur un *ensemble de « grands instruments »,* dont les coûts de construction et d'exploitation ont obligé les pays à unir leurs efforts et même à rechercher, aujourd'hui, des concours extérieurs à la communauté. Symbole de cette coopération, le Laboratoire européen pour la physique des *particules (CERN), fondé en 1954, constitue* le plus important centre de recherche au monde.

Regroupant dix-neuf pays européens, le CERN, qui est aussi à l'origine de la Toile d'Internet, avait été conçu, avec ses gigantesques accélérateurs, comme une réplique à la grosse *artillerie américaine de physique* fondamentale. Mais les temps ont changé, et c'est avec la participation financière des *Etats-Unis – qui ont abandonné* leur projet de Superconducting Super Collider (SSC) au Texas – que va pouvoir être construit, d'ici à 2005, le Large Hadron Collider (LHC) : une machine de 2,6 milliards de francs suisses (10,8 milliards de francs). Le Japon, l'Inde, la Russie et le Canada sont associés à ce très grand chantier.

A l'orée du nouveau millénaire, un autre organisme européen sera doté d'installations scientifiques exceptionnelles : l'Observatoire européen austral (ESO), fondé en 1962 et regroupant huit pays, le *Royaume-Uni et l'Espagne brillant* par leur absence. A la quinzaine de télescopes déjà en service au Chili va s'ajouter le Very *Large Telescope (VLT),* un instrument formé de quatre miroirs géants de 8,2 mètres de diamètre qui se combineront avec des systèmes plus petits pour constituer un ensemble astronomique de très haute sensibilité. Le premier de ces télescopes sera opérationnel fin mai.

ÉNERGIE INÉPUISABLE

L'Installation européenne de rayonnement synchrotron (ESRF), à Grenoble, est un autre exemple de l'union scientifico-technologique réalisée autour d'un équipement hors de la portée d'un seul pays. L'idée de construire un synchrotron européen et de s'en servir comme d'un grand « microscope » pour étudier la structure de *la matière s'est fait jour* dès les années 70, mais, compte tenu de l'investissement (3,8 milliards de frans financés par douze pays), il a fallu attendre 1994 *pour qu'elle se* concrétise. Aujourd'hui, cette source de rayons X très « pénétrants » est utilisée non seulement par les physiciens et les spécialistes des matériaux, mais aussi par les biologistes, les chimistes ou les micro-électroniciens.

La mise en commun des moyens *s'est effectuée* dans des domaines très divers. Depuis 1982, les quinze pays membres de l'actuelle *Union européenne, auxquels s'ajoute* la Suisse, exploitent le Joint European Torus (JET). Dans ce réacteur expérimental installé près d'Oxford, les physiciens tentent de reproduire la réaction de fusion thermonucléaire qui, si elle était maîtrisée, pourrait fournir *à l'humanité* une énergie quasi inépuisable. *Au JET pourrait succéder* ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor), une machine plus performante *dont le coût – environ 60 milliards* de francs – nécessitera un financement associant Etats-Unis, Russie, Europe, Canada et Japon. *La biologie* moléculaire n'a pas été en reste. Cette discipline n'exige pas, en principe, de macrolaboratoires. Mais *l'exemple du CERN a donné* des idées aux biologistes, et, dès 1974, quatorze pays européens, auxquels s'est joint Israël, se sont unis pour fonder le Laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL), dont le siège est à Heildelberg, en Allemagne. Cette institution est devenue l'une des plus *importantes pour la* recherche fondamentale en biologie moléculaire et cellulaire.

En dépit des multiples difficultés auxquelles est confrontée toute organisation complexe, ces grands équipements illustrent les vertus d'une coopération qui fait primer l'intérêt de la science sur celui des nations. *Une idée qui ne va pas* sans mal. Des voix se sont élevées chez les autorités de la communauté pour réclamer davantage de coordination avec ces organismes, par exemple dans le domaine de la recherche spatiale.

A. R.
traduit de l'espagnol par Hélène Prouteau

Les Quinze divisés face au cinquième programme-cadre

UN BRAS DE FER à l'issue incertaine est engagé entre la Commission européenne et le conseil des ministres de la recherche des Quinze. Son enjeu : le budget du 5e programme-cadre de recherche et de *développement technologique* (PCRD), qui couvrira la période 1998-2002. La Commission a placé *la barre à 16,3 milliards d'écus* (107 milliards de francs), soit, par rapport au programme en cours, *une hausse égale à la croissance du* produit intérieur brut communautaire augmentée de 3 %. Le conseil, *lui,* refuse d'aller au-delà de 14 milliards d'écus (92 milliards de francs), ce qui, compte tenu de l'inflation, signifierait une baisse de 3,5 %.

« Inacceptable », pour Edith Cresson, chargée de ce secteur au sein de la Commission : *« On assisterait, pour la première fois dans l'histoire de l'Union, à une régression de l'effort de recherche. »* Cela, au moment où les Etats-Unis investissent massivement dans la recherche publique en créant un fonds spécial doté cette année de 170 milliards de francs.

Le conflit n'est pas neuf. De façon récurrente, les ministres de la recherche, aiguillonnés par leurs *collègues en charge des finances nationales,* tentent de freiner les dépenses communautaires, alors *que le Parlement* et la Commission s'efforcent au contraire de dégager les moyens d'une politique scientifique ambitieuse. *Mais* les positions respectives n'ont jamais été aussi éloignées. Des « navettes » de conciliation sont programmées, en juin, entre les différentes instances de Bruxelles, et tous espèrent que le calendrier prévoyant la publication des premiers appels à *propositions* à la fin de 1998 sera respecté, afin d'assurer le relais avec le *programme qui s'achève.*

UN RÔLE DE « CATALYSEUR »

Mais, si le désaccord financier *persiste, des coupes claires* dans le contenu du prochain PCRD ne sont pas exclues. Le Centre commun de recherche de l'Europe – 7 instituts répartis dans plusieurs pays et 1700 salariés –, serait alors *particulièrement menacé.* Nul, pourtant, ne conteste l'apport de la politique communautaire à la recherche européenne. *Même si* les moyens financiers dont elle dispose sont modestes – 4 à 5 % des dépenses scientifiques des Quinze, ce qui en fait tout de même le troisième poste après le développement régional et l'agriculture –, elle joue un rôle de « catalyseur » en rapprochant des laboratoires et des industriels qui, sans elle, se seraient parfois ignorés. Pour la seule année 1996, plus de 6 000 contrats de recherche ont été signés entre 25 000 partenaires, tandis que les collaborations déjà nouées donnaient lieu à 3 000 publications et brevets.

Pourquoi, alors, les réserves de certains gouvernements ? *« Les grands pays scientifiques ne veulent plus financer la recherche des petits pays qui, proportionnellement, bénéficient le plus des aides communautaires »,* déclare, sans s'embarrasser de diplomatie, le ministre français Claude Allègre, le plus virulent des opposants à la Commission. Un discours qui, dans le contexte de réduction des déficits publics imposée par le passage à l'euro, trouve un écho chez certains de ses collègues, en particulier chez son homologue allemand Jürgen Ruttgers.

« Faux ! », rétorque Mme Cresson, qui ne comprend pas cette *« attitude anti-européenne ».* Le taux de « retour » financier pour la France *est presque équivalent* à sa contribution (respectivement 16 % et 17,5 %). Quant à la participation des équipes françaises à des projets communs, elle est comparable à celle du Royaume-Uni et supérieure à celle de l'Allemagne.

Mais c'est aussi la gestion communautaire qui est vivement critiquée. *« Je ne veux pas moins d'Europe, mais mieux d'Europe »,* affirme Claude Allègre, qui dénonce un *« fonctionnement bureaucratique »,* des *« appels d'offre opaques »,* une *« évaluation peu rigoureuse »,* ainsi qu'une *« trop faible implication des PME-PMI ».* La participation de ces dernières a pourtant doublé entre le 3e et le 4e programme-cadre. Mais la complexité et la *lenteur des procédures restent* des obstacles souvent infranchissables pour les candidats aux *subventions* européennes. La sélectivité des aides – un projet sur sept ou huit seulement est retenu – entraîne *aussi* bien des déceptions chez les recalés.

Mardi 28 avril à Londres, au cours d'un colloque des ministres de la recherche présidé par le Britannique John Battle, la Commission a proposé plusieurs mesures pour améliorer la gestion du PCRD : les performances et les coûts de fonctionnement seront désormais *évalués de façon* régulière ; l'implication des milieux scientifiques et industriels facilitée par la mise en place de groupes consultatifs ; l'information des PME accrue ; une expérience pilote de bourses pour la formation et la mobilité des chercheurs *lancée* ; *enfin, l'administration* s'efforcera de *« simplifier les procédures »* d'accès aux financements et de *« réduire les délais de paiement ».*

Ces bonnes résolutions aideront peut-être à résoudre le différend budgétaire du 5e PCRD, dont le contenu, lui, est l'objet d'un consensus. Par le passé, la règle de l'unanimité a conduit, pour satisfaire toutes les exigences nationales, à un « saupoudrage » financier stérile. Pour corriger ce travers, le prochain programme sera resserré autour d'un nombre restreint de priorités : *qualité de la vie et gestion* des ressources vivantes, création d'une société de l'information *conviviale, soutien* à une croissance compétitive et durable, préservation de l'écosystème et développement durable. En contrepartie, certains secteurs seront moins bien traités, notamment les transports et le nucléaire.

Pierre Le Hir
avec David Dickson à Londres

★ Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*.

Avec Daniel Leclercq, le Racing Club de Lens a retrouvé le goût des bonheurs simples

Le club nordiste joue le titre de champion de France 1998 à Auxerre

La dernière journée du championnat de France de division 1, samedi 9 mai, est décisive pour l'attribution du titre. Lens, en tête du classement, se déplace à Auxerre pendant que Metz, son second, reçoit Lyon. Une victoire du RC Lens récompenserait le travail de l'entraîneur Daniel Leclercq, 49 ans, vieille gloire du club qui avait permis à l'équipe d'éviter la relégation à l'issue de la saison 1996-1997.

LENS
de notre envoyée spéciale

L'homme est occupé. Le téléphone n'en finit plus de crever le silence de son bureau. Daniel Leclercq décroche pour répéter : *« Plus tard. »* Dehors, une équipe de télévision patiente au milieu d'une vingtaine de gosses venus d'un centre aéré. Tout à l'heure, il répondra tour à tour aux questions, celle du téléphone, des enfants, de la télé. *« Je ne sais pas dire non »*, soupire-t-il en grattant une barbe blonde de trois jours. Sous ses yeux, des cernes trahissent la fatigue. Il esquisse un sourire : *« Si nous étions sixièmes, je serais chez moi en train de jouer au tennis »*.


FOOTBALL

Mais voilà, l'entraîneur du RC Lens a mené son équipe à la première place du championnat de France. Le tennis sera pour plus tard. Daniel Leclercq soupire, ramasse ses cheveux mi-longs sur sa nuque, bougonne. D'apparence, il n'est pas commode et, tout compte fait, pas seulement en apparence. Il se dit *« froid, réservé, mais avec un gros cœur »*.

« JOUER POUR JOUER »

Dès son arrivée, il a voulu tordre le cou aux préjugés : *« Cette équipe a toujours été cataloguée comme besogneuse, volontaire. Elle avait besoin d'une nouvelle image, d'une reconnaissance et de se faire plaisir. »* Le plaisir, c'est son truc à lui. Il est amoureux du beau jeu : *« Nous ne jouons pas pour gagner, nous jouons pour jouer. »*

Son exemple d'entraîneur est Johan Cruijff au FC Barcelone : *« Parce que faire pratiquer le jeu qu'il a pratiqué avec autant de vedettes, c'est magnifique. »* Dans un monde de football sans cesse en mouvement, l'homme est lucide : *« Je connais les obligations des joueurs et je me rends compte que l'on a pas tout le temps une faculté d'"expressivité" avec le ballon. Cela aussi, il faut savoir faire avec. »*

Il se dit *« serein et gagneur. J'ai cette faculté d'avoir confiance en moi. Un moment de déception après une défaite est vite passé. C'est un sentiment que j'essaie de partager avec les joueurs. Il faut s'engager, avoir de l'ambition, du respect et de la rigueur. Il n'y a pas de plaisir sans rigueur. Cela a toujours un côté emmerdant, mais les joueurs en ont besoin »*.

En contrepartie, il offre la parole. La porte de son bureau – près des vestiaires – semble facile à ouvrir : *« La communication, c'est essentiel, comme le respect et la complicité. J'adore écouter les joueurs quand ils blaguent ou quand ils se chahutent. »* Il a été footballeur, milieu offensif. *« J'ai essayé de n'en tirer que les avantages. »*

A Lens, Daniel Leclercq était venu en homme du pays. Valenciennois d'origine, il a appris le football en pays ch'ti et un temps à Marseille pendant la *« grande époque »*, à la fin des années 70. Il a gagné deux championnats de France. L'escapade méridionale n'aura duré que quatre ans : *« Un nouvel entraîneur est arrivé, puis les Brésiliens Paulo Cesar et Jairzinho. Dès lors, l'ambiance était plus au folklore et au carnaval qu'au travail. Je suis rentré. J'avais des contacts avec Lens. »*

Il y restera neuf ans. Une fois sa carrière terminée, Daniel Leclercq ne veut pas continuer dans le football. Mais il y a le destin. Il ouvre un bar en face du stade Nungesser, à Valenciennes. *« Je n'avais qu'à traverser la rue pour voir un peu de match*, se souvient-il. *Je regardais vingt minutes de la première mi-temps ou la fin du match. »*

Il n'en faut pas plus pour retomber dans la marmite. Entre quelques poignées de mains, il a bien dû distiller deux ou trois conseils. A Valenciennes, il devient l'adjoint de Léon Desmenez *« l'homme qui m'avait découvert »*. Quand celui-ci est nommé manager, Daniel Leclercq devient l'entraîneur : *« Le club était avant-dernier, je l'ai remonté. »* Le boulot fait, il retrouve son café et lance un programme de construction de courts de tennis pour les écoles primaires dans sa commune.

Et encore un retour au football, à Lens, cette fois : *« On m'attendait au tournant, l'équipe, elle, a joué. Je connaissais les joueurs, ils n'y a pas eu de surprise. Ils savaient ce que je voulais. J'ai beaucoup de respect pour ce qu'ils ont accompli. »* Aucun de ces sérieux prétendants au titre de champion ne sera de l'équipe de France qui disputera la Coupe du monde. Il dit seulement : *« Cela me déçoit. Avant, je comprenais les choix d'Aimé Jacquet. »* Le ton de sa voix en laisse entendre un peu plus long.

Il ne s'attendait pas à jouer le titre. *« J'avais dit aux joueurs que nous avions pour objectif de finir entre la deuxième et la sixième place »*, rappelle celui qui était arrivé à la fin de la saison 1996-1997 pour seconder Roger Lemerre invité à remplacer Slavo Mušlin au pied levé. Roger Lemerre et parti. Daniel Leclercq est resté. Il raconte sa drôle d'année : *« Nous avons eu des coups d'éclat, puis une période stable. En janvier, les gens sont devenus plus curieux : nous étions dans la course en tête. Le déclic c'est fait en mars, lors de la rencontre à Metz. »* Lens avait gagné (2-0).

Champion de France ? *« C'est bien pour la région, c'est bien pour le club. Nous avons su saisir les occasions, nous avons été volontaires et nous avons énormément travaillé tout en mettant en place les valeurs de jeu qui sont les nôtres. Tout cela, je le vis très sereinement. »* Est-il heureux, cet homme-là ? *« J'espère que je le serai le 9 mai. »*

Bénédicte Mathieu

Scénario haletant pour la dernière journée

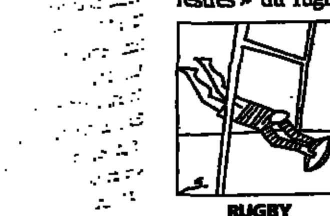
Qui du RC Lens et du FC Metz, samedi 9 mai, sera déclaré champion de France 1998 de football ? Le club nordiste, qui possède deux points d'avance sur son rival ainsi qu'une meilleure différence de buts (+ 25 contre + 19), semble a priori le mieux placé pour gagner le premier titre de son histoire, mais il lui faudra jouer à l'extérieur, face à l'AJ Auxerre, alors que les Lorrains recevront l'Olympique Lyonnais. Scénario idéal : Lyon (6e avec 53 points) et Auxerre (7e avec 50 points) ne seront pas des adversaires démobilisés puisque les deux clubs sont encore en course pour la dernière place européenne.

Les Lensois seront champions dans trois hypothèses : s'ils s'imposent en Bourgogne samedi ; s'ils font match nul (et à condition que Metz ne gagne pas par plus de sept buts d'écart, ce qui est très peu probable) ; si Metz ne gagne pas contre Lyon. Pour s'adjuger le titre, les Messins devront, quant à eux, battre Lyon tout en espérant que Lens perde à Auxerre. Cette 34e et dernière journée du championnat de France désignera également qui de Guingamp (16e, 32 points), Rennes (15e, 33 points) et Strasbourg (14e, 34 points) sera relégué en deuxième division, Cannes et Châteauroux étant déjà condamnés à jouer à l'échelon inférieur durant la saison 1998-99.

Au Stade Français, Simon, Moscato et Gimbert sont de nouveau liés

Champions de France 1991 avec Bègles, les trois première ligne sont de nouveau en demi-finales

ILS REVIENNENT. Ni tout à fait les mêmes ni tout à fait indemnes, Serge Simon, Vincent Moscato et Philippe Gimbert, les trois « extraterrestres » du rugby français des années 90, les trois joueurs de première ligne les plus honnis de l'Hexagone, resurgissent de l'enfer. Chassés du paradis au lendemain de leur titre de champion de France, en 1991, les trois mauvais garçons de la célèbre tortue béglaise en ont fini avec leur invraisemblable chute. Sept ans après leur finale victorieuse, ils retrouvent le Stade toulousain en demi-finale du championnat de France de rugby, samedi 9 mai, à Brive, sous les couleurs du Stade français-CASG.


RUGBY

L'ombre et la lumière, la gloire et le discrédit, le succès et la déchéance sont de toutes les aventures sportives, *mais rares sont les champions* qui ont eu l'audace, la folie même, de repousser aussi loin les limites du genre que ces trois-là. Champions de France en 1991, Serge Simon, Vincent Moscato et Philippe Gimbert s'étaient ouvert les portes d'une belle carrière. Ils les ont refermées aussi sec, en se mettant à dos une bonne partie de l'establishment du rugby français, à commencer par l'encadrement de l'équipe de France.

« Nous avions un comportement équivoque, reconnaît Serge Simon, le pilier gauche de la bande des trois. *Nous étions exclusifs, caractériels, paranoïaques. On surfait sur la violence. C'était difficile de nous intégrer à un système comme celui des clubs ou de la fédération. Le système se protégeait, c'est normal. »*

AVENTURE HUMAINE

« Ce qui a été fait a été fait » : ils ne regrettent rien et refusent de parler de gâchis. Selon Serge Simon, le trio ne pouvait fonctionner qu'en zigzaguant entre l'ombre et la lumière : *« C'était Janus, les deux visages d'une même histoire. » « Nous avons causé notre propre perte*, continue-t-il. *Comme toutes les passions, celle qui nous animait se brûlait de l'intérieur. Mais cette aventure humaine restera centrale dans ma vie. Ce n'est pas pour trois sélections ou pour le respect d'un milieu dans lequel je ne me reconnais pas que je vais avoir des regrets. »*

Après avoir pris leur part de responsabilités dans l'implosion du groupe béglais, en 1993, les inséparables ont emprunté des chemins de traverses, avec plus ou moins de réussite. Des trois, seul Vincent Moscato, le plus doué, a su surnager dans l'élite française : une finale de championnat de France avec Brive, en 1996. Philippe Gimbert s'était abîmé à Dax et Serge Simon avait dû laisser sa carrière de côté à la suite d'un incident *« avec un mec procédurier »*, lors d'un match amical de présaison, en 1995. Depuis ? *« J'ai vécu »*, assure, laconique, ce médecin artiste-peintre qui déteste l'idée d'être réduit à *« un type qui joue au rugby »*.

« Mis au ban de la société rugbystique », les trois hommes végétaient chacun dans leur coin, mais sans jamais se perdre de vue. *« On se reniflait un peu »*, dit Serge Simon. Loin du rugby, il avait *« l'impression d'être parti de chez* [lui] *en oubliant d'éteindre la lumière »*.

LAPORTE, LE QUATRIÈME HOMME

Bernard Laporte, l'ancien demi de mêlée des années béglaises, le quatrième homme – *« le centre de tout ce bordel »*, selon Serge Simon – a aperçu cette lueur. Devenu entraîneur du Stade Français, il a rappelé ses anciens partenaires. Les trois ont accouru à Paris, pour jouer en groupe A2. *« Ce n'est pas un entraîneur qu'il nous fallait*, assène Serge Simon, *c'est Bernard. »* Il fallait aussi l'*« anonymat de Paris »*. *« Cela remet à l'heure tout de suite, de se faire engueuler par un chauffeur de taxi »*, assure-t-il.

Le rugby a changé. Eux aussi. *« Les matchs sont devenus plus propres*, note Serge Simon. *Pour une fois, on est en phase... »*. Revenus de l'impasse rugbystique dans laquelle ils s'étaient volontairement engagés, ils ont acquis une nouvelle sagesse, même si leur mauvaise réputation leur colle à la peau. Les trois hommes veulent désormais tirer le meilleur parti de ces liens *« indéfectibles »* qui les unissent depuis dix ans. Et surtout, apprécier chaque instant, tout en ayant, précise Serge Simon, *« la sensation de la mort imminente »* : *« C'est une joie ineffable de retrouver le haut niveau. La première fois, on ne se rend pas bien compte. Mais quand on en a été privés, ça revient beaucoup plus fort. C'est comme pour l'aveugle qui soudain retrouve la vue. Chaque jour est un miracle. »*

Eric Collier

Terrains neutres, matches uniques

● **Les deux demi-finales** du championnat de France de rugby se joueront, sur terrain neutre et sur un match unique, samedi 9 mai :
– à Nîmes (14 h 15), Perpignan-Colomiers (en direct sur Canal Plus) ;
– à Brive à 15 h 45, Toulouse-Stade Français-CASG (en direct sur France 2).

● **La finale aura lieu** le samedi 16 mai au Stade de France, à Saint-Denis (20 h 45).

● **Les résultats des quarts de finale retour joués** les 2 et 3 mai :
– Toulouse-Montferrand : 22-9 (à l'aller : 10-19) ;
– Stade Français-CASG-Bègles-Bordeaux : 24-18 (à l'aller : 26-31) ;
– Colomiers-Narbonne : 8-8 (à l'aller : 19-19) ; Colomiers qualifié au nombre d'essais ;
– Perpignan-Castres : 42-7 (à l'aller : 19-25).

Incidents à l'aéroport de Roissy après le match Inter-Lazio

A UN MOIS de la Coupe du monde de football, l'aéroport de Roissy a connu un sérieux avertissement, dans la nuit du mercredi 6 mai au jeudi 7 mai, à la suite de la finale de la Coupe de l'UEFA qui a vu la victoire de l'Inter Milan sur la Lazio Rome (3-0) à Paris. Mécontents des retards de leurs vols, les supporteurs du club romain s'en sont pris à une vingtaine de panneaux d'Aéroport de Paris et à une dizaine de bornes magnétiques de cartes d'embarquement.

Le personnel de l'aérogare T 9, réservée aux vols charters, a semble-t-il été débordé par l'arrivée groupée de 2 000 supporteurs acheminés en autocar à partir du Parc des Princes, où la rencontre s'était déroulée. Les 18 vols prévus cette nuit-là entre Roissy et les deux aéroports romains auraient dû décoller entre 1 heure et 3 heures du matin. Ils sont finalement partis entre 3 h 30 et 7 h 30.

Le PSG-Racing perd son titre de champion de France de basket

LE PSG-RACING, champion de France en titre, a été éliminé au stade des quarts de finale, jeudi 7 mai. Les basketteurs de la capitale se sont inclinés à domicile (76-66) face au CSP Limoges, deux jours après le match aller remporté par les Limougeauds également par dix points d'écart (67-57). Les trois autres rencontres ont vu la victoire des équipes qui s'étaient inclinées lors du premier affrontement. Besançon a battu Villeurbanne 98-80 (aller 60-80), Le Mans a pris le dessus sur Pau-Orthez 67-58 (aller 52-62) et Dijon s'est imposé de justesse face à Cholet 66-65 (aller 81-82). Les trois « belles » auront lieu samedi 9 mai sur le terrain des mieux classés en saison régulière, c'est-à-dire à Villeurbanne, Pau-Orthez et Cholet.

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME : l'équipe française Casino,** qui multiplie les succès depuis le début de la saison 1998, a pris, jeudi 7 mai, une double option sur la victoire finale dans les Quatre Jours de Dunkerque, en plaçant deux coureurs, le Kazakh Alexandre Vinokourov et le Lituanien Andréas Kasputis, aux deux premières places du classement général. Alexandre Vinokourov, qui a ravi le maillot rose au Letton Arvis Piziks (Home Jack and Jones) au terme de la 3e étape en ligne Eaucourt-sur-Somme-Boulogne-sur-Mer (108 km), l'a conservé dans l'après-midi en terminant deuxième, derrière l'Ukrainien Sergueï Gontchar (Cantina-Tollo), du contre-la-montre individuel disputé sur 24 km autour de Boulogne-sur-Mer.

■ **FOOTBALL : tous les billets proposés par téléphone pour la Coupe du monde 1998** ont été vendus, a annoncé jeudi 7 mai, le comité français d'organisation (CFO). *« La plate-forme téléphonique mise en place depuis le 22 avril a vendu* (jeudi) *à 18 heures les derniers billets encore disponibles*, a expliqué le CFO dans un communiqué. *Ce sont donc au total 170 000 billets pour les rencontres de la première phase – à l'exception du match d'ouverture – et les huitièmes de finale qui ont ainsi été vendus aux résidents des 18 pays de l'Espace économique européen, entre le 22 avril et le 7 mai 1998. »*

■ **Matthias Sammer, le libero du Borussia Dortmund et de l'équipe d'Allemagne,** au repos forcé pour blessure depuis plusieurs mois, a annoncé, jeudi 7 mai, qu'il s'était résigné, après plusieurs semaines d'espoir et de soins, à ne pas participer à la Coupe du monde de football en France. Le sélectionneur allemand Berti Vogts lui avait donné jusqu'au 30 mai pour être totalement rétabli.

■ **Glenn Hoddle, le sélectionneur de l'équipe d'Angleterre,** adoptera un mode de préparation et de sélection très similaire à celui d'Aimé Jacquet, son homologue français, avant de révéler, le 2 juin seulement, au retour d'un stage en Espagne et du tournoi Hassan II au Maroc – auquel les Bleus participent également – sa liste de vingt-deux joueurs pour la Coupe du monde.

■ **TENNIS : la Française Sandrine Testud** a signé, jeudi 7 mai, un des exploits du tournoi sur terre battue de Rome en éliminant l'Américaine Monica Seles en huitièmes de finale (6-2, 4-6, 7-5). En demi-finale, elle rencontrera la Croate Mirjana Lucic, qui a battu la tenante du titre, la Française Mary Pierce (7-5, 6-4). Les sœurs Williams se sont distinguées une nouvelle fois. Alors que Venus (18 ans) écartait sèchement la Française Alexandra Fusai (6-1, 6-1), Serena (16 ans) s'offrait une victoire contre l'Espagnole Conchita Martinez (6-2, 6-2), *la favorite du Foro Italico, où elle a gagné quatre titres consécutifs de* 1993 à 1996 et disputé une finale en 1997 contre Mary Pierce.

Paul Smith et le kitsch supersonique

En ouvrant le 9 mai à Londres une maison-boutique, le styliste anglais boucle son tour du monde en 220 magasins et invente le shopping inspiré des années Blair

LONDRES
de notre envoyée spéciale

Au 122 Kensigton Park Road, un petit bouton vert, placé à la droite du portail de fer forgé, intrigue les passants : *« Push me »* (« Pressez-moi »). Cette couleur maudite dans la mode et le cinéma est un sésame virtuel. On pousse donc, et le troisième étage de la nouvelle maison-boutique-salon de Paul Smith s'illumine. C'est une œuvre conceptuelle de Cedric Christy, acquise par le styliste qui vient de s'offrir dans le quartier le plus en vogue de Londres, et pour 2 millions de livres (20 millions de francs), le rêve de ses vingt ans : « Westbourne House ».

« Welcome ! » Cheveux gris en bataille, complet sombre et chemise iris, le maître des lieux grimpe les escaliers de verre, saluant d'un *« Hello ! »* des cavaliers peints. Les années Yellow Submarine sont de retour. Au début des années 70, Paul Smith, le fils chineur d'un employé d'une usine de vêtements de Nottingham, ouvrait sa première boutique, une échoppe sentimentale remplie de ses coups de cœur, objets, vêtements de créateurs, la seule à commercialiser dans le pays, en dehors de Londres, les atours de Kenzo. Aujourd'hui, de Manchester à Bangkok, deux cent vingt enseignes brillent à son nom.

C'est au Japon, où sa griffe est le plus largement diffusée, que l'exposition rétrospective « True Brit » circulera à partir d'octobre et pendant six mois. A Paris, il sera la vedette de l'exposition « Grande-Bretagne » au Bon Marché. Avec Sir Terence (Conran), il est un peu le grand oncle de la « Cool Britannia » et de l'internationalisation du style anglais. John Galliano et Alexander McQueen semblent avoir réveillé chez ce quinquagénaire des ardeurs adolescentes : *« L'excentricité, c'est d'être soi-même. »*

Rattrapé par son passé, il fonce. Oubliant l'odeur de cire et les vieux comptoirs de chocolatier de sa première boutique de Covent Garden, il met en scène dans une maison-aquarium conçue par Sophie Hicks six pièces d'auteur. Il s'attarde dans la « Kensigton Room » aux rideaux de taffetas gris perle et aux chaises tendues de serpent blanc, voltige dans l'« Archer Room » dédiée à la confection homme : entre les costumes de velours dévoré, une veste perroquet de « Granny Takes a Trip » (King's Road, années 60) tient son rang.

Penderies flottantes, tables de velours grenat, lustre à pampilles bleu Klein, l'insolite est au rendez-vous. Le design est son langage. Du *shopping bag* de kraft à poignées de cuir fin, aux popelines parme des chemises sur mesure, en passant par les tenues de Batman enfantines vendues en exclusivité, tout ici obéit à ce que Paul Smith considère comme son luxe, son principal défaut et sa qualité essentielle : un regard.



SANDRO SODANO

A cinquante-et-un ans, Paul Smith est à la tête d'un empire auto-financé et d'une marque de renom international

A Londres, la maison-boutique, Westbourne House, avec six salons à thème où se côtoient pièces anciennes et créations.

SANDRO SODANO

Veste à perroquets brodés (années 60, 18 000 F)

Escarpins américains (années 50, 1 000 F)

Téléphones italiens Aeroplane (années 70, vendus par quatre, 25 000 F)

Montre Paul Smith en plexiglas fluo (1 875 F)

Entre les vêtements griffés de la saison, chemises photo imprimées de pin-up ou sages polos en coton d'Egypte, boutons de manchette « Love » ou montres bracelet à cadran façon boîte de vitesse d'une vieille Cadillac, des intrus « vintage » de tous âges apparaissent. Dans ce marché aux puces immaculé, on trouve des modèles de haute couture de *Jacques Griffe ou de Dior 1960*, des livres de Cecil Beaton, des vieux numéros de la revue d'art et de mode *Flair*, des sacs-boîtes en bakélite, des posters des Beatles photographiés par Avedon (et déjà réservés par le chanteur d'Oasis). Quand beaucoup de stylistes achètent des robes anciennes pour les recopier, Paul Smith, installé à deux tasses de thé de Portobello Market, préfère les proposer en version originale.

A la tête d'un empire autofinancé, et dont le chiffre d'affaires annuel atteint 142 millions de livres (1,4 milliard de francs), ce président-créateur sorti d'un film des Monty Python avoue : *« Je gagne de l'argent en vendant des jeans, des sous-vêtements. Ceci est mon caprice, ma folie. Comment vivre autrement ? »*

La maison construite dans les années 1850, et devenue dans les Années folles un restaurant baptisé « L'Artiste assoiffé », a retrouvé sa façade d'époque, d'un blanc crème d'opérette donnant sur un jardin de lilas. *« On se croirait à la campagne ! »*, dit Paul Smith, qui, ne négligeant aucun détail, insiste en gentleman sur les facilités de parking. *« J'aimerais que les personnes qui viennent ici prennent leur temps. Je n'ai pas voulu faire de café, parce que tout le monde en fait. Mais on pourra servir du thé, ou un verre de vin. Ce sera au cas par cas... »*

Pour Paul Smith, cette boutique est une déclaration d'indépendance par rapport aux « corporate » de la mode, à ce nivellement par le panurgisme : *« Prenez Bond Street, Madison Avenue, toutes les boutiques se ressemblent. » The Shop around the Corner* de Lubitsch retrouve ici son sens, service et humour à la clé.

Dans la « House of Fun », sa pièce préférée, conçue pour les enfants, la cabine d'essayage qui fait face au flipper et au distributeur de bubble-gum est un igloo de plastique signé Tom Dixon, comme le miroir déformant. Au sol, des animaux en bois s'agitent sous des dalles de verre. Après avoir choisi les boutons imprimés « egg and bacon », où les derniers mini-haut-parleurs fluo de Sony, on pourra feuilleter des magazines d'initiés, comme *Nest*, nouvelle revue américaine consacrée aux intérieurs d'excentriques, réplique aux images esthétiquement « correctes » du magazine anglais *Wall Paper*.

Chez ce grand collectionneur de robots (il en possède trois cent cinquante), la sélection des objets semble céder plus facilement aux gadgets de la mangamania japonaise qu'à un goût plus personnel qui a fait sa force. Mais l'énergie est là, rythmée par la lumière, la transparence d'un lieu, où chaque chambre évolue selon l'humeur et le moment.

Si le snobisme parisien se nourrit d'arrogance et de mépris, à Londres, il rayonne, tout en sourires et en simplicité apparente. Conquis par des mannequins comme Kate Moss, Stella Tennant, des designers comme Tom Dixon, des galeries, des boutiques (Agnès B, APC...), Westbourne Grove, qui n'était qu'un quartier d'antiquaires, est devenu un « village » assez *« hype »* pour que Julia Roberts et Hugh Grant y tournent actuellement un film, titré *Notting Hill W 11* : *« Hier, la rue était pleine de neige artificielle »*, lance Paul Smith, surveillant d'un œil les vitrines en cours de réalisation, et de l'autre sa plantation privée, façon zen victorien, où des tulipes perroquet sélectionnées par Helen Dooley surgissent d'un jardin de pierre.

Sur un ton badin, un vieil ami de Paul Smith, Christopher Tarling, qu'on appelle ici le « Maître d' » (à prononcer en anglais « maitte di »), accueille les hôtes comme dans un cottage de luxe, datcha du nouveau shopping des années Blair, où la *waiting list* pour les tailleurs sur mesure compte, avant même l'ouverture prévue le 9 mai, une vingtaine de noms. C'est au troisième étage, derrière une porte calligraphiée en rose shocking *« Fitting in progress »* (essayage en cours), que deux tailleurs de Saville Row officient.

> « Je gagne de l'argent en vendant des jeans, des sous-vêtements. Ceci est mon caprice, ma folie. Comment vivre autrement ? »

« Là-bas, la tradition est rigide. Il faut mettre une chemise et une cravate. Ici aussi », explique Nick, coupeur de vingt ans, formé chez Anderson and Shepard, où Alexander McQueen fit ses classes : *« La différence, c'est que je peux choisir mes couleurs... »* Les patrons de papier kraft et les mètres se retrouvent dans un décor inhabituel de salon-club : miroirs-paravents, Marilyn de Warhol au mur, et chaises tendues de cuir Conolly, un cuir réservé, comme le précise Paul Smith, aux sièges des Bentley et des Rolls-Royce... Euro-gentlemen et working-ladies pourront moyennant 120 livres (1 200 F) pour une chemise, et 960 livres (9 600F) à 2 000 livres (20 000 F), pour un costume, s'offrir un vêtement sur mesure.

A ceux qui ne peuvent pas venir aux heures ouvrables, on livrera en Mini-Rover technicolor (griffée Paul Smith) les habits neufs du style. *« Nous sommes les seuls à pouvoir travailler pour des ministres et des rock stars »*, explique Paul Smith, qui résume l'esprit du lieu : *« Mr. Bean à Saville Row. »*

Laurence Benaïm

Un exportateur d'idées

- **5 juillet 1946** : naissance de Paul Smith
- **1970** : première boutique à Nottingham.
- **1976** : première collection à Paris sous sa griffe
- **1991** : il reçoit le grade honorifique de l'Institut universitaire de technologie de Nottingham et la distinction du « Royal British Designer for Industry».
- **1994** : ses collections sont diffusées dans 35 pays. Il est fait commandeur de l'ordre de l'Empire britannique et décoré d'un « Queen's Award for Export ».
- **Septembre 1997** : le premier ministre, Tony Blair, lui demande de faire partie d'un comité de réflexion sur la politique culturelle du gouvernement.
- **9 mai 1998** : ouverture de Westbourne House à Londres.

Pierre Deltombe, ou le design à la minute près

SON PREMIER choix d'orientation lui est inspiré par un *« excellent »* professeur de français qui donne à Pierre Deltombe l'envie de passer la porte de l'Ecole pratique des hautes études. De 1971 à 1976, il suit le séminaire de sémiologie de Roland Barthes. Formation structurante qui apprend à Pierre Deltombe *« à regarder, à décrypter, à percevoir le lien entre les choses et à s'intéresser au signifié plus qu'au signifiant »*. Une envie de voyage l'entraîne ensuite à l'Ecole des beaux-arts... d'Aix-en-Provence où il étudie la sculpture et la céramique à l'atelier Biagini. La découverte de ces disciplines affine sa vision des objets, des volumes et des espaces, et surtout affirme sa préférence pour les formes arrondies. Dans les années 80 apparaissent ses premières créations dans plusieurs galeries à Nice, à Bruxelles, à Saint-Rémy-de-Provence et au Musée des arts décoratifs à Paris.

En 1985, il réalise pour le Salon des artistes décorateurs des prototypes de jeux pour enfants en mousse microcellulaire. Puis des décors et natures mortes en volume pour des photographes et des agences de publicité. Sollicité par des architectes, Pierre Deltombe commence à créer du mobilier. Tranquillement mais assez sûrement, les commandes se succèdent.

RECONNU MAIS CONFIDENTIEL

L'institution – à travers notamment les Monuments historiques – et des particuliers le réclament, faisant de lui un designer reconnu mais confidentiel. Seules deux boutiques – Avant-scène et En attendant les barbares – diffusent, à Paris, des objets et meubles du designer. *« La diffusion*, dit-il, *ce serait à moi d'y travailler, de la construire, mais le marché du design est tellement difficile en France... »*

A caractère confidentiel encore, le mobilier destiné aux espaces d'accueil que commande en 1996 la maison Cartier à Pierre Deltombe, pour le Salon international de la haute horlogerie (SIHH) de Genève, signe une création haut de gamme pour univers et clientèle de luxe. Cartier, qui voit en Deltombe *« un des designers les plus doués de son temps »*, entretient cette collaboration. Pour 1998, souhaitant présenter au Salon de Genève les montres de collection pour homme dans un salon privé, il charge Pierre Deltombe de créer un espace masculin et chaleureux – type club anglais ou fumoir – pour les clients privilégiés de l'horloger.

Fauteuils aux dimensions généreuses et canapés en cuir bordeaux aux pieds métalliques dont la courbe s'inspire des mouvements d'horlogerie, tables basses au plateau arrondi en verre et structure en wengé, proposent un ensemble de lignes et de courbes harmonieux, discrètement imposant. L'espace environnant a été conçu dans un souci d'intimité et de raffinement chic : panneaux sombres en wengé accueillant cinq vitrines gainées de cuir bordeaux, sol recouvert de deux tapis beiges sur lesquels s'entrelacent les deux C de Cartier et en superposition l'épure d'un mécanisme intérieur de montre.

« Le caractère masculin du salon, je l'ai plus signifié par les couleurs sombres et la matière, le cuir, que par les formes », explique Pierre Deltombe, qui ne s'est pas refusé à quelques rondeurs pour ce mobilier de salon d'homme. *« Du mouvement des parties métalliques à la forme des coussins naît un jeu de lignes et de courbes qui entraîne le volume et crée des harmonies »*, souligne ce créateur qui considère son travail comme terminé seulement au moment où il peut s'accorder cette sentence : *« Ça, c'est juste. »*

Véronique Cauhapé

Nuageux à l'ouest, ciel bleu à l'est

UN VASTE ANTICYCLONE est situé de la France à l'Europe centrale. Une dépression située au large de l'Espagne dirige un flux de sud vers la France, avec de l'air chaud devenant instable samedi après-midi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les nuages et les éclaircies alterneront une bonne partie de la journée, avec quelques ondées locales, parfois orageuses l'après-midi. Il fera 17 à 23 degrés au meilleur moment de la journée.

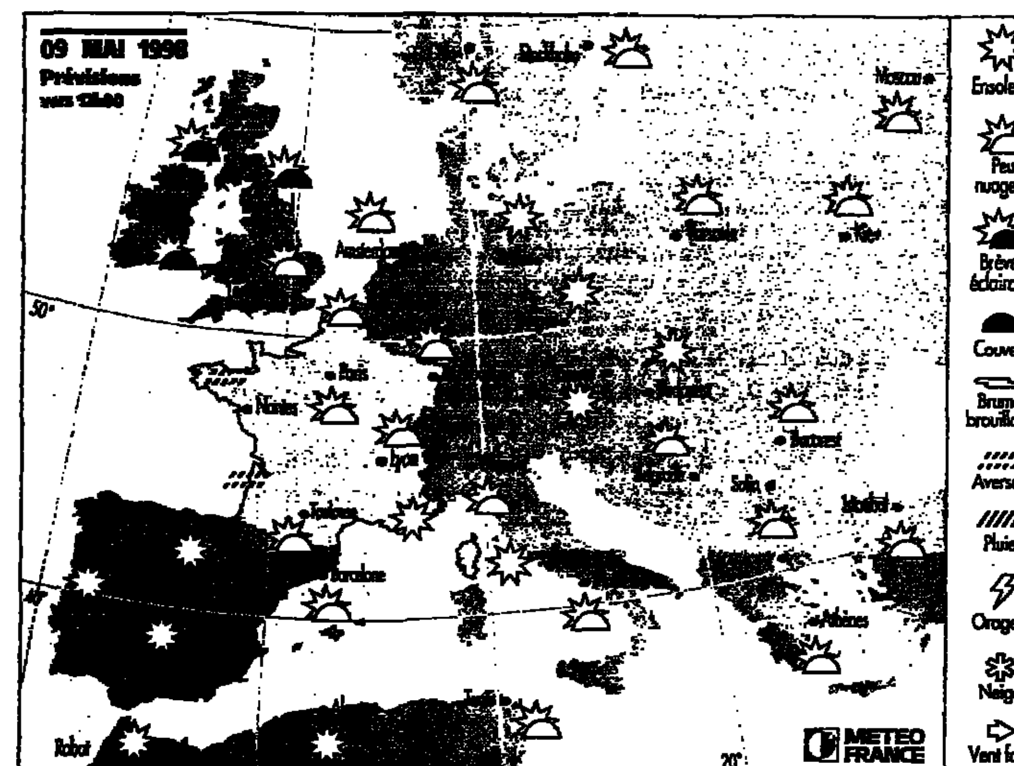
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Malgré des passages de nuages élevés, la journée sera bien ensoleillée. Les nuages deviendront un peu plus nombreux l'après-midi. Les températures maximales avoisineront 20 à 24 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – La journée sera placée sous le signe du grand soleil et du ciel bleu. Quelques nuages élevés envahiront le ciel en fin de journée. Il fera 21 à 25 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Les nuages et les éclaircies alterneront toute la journée, avec parfois quelques ondées, surtout l'après-midi. Le thermomètre marquera 21 à 26 degrés au meilleur moment de la journée.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur Rhône-Alpes, ce sera le grand beau temps. Ailleurs, les passages de nuages élevés deviendront plus nombreux l'après-midi, avec une impression agréable. Une ondée locale est possible en fin de journée. Il fera 21 à 26 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Sur le Languedoc-Roussillon, le vent marin apportera des nuages bas, surtout le matin. Ailleurs, malgré quelques nuages élevés, le soleil brillera largement. Les températures maximales avoisineront 19 à 26 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **DUBAÏ.** Les hôteliers de ce pays, membre de la fédération des Emirats arabes unis, se livrent à une guerre des prix alors que nombre de visiteurs ont commencé à fuir le désert du Golfe en cette période de saison chaude. Dubaï compte 5 000 chambres de plus qu'en 1997 ce qui explique une baisse des tarifs hôteliers depuis le 1er mai, pouvant atteindre parfois 50 %.

■ **AFRIQUE DU SUD.** Valable tout le mois de mai et jusqu'au 20 juin, la formule *« autotour »* du voyagiste Austral inclut un billet d'avion Paris-Johannesburg, la location d'une voiture en kilométrage illimité et 7 nuits d'hôtels réservés dans la région du Cap pour découvrir les fameux vignobles et la côte escarpée, connue pour être l'une des plus belles de la planète. Le prix est de 9 600 F par personne pour 9 jours au départ de Paris. Renseignements au 02-99-85-94-90.

PRÉVISIONS POUR LE 09 MAI 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/29 P	KIEV	15/21 N	VENISE	16/24 S	LE CAIRE	19/29 P
				POINTE-A-PIT.	23/31 P	LISBONNE	13/20 S	VIENNE	12/25 S	MARRAKECH	19/29 P
				ST-DENIS-RÉ.	22/27 N	LIVERPOOL	11/18 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	17/22 P
				EUROPE		LONDRES	13/22 S	BRASILIA	15/26 S	PRETORIA	11/25 S
				AMSTERDAM	15/22 N	LUXEMBOURG	12/21 N	BUENOS AIR.	15/22 N	RABAT	14/27 S
FRANCE métropole		NANCY	12/22 S	ATHENES	15/18 S	MADRID	13/24 S	CARACAS	25/31 C	TUNIS	14/25 N
AJACCIO	11/22 S	NANTES	15/23 P	BARCELONE	12/19 N	MILAN	13/26 N	CHICAGO	11/17 N	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	18/26 N	NICE	13/19 S	BELFAST	8/13 N	MOSCOU	10/20 S	LIMA	21/26 N	BANGKOK	28/37 N
BORDEAUX	14/25 P	PARIS	13/21 N	BELGRADE	14/24 N	MUNICH	10/23 S	LOS ANGELES	14/19 N	BOMBAY	27/34 S
BOURGES	11/22 N	PAU	13/23 N	BERLIN	14/26 S	NAPLES	14/26 N	MEXICO	15/31 S	DJAKARTA	27/31 P
BREST	10/17 P	PERPIGNAN	14/19 N	BERNE	8/22 N	OSLO	3/11 S	MONTREAL	11/17 P	DUBAI	23/35 S
CAEN	15/18 P	RENNES	14/21 P	BRUXELLES	14/22 N	PALMA DE M.	12/21 S	NEW YORK	14/17 C	HANOI	26/31 C
CHERBOURG	12/15 P	ST-ETIENNE	11/23 N	BUCAREST	12/24 S	PRAGUE	10/24 S	SAN FRANCIS.	10/16 S	HONGKONG	24/28 P
CLERMONT-F.	13/24 N	STRASBOURG	11/23 S	BUDAPEST	12/23 S	ROME	14/24 S	SANTIAGO/CHI	13/19 N	JERUSALEM	21/34 C
DIJON	12/23 S	TOULOUSE	16/24 N	COPENHAGUE	10/19 N	SEVILLE	16/28 S	TORONTO	10/17 S	NEW DEHLI	23/32 P
GRENOBLE	11/27 S	TOURS	14/21 N	DUBLIN	8/14 N	SOFIA	9/20 S	WASHINGTON	16/22 C	PEKIN	13/21 C
LILLE	13/21 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	15/24 N	ST-PETERSB.	7/15 S	**AFRIQUE**		SEOUL	14/23 N
LIMOGES	13/21 N	CAYENNE	25/32 S	GENEVE	10/21 S	STOCKHOLM	6/15 S	ALGER	12/26 S	SINGAPOUR	28/33 P
LYON	13/26 S	FORT-DE-FR.	23/30 P	HELSINKI	5/15 S	TENERIFE	13/17 C	DAKAR	21/25 S	SYDNEY	9/16 S
MARSEILLE	11/21 S	NOUMEA	24/28 C	ISTANBUL	13/17 S	VARSOVIE	12/23 N	KINSHASA	22/29 P	TOKYO	16/21 C

Situation le 8 mai à 0 heure TU

Prévisions pour le 10 mai à 0 heure TU

METEO FRANCE

ASTRONOMIE

Ciel de mai

OH, LE PAUVRET mois de mai ! Pour ceux qui aiment lever la tête en fin de soirée, la voûte céleste va leur sembler assez vide. Ce mois-ci, les planètes sont en congé le soir. Elles préfèrent de loin se lever pendant la deuxième partie de la nuit. Qu'on en juge !

Même si, pour les observateurs terrestres que nous sommes, **Mercure** est à son maximum d'éloignement du Soleil, elle ne survole l'horizon que de quelques petits degrés et reste en général noyée dans les premiers feux de l'aube. Raté. **Vénus**, quant à elle, reste parfaitement visible, mais seulement le matin. Pour les lève-tôt. A l'heure actuelle, **Mars** nous fait certes face mais se situe... derrière le Soleil. La planète rouge passera même deux jours entiers cachée derrière le disque solaire. Forcément inobservable.

Allons voir un peu plus loin si les géantes de notre système daignent montrer le bout de leur boule. Aux confins du Verseau et des Poissons, **Jupiter** se lèvera le 21 mai à... 3 h 47 (heure de Paris), signale la Société astronomique de France. Toujours dans les Poissons, **Saturne** l'imite et sort de son lit peu avant l'aube. Les courageux qui trouveront la force, le vendredi 29 mai, de s'arracher à leur oreiller – et à leur sommeil – vers 5 heures du matin pourront voir une belle conjonction entre Saturne et Vénus, à un peu plus de 10° au-dessus de l'horizon est. En s'éloignant davantage de nous et à condition de disposer d'une lunette, **Uranus** et **Neptune** apparaissent, pendant la deuxième partie de la nuit, dans le Capricorne.

Hormis l'ascension dans le ciel nocturne des constellations du printemps – Lion, Vierge et Balance –, il y aura peu de chose à se mettre sous la jumelle. Rabattons-nous donc sur la curiosité du mois.

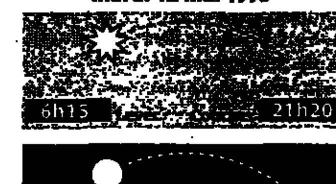
Les Parisiens et ceux qui voudront faire un crochet par la capitale entre le 10 et le 13 mai pourront, comme chaque année à pareille époque, observer le Soleil se coucher entre les jambes de l'Arc de triomphe. A condition évidemment de se poster, vers 21 heures, sur le rond-point des Champs-Elysées. Le dimanche 10 mai, le disque se posera sur la tombe du Soldat inconnu, comme pour en ranimer la flamme. Les trois jours suivants, il passera encore entre les pattes du monument mais pas aussi bas.

Pierre Barthélémy

★ **Vient de paraître : *Le Guide du ciel 1998-1999*, de Guillaume Cannat (Nathan, 304 p., 129 F). Agrémenté de nombreux schémas et cartes, ce livre recense tous les phénomènes astronomiques intéressants jusqu'en juin 1999 et donne de nombreux conseils pratiques à ceux qui voudraient s'initier à l'astronomie : achat d'un instrument et de ses accessoires, trucs d'observateur, adresses des clubs et observatoires ouverts au public.**

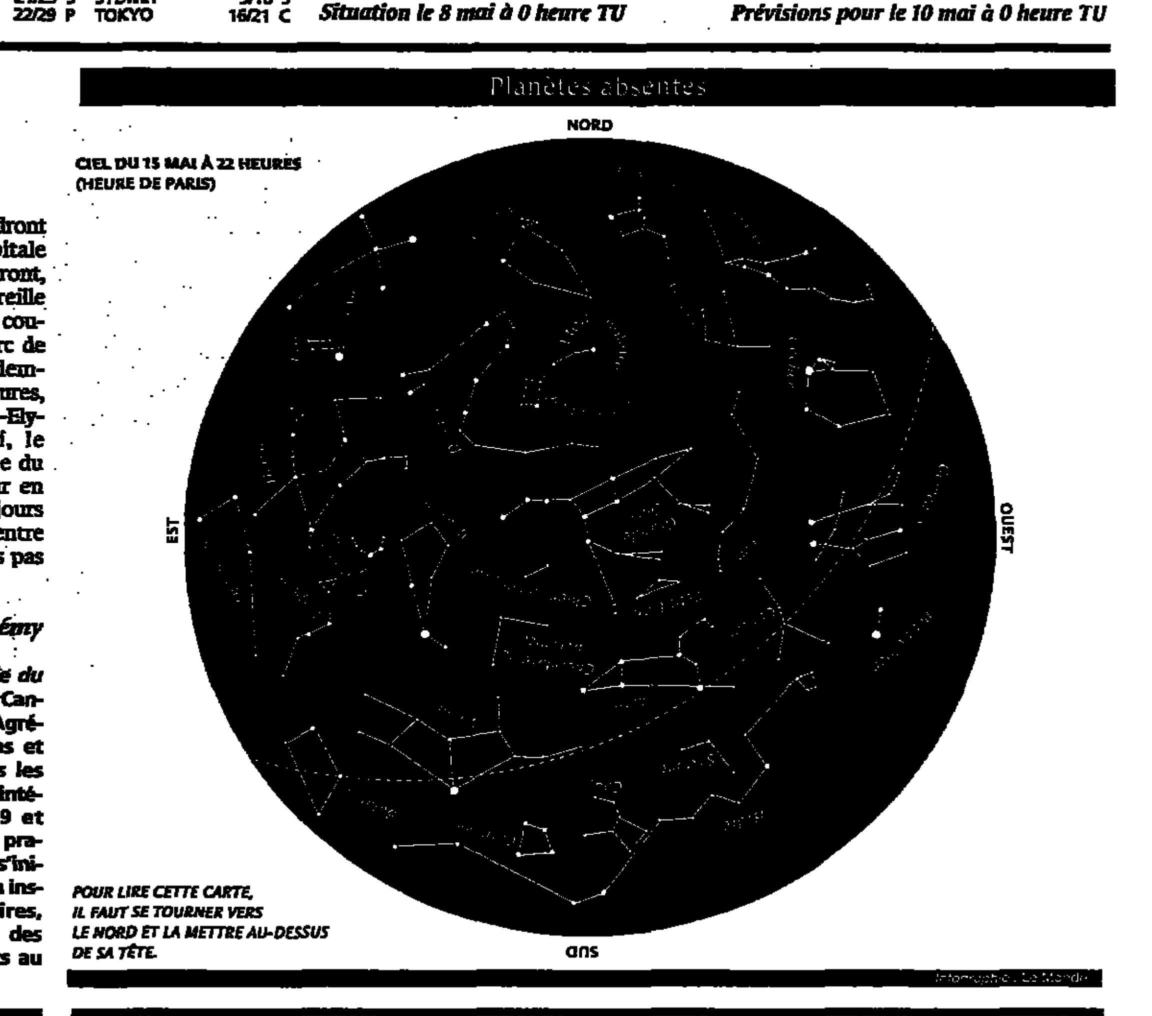
SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE

• mardi 12 mai 1998 •



Planètes absentes

CIEL DU 15 MAI À 22 HEURES (HEURE DE PARIS)



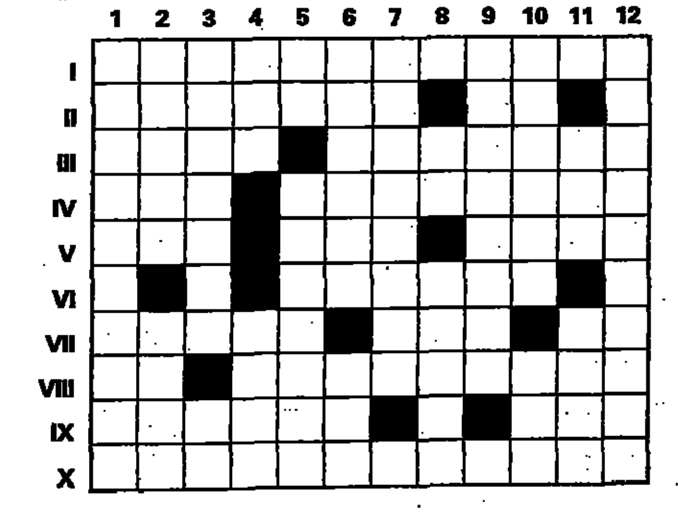
POUR LIRE CETTE CARTE, IL FAUT SE TOURNER VERS LE NORD ET LA METTRE AU-DESSUS DE SA TÊTE.

Infographie : Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98110

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. S'il voit plus loin, c'est grâce au ciel. – II. Comme une photo noir et blanc. Travailleur d'usine. – III. Image vue et revue à la télé. Friandise caramélisée. – IV. Proposition bancaire. Venues de Jupiter, elles sont de bonne humeur. – V. Appel retourné. A trouvé un siège. Pièges marins et aériens. – VI. Morceau de bravoure au théâtre. – VII. Met fin au combat. Née de mère inconnue. Au cœur du vignoble champenois. – VIII. Possessif. Protégée de façon pesante. – IX. Ne fit aucun progrès, bien au contraire. Poème antique. – X. En eau.

VERTICALEMENT

1. Prendre le dessus. – 2. La force du fer et du carbone réunis. Souvent le premier à l'appel. – 3. Aujourd'hui, partagés entre Grèce et Turquie. En rapport constant avec le cercle. – 4. Colère oubliée. Cuis n'importe comment. – 5. Un peu de cobalt. Incapables de garder les sorts pour eux. – 6. Manque manifestement de courtoisie. Voyelles. – 7. Rigidifier la pièce. – 8. Paresseux arboricole. Fit passer la pilule. – 9. Mises à l'ombre. – 10. Pour faire la peau lisse. Dans l'incapacité de porter un jugement. – 11. Bien distinct. Se faisait entendre chez les Grecs. – 12. Prouve au moins que l'on a fait plusieurs tentatives.

Philippe Dupuis

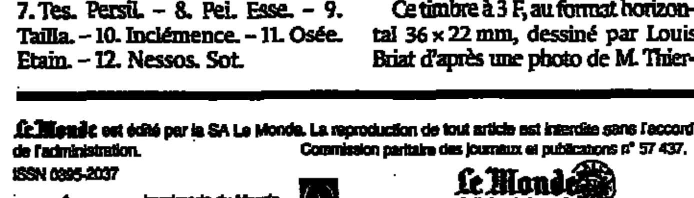
SOLUTION DU N° 98109

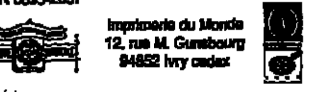
HORIZONTALEMENT

I. Cohabitation. – II. Ombrage. Anse. – III. Me. Aruspices. – IV. Praire. Elles. – V. Otage. Pile. – VI. Sa. Nage. Ames. – VII. Beurré. Et. – VIII. Epée. Assenas. – IX. USA. Dais. CIO. – X. Rituellement.

VERTICALEMENT

1. Composteur. – 2. Omerta. Psi. – 3. HB. Aa. Béat. – 4. Araignée. – 5. Barreau. Dé. – 6. Igue. Graal. – 7. Tes. Persil. – 8. Pei. Esse. – 9. Tailla. – 10. Inclémence. – 11. Osée. Etain. – 12. Nessos. Sot.


Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037


Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex



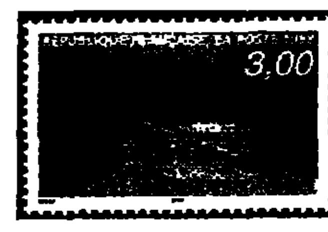
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Noirmoutier - Ligue des droits de l'homme

DEUX ÉMISSIONS de timbres aux thèmes très différents se succèdent en l'espace d'une semaine.



● **Le Gois - île de Noirmoutier - Vendée**, lundi 4 mai. Le passage du Gois est une route qui relie Beauvoir-sur-Mer (Vendée), sur le continent, à l'île de Noirmoutier. Il est uniquement praticable à marée basse. Ses 4,5 kilomètres sont jalonnés de balises, surmontées de plates-formes, refuges pour les imprudents surpris par la marée montante.

Ce timbre à 3 F, au format horizontal 36 × 22 mm, dessiné par Louis Briat d'après une photo de M. Thiery, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.



● **Ligue des droits de l'homme**, lundi 11 mai. La Ligue des droits de l'homme fut fondée en 1898, en pleine affaire Dreyfus, par Ludovic Trarieux (1840-1904), qui en fut le premier président. Curieusement, ce timbre ne lui fait nulle référence, alors qu'il a été député, puis sénateur et, brièvement, ministre (*Le Monde* daté dimanche 3-lundi 4 mai). Victor Basch et Paul Langevin, qui la présidèrent (de 1926 à 1944 et de 1944 à 1946), apparaissent sur des timbres français émis en 1948 et 1986 et Ferdinand Buisson (président de 1914 à 1926 et Prix Nobel de la paix en 1927), sur un timbre... d'Ouganda d'octobre 1995 !

Ce timbre à 4,40 F, au format vertical 22×36 mm, dessiné par René Dessirier, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

★ **Vente anticipée les 9 et 10 mai, à Paris, au bureau de poste « premier jour » ouvert à la Cité des sciences et de l'industrie, Espace Congrès, niveau S 1, 30, avenue Corentin-Cariou, 19e. René Dessirier y dédicacera son timbre le 9 mai, de 10 heures à 12 heures.**

P. J.

EN FILIGRANE

■ **Football.** A Villers-Semeuse (Ardennes), les 31 mai et 1er juin, une oblitération commémorative sera mise en service et une carte postale diffusée, toutes deux à l'effigie de Roger Marche, dont le stade municipal porte désormais le nom (rens. : Bernard Cuvelier, 5, rue Louis-Hanot, 08000 Charleville-Mézières. Tél. : 03-24-58-34-56).

■ ***Le Monde des philatélistes* de mai.** Le timbre d'usage courant à l'effigie de la reine Elizabeth II, en service depuis plus de trente ans en Grande-Bretagne, est dit « au type Machin »... car il fut dessiné par Arnold Machin. *Le Monde des philatélistes* de mai consacre un important dossier à ce timbre, dont les versions, qui se comptent par centaines, offrent de multiples possibilités de collections ! Noter aussi que ce numéro comporte un timbre-cadeau offert par la poste belge (en vente en kiosques : 27 F).

MUSIQUES La cinquième édition du Percpan, festival international de percussions, s'est tenue à Salvador de Bahia du 4 au 8 avril. La plus « africaine » des villes brésiliennes, championne du métissage des croyances et des musiques, a donné naissance, depuis le légendaire Filhos de Gandhi, créé en 1949, à de nombreux ensembles rythmiques, représentants d'une musique populaire dans laquelle s'expriment la conscience et la revendication sociale noires. ● OLODUM, inventeur de la samba-reggae, et Timbalada, à la fois ensemble rythmique et mouvement d'action sociale, sont deux des groupes les plus représentatifs de la scène bahianaise moderne. ● POUR Nana Vasconcelos, percussionniste, codirecteur artistique du Percpan avec Gilberto Gil et fondateur d'une école de quartier, « frapper sur un tambour est un geste d'engagement ».

Salvador de Bahia reconquiert sa négritude au son des tambours

Cent dix ans après l'abolition officielle de l'esclavage au Brésil, la ville « de tous les saints » revendique son identité africaine en affirmant sa vocation de capitale des percussions

SALVADOR DE BAHIA
de notre envoyée spéciale

Cent dix ans après l'abolition officielle de l'esclavage au Brésil, la ville la plus « nègre » du pays, Salvador de Bahia, n'en finit pas de dessiner la carte intime de l'Afrique exportée par la force. Salvador vit d'abord de son centre historique, le Pelourinho (le pilori). Le « Pelô» est le fief d'une africanité transformée par les allers et retours entre les deux rives de l'Atlantique. Dans cette ville-laboratoire, où *« on ne sait jamais ce qui est vérité ou légende »*, écrivait le plus illustre de ses VIP, Jorge Amado, la cohabitation des croyances et des lignes de vie n'a jamais cassé les liens entre la mère Afrique et ses enfants bâtards.

A l'église Rosario dos Pretos, l'église des anciennes confréries noires, les statuettes représentent saint Elesbao, *« du Nigeria »*, explique le guide, sainte Iphigénie, saint Antoine du Catègero ou saint Bénédict, *« tous Noirs »*, dit-il encore. La cathédrale baroque du Terreiro de Jésus – le territoire, au sens des cultes d'origine yoruba, gracieusement offert à Jésus –, et les églises *« enceintes de leurs ors »* (Amado) se mariaient naguère avec la prostitution et la misère. Depuis trois ans, le Pelourinho subit les bienfaits architecturaux et les atteintes commerciales d'une vaste opération de rénovation urbaine, financée par les instances politiques locales, des partenaires privés et l'Unesco.

LA DÉFERLANTE OLODUM

En matière de *« globalisation culturelle »*, version panafricaine, Bahia est championne. Sur la grand-place du Pelourinho est installée la Fondation Jorge-Amado – trois étages, toutes les médailles reçues par le prince de la rue bahianaise, tous ses livres dans toutes leurs traductions, des manuscrits et des photos. Des ruelles pavées la cernent, où les enseignes commerciales marient La Havane (la Sorvetaria Cubana, un glacier), Kingstown (Jamaican Restaurant, aux couleurs rastas), les francs-maçons (Société de bienfaisance Cavaliers de la fraternité maçonnique) et l'Angola (Capoeira de Angola, confrérie de *capoeira*, la lutte-danse créée par les esclaves des plantations nordestines). Pharaons (nègres), dreadlocks, pop art, art religieux et Bob Marley se fondent dans un fourre-tout inventif.

Heureux comme des poissons dans l'eau dans ce dédale, Olodum, armada de percussionnistes, a inventé la samba-reggae : ici, il s'agit autant de philosophie – le rastafarisme à la sauce *candomblé*, le vaudou dans sa version afro-brésilienne – que de rythmique. Olodum est apparu sur la scène musicale mondiale sur l'album de Paul Simon, *The Rhythms of the Saints*, alors que le groupe avait déjà beaucoup influencé la musique populaire brésilienne par le battement sourd et contagieux de ses tambours. Michael Jackson vint à Bahia tourner un clip. Depuis, les tambours brésiliens sont allés flirter avec Ricky Martin et sont entrés dans la techno. La « société culturelle » Olodum a établi son siège au Pelourinho. Elle y a réhabilité de vastes demeures en ruines pour y installer « services sociaux » et lieux de répétitions. Olodum, dans cette ville où la musique est, comme en Afrique, partie prenante de la vie quotidienne et religieuse, a déclenché une déferlante, intervenant dans les affaires de la ville, pilier du carnaval et de la lutte antiraciste.



MARIO CRAVO

L'atabaque est l'instrument de base de tout ensemble de tambours bahianais.

Avec la rénovation, boutiques et restaurants ont changé le statut du quartier, naguère à haut risque et foncièrement noir, privant Olodum de sa base et plongeant le groupe dans une crise interne. Une opposition affirmée au cacique de la politique locale, le gouverneur d'Etat Antonio Carlos Magalhaes (dit ACM), lui a coûté ses subventions.

Olodum, ses tambours vert, jaune, rouge, ses chorégraphies, son affirmation de l'homme noir, a cependant accompagné la mutation : dans le Pelourinho, les boutiques « Olodum » – T-shirts signés, bonnets, sacs, shampooings et gels – ont fleuri.

Olodum est né dans la dissidence : ses fondateurs étaient partisans d'une action politique pour la reconnaissance de la négritude dans un pays qui ne nie pas ses racines africaines mais qui s'est longtemps refusé à affronter la question du racisme. Ils appartenaient à Ilê Aiyê, un *afoxé* (ensemble rythmique à base d'instruments de fer, cloches, triangles, clochettes, issu en droite ligne de la tradition des forgerons yorubas), lui-même né du légendaire Filhos de Gandhi. Créé en 1949, Filhos de Gandhi fut la première manifestation populaire de la conscience noire à Bahia. Dans son livre *Verdade Tropical*, le compositeur bahianais Caetano Veloso le décrit ainsi : *« Un très curieux groupe carnavalesque surgit dans les années 40, formé d'hommes, nègres en majorité, vêtus à l'indienne, avec des turbans blancs. L'un deux reconnaissable comme le leader indien (lunettes, canne, et tout) poussait un éléphant en carton, sur lequel défilait un enfant noir vêtu de la même manière – tout cela au son des* atabaques *et des* âgogos [les instruments de fer] *directement sortis des territoires de candomblé. »*

A son retour de Londres, où il fut exilé en 1970 par les militaires, Gilberto Gil fit une chanson, *Filhos de Gandhi* pour appeler à la renaissance du groupe, alors réduit à la portion congrue pour cause de musique électrique. *« L'année suivante, plus de mille participants défilaient avec les Filhos de Gandhi »*, se souvient Caetano Veloso. Gilberto Gil, l'un des créateurs du mouvement tropicaliste au début des années 70, croit toujours aux vertus sociopédagogiques de ces voix débridées, déraillantes, insistantes, de ces chaos de bronze et de grelots, d'incantations pacifiques et adolescentes aux *orixas* (les dieux et déesses du syncrétisme religieux). Cet entêtement à ne pas perdre le fil des origines grâce à la religion et la musique s'est doublé d'une urgence sociale : les groupes de percussions, sauf Olodum, sont tous nés dans des quartiers défavorisés qui se dressent sur les collines de Salvador.

ÉNERGIES POSITIVES

Dernier rejeton de cette idéologie bigarrée, Timbalada, le groupe mené par Carlinhos Brown, jeune compositeur et chanteur. Timbalada vient du quartier du Candeal – des maisons en dur, d'autres en planches, des chemins de terre, des bananiers, des manguiers – qui ressemble comme un frère à Curuzu, royaume d'Ilê Aiyê. Carlinhos (petit Charles) Brown porte sandales en cuir et dreadlocks, lunettes noires galactiques et costume d'astronaute argenté. Le premier album de ce néo-hippie futuriste, *Alfagamabetizado*, a été publié par une maison de disques en pointe, Delabel, filiale française de Virgin. On l'a vu aux Transmusicales de Rennes, au Festival de jazz de Montreux.

Le siège de Timbalada est à la mesure du délire bahianais : épave d'avion en fond de cour, peintures murales en hommage aux *orixas*, offrandes à Ogum (saint Antoine), enseigne lumineuse intermittente façon Las Vegas, le tout surmonté d'une pyramide (pour attirer les énergies positives). Le Candeal était naguère une ferme – la Roça dos Netos – où l'on venait acheter du lait. Carlinhos Brown y a créé le « Ghetto Square », l'équivalent du *posse* Ministère AMER de Sarcelles ou de la galaxie IAM alliée aux Restos du Coeur. Percussionniste surdoué, Brown y supervise, entre autres, la section enfantine du groupe, Lactomania, *« de lait et de manie »*, qui, sous la direction d'un éphèbe blond, tape sur des bidons de plastique ou des boîtes de bière, comme s'il s'agissait de régler là, tout de suite, la question de la misère noire brésilienne. Face au siège de Timbalada, une école enseigne les figures rythmiques, mais aussi l'anglais, l'informatique et la discipline à des jeunes qui seraient sinon livrés à eux-mêmes.

Le mercredi des Cendres, après la grande razzia des Zarab (les Arabes, version 1998, en djellaba, de la horde Timbalada), 300 jeunes du groupe ont joué à ce qui effraie le plus les *Cariocas* aisés : l'*arrastao*, du verbe *« arracher »*, ou la descente-éclair des *favelas* sur les plages chics d'une armée de petits voyous fauchant tout sur leur passage. L'*arrastao* de Timbalada ne se fait ni au couteau, ni au revolver, juste aux tambours, instruments premiers du dialogue avec les dieux.

V. Mo.

★ Gilberto Gil sera à Paris à l'Olympia les 9 (avec Gal Costa), 10 (avec Carlinhos Brown et Paralamas do Sucesso) et 11 juin (avec Elba Ramalho). Tél. : 01-47-42-25-49. 203 F.

Une mémoire vive de l'Afrique

L'esclavage a été aboli au Brésil en 1888. La traite africaine avait cessé dès 1850, mais le trafic clandestin s'est poursuivi au-delà. Les esclaves déportés à Salvador de Bahia, région où l'on cultivait le cacao, étaient en majorité d'ethnie fon ou yoruba, en provenance du golfe de Guinée, d'où les ressemblances culturelles et religieuses très fortes avec Cuba et Haïti. Dans *Le Vice-Roi de Ouidah*, l'écrivain Bruce Chatwin raconte les aventures de Chacha Ier, roi de Ouidah, métis brésilien natif du *sertao* qui travaillait pour le compte d'un marchand d'esclaves bahianais. Dès 1870, de nombreux affranchis, les *fôrros*, quittèrent Salvador de Bahia pour le Bénin, leur terre d'origine. Le Bénin porte des traces profondes de la culture bahianaise. C'est le photographe français Pierre Verger qui étudia le premier ce phénomène dans *Flux et Reflux*, une thèse écrite pour le CNRS en 1968.

TROIS QUESTIONS À...

GILBERTO GIL

1 Chanteur, compositeur, vous affirmez l'énergie créative des rythmes de Salvador de Bahia...

Bahia aime la musique. Ses groupes de percussions ont influencé, bien avant le succès de l'*axe music* [la musique bahianaise à danser, aujourd'hui prédominante sur le marché brésilien], la culture et la musique populaires brésiliennes. Il y a la tendance « naïve » : Filhos de Gandhi ou Ilê Aiyê, qui sont dans le symbolique pur. Ils répondent à une demande communautaire interne, en jouant par exemple des *âgogos* (cloches) sur le même ton dix heures d'affilée. Ils sont là pour se perdre dans le temps. Au contraire, Olodum, en rupture affirmée avec le passé, ou Timbalada appartiennent à la société industrielle et à l'ère du Net.

2 Le reggae a-t-il changé leur vision ?

Le reggae est partout dans le monde, comme le football. Les Noirs et métis de Salvador ont trouvé une nouvelle identité dans Bob Marley ou Jimmy Cliff, dans *No Woman No Cry*, à la fin des années 70. L'Afrique, ou plutôt une nouvelle image de l'africanité, est revenue *via* le rastafarisme et l'Ethiopie. Salvador est une ville baroque, capitale du Brésil au temps de la magnificence portugaise. La représentation de l'Afrique y est naturellement bigarrée.

3 Salvador est-elle proche de l'Afrique ?

Les échanges commerciaux sont lointains, alors que les civilisations se rejoignent profondément : les groupes de percussions viennent directement des *terreiros* [lieux de cultes afro-brésiliens] des cultes nagôs ou kétus. Le festival Percpan sert aussi à montrer cela et, à l'inverse, lors d'une édition précédente, des Africains ont introduit le tambour *djembé* à Salvador. Les guerres et les crises traversées par les pays « frères », l'Angola, le Nigeria ou le Mozambique, n'ont pas aidé à restaurer la présence africaine au Brésil. En 1988, lorsque j'étais secrétaire à la culture de la ville, le roi de Porto-Novo est venu en personne inaugurer la Casa do Benin à Salvador, tandis que s'ouvrait la Casa de Salvador à Ouidah. Depuis, la présence « nègre » n'a cessé d'augmenter, mais pas celle de l'Afrique.

Propos recueillis par Véronique Mortaigne

Hermeto Pascoal et Nana Vasconcelos, sorciers des rythmes

PORTRAITS

Avec ces touche-à-tout de génie, la musique surgit de chaque objet et du moindre silence

INVITÉ du 4 au 8 avril de la cinquième édition du Percpan, festival international de percussions de Bahia, qui accueillait aussi le Sénégalais Doudou N'Daye Rose, le Ghanéen Aja Addy ou les Japonais du Wadaiko Yamato, Hermeto Pascoal avait imaginé un hommage à la très riche musique bahianaise – les chansons de Dorival Caymmi en premier lieu – sous forme de quintet de bouteilles et selon un précepte simple : on souffle et la musique vient. Noir albinos né il y a soixante-deux ans dans l'Etat nordestin d'Alagoas, Hermeto Pascoal est un jazzman qui a joué avec les plus grands (Ron Carter et Miles Davis) et qui vit comme un Indien dans le maquis. Codirecteur artistique du Percpan, Nana Vasconcelos a joué avec Steve Lacy, le Chicago Art Ensemble, et même B. B. King. Il vit en nomade entre Paris, New York ou Recife.

Ils ont en commun d'être des touche-à-tout de génie, jamais désarmés. Nana Vasconcelos joue de l'arc musical, de la *cuica*, du *surdo*, du *berimbau*, des clochettes, des trucs inventés pour faire surgir du rythme du moindre silence. Hermeto Pascoal est virtuose dans le pillage des objets assoupis : une bouilloire, une poêle à frire, un sac de haricots noirs, des tubes en PVC, des stalactites, des cascades, rien n'échappe à la vigilance rythmique de ce saxophoniste totalement baroque. Explication : Hermeto Pascoal avait un père forgeron, il ramassait les bouts de fer qui traînaient et les cognait ; en se baissant, il écoutait aussi les fourmis... *« La race humaine*, dit une chanson de Gilberto Gil, *c'est une semaine du travail de Dieu. »* Le *rythme, répond l'albinos aux* cheveux longs et à la stature imposante, c'est la marche de l'éternité. Tout lui profite. Montant en scène les poches bourrées d'accessoires, il fera mine, par exemple, de soigner une petite angine au vaporisateur. De la pulvérisation et de son essoufflement, il tire une interprétation impertinente de l'hymne national brésilien. Le chant des *cangaceiros* est traité à la corne de buffle, et Villa-Lobos, collectivement (le *quintet de bouteilles*). C'est beau, touchant, drôle.

L'OMBRE ET LA LUMIÈRE

Nana Vasconcelos, codirecteur artistique du Percpan avec Gilberto Gil, traduit l'ombre et la lumière. Silhouette nègre se déplaçant à pas glissés, il est le fils du *chef des Batutas de Sao José*, groupe ancestral de *frevo* (danse carnavalesque) des vieux quartiers de Recife, ville où se croisent les dieux d'Afrique, les mots des *romanceros* ibériques, les danses indigènes et l'héritage du pragmatisme hollandais. La mère de Nana Vasconcelos était *mae dos santos*, « mère des saints », c'est-à-dire prêtresse de *candomblé* qui menait les cérémonies de transe au son du *batuque* (le battement des tambours). Après un périple dans les musiques mondiales, Nana Vasconcelos est revenu dans un Recife en pleine éclosion, porté par le Movimento Mangue (*mangue*, du nom des marécages à palétuviers qui marquent la ville), créé par le jeune rocker Chico Science, mort l'an passé dans un accident de voiture, et relayé aujourd'hui par l'excellent groupe de Mestre Ambrosio. Nana Vasconcelos a lui aussi monté son école de quartier, ABC-Flor do Mangue : *« Frapper sur un tambour*, dit-il, *est un geste d'engagement »*.

V. Mo.

A lire, à écouter

● **Livres.** *Dieux d'Afrique*, photographies de Pierre Verger, textes de Roger Bastide et Théodore Monod, éd. Revue Noire, 416 pages, 180 F. *Orisha, les dieux yorubas en Afrique et au Nouveau Monde*, photographies de Pierre Verger, éd. Métailié, 296 pages, 300 F. *Bahia de tous les saints*, Jorge Amado, Folio/Gallimard, 35 F. *Rythmes*, Cahiers de musiques traditionnelles, vol. 10, Musée d'ethnographie de Genève.

● **Disques.** Gilberto Gil, *Quanta*, WEA ; *Ao vivo*, sortie prévue fin mai, WEA. Caetano Veloso, *Livro*, PolyGram. Nana Vasconcelos, *Africadeus*, Media 7. Hermeto Pascoal, *Festa dos Deuses*, PolyGram. Carlinhos Brown, *Alfagamabetizado*, Delabel. Olodum, *Filhos do Sol*, East West.

هكذا من الأصل

Le printemps des Têtes raides

Un nouvel album, « Chamboultou », des concerts à l'Olympia et une tournée française affirment le succès du groupe

LES TÊTES RAIDES ne ressemblent à personne – sauf à La Tordue, le groupe-frère, né de la même amitié, et d'une même conception graphique de la vie acquise dans la cour de récréation de la très sérieuse école d'art Estienne. Ensemble, au sein des Chats pelés, ils travaillent sur un art de la représentation et du dessin proche de l'art brut, publient des livres pour enfants, créent leurs pochettes de disque et réfléchissent à une esthétique à la fois rigide, ascétique, et drôle, dont le fourmillement n'est perceptible que pour une oreille exercée – ce qui est le cas de leur public, dont on a rarement vu spécimen plus attentif, plus connaisseur, plus sincèrement attaché sans que le sentimentalisme n'intervienne jamais.

Musicalement, les Têtes raides, sept musiciens, dont deux femmes (violoncelle et claviers, ce n'est pas si courant), ont emprunté à toute la tradition française, et jusqu'aux jazz bands. Les mélodies sont d'un classicisme portuaire – on pense aux marins qui chantent. Le violoncelle affirme, s'il en était besoin, que ce groupe venu du rock électrique a signé un pacte de sang avec la musique acoustique. Et puis, il y a la fanfare, avec piston, caisse claire et saxophone, instruments de choc prêts à s'égarer comme dans l'harmonie municipale, mais, en douze ans d'existence et de concerts, les Têtes raides, groupe de scène, ont eu le temps d'acquérir une totale maîtrise de leurs effets musicaux.

Ils ont eu le mérite de pressentir très tôt un renouveau de la fanfare qui se confirme pleinement aujourd'hui : Goran Bregovic, le compositeur de la musique des films d'Emir Kusturica, n'a-t-il pas mis l'Olympia debout dès les premiers accords avec une fanfare tsigane, dénommée l'Orchestre des mariages et des enterrements, une semaine avant les trois concerts complets que viennent d'y donner les Têtes raides ? L'Occidentale de fanfare (gascon-breton), la Banda Sonora, menée par le musicien de jazz Battista Lena (excellent disque festif, chez Label bleu), sont d'autres exemples des retrouvailles avec l'esprit de la fête, fort déserté par une nouvelle chanson française, et celle, anglaise, des Bristoliens Massive Attack, quelque peu neurasthénique.

Les Têtes raides aiment le bal, l'accordéon et les loupiotes qui font tourner les têtes. Ils ont leur part de dépression. Pris au premier degré, on pourrait même les croire fort tristes. Tout en noir, jamais souriants, ils font une totale économie des effets de séduction censés asseoir les bases de la variété. En scène, plus encore que sur le disque, ils imposent la parole et le silence aux spectateurs avec une rigidité qui n'entame jamais le plaisir.

INTELLECTUELS DU CŒUR

Le chanteur, Christian Olivier, est sérieux comme un pape, planté raide comme un chanteur de *gwerz* breton, et tout cela finit par bâtir l'image d'un bien-être complice et décalé. Les Têtes raides sont les enfants de Brassens (ils lui rendent hommage), de Brel et de Desnos, dont ils livrent une *interprétation* chaotique – depuis Juliette Gréco, la France a construit bon nombre de cités-dortoirs, d'échangeurs autoroutiers, Desnos reste d'actualité, mais sa philosophie musicale ne passe désormais plus par les plom-plom-plom charmants du piano fanfaron. Les textes des Têtes raides, de quelque façon qu'on les lise ou qu'on les entende, sont absurdes, incompréhensibles (*« Parce qu'il n'attachait pas son chapeau les marécages l'ont avalé »*). Le public peut cependant les chanter en entier. Ils n'ont aucune logique, sauf poétique, au sens surréaliste. Ce n'est pas que les gens d'aujourd'hui n'aient rien à se dire, mais ils ne s'entendent pas. Le monde est un vaste brouhaha, d'où surnagent des bribes de conversation éclatantes de sens, presque des slogans (*« Il y a de la fissure dans les allures »*).


FRED CHAPOTAT

Les Têtes raides.

Chamboultou, l'album qui vient de paraître, constitue la matière de leurs concerts, dont trois réussites à l'Olympia du 4 au 6 mai et un vrai triomphe au Printemps de Bourges le 18 avril. Il a la nervosité de la révolte à venir. Outre de nouvelles chansons montrant le versant le plus déboussolé du groupe (*Parazites*), les Têtes raides, exceptionnellement dans la revendication immédiate, ont adapté un texte de l'écrivain algérien Kateb Yacine, *Dans la gueule du loup* (*« Peuple français, tu as tout vu, oui, tout vu, de tes propres yeux, tu as vu notre sang couler, tu as vu la police assommer les manifestants et les jeter dans la Seine... »*). Il y a aussi une chanson de Mauricette Leibowitch, sœur de Francis Lemarque, *Le cœur a sa mémoire*, chanson des camps de concentration (*« Ne laissons pas les mots transformer en lambeaux tout ce qui fut la vie de ceux qui sont partis sur les routes d'exil dans les parfums d'avril »*). Car, intellectuels du cœur, réunis dans une fanfare des beaux-arts poétiques, les Têtes raides cachent le sentiment et la politique dans la même niche, intime et obstinée.

Véronique Mortaigne

★ *Chamboultou*, 1 CD 398423122 Tôt ou Tard, WEA.

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUES : Samuel Koné, batteur d'Alpha Blondy,** a été condamné le 6 mai à quatre mois de prison ferme et trois ans d'interdiction du territoire. Jugé en comparution immédiate, Samuel Koné, trente-cinq ans, dont le permis de séjour expirait en octobre 1995, a été écroué à Besançon après avoir été intercepté à la frontière le 3 mai. Sa demande de régularisation ayant été rejetée, le musicien ivoirien, très apprécié de ses pairs, a utilisé un faux passeport, au nom de Sékou Touré et *« acheté 1 000 F à un Antillais »*, par crainte de ne pouvoir se rendre en Suisse pour y donner un concert. Selon son avocat, Samuel Koné vit pourtant en France avec son fils et sa compagne, il est inscrit à la Sacem, dispose de contrats de travail et paye des impôts.

■ **JAZZ : Frémeaux & Associés publie** *A Century of Glory*, double album consacré à l'œuvre de George Gershwin dont on célèbre cette année le 100e anniversaire de la naissance. Le grand compositeur américain du XXe siècle y est évoqué à travers quelques-uns de ses plus illustres interprètes : Al Jolson, Paul Whiteman, Sidney Bechet, Django Reinhardt, Count Basie, Maxime Sullivan...

■ **ROCK : Elton John, The Corrs, Jewel, les Cranberries** et six autres artistes reprennent chacun une chanson de *Rumours*, le plus célèbre disque de Fleetwood Mac dans un hommage au groupe anglo-américain, *Legacy : a Tribute to Fleetwood Mac's Rumours*, chez EastWest.

SÉLECTION DISQUES

WOLFGANG AMADEUS MOZART
Concertos pour violon et orchestre nos 2, 3 et 5.
Vadim Repin (violon), Orchestre de chambre de Vienne, Yehudi Menuhin (direction).

Certes l'esprit de la musique ancienne ne souffle pas sur cette interprétation... à l'ancienne de trois concertos de Mozart, mais *quelle inspiration !* A la tête d'un excellent et soyeux orchestre de chambre viennois, Menuhin dirige avec ce qu'il faut d'abandon, de netteté d'articulation et d'attention pour son soliste. Repin joue comme un ange, plane au-dessus de l'orchestre avec grâce. Sa sonorité est fine, jamais appuyée, sa justesse impeccable. Son Mozart est svelte, vivant, enthousiasmant. Belle prise de son.

Alain Lompech

★ 1 CD Erato 3984-21 660-2.

EDVARD GRIEG
Sonate op. 7 – Ballade op. 24 – Suite Holberg op. 40 – Sélection de pièces lyriques.
Peter Jablonski (piano).

Le caractère ambivalent (passion/réserve) de la musique de Grieg convient au jeu à la fois saillant et nuancé de Peter Jablonski. Son parcours de la *Sonate* – qui prend place au sommet de l'actuelle discographie – l'atteste à chaque instant. Les influences marquantes de Grieg (romantisme de Leipzig, folklore norvégien) y animent efficacement une dramaturgie très personnelle. Le jeune pianiste suédois n'affiche pas moins d'intelligence esthétique au profit de la monumentale *Ballade* qui conduit le compositeur aux portes de l'impressionnisme. La *Suite Holberg* en forme de pastiche baroque connaît une restitution fluide et sobre qui réconcilie avec la version pour piano, moins séduisante que l'arrangement pour cordes universellement connu.

Pierre Gervasoni

★ 1 CD Decca 455 631-2.

THE SWINGLE SWINGERS

Les Britanniques ont cela dans le sang : chanter ensemble, mélanger les voix, les âmes. Au pub, à l'église, à l'école, dans les sociétés chorales, les voix s'assemblent et *font* de la musique. Les King Singers et les Swingle Singers sont les représentants les plus célèbres de ces *consorts* de six à huit voix d'une technicité souvent sans égale. Certains trouveront de « mauvais goût » leurs transcriptions vocales et scattées de Bach et Mozart, mais les chanteurs assument ce prétendu mauvais goût... avec un goût exquis, et chantent avec une exactitude et une musicalité qui laissent pantois.

Renaud Machart

★ 2 CD économiques Virgin Classics.

DIDIER PETIT
NOHC

Par la pratique des artistes impliqués – parties prenantes même – NOHC rejoint, sans s'y enfermer, avec l'oreille baladeuse, la musique improvisée européenne dans son versant le plus proche de la musique contemporaine. Les cordes qui se prolongent (Michael Nick, violon, Didier Petit, violoncelle et voix) et les souffles qui se confondent (Daunik Lazro, saxophone, Denis Colin, clarinette basse) montrent que les propos sont collectifs. En trois mouvements – enregistrés au Parvis, l'Espace culturel Edouard-Leclerc de Tarbes –, on évolue dans des formes contemplatives ou dans des éclatements et des traits vifs qui ne se contrarient pas. Cela remue, c'est beau, fragile, pas définitif.

Sylvain Siclier

★ 1 CD In Situ IS 181, distribué par Harmonia Mundi.

BERNARD BUTLER
People Move On

Au sein de Suede, le guitariste Bernard Butler partageait avec Brett Anderson la responsabilité de chansons d'un lyrisme arrogant. Le groupe, pourtant, se remit sans trop de mal de son départ de diva. Après avoir loué ses services auprès d'autres vocalistes (Aimee Mann, David McAlmond), le guitariste tente d'affirmer en solo ses talents de *songwriter*. Desservi par une voix neutre, il voudrait laisser parler son instrument. Mais de bavardage flamboyant – *Woman I Know, You Just Know* – hérité du glitter-rock des années 70 (sous influence Mick Ronson) en ballades pluvieuses – *People Move On, Autograph* – platement mélancoliques, Butler manque cruellement d'inspiration mélodique et d'excentricité.

Stéphane Davet

★ 1 CD Creation 489 726 2. Distribué par Small/Sony.

MANGU
Mangu

Imaginons un Linton Kwesi Johnson (LKJ) passé au marché cubano-capitaliste de Miami, téléporté dans la salsa cool version dominicaine, sans pour autant avoir renoncé à la forme du discours dub ; un Johnny Pacheco passé au crible de la rythmique techno ; un Marvin Gaye hispanisé par des *Yo te quiero* criblés de scansions hip-hop : voici Mangu, jeune homme en chapeau, Dominicain né à New York, dans le Bronx, et pris en main à Miami par le producteur Joe Galdo (Miami Sound System). *Mangu* (un plat de purée de plantin) de Mangu est un album assez voyou, gonflé dans son esprit gagnant, sexy, loin *« des rolleix »* et *« proche des potes de la rue »*, dit son auteur – barbiche, panama et chemise à fleurs. Il y a de quoi danser des nuits entières sur ce free-style américain à la mode hispanique et reggae, où ont été conviés Johnny Pacheco, Betty Wright, Beennie Mane...

V. Mo.

★ 1 CD Island 524453-2.

MUNIR BASHIR & OMAR BASHIR
Duo de 'Ûds

Après avoir connu des heures fastes du temps des califes abbassides (qui se déplacèrent de la Syrie vers l'Irak où ils fondèrent leur nouvelle capitale, Bagdad, en 762), le luth oriental (*'ûd'*) entra quelque peu en disgrâce dans les cours. Il faudra attendre le XXe siècle pour qu'il retrouve sa place, grâce à des musiciens, dont la famille Bashir, à partir des années 30. Dans la continuité de son frère Jamil, Munir Bashir va faire renaître et imposer le *'ûd* comme instrument soliste. Maîtrisant les douzes modes (*maqâm*) fondamentaux de la musique savante irakienne, il introduit dans ses longues improvisations des nuances délicates, des silences épanouis. Respecté et admiré partout dans le monde, Munir Bashir est mort en septembre 1997. Il avait deux fils, dont Omar, à qui il enseigna son art. A l'écoute de cet album, enregistré en 1994, ultime témoignage de Munir Bashir, le père avait toutes les raisons d'en être fier. Dans cette relecture de musiques populaires à travers les subtilités de la musique savante d'improvisation (*taqsîm*), le maître et l'élève atteignent un tel degré de connivence, de virtuosité et de musicalité qu'il est quasiment impossible de les distinguer.

Patrick Labesse

★ 1 CD Ethnic/Auvidis B6874.

Les meilleures ventes d'albums en France

	ARTISTE OU GROUPE	Rang de la semaine précédente	TITRE	MAISON DE DISQUES
1	SUPRÊME NTM	1	Suprême NTM	EPIC
2	BANDE ORIGINALE DE FILM	2	Titanic	SONY
3	LOUISE ATTAQUE	4	Louise Attaque	ATMOSPH. /SONY
4	MASSIVE ATTACK	3	Mezzanine	DELABEL
5	LARA FABIAN	10	Pure	POLYDOR
6	CÉLINE DION	6	Let's Talk About Love	COLUMBIA
7	OXMO PUCCINO	E	Opera PUCCINO	DELABEL
8	FLORENT PAGNY	9	Savoir aimer	MERCURY
9	BANDE ORIGINALE DE FILM	8	Taxi	SMALL
10	MADONNA	12	Ray of Light	WEA

Période du 26/04 au 2/05 inclus
Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

Venu du 19e arrondissement de Paris, le rappeur Oxmo Puccino, grosse voix, phrasé lent, version française de Notorious Big, entre à la 7e place, tandis que Suprême NTM s'implante en tête du classement des albums, et que IAM tient la route au 13e rang. *L'Album officiel* de la Coupe du monde de football entre à la 27e place. Maurane, qui publie un faux-nouvel album, *L'un pour l'autre*, figure au rayon des compilations (3e, encadré par des compilations techno), où le double album *« intégrale »* de Boby Lapointe publié par Mercury pointe son nez à la 13e place. Dans les singles, Céline Dion joue les reines avec *My Heart Will Go On*, devant Ricky Martin, danseur de rumba-salsa émérite et interprète sans plis de *La Copa de la Vida*.

هكذا من الأصل

Lady Macbeth plongée par Chostakovitch dans le chaos et la terreur stalinienne

A Florence, Semyon Bychkov et Lev Dodine ont admirablement servi cette partition visionnaire

Après avoir recueilli les suffrages du public et de la critique en 1934, *Lady Macbeth de Mzensk*, de Dimitri Chostakovitch, fut brutalement taxé d'*« antisocialisme »* deux ans plus tard. Staline s'effraya car c'est de lui, et de la terreur, qu'il était question. Cette partition visionnaire, mêlant force barbare, expressionnisme, réalisme et rythmes empruntés au jazz, a été admirablement servie à Florence par le chef Semyon Bychkov et l'équipe du Mai musical.

LADY MACBETH DU DISTRICT DE MZENSK, de Dimitri Chostakovitch. Avec Sergueï Koptchak (Boris Timofeevic), Stefan Margita (Zinovij), Karen Huffstodt (Katerina Ismaïlova), Jyrki Niskanen (Sergueï), Chiara Taigi (Aksinia), Julian Rodescu (Pope). Orchestre et chœur du Mai musical. Semyon Bychkov (direction). Mise en scène : Lev Dodine. Décors et costumes : David Borovski. Lumières : Jean Kalman. Théâtre communal de Florence (Italie), le 20 avril.

FLORENCE
correspondance

La Pravda et Staline avaient raison : ceci n'est pas de la « musique » mais du « chaos ». Katerina Ismaïlova – elle tue successivement son beau-père, son mari, la maîtresse de son amant puis se suicide – possède la force incontrôlable du chaos. Le fameux article publié en 1936 disait que *« cet opéra n'a rien de commun avec l'opéra classique, ni l'art de la symphonie, ni même avec un langage musical compréhensible par tous »*. C'est juste. Chostakovitch, alors âgé de vingt-huit ans, a écrit une partition visionnaire qui réunit force barbare, séductions du *timbre de l'école française, cri* expressionniste, rythmes syncopés du jazz et dilatation du temps symphonique qui fait penser à Gustav Mahler. De cette partition et du *livret tiré d'un récit de* Nikolaï Leskov a surgi un personnage qui, voulant satisfaire son désir, renverse la hiérarchie sociale, détruit une famille patriarcale et tombe amoureux d'un valet, une jeune femme que Chostakovitch avait déclaré comprendre et à laquelle il s'était attaché. La Lady Macbeth de Shakespeare veut le pouvoir, celle de Chostakovitch, un homme. Evidemment, elle ne choisit pas le bon.

David Borovski et Lev Dodine se demandent pourquoi cette *Lady Macbeth* a été taxée d'*« antisocialisme »* en 1936, après avoir recueilli les faveurs du public et de la critique deux ans plus tôt sans subir les foudres du régime. Staline l'a vue à Moscou en 1936 : *« Les champignons venimeux de Katerina Ismaïlova ont effrayé le grand chef. Le régime de terreur avait commencé avec l'assassinat de Kirov et le poison était une arme très courante : comme la vraie Lady Macbeth, Staline était obsédé par les fantômes de ses victimes. »* Il prit peur en voyant l'opéra : c'est de lui que Chostakovitch parlait. Parmi tant de visions possibles, sur la scène le réalisme prévaut : une datcha, des paysans pauvres, la violence du maître ; seuls les cheveux roux et la sensualité de Karen Huffstodt apportent une note colorée à ce monde gris. Et les rais d'une lumière violemment exaspérée expriment ce qu'il y a de vivant au-delà de cette grisaille. L'entrée de la police pendant le mariage de Lady Macbeth et de Sergueï est inoubliable. Ceux qui ont connu la terreur comprennent parfaitement ce froid mortel. C'est la musique qui apporte les couleurs, la musique, protagoniste si absolue que par trois fois, au cours des interludes, l'orchestre s'élève jusqu'à hauteur de la scène, une trouvaille scénique au résultat acoustique optimum.

Semyon Bychkov, exalté par cette partition plus que par toute autre, ne négligeant rien, ni la superposition des rythmes asymétriques, ni les aspects grotesques, ni les passages subits entre l'intensité sonore plus terrienne et les délicatesses, si rares et précieuses, du chant, est tout à fait convaincant. Jusqu'à l'accord final en *fa* majeur qui explose alors que les eaux du lac se referment sur les corps de Katerina et Sonetka, condamnées aux travaux forcés : un monde que Dodine nous restitue en l'exprimant d'une seule couleur, le noir. La compagnie en son entier est à couvrir d'éloges et la qualité de l'interprétation excuse quelque léger défaut vocal. Chaque chanteur, tout comme le chœur magistralement dirigé, habite son personnage. Ce spectacle trouve sa force dans la cohésion de tous les éléments qui le constituent.

Parmi les spectateurs se trouvait Gérard Mortier ; verrons-nous ce spectacle à Salzbourg ? En attendant, à Florence, on se prépare à assister à *Wozzeck* dans la première mise en scène d'opéra du cinéaste William Friedkin. Le Mai musical florentin réfléchit sur les perversions du pouvoir et les victimes qu'il engendre.

Sandro Cappelletto
Traduction : Andriana Cavalletti

Jean-Pierre Vincent s'en prend par la manière forte à Marivaux

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD, de Marivaux. Mise en scène : Jean-Pierre Vincent. Avec Caroline Proust, Jérôme Kircher, Anne Caillère, David Gouthier, Eric Frey, Jean-Claude Flems, Salah Zemouri. THÉÂTRE DES AMANDIERS, 7, avenue Pablo-Picasso, Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; dimanche, à 16 heures, sauf du 8 au 11 mai. Tél. : 01-46-14-70-00. 80 F et 140 F. *Jusqu'au 30 mai.*

Par une entourloupe de déguisements croisés, Marivaux confronte, une fois de plus, les serviteurs et les maîtres. Et, une fois de plus, *c'est beau comme tout. Parce que, chez Mari*vaux, l'illusion est l'art d'atteindre de biais une vision sincère. D'atteindre, excusez du peu, une plus claire *humanité.* Il y a, dans l'approche de ces figures travesties, quelque chose de *médiumnique, qui échappe à la saisie brute. Le* théâtre de Marivaux, comme celui de Tchekhov, est une barque secrète qui ne se gouverne pas : vous en détachez l'amarre, et les ressources des comédiens, s'animant l'une l'autre sous le mât de l'arbitre, sont les *brises* et les *courants qui* font aller, qui font vivre la pièce, sans que nous sachions tout à fait pourquoi (Chéreau l'avait compris quand il monta *La Dispute*).

D'une présence immuable dans les pièces de Marivaux, maîtres et domestiques vont de soi. Dans la vie, ils sont là ensemble, pourquoi les cacher ? Et ils sont d'eux-mêmes, au naturel, dans chaque famille, un théâtre de proximité. Maîtres et serviteurs jouent la comédie de l'esclavage, ou feignent de ne pas la jouer. Nous disions : *humanité.* Celle de Marivaux, entre autres choses, est de toucher la similitude des êtres humains de la maison, malgré la *différence des conditions, et quelquefois en* raison d'elle. La vision de Marivaux se brouille si, comme l'a décidé Jean-Pierre Vincent, les serviteurs agissent et s'expriment en personnes grossières, brusques, s'ils sont l'objet *de gags clownesques qui font hurler de rire la* salle.

Marivaux a pour les travailleurs de la maison la même prévenance que son contemporain Chardin – avec sourires en plus. Regardez les toiles de Chardin, *La Gouvernante, La Femme à la fontaine, La Garde attentive,* c'est la même approche mesurée d'une irradiation personnelle, d'une présence singulière. Très proche aussi des servantes de Marivaux *est la femme noire qui tient* un bouquet de fleurs dans le fond d'une toile plus tardive, *Olympia*, de Manet. Et Cézanne a écrit : *« Le rose et le blanc d'*Olympia *nous mènent à la vérité picturale des choses par un chemin que notre sensibilité ignorait avant eux. »* Transcrivons donc, sans se biler : les éclairs et les ombres, les pointes et les silences, l'acide et le doux du *Jeu de l'amour et du hasard* nous mènent à la vérité scénique des choses par un chemin que notre sensibilité ignorait avant eux.

C'est ce mirage que Jean-Pierre Vincent compromet en traitant la pièce par la manière forte, en isolant et soulignant les scènes détail par détail, en nous proposant une servante à la voix et au maintien niais, un valet de chambre butor, une jeune maîtresse nerveuse à incessantes criailleries, un jeune maître songe-*creux qui traîne des jambes godiches – le tout* dans un très haut hangar vide, grandiose, peint d'une main de poète par Jean-Paul Chambas. A tel point que cette reprise, appliquée, soignée, d'une belle œuvre de Marivaux *prend des allures de resucée à ras de terre, et* pourrait bien être avant tout un coup de bluff décoratif, comme sont hélas tant de mises en scène des jeunes et vieux loups qui, orchestrant à leur guise le *« grand tapage »* (comme *disait* Raymond Roussel), *tiennent* d'une main de fer le haut du pavé.

Michel Cournot

La Caisse française de développement, coup de maître architectural

QUAND Christian Hauvette *construit, on croirait assister à une* démonstration de karaté ou de kung-fu : zzziii, tacatacatac, et toc ! Précision, rythme, performance. Rien n'est laissé au hasard dans le spectacle de ce Grand Prix national d'architecture cru 1991. Le maître est resté simple : franchement situé dans le clan des architectes conceptuels, nous rappelle Odile Fillion, Hauvette se définit comme *« un travailleur culturel »*, dont l'ambition est de *« progresser dans la maîtrise du sens »*. Etre visible sans être vu, telle semble être sa méthode favorite. Une méthode inverse de celle de Francis Soler, autre grand maître. Hau*vette fit une éblouissante démons*tration de sa technique en 1995 lorsqu'il livra l'ensemble des logements de la police nationale, d'un bleu choisi et d'un gris profond, frappant par sa masse équilibrée au fond de l'impasse Marteau, au bord du périphérique nord de Paris. Il réitère aujourd'hui le *même genre d'exploit à côté de la* gare de Lyon, en achevant le nouveau siège de la Caisse française de développement (CFD). Première contrainte, la CFD avait décidé d'être économe de terrain.

D'où le choix assez saugrenu d'une parcelle étirée de 4 000 m² le long des voies ferrées, rue de Rambouillet dans le 12e arrondissement. Un de ces triangles isocèles qui ont fait la gloire de tant d'immeubles à New York comme à *Paris. Face à la situation, Hauvette* réagit avec détermination, balançant trois coups de latte, vigoureux et nets, dans la façade côté rails. L'édifice encaisse et rentre le *ventre autant de fois que les coups* pleuvent. Sur l'autre longueur du triangle, le maître d'œuvre n'a finalement à mater que l'hétérogénéité architecturale, assez molle, de la ZAC Chalon. Mais Hauvette reste Hauvette, et paf, il « y » colle une beigne, arrangeant, à sa façon, l'aléatoire urbain. Cela *vous donne un profil longiligne* impeccablement rectifié, tout de verre vêtu, et rythmé à la parisienne, car cette façade arrière (ou avant ?) garde la trace des coups de latte *imprimés sur son autre* versant.

L'AMÉNITÉ D'UN SILEX

Vue du ciel, la CDF a l'aménité tranchante d'un silex, une allure de couteau-scie avec un dégradé des dents d'une ineffable suavité. *Evidemment,* cet aspect formel a de bonnes raisons architecturales. Cela permet d'aller piquer, sans contrepartie, un maximum de jour sur l'emprise de la SNCF, de frac*tionner naturellement et de hié*rarchiser les espaces de bureaux. De superbes bureaux dont une grande majorité donne sur les voies, et incite de ce fait à se projeter des films de locomotive, à échafauder des escapades vers Vintimille ou l'étang de Berre.

Christian Hauvette, champion de kung-fu, a aussi sa forme d'humour, énigmatique et pince-sans-rire. Par exemple, tout du long des dents du devant, il a placé des gaines d'aération imitées de l'esprit paquebot du Centre Pompidou. Destination Marseille. Calés dans les racines des deux plus fortes dents, deux grands patios en rez-de-chaussée hébergent des zones de restauration et une cafétéria. Hauvette inverse parfois un peu ses outils de travail, comme s'il voulait tailler un *cutter* avec un crayon. Du coup, c'est avec un véritable scalpel que sont dessinés ces volumes *dont le caractère clinique est tou*tefois tempéré par des tentatives de jardin intérieur. Avoir la main verte ? Avoir la main leste ? Ce doit être un vrai dilemme pour notre *maître d'œuvre. Les palmiers de* la Croisette, en tout cas, ce n'est pas pour demain. Mais l'architecte a un incontestable amour des matières, une façon de caresser l'acier du regard ou le bois du revers de la main. Il a ainsi réalisé un magnifique concentré ellipsoïde de son savoir-faire pour abriter les conseils d'administration et les réunions d'importance.

Hauvette a aussi retenu l'idée des verres sérigraphiés expérimentés par Soler dans son immeuble de logements, près de la Bibliothèque de France. Quand Soler reprend les motifs voluptueux du palais de Te, à Mantoue, Hauvette vise, lui, au plus juste : une sorte de friselis blanc, à peine visible, beaucoup plus digne que les rideaux au crochet à motifs floraux qui ornent désormais les fenêtres de Bofill, place de Catalogne. C'est que l'homme de la CFD produit une architecture consciente de sa valeur, qui est grande, mais du coup un peu coincée, péremptoire, volontiers rhétorique. On a envie de le secouer un peu, d'esquiver ses hatemi et de lui faire un croc-en-jambe. L'ensemble du bâtiment fait 27 000 m², soit l'équivalent de 18 000 tatamis utiles, pour 250 millions de francs.

Frédéric Edelmann

SORTIR

PARIS

Bert Joris, Philip Catherine, Hein Van De Geyn
Au « P'tit Op' », Chet Baker a joué dans les bras du public, intime, fragile et puissant. Bert Joris est de ceux qui ont été marqués par la sonorité du trompettiste ; il a pris le temps de se trouver et joue en trio avec Philip Catherine (guitare) et Hein Van De Geyn (contrebasse).
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 7, 8 et 9, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Caratini Jazz Ensemble
Découvert au Sceaux-What, le nouvel orchestre du contrebassiste Patrice Caratini avait séduit sur le papier avant de ravir en concert. Douze musiciens, hommes du jazz principalement (André Villeger, Eric Le Lann, Denis Leloup, Alain Jean-Marie, François Merville...), un répertoire original, un projet sur trois ans pour démarrer. L'écriture fluide, mélodique de Caratini y est mise en valeur à merveille.
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 8, 9 et 11, à 22 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Trilok Gurtu & the Glimpse
Homme chaleureux et rieur, Trilok Gurtu a la virtuosité des maîtres indiens aux percussions. Au centre d'un assemblage d'instruments de bois, de cuivre, de peaux, de terre, il invente un monde sonore d'une grande finesse. A l'écoute des musiques urbaines, Gurtu met un peu de funk dans les chants millénaires, loin des clichés. Groupe excellent avec Kai Eckhardt à la basse et une danseuse traditionnelle de kathak.
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes. Le 9, à 16 h 30. Tél. : 01-43-43-92-95.

Raïs Hanafy El Bengawy
L'Egypte, mise à l'honneur par une Année France-Egypte, et dont les musiques populaires et savantes ont été formidablement présentées aux Bouffes du Nord fin 1997 par le Festival d'automne, se pose à l'Institut du monde arabe, par la voix de Raïs Hanafy El Bengawy, chanteur profane de Haute-Egypte.
Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mo Jussieu. Les 8 et 9, à 21 heures. Tél. : 01-40-51-38-14. 100 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Basketball Diaries
de Scott Kalvert (Etats-Unis, 1 h 40).
Black List (*)
de Jean-Marc Vallée (Canada, 1 h 26).
Butcher Boy
de Neil Jordan (Irlande, 1 h 50).
Ça reste entre nous
de Martin Lamotte (France, 1 h 26).
Clandestins
de Denis Chouinard et Nicolas Wadimoff (France-Suisse-Canada, 1 h 35).
De grandes espérances
d'Alfonso Cuaron (Etats-Unis, 1 h 51).
Event Horizon : le vaisseau de l'au-delà (*)
de Paul Anderson (Etats-Unis, 1 h 36).
Heavy
de James Mangold (Etats-Unis, 1 h 44).
Le Loup-Garou de Paris (*)
d'Anthony Waller (France-Luxembourg, 1 h 35).
Pluie d'enfer
de Mikael Salomon (Etats-Unis, 1 h 33).
Sara
de Dariush Mehrjui (Iran, 1 h 42).
La Vie sauve
d'Alain Raoust (France, 55 mn).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

Le Chevalier sans armure
de Jacques Feyder.
Britannique, 1937, noir et blanc (1 h 44).
VO : Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).
Francisca
de Manoel de Oliveira.
Portugais, 1981 (2 h 45).
VO : Le République, 11e (01-48-05-51-33).
Tous en scène
de Vincente Minnelli.
Américain, 1953 (1 h 52).
VO : Mac-Mahon, 17e (01-43-80-24-81).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Hopkinson Smith (luth)
Œuvres de Gaultier, Bach et Weiss.
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 9, à 16 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.
Compagnie Festina Lente
Francesca Lattuada : *Le Testament d'Ismaël Zotos.*
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mo Abbesses. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.
Compagnie Jazz Alpha
Nadia Coulon, Valérie Séguret : *On l'appelait Rainer.*
Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Mairies, 92 Nanterre. Le 8, à 21 heures. Tél. : 01-41-37-94-20. 120 F.
Mary Lou Lord
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Saint-Augustin. Le 8, à 23 h 30. Tél. : 01-42-25-18-06. Entrée libre.
Monsieur Paul
Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4e. Mo Châtelet. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-48-87-82-48. De 70 F à 90 F.
Sylvain Vanot
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mo Sentier. Le 8, à 22 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. De 50 F à 60 F.
L'Orchestre du dancing
La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14e. Mo Vavin. Le 8, à 21 h 30. Tél. : 01-43-20-14-20.

RÉSERVATIONS

Tambours dans la nuit ; La Noce chez les petits-bourgeois
de Bertolt Brecht, mise en scène Georges Lavaudant, avec les comédiens de la troupe de l'Odéon.
Odéon-Théâtre de l'Europe, 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Du 14 mai au 21 juin. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.
La Havane à Chaillot !
Des ballets (Compania Folclorica Cubana, Jota Jota, DanzAbierta), des concerts (Anacaona, Diapason), un *Bourgeois gentilhomme* version salsa, avec soixante-quinze danseurs, chanteurs et musiciens cubains, dans une mise en scène de Jérôme Savary.
Théâtre National de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16e. Du 14 mai au 6 juin. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.
Pat Metheny
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Les 13 et 14 mai, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 192 F à 247 F.
Tricky
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Le 25 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45. 143 F.

DERNIERS JOURS

10 mai :
Nanaqui
d'après Antonin Artaud, mise en scène de Mauricio Celedon, avec le Teatro del Silencio.
Espace chapiteau du parc de La Villette, parc de La Villette, Paris 19e. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F.
Visions du Nord : nuit blanche
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi et fêtes. 27 F.
Ici et maintenant (encore)
Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, Paris 7e. Tél. : 01-40-49-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Entrée libre.

هكذا من الإصل

VENDREDI 8 MAI

FILMS DE LA SOIRÉE

19.30 **Miracle à Milan** ■■■ Vittorio De Sica (Italie, 1951, N., 105 min). Cinétoile

21.15 **Les Barbouzes** ■■ Georges Lautner (France, 1964, 95 min). Cinétoile

22.20 **Conan le Barbare** ■■ John Milius (Etats-Unis, 1981, v.o., 130 min). Ciné Cinémas

22.50 **La Rupture** ■■ Claude Chabrol (France, Italie, Belgique, 1970, 125 min). Cinétoile

0.05 **A bout de souffle** ■■■ Jean-Luc Godard (France, 1960, N., 90 min). Ciné Cinéfil

0.25 **La Momie** ■■ Shadi Abdel Salam (Egypte, 1969, v.o., 100 min). France 2

0.30 **Carrie au bal du diable** ■■ Brian De Palma (Etats-Unis, 1976, 95 min). Ciné Cinémas

2.05 **Le Lit conjugal** ■■ Marc Ferreri (Italie, 1963, N., 95 min). Cinétoile

2.05 **Adrénaline : Le «films»** ■■ A. Assal, B. Bompard, P. Dorison, J. Hudson, J.-M. Maddeddu, Y. Piquier et A. Robak (France, 1989, 70 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Michael Bolton, Gabrielle Lazure. Canal +

19.00 Le Magazine de l'Histoire. Spécial Révolution de 1848. Invités : Michelle Perrot, Pierre Rosenvallon, Chantal Georgel, Jean-Luc Mayaud. Histoire

19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première

20.00 20h Paris Première. Best of. Paris Première

20.05 C'est la vie ! C'est le destin. TSR

20.50 Thalassa. Sacré coquillage. France 3

21.00 De l'actualité à l'Histoire. Les Noirs aux Etats-Unis. De Dreyfus à Ben Barka. Histoire

22.00 Faut pas rêver. Erythrée : Le train de la mer Rouge. France : Télé village. Irlande : Passion cheval. Invité : Jacques Lacarrière. France 3

22.00 Paris modes. Paris Première

22.55 Bouillon de culture. Chateaubriand. Invités : Jean-Paul Clément, Marc Fumaroli, Jean d'Ormesson, Ghislain de Dresbach, Michel Rocard. France 2

23.10 Sans aucun doute. Les drames et histoires de famille. Invitée : Nicole Calfan. TF 1

23.25 Les Dossiers de l'Histoire. Marthe Richard et la tolérance. France 3

DOCUMENTAIRES

19.45 Enquêtes médico-légales. [10/13]. La preuve par les insectes. Planète

20.00 Cités et merveilles. Marrakech. Téva

20.35 Zoom 25, la révolte des étudiants. Planète

20.50 La Route de la soif. [2/2]. On a marché sur la dune. Odyssée

22.15 Grand format. Une maison à Jérusalem. Arte

22.15 Araignées : le Piège de velours. Planète

22.40 Le Monde des chevaux. [13/13]. Le cheval de polo. Odyssée

23.10 Mai 68. [1/3]. Planète

23.10 Arctique. [6/13]. Nomades de la glace. Odyssée

23.55 Mémoires d'étoiles. Yvette Chauviré. Muzzik

0.15 Underground USA. [3/14]. Sur le ring - les accros du billard. Planète

0.35 Femmes du Monde. Téva

SPORTS EN DIRECT

17.00 Tennis. Tournoi messieurs de Hambourg. Quarts de finale. Eurosport

19.55 Football. Championnat de France D2. 42e et dernière journée. Eurosport

MUSIQUE

18.00 La Clémence de Titus. Mise en scène. Nicholas Hytner. Dir. Andrew Davis. Muzzik

21.00 Yosuke Yamashita et Hozan Yamamoto. Muzzik

22.35 Oregon. Avec Ralph Towner, Paul McCandless, Glen Moore, Trilok Gurtu. Muzzik

23.00 Ombra Felice. Mise en scène. Ursel et Karl Ernst Herrmann. Dir. Louis Langrée. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.45 Mammamia. Sandra Nettelbeck. Arte

20.50 L'Homme au double visage. O Claude Guillemot. M 6

21.50 L'Embellie. Charlotte Silveira. Festival

23.30 Trahie. O Dick Lowry. M 6

23.30 L'Homme sandwich. Michel Polac. Festival

SÉRIES

18.35 Chicago Hospital, La Vie à tout prix. Congé sabbatique. RTL 9

19.25 Deux flics à Miami. Une dernière chance. 13e Rue

20.13 Earth II. La morganite. 13e Rue

20.55 P.J. O Héroïne. France 2

20.55 Cybill. Un agent très spécial. Téva

20.55 Galactica. Premiers contacts. 13e Rue

21.00 Stargate SG-1. Le supplice de Tantale. Série Club

21.20 Dharma & Greg. You Want Fries with That ? (v.o.). Téva

21.45 Buck Rogers. Bon anniversaire, Buck. 13e Rue

21.50 Dossier, disparus. Bouboule. France 2

22.05 Au cœur du temps. La nuit des longs couteaux. Disney Channel

22.20 Dream On. Vole, petit papillon, vole ! (v.o.). Canal Jimmy

22.30 Buffy contre les vampires. Le chouchou du prof. Série Club

22.50 Seinfeld. La boutique familiale (v.o.). Canal Jimmy

23.15 Le Prisonnier. Le général. Série Club

0.05 Friends. Celui qui fréquentait une souillon (v.o.). Canal Jimmy

0.10 Brooklyn South. Dead Man Sleeping (v.o.). Série Club

0.25 Star Trek, la nouvelle génération. La perte (v.o.). Canal Jimmy

1.15 New York Police Blues. Le désespoir d'Israël [2/2] (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 22.15 Arte
Grand format :
Une maison à Jérusalem

Quoi de plus concret qu'une maison ? Quoi de plus rassurant lorsque l'on en dispose, quoi de plus inquiétant lorsqu'on en est privé ? Partant de cette intuition, le cinéaste israélien Amos Gitaï avait réalisé en 1978 le film éponyme *Baït (La Maison)* qui racontait le chantier d'une villa israélienne édifiée sur les ruines d'une maison palestinienne, à Jérusalem. En croisant les récits des ouvriers palestiniens, des anciens habitants arabes du quartier et des nouveaux arrivants juifs, Amos Gitaï résumait les blocages israélo-arabes plus efficacement que les mille ouvrages écrits sur le sujet. Vingt ans après, le réalisateur revient sur les lieux et reprend le fil d'une histoire qui n'a pas avancé d'un pouce, malgré le fol espoir des accords d'Oslo. *« Les Israéliens sont dans la maison, ils ouvrent la fenêtre pour parler, mais ils laissent les Palestiniens au dehors »*, résume le fils des derniers occupants palestiniens. Combien de fois Amos Gitaï devra-t-il revenir sur les lieux avant de pouvoir filmer la paix ? – *G. P.*

● 1.50 Ciné Cinéma III
Le Plus Bel Âge

En 1988, une jeune fille issue d'un milieu modeste est manipulée par un saint-cyrien fasciste dont la maîtresse, étudiante appartenant à une famille riche, a fait une chute mortelle dans le grand escalier du lycée. Signé Didier Haudepin, un film français vraiment contemporain, révélateur de la difficulté et du malaise d'avoir vingt ans aujourd'hui. On aurait aimé une mise en scène plus serrée. Les interprètes sont excellents. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Le Bigdil.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
20.55 La Soirée d'enfer.
23.10 Sans aucun doute. Les drames et histoires de famille.

FRANCE 2

17.45 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ?
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
20.55 Enquêtes en série. P.J. O Héroïne.
21.50 Dossier, disparus. Bouboule.
22.50 Un livre, des livres.
22.55 Bouillon de culture. Chateaubriand.
0.05 Journal, Météo.
0.20 Ciné-club : « L'Ecran du monde ».
0.25 La Momie ■■ Film. Shadi Abdel Salam (v.o.).

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.
20.50 Thalassa. Sacré coquillage.
22.00 Faut pas rêver. Erythrée : Le train de la mer Rouge. France : Télé village. Irlande : Passion cheval.
23.00 Météo, Soir 3.
23.25 Les Dossiers de l'Histoire. Marthe Richard et la tolérance.
0.20 Libre court. L'Annonce faite aux comédiens.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Night Watch ■ Film. Ole Bornedal.
22.40 Flash infos.
22.50 Sleepers ■ Film. Barry Levinson.

ARTE

19.00 Tracks.
19.30 7 1/2. Spécial Israël : La haine et le blocage.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Mammamia. Téléfilm. Sandra Nettelbeck.
22.15 Grand format. Les cinquante ans d'Israël : Une maison à Jérusalem.
23.45 Un enfant attend ■ Film. John Cassavetes (v.o.).
1.25 Le Dessous des cartes. Les territoires d'Israël : les cartes de l'histoire.

M 6

19.00 Lois et Clark.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Mister biz.
20.40 Hot forme.
20.50 L'Homme au double visage. Téléfilm. O Claude Guillemot.
22.35 Au-delà du réel, l'aventure continue. L'homme aux yeux violets.
23.30 Trahie. Téléfilm. O Dick Lowry.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. Chanter - déchanter. [5/5].
20.30 Agora.
21.00 Black and blue. Le deuxième quintette historique de Miles Davis.
22.10 Fiction. *Littérature*, d'Arthur Schnitzler.
23.00 Nuits magnétiques. Oh, les beaux jours ! Nanterre.

FRANCE-MUSIQUE

19.35 Prélude.
20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Eliahu Inbal : œuvres de Schoenberg, Saint-Saëns, Brahms.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Jazz-club.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Godard par la musique.
22.40 Les Soirées... (suite).

SAMEDI 9 MAI

FILMS DU JOUR

13.10 **Promis... juré !** ■■ Jacques Monnet (France, 1987, 115 min). Cinéstar 1

16.20 **Noblesse oblige** ■■■ Robert Hamer (Grande-Bretagne, 1949, N., 105 min). Ciné Cinéfil

16.30 **Miracle à Milan** ■■■ Vittorio De Sica (Italie, 1951, N., 95 min). Cinétoile

18.05 **La Dame de Shanghai** ■■■ Orson Welles (Etats-Unis, 1947, N., 85 min). Cinétoile

23.00 **La Maison sur la colline** ■■ Robert Wise (Etats-Unis, 1951, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

23.00 **Fantôme avec chauffeur** ■■ Gérard Oury (France, 1995, 80 min). Cinéstar 2

23.15 **Camille Claudel** ■■ Bruno Nuytten (France, 1988, 170 min). Ciné Cinémas

0.20 **Drowning by Numbers** ■■ Peter Greenaway (Grande-Bretagne, 1988, v.o., 115 min). Cinéstar 2

0.55 **Le Lit conjugal** ■■ Marco Ferreri (Italie, 1963, N., 90 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 16.10 Le Monde des idées. L'Europe. Invités : Alexandre Adler, Jean-Paul Fitoussi. LCI

23.55 ▶ Grain de philo. Le sport est-il la continuation de la guerre selon d'autres moyens ? Invités : André Pessel, Christian Bromberger. France 3

MAGAZINES

12.45 ▶ Le Grand Forum. Invité : Jean-Luc Godard. Canal +

13.00 Plaisirs du monde. L'Ecosse. TV 5

13.30 et 0.00 Mai 68 ou la révolte contre l'autorité. L'autorité intellectuelle et la révolte étudiante et lycéenne. Histoire

13.40 Savoir plus santé. Vaccins : modes d'emploi. Hépatite B : craintes sur un vaccin. Tétanos pour une épine de rose. Le visa-vaccins. Victoire totale sur la variole. Les vaccins de demain. Invités : Le professeur Marc Girard, le docteur Edwige Antier. France 2

14.10 Droit de cité. Des urgences pas comme les autres. RTBF 1

14.30 Le Magazine de l'Histoire. Spécial Révolution de 1848. Invités : Michelle Perrot, Pierre Rosenvallon, Chantal Georgel, Jean-Luc Mayaud. Histoire

16.30 Les Dossiers de l'Histoire. Génération : Le quartier. Génération : Les choses. Histoire

19.00 T.V. +. Spécial Eurovision. Canal +

19.30 Histoire parallèle. Semaine du 9 mai 1948. Israël, l'indépendance menacée. Invité : Maurice Kriegel. Arte

20.00 Thalassa. Trois heures de retard pour le Dobonsolo. TV 5

20.45 Le Magazine de l'Histoire. Avec Maurice Sartre, Philippe Dagen, Françoise Cachin, Stéphane Guéguan. Histoire

20.50 Le Club. Jean-Louis Livi. Ciné Cinéfil

21.00 Faut pas rêver. Inde : La danse du possédé. France : Vache de pointage. Danemark : Christiania, ville libre. Invitée : Anne Jacquemin. TV 5

21.35 Metropolis. La maison des Bizarreries. Je lis... par Herbert Grönemeyer. Cybertalk. Arte

22.20 T'as pas une idée ? Spécial Mai 1968. Canal Jimmy

0.45 Bouillon de culture. Chateaubriand. France 2

DOCUMENTAIRES

17.05 Man Ray. Paris Première

17.30 Lieux mythiques. Chichen Itza. La Cinquième

18.35 Dossier requins. Plongeur cinéaste, les risques du métier. Planète

19.00 Le Monde des chevaux. [13/13]. Le cheval de polo. Odyssée

19.45 Autour du monde en 80 jours. [6/7]. Vers l'Orient profond. Planète

19.55 Claude Autant-Lara. [1/4]. 1901-1949. Ciné Cinéfil

19.55 Le Feu de la Terre. [1/6]. Odyssée

20.35 Flamenco. [6/6]. Planète

20.45 L'Aventure humaine. Les Terres jaunes du Yan'an. Arte

20.50 Les Orphelins de la forêt. TMC

20.50 La Forêt tropicale de Guyane. Odyssée

21.35 Enquêtes médico-légales. [10/13]. La preuve par les insectes. Planète

22.20 Zoom 25, la révolte des étudiants. Planète

22.35 Aux p'tits bonheurs la France. Banlieue Olympique. France 3

23.00 Hiro Hito. Histoire

23.10 The Soul of Stax. Musique au cœur de Memphis. Paris Première

23.25 Music Planet. Céline Dion. Arte

23.35 La Vie secrète d'Alban Berg. Mezzo

0.00 Le Premier Sourire. Entretiens sous le signe de Françoise Dolto. Téva

0.25 Tous les bébés sont doués. Téva

0.30 A part ça... Le dalaï-lama. Canal +

0.35 Crime et pénitence. Odyssée

0.55 Mai 68. [1/3]. Planète

SPORTS EN DIRECT

13.25 Tennis. Tournoi messieurs de Hambourg. Demi-finales. Eurosport

14.00 Rugby. Championnat de France. Demi-finale : Colomiers - Perpignan. Canal +

15.45 Rugby. Championnat de France. Demi-finale : Toulouse - Stade français-CASG. France 2

15.45 Cyclisme. Tour de Romandie. 4e étape : Lausanne - Romanel-sur-Lausanne. Contre-la-montre. TSR

17.35 Cyclisme. Les 4 Jours de Dunkerque. France 2

19.45 Football. En direct et en multiplex. 34e et dernière journée de D 1. Canal +

20.30 Escrime. Challenge Axa. Au Carrousel du Louvre. Paris Première

MUSIQUE

18.30 Les Nouveaux Innovateurs de la musique classique. Avec Bobby McFerrin, Chick Corea, Yo-Yo Ma, Edgar Meyer, Mark O'Connor, Marcus Roberts. Mezzo

19.55 Brahms par Masur. Muzzik

20.00 Loussier : Concerto pour trompette. Mezzo

20.30 Opéra : Alban Berg. *Lulu*. Mise en scène. Graham Vick. Dir. Andrew Davis. Mezzo

21.50 La Flûte enchantée. Mise en scène. John Cox. Dir. Bernard Haitink. Muzzik

0.10 Isaac Hayes. Jazz à Vienne 96. Paris Première

0.40 Duke Ellington Orchestra. Muzzik

VARIÉTÉS

21.00 Concours Eurovision de la chanson 1998. En direct de Birmingham. France 2 - RTBF 1 - TSR

TÉLÉFILMS

20.30 Charlemagne, le prince à cheval. Clive Donner [1/3]. Ciné Cinémas

20.30 Photo souvenir. Edmond Sechan. Festival

20.50 L'Alambic. Jean Marbœuf. France 3

21.00 La Barque sacrée. Marlène Ionesco. Muzzik

21.55 L'Ile aux muettes. Roger Kahane. Festival

22.55 Léopold le bien-aimé. Georges Wilson. Festival

0.25 Corridor. Sharunas Bartas (v.o.). Arte

SÉRIES

17.30 Ally McBeal. Silver Bells (v.o.). Téva

17.45 L'Enfer du devoir. Saigon. RTL 9

18.25 Les Sentinelles de l'air. Le rêve. Série Club

19.00 Absolutely Fabulous. Le caisson (v.o.). Arte

19.15 Highlander. Le Sea Witch. Série Club

20.13 Rosa Roth. Le Réseau de la mort. 13e Rue

20.40 Derrick. Soif de vérité. Doris. RTL 9

20.55 FX, effets spéciaux. Requiem pour un flic. M 6

21.30 Buffy contre les vampires. Le chouchou du prof. Série Club

21.45 The Sentinel. O Schizophrénie. M 6

22.15 Brooklyn South. Dead Man Sleeping (v.o.). Série Club

22.30 La Rivière Espérance. [1/9]. TV 5

22.35 L'Hôpital et ses fantômes. [5/11]. Arte

22.45 Players : les maîtres du jeu. Du travail de pro. M 6

22.50 Chicago Hospital, la vie à tout prix. Qui a coupé le courant ? RTL 9

23.00 Kindred, le clan des maudits. Romeo and Juliet (v.o.). 13e Rue

23.20 Star Trek, la nouvelle génération. La perte. Canal Jimmy

23.45 ▶ Homicide. Remise en question. Série Club

0.35 Buck Rogers. Bon anniversaire, Buck. 13e Rue

1.05 Seinfeld. La boutique familiale (v.o.). Canal Jimmy

1.30 Friends. Celui qui fréquentait une souillon (v.o.). Canal Jimmy

3.35 Star Trek, la nouvelle génération. La perte (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 8.30 La Cinquième
L'Œil et la Main

Le peuple des sourds en Ethiopie

PEUT-ON VOYAGER quand on est sourd ? Comment ça se passe à l'étranger ? A l'occasion de la 100e de « L'Œil et la Main », l'équipe du magazine a décidé de tenter l'aventure, et Daniel Abbou, le présentateur, est parti en Ethiopie. Un challenge pour l'animateur sourd, qui a dû se débrouiller seul en Afrique. Au retour, deux émissions les samedis 9 et 16 mai.

Bientôt trois ans et demi que l'hebdo des malentendants existe. Il a creusé doucement sa place. Il est régulièrement suivi par la communauté des sourds, à qui il s'adresse en priorité, mais aussi par des téléspectateurs qui peuvent suivre la langue des signes grâce au doublage (160 000 fidèles en moyenne). Pour ceux qui ne connaissent pas ce petit magazine de vingt-six minutes produit par Point du jour – deux fois primé –, sachez que « L'Œil et la Main » n'est pas triste. Les rubriques sont pleines de vie, et l'émission se termine par une courte leçon de vocabulaire qui dévoile un univers dont la gestuelle s'apparente à une danse des mains, rapide et silencieuse. La langue des signes est plus qu'une langue, c'est une culture qui s'apprend, comme toute culture, en découvrant une autre façon d'appréhender le monde.

Daniel Abbou est donc allé dans la région du Tigré, au nord-ouest de l'Ethiopie. Dans un paysage de cailloux et de montagnes, il s'arrête dans les villages, bavarde avec ses mains, est invité à prendre le café. A Adigrat, ville de 40 000 habitants (2 500 mètres d'altitude), Tadesse Tefari a fondé, il y a un an et demi, la première école intégrée qui mêle enfants sourds et non sourds : 367 élèves au total, dont 37 malentendants. Mêmes programmes, mêmes examens, tous utilisent la langue des signes. L'école a transformé la vie des petits sourds, souvent rejetés par leur famille. Mais on en compte deux cents dans la région, et beaucoup ne peuvent s'inscrire aux cours, faute d'argent. Tadesse a obtenu que le gouvernement ouvre l'établissement, reste à financer livres, crayons... « L'Œil et la Main » lance un appel de fonds.

Catherine Humblot

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.15 Reportages. Les visiteurs sont parmi nous.
13.55 MacGyver.
14.50 Scandales à l'amirauté.
15.45 Moloney.
16.40 California College : Les Jumelles de Sweet Valley.
17.10 Hercule.
18.00 Sous le soleil.
19.00 Beverly Hills.
20.00 Journal, Allez les bleus.
20.35 Spécial F1.
20.45 Le Résultat des courses.
20.50 Météo, Trafic infos.
20.55 La Fureur.
23.10 Hollywood Night. L'Homme à abattre. Téléfilm Δ. Franck Cappello.
0.50 Formule foot.
1.25 Formule F1.

FRANCE 2

13.30 L'Esprit d'un jardin.
13.35 Consomag.
13.40 Savoir plus santé. Vaccins : modes d'emploi.
14.40 et 15.25 Samedi sport.
14.45 Tiercé. En direct.
15.00 Rallye.
15.45 Rugby. En direct de Brive. Championnat de France. Demi-finale : Toulouse - Stade français-CASG.
17.35 Cyclisme. En direct. Les 4 Jours de Dunkerque.
18.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.50 Farce attaque... à Nîmes.
19.45 et 20.55 Tirage du Loto.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.50 Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.45 A cheval.
21.00 Concours Eurovision de la chanson 1998. En direct.
0.05 Journal, Météo.
0.20 Les 30 Dernières Minutes.
0.45 Bouillon de culture. Chateaubriand.
1.50 La Vie à l'endroit. Les millions de la chance.

FRANCE 3

14.05 Evasion. L'Aber Benoît.
14.35 Les Pieds sur l'herbe.
15.05 Destination pêche.
15.40 Couleur pays.
18.13 Expression directe. FO.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 et 0.55 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Les Indiffusables.
20.35 Tout le sport.
20.50 L'Alambic. Téléfilm. Jean Marbœuf.
22.35 Aux p'tits bonheurs la France. Banlieue Olympique.
23.30 Météo, Soir 3.
23.55 ▶ Grain de philo. Le sport est-il la continuation de la guerre selon d'autres moyens ?
1.05 Musique graffiti.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 14.00
13.50 Le Journal de l'emploi.
13.55 Rugby. En direct de Nîmes. Championnat de France. Demi-finale : Colomiers - Perpignan.
16.00 Basket NBA. Demi-finales de conférence.
17.05 Les Superstars du catch.
▶ En clair jusqu'à 20.00
17.55 Décode pas Bunny.
18.50 et 22.55 Flash infos.
19.00 T.V. +. Spécial Eurovision.
19.45 Football. En direct et en multiplex. D 1 : 34e et dernière journée.
23.00 Le Grand Tournoi. Film. Jean-Claude Van Damme.
0.30 A part ça... Le dalaï-Lama.
1.55 Marion ■■ Film. Manuel Poirier.

LA CINQUIÈME/ARTE

14.00 Fête des bébés.
14.30 Le Journal de la santé.
15.00 Fenêtre sur court.
15.30 François Chalais ou le rendez-vous manqué.
16.25 Sur les chemins du monde. 16.30 Les Dernières Frontières de l'Himalaya : Au cœur des glaciers. 17.00 Les Secrets de la canopée en Papouasie. 17.30 Lieux mythiques : Chichen Itza. 18.05 Taïga des chamanes.
19.00 Absolutely Fabulous. (v.o.).
19.30 Histoire parallèle.
20.15 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. Les Terres Jaunes du Yan'an.
21.35 Metropolis.
22.35 L'Hôpital et ses fantômes. [5/11]. Un mort vivant.
23.25 Music Planet. Céline Dion.
0.25 Corridor. Téléfilm. Sharunas Bartas (v.o.).
1.45 Court-circuit. Spécial Cassavetes. A Pair of Boots (v.o.). My Daddy Can Lick Your Daddy (v.o.).

M 6

13.20 V.
14.15 University Hospital.
15.05 Les Aventures de Brisco County.
16.05 Les Têtes Brûlées.
17.05 Chapeau melon et bottes de cuir.
18.05 Amicalement vôtre.
19.05 Turbo, Warning.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Les Piégeurs.
20.40 Ciné 6.
20.54 La Trilogie du samedi. 20.55 FX, effets spéciaux : la série. 21.45 The Sentinel. O. 22.45 Players : les maîtres du jeu.
23.35 Attirances diaboliques. Téléfilm O. Ralph Henecker.
1.10 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Comedie-Française. *Le Ping-Pong*, d'Arthur Adamov.
22.35 Opus. Les aventures créoles de David Murray.
0.05 Le Gai Savoir. Olivier Aurenche, professeur d'université.

FRANCE-MUSIQUE

19.31 Opéra. *Pelléas et Mélisande*, de Debussy. Par les Chœurs de l'Opéra-Comique et l'Orchestre national de France, dir. Georges Prêtre. Brigitte Balleys (Geneviève), William Dazeley (Pelléas).
23.07 Présentez la facture. Le luth avec Hopkinson Smith.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. Œuvres de Devienne, Onslow, Vorisek, Czerny.
20.40 La Pologne. *Concerto n° 2*, de Wienlawski ; *Quintette avec piano*, de Zarebski ; *Stabat Mater*, de Szymanowski ; *Symphonie n° 3*, de Lutoslawski.
22.40 Da Capo. *Quintette op. 111*, de Brahms ; *Symphonie n° 6*, de Tchaïkovski.

هكذا من الأصل

Le Monde

SAMEDI 9 MAI 1998

L'usage de l'héroïne a régressé en France

La consommation de cannabis de plus en plus réprimée

LE BILAN 1997 de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS), rendu *public jeudi 7 mai par le ministère* de l'intérieur, confirme de façon spectaculaire la perte de vitesse de l'héroïne en France. Une forte baisse des activités de la police, de la gendarmerie et des douanes, liées à l'usage et au trafic d'héroïne a été observée l'an passé. Le nombre de surdoses a considérablement chuté, de 393 personnes décédées en 1996 à 228 en 1997 – dont 336 victimes de l'héroïne en 1996 et 164 en 1997. Cette évolution représente *« la plus forte baisse enregistrée depuis vingt-quatre ans »*, souligne l'OCRTIS, ajoutant qu'elle *« s'inscrit dans la continuité des trois dernières années »* et qu'elle *« est à mettre en relation avec la désaffection constatée pour l'usage d'héroïne »*.

Si les interpellations pour usage et usage-revente de stupéfiants sont, toutes drogues confondues, en progression de 25,4 % sur une année (70 444 en 1997, contre 56 144 en 1996), la part de l'héroïne dans ce total ne cesse de diminuer (14,3 % en 1997, soit 11 885 usagers et usagers-revendeurs interpellés ; 21 % en 1996, soit 14 618 personnes arrêtées). L'OCRTIS avance plusieurs hypothèses pour expliquer le phénomène : la *« faible attirance des plus jeunes pour cette drogue »*, l'impact de la prévention et de l'*« association seringue-sida »*, le *« développement de la polytoxicomanie chez certains héroïnomanes »*, *« enfin, et surtout, l'extension des traitements de substitution initiés en 1995 pour la méthadone et en 1996 pour le Subutex (buprénorphine) »*.

LE CRACK FAIT MOINS D'ADEPTES

La diminution du nombre des arrestations de consommateurs et de petits revendeurs d'héroïne traduit, dans le même temps, *« la raréfaction du deal de rue »* et s'accompagne pour la première fois d'une forte chute des interpellations pour trafic (– 42,6 % en un an, soit 1 979 trafiquants d'héroïne arrêtés en 1997) et des saisies (– 32,7 %, soit un peu plus de 415 kilos interceptés en 1997).

Deuxième fait marquant du rapport de l'OCRTIS : la répression de l'usage de psychotropes (médicaments détournés, champignons hallucinogènes, solvants, etc.) connaît une forte augmentation. 705 usagers et usagers-revendeurs de ces différents produits ont été interpellés en 1997, contre 425 en 1996. *« Ce sont surtout les médicaments* [en cause dans 462 dossiers en 1997] *qui, souvent associés à de l'alcool, ont provoqué cette augmentation »*, précise l'OCRTIS. La montée des associations de produits et des polytoxicomanies, déjà repérée par les médecins et les chercheurs, trouve ainsi une confirmation dans les statistiques du ministère de l'intérieur.

Le nombre des consommateurs et des petits dealers de cocaïne interpellés a, lui aussi, fortement progressé, passant de 1 658 en 1996 à 2 075 en 1997. Cette hausse est due, selon l'analyse de l'OCRTIS, au fait que *« son usage s'étend au-delà des couches sociales les plus aisées »*, au *« développement d'un usage récréatif de cocaïne par les toxicomanes en cours de traitement de substitution à l'héroïne »* et, *« plus prosaïquement,* [à] *l'aboutissement de grosses affaires de trafic ayant débouché sur la mise en cause de nombreux usagers »*. Le crack semble, pour sa part, faire de moins en moins d'adeptes (482 interpellations pour usage et usage-revente en 1997, contre 598 en 1996).

SUCCÈS DE L'ECSTASY

Un *« doublement de l'usage des amphétamines »* a parallèlement été observé, qui s'expliquerait *« en partie par le fait que des consommateurs habituels d'ecstasy achètent et consomment sous cette appellation générique de simples amphétamines »*. Les saisies d'amphétamines ont été multipliées par deux entre 1996 et 1997 (respectivement 128 et 195 kilos saisis). Sur le front des drogues synthétiques, les interpellations pour usage et usage-revente d'ecstasy sont en *« légère augmentation »* (1 227 en 1997, contre 1 179 en 1996) et *« près d'un tiers des usagers d'ecstasy sont aussi des revendeurs »*, constate le bilan. Les amateurs de LSD semblent, quant à eux, moins nombreux (198 personnes interpellées en 1997 pour usage ou usage-revente de LSD, contre 267 en 1996).

La dernière tendance forte dont témoignent les services répressifs concerne le cannabis. Les interpellations pour usage et usage-revente ont augmenté de 30,4 % en un an et elles ont *« plus que triplé depuis le début de la dernière décennie »*, calcule l'OCRTIS. *Les usagers et usagers-revendeurs* de cannabis représentent 80,5 % du total des usagers interpellés en 1997, soit 66 577 individus, dont 80,3 % ont été arrêtés pour usage simple.

Le rapport souligne que *« les interpellations pour usage simple de cannabis (58 134) ont pris une envolée inquiétante depuis le début des années 90 »* et que *« la part représentée par les usagers mineurs s'accroît régulièrement »* (11,9 % en 1996, 13,7 % en 1997).

Laurence Folléa

Tirage du *Monde* daté vendredi 8 mai : 518 537 exemplaires 1

Violente polémique en Italie sur les causes des coulées de boue près de Naples

Le bilan provisoire de la catastrophe s'établit à 74 morts et plus de 200 disparus

ROME
de notre correspondant

Soixante-quatorze morts et plus de deux cents disparus : tel était le bilan provisoire dressé, vendredi matin 8 mai, par la protection civile, de la catastrophe qui a frappé le sud de la région de Naples à la suite d'importantes coulées de boues qui ont tout ravagé sur leur passage. La confusion observée dans l'organisation des secours ne permet pas encore d'établir avec précision l'ampleur de la catastrophe.

Dans un premier temps, les autorités n'ont pas évalué l'importance de ce désastre provoqué par des pluies diluviennes qui ont détaché de la montagne des plaques entières de terrain. Les secours ont été lents à se mettre en place, provoquant la colère des sinistrés et d'interminables polémiques sur la responsabilité des uns et des autres. Désormais, avec l'afflux de volontaires venus prêter main forte aux sauveteurs, c'est le manque d'organisation qui fait défaut au moment où l'on commence à mesurer véritablement les dimensions de la tragédie.

Alors que la boue commence à se solidifier, la protection civile a mis en garde la population contre les risques d'épidémies. Il n'y a plus d'eau potable et les communications restent difficiles alors que les sauveteurs continuent de fouiller les décombres à la recherche des corps ensevelis. Des habitants bloqués dans leurs maisons cernées par la marée boueuse ont été délivrés grâce aux hélicoptères. Désormais, il n'y a plus guère d'espoir de retrouver d'éventuels survivants. Des familles entières ont été décimées. Sarno, situé au pied de la montagne, a été particulièrement touché. Alors que le bilan est loin d'être encore établi, les risques de nouveaux dégâts semblent désormais limités.

Le drame a suscité la colère, voire la rage de la population contre les responsables administratifs. Antonio Rastrelli, président de la région, fait figure de premier accusé. Il avait été nommé en janvier 1997 commissaire pour la dégradation hydrogéologique à la suite d'un éboulement de terrain et se défend aujourd'hui en affirmant qu'il n'a pas eu l'argent nécessaire pour faire face à ses responsabilités. Le gouvernement prétend le contraire. Et la polémique surgit entre la majorité et l'opposition.

« UNE LONGUE CURE NÉCESSAIRE »

De Washington, où il était en voyage, Romano Prodi a surtout insisté sur l'urgence de la situation et affirme qu'*« une longue cure est nécessaire pour venir à bout de la longue incurie dont souffre cette région »*. Il a en effet fallu des années pour qu'une loi sur la protection du sol soit mise au point. Ce qui fut fait en 1989. L'Autorité du bassin de Sarno a été instituée cinq ans plus tard, en 1994, elle est aujourd'hui encore inopérante. Son secrétaire a été nommé au mois d'avril, mais le comité technique n'a pas encore été constitué.

Le président de la République, Oscar luigi Scalfaro, a écourté sa visite officielle en Suède de vingt-quatre heures en raison de la gravité de la catastrophe. Selon le secrétaire de la protection civile, Franco Barberi, un tel drame n'était pas *« prévisible »*. *« Il n'est pas possible de faire des prévisions sur les éboulements de terrain et de connaître leur localisation et leur intensité en fonction de l'importance des chutes de pluies. »* En revanche, il aurait été possible d'éviter certaines déforestations abusives sur un terrain dont l'instabilité est notoirement reconnue – puisque recouvert par les éruptions du Vésuve – et dont la fragilité est accrue par les incendies de forêts.

L'urbanisation sauvage a multiplié les risques de catastrophe. Une étude récente a estimé à cent cinquante les constructions abusives dans le seul parc naturel du Vésuve, où vivent actuellement trente mille personnes. Et l'on est loin de la zone du sinistre, où des centaines d'habitations ont été édifiées dans l'axe du creux des plis de la montagne d'où est descendue la mort.

Michel Bôle-Richard

Les agents des services secrets français sont-ils démotivés ou ingrats ?

LES AGENTS des services spéciaux français sont-ils démotivés ? Ou, plus exactement, leur hiérarchie les démotiverait-elle au point qu'ils se sentent *« oubliés »* par l'administration, qui les gère au quotidien ? C'est apparemment le cas. Du moins, s'il faut en croire deux élus – le président et la secrétaire générale – du Cercle d'entraide sociale et culturelle (CESC) qui, sous ce vocable qui a besoin d'être décodé, sert, à la fois, de comité d'entreprise, de lieu d'expression libre, voire de bureau des pleurs aux fonctionnaires, contractuels et retraités, qu'ils soient civils ou militaires, de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Chaque année, *l'Echauguette*, qui est le bulletin de l'association des personnels de la DGSE, rend compte de l'assemblée générale du CESC qui entend, en présence de la direction, le rapport moral, puis le rapport d'activité de ses élus. *« Il m'arrive fréquemment,* observe cette fois-ci le président du CESC, *d'entendre dire que nos agents sont démotivés et c'est certainement vrai. »* Comme en écho, la secrétaire générale ajoute : *« La conjoncture économique impose des priorités, et nous ne pouvons malheureusement que constater notre marginalité qui laisse à penser que, bien souvent, nous ne faisons pas partie de ces priorités et que nous sommes oubliés ! »*

« UN BÊTISIER » DES « MALADRESSES »

Le président du CESC confie qu'il tient, depuis un an, *« un bêtisier »* des *« maladresses »* – *« et nous espérons,* développe-t-il aussitôt, *qu'il ne s'agit que de maladresses »* – *« de ceux qui, par leurs responsabilités, ont le devoir de maintenir la cohésion de notre Maison et le respect des uns envers les autres »*. Et de citer quelques exemples de *« maladresses »* commises par des responsables administratifs ou techniques de la DGSE qui n'ont pas de considération pour le travail de leurs subordonnés et *« qui ne contribuent pas à motiver les personnels, à leur faire transcender leur ego pour un sens collectif porté vers une mission commune »*. Bref, on assiste *« à une érosion progressive de la cohésion »* à un point tel que, selon les élus des employés de la DGSE, *« cette grande famille se fissure »*.

Démotivés à les en croire, les fonctionnaires de la DGSE ne seraient-ils pas plutôt des ingrats ? Ou les deux en même temps. Car ils doivent admettre qu'il est intervenu *« un grand événement »* en 1997 et au début 1998. Un événement passé sous silence, comme tout ce qui a trait au « monde de l'ombre ». A savoir la signature, par l'Etat, de textes qui réforment les statuts de certaines catégories de personnels – pas toutes encore, loin de là, au sein de la DGSE – et qui sont censés améliorer ou stabiliser la carrière de chacun des bénéficiaires. *« On n'y croyait plus ! »*, avoue la secrétaire générale du CESC, tant *« les choses ont avancé lentement »*. Il est vrai que les premières discussions datent du temps où Claude Silberzahn dirigeait la DGSE et où, ministre entre 1989 et 1991, Michel Durafour lançait sa réforme de la fonction publique...

Jacques Isnard

Le Labour de Tony Blair maintient ses positions aux élections locales

LONDRES
de notre correspondant

Les Anglais, qui étaient appelés à renouveler la moitié de leurs assemblées locales, ne se sont pas pressés dans les isoloirs, jeudi 7 mai. D'après les derniers résultats obtenus vendredi matin, les travaillistes restaient, de loin, le premier parti britannique, au plan national comme local. L'usure du pouvoir s'est certes quelque peu manifestée dans certains conseils d'Angleterre tenus par le *« vieux Labour »* ou qui ont été secoués par des scandales récents ; ainsi le port de Liverpool est passé entre les mains des libéraux-démocrates. Au total, le Labour a perdu moins d'une centaine de sièges, mais il conserve plus de la moitié des quelque quatre mille à pourvoir et a pris le contrôle de deux conseils de plus.

Les tories, qui ne sont plus que le troisième parti local, ont gagné plus de deux cent cinquante sièges et deux conseils. Le petit Parti libéral-démocrate est le grand perdant, puisque, en nombre de conseillers, il est désormais devancé par les tories, mais il contrôle plus d'instances locales qu'eux.

Ces élections représentaient le premier test grandeur nature pour le premier ministre. Les tories ont certes gagné quelques sièges, mais la remontée qu'ils espéraient ne s'est guère produite. Ils ne sont parvenus qu'à reprendre leurs anciens fiefs tombés dans l'escarcelle du Labour.

Par ailleurs, les Londoniens ont approuvé, jeudi 7 mai, à une très large majorité, le projet de doter la capitale britannique d'un maire, qui était soumis à référendum par Tony Blair. Ils ont été 72,01 % à voter « oui », contre 27,99 % à s'y opposer, mais un électeur sur trois seulement s'est dérangé. Le fort pourcentage d'abstentions ne saurait être compris comme une opposition mais comme un désintérêt face à une cause gagnée. Les principaux partis s'étaient ralliés au projet Blair d'un maire puissant – à l'américaine, le modèle choisi étant celui de maire de New York. Mais la bataille pour le poste de maire de Londres ne fait que commencer.

Patrice de Beer

Des scientifiques émettent des réserves sur le maïs transgénique

L'INTRODUCTION du maïs transgénique dans la nature suscite des réserves de la part de certains scientifiques,qui craignent une transmission à l'homme du gène étranger introduit dans la plante. Lors du 5e Congrès international sur la prophylaxie des infections qui se tenait, jeudi 7 mai, à Nice, une équipe de chercheurs suisses a fait savoir que, selon les résultats de ses recherches, *« le gène conférant une résistance à un antibiotique qui est greffé au maïs peut provoquer une nouvelle résistance chez les consommateurs »*. Jean-Claude Pechère, professeur à l'université de médecine de Genève, a précisé : *« Ce risque est minime, mais il existe. Face au développement des maladies infectieuses provoquées en partie par l'augmentation des résistances aux antibiotiques, nous tirons le signal d'alarme »*. Tous les spécialistes ne partagent pas ce point de vue.

Réactions de soutien à Albin Michel

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE a publié un communiqué dans lequel il *« exprime sa stupéfaction »* après les décisions des juges des référés concernant les ouvrages *La Mafia des tribunaux de commerce*, d'Antoine Gaudino, publié par Albin Michel, et *Yann Piat, l'histoire secrète d'un assassinat*, de Jacques-Marie Bourget et Claude Ardid, publié par Plon (*Le Monde* du 8 mai), et considère que *« le recours à la procédure de référé, qui s'inscrit en dehors du champ d'application de la loi sur la presse et qui ne permet aucun examen sur le fond, constitue un véritable contournement des textes en vigueur et restaure des mécanismes de censure intolérables »*. Par ailleurs, la revue professionnelle des éditeurs, *Livres Hebdo*, a publié sous le titre « Nouveau : le délit d'édition » un article qualifiant les astreintes d'*« invention infernale, techniquement impossible à appliquer »*.

Certains éditeurs envisagent de soutenir Albin Michel en rééditant l'ouvrage d'Antoine Gaudino sous un label collectif, comme cela avait été déjà fait en 1989 pour la traduction française des *Versets sataniques* de Salman Rushdie. Un communiqué du Parti socialiste rappelle son *« attachement indéfectible à la liberté d'expression ainsi qu'au droit d'investigation et d'enquête dont jouissent la presse et l'édition »*.

■ **JUSTICE** : selon le rapport annuel de la Cour de cassation, rendu public jeudi 7 mai, le nombre des indemnisations accordées aux anciens détenus ayant bénéficié d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement a fortement augmenté en 1997 : 50 % des demandes ont été approuvées contre seulement 24 % en 1996. En moyenne, chacune des 65 personnes indemnisées a touché 63 000 francs.

■ **CENTRE** : le budget de la région Centre devrait être adopté sans vote en application de la loi dite du *« 49-3 régional »*, la droite UDF, RPR et DVD ayant décidé de ne pas déposer un budget alternatif à celui proposé par le président, Michel Sapin (PS). C'est la première fois qu'une telle procédure intervient dans une assemblée régionale.